TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11733 — MARDI 19 OCTOBRE 1982

LES PRIX NOBEL

Physique : L'Américain K. G. Wilson

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 290 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,16 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 78 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,80 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; É.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 58 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le verdict ambigu des électeurs grecs

Le verdict qu'a rendu l'opinion grecque dimanche 17 octobre, à l'occasion du premier tour des élections municipales, est apparemment assez confus, voire contradictoire. Cette première grande consultation à l'échelle nationale depuis l'arrivée au pouvoir de M. Papandréou était attendue avec d'autant plus d'intérêt qu'elle coïncidait, à un jour près, avec l'anniversaire de sa massive *victoire électorale du* 18 octobre 1981, qui avait vu la « vague verte » du PASOK (parti socialiste panhellénique) déferler sur la Grèce.

Pour commémorer son succès, M. Papandréou aurait sans doute préféré un vote au résultat moins ambigu. Certes, ses amis ont conquis de nombreuses mairies, surtout parmi les villes de plus de 10 000 habitants, et s'apprêtent à confirmer cette avancée dimanche prochain. Une avancée qui vient récompenser leurs efforts d'implantation locale et apporter un démenti aux rumeurs selon lesquelles, en raison des difficultés économiques et d'une certaine intolérance du parti gouvernemental notamment, la cote du PASOK et de son chef s'était effondrée.

Il n'en reste pas moins que l'électorat socialiste enregistre un recul. Loin de « transformer l'essai » marqué le 18 octobre 1981, comme ils l'espéraient, les partisans de M. Papandréou, qui avaient alors frôlé la majorité absolue, perdent parfois jusqu'à huit ou dix points. Sans doute convient-il de ne pas tirer du rapprochement des résultats législatifs de 1981 et municipaux de 1982 plus d'enseignements qu'il n'en peut donner. Mais la tendance existe.

Elle risque de se révéler d'autant plus préoccupante pour le premier ministre et son parti que, si la gauche progresse globalement, c'est avant tout à une remontée du parti communiste « de l'extérieur » (K.K.E., pro-soviétique) qu'elle le doit. La direction du P.C., animé par M. Florakis, secrétaire général, jouait là une partie délicate. Elle avait été remise en cause à la suite de la déroute électorale d'octobre 1981, lorsque le parti n'avait recueilli que 11 % des suffrages. Or, non seulement le K.K.E. conserve de fortes positions à Thessalonique, à Patras, au Pirée, mais il passe de 16 % à 19 % des voix à Athènes, et progresse également, de façon parfois plus sensible encore par rapport au scrutin municipal de 1978, dans de nombreuses autres villes. Le plus souvent au détriment des socialistes.

Le jeu des communistes paraît donc avoir été électoralement payant. Il a consisté, depuis quelques mois, à se réclamer constamment des « forces du changement » et *de la nouvelle majorité* tout en critiquant de plus en plus vigoureusement tout ce qui pouvait, dans l'action gouvernementale, déplaire à l'opinion de gauche. Il est vrai qu'en un an de gouvernement les socialistes ont suscité de réels mécontentements dans certains secteurs. C'est le lot de tout pouvoir — surtout en période de crise — et celui de tout pouvoir démocratique que ces mécontentements soient exploités par l'opposition. La Nouvelle Démocratie de de M. Averof en a profité. Mais il est sans doute plus amer, pour M. Papandréou, de voir les communistes tirer le meilleur parti électoral des faux pas du gouvernement.

Durant la campagne de 1981, les socialistes helléniques attendaient beaucoup d'un « effet Mitterrand » à la grecque. Depuis, à Athènes, la classe politique fait constamment référence à la vie publique française, à des fins d'ailleurs diverses. Elle ne devrait pas tarder à prédire un « effet Florakis » aux socialistes français lors des élections municipales de mars 1983.

Un entretien avec le président Amine Gemayel

• Le Liban ne sera sauvé que lorsque son armée y détiendra le monopole des armes après le départ des forces étrangères

• L'occupant israélien est responsable des massacres de Sabra et de Chatila

Arrivé à New-York dans la soirée du dimanche 17 octobre, le président Amine Gemayel prononce, ce lundi, un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, avant de se rendre à Washington pour des entretiens avec M. Reagan. Le chef de l'Etat libanais a d'ores et déjà déclaré qu'il ferait porter tout son effort au cours de ce voyage, poursuivi mercredi à Paris, puis à Rome, où il rencontrera les présidents Mitterrand et Pertini, sur l'urgence du retrait des forces étrangères de son pays et l'ampleur des besoins financiers liés à sa reconstruction. L'aide économique et militaire des Etats-Unis pourrait atteindre 10 milliards de dollars.

● LES ÉTATS-UNIS *ont proclamé leur détermination de suspendre leur participation et leur contribution financière à l'ONU si Israël était chassé de l'Assemblée générale, et entendent faire de même à l'égard de toutes les agences spécialisées de l'organisation. Par ailleurs, le département d'Etat a assuré, samedi, qu'* « aucun membre de l'O.L.P. » *ne sera reçu officiellement, le 22 octobre, à Washington, s'il se présentait au sein du comité issu du sommet arabe de Fès dirigé par le roi Hassan II du Maroc. Le même jour, M. Arafat a maintenu, à Tunis, que son représentant assisterait à* « toutes les réunions » *qu'aura le comité avec les cinq membres du Conseil de sécurité.*

● AU LIBAN, *la radio d'Etat a signalé, dimanche, un début de retrait des forces israéliennes de plusieurs localités voisines d'Aley, où elles avaient renforcé leur dispositif, vendredi, à la suite de violents affrontements entre militants de gauche et phalangistes. Ce mouvement ne concerne pas l'ensemble de la montagne druze du Chouf.*

Dans la matinée, le président libanais avait réuni les représentants des milices qui s'étaient affrontées afin de parvenir à un accord. M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.), accuse, pour sa part, les Israéliens de pousser sa communauté druze au séparatisme.

● DANS L'ENTRETIEN *qu'il a accordé, avant de quitter Beyrouth, à notre correspondant — le premier entretien à la presse écrite, — le président Gemayel assure* « relever le défi de la restauration de la souveraineté, des libertés et de la démocratie » *dans son pays. Il entend faire procéder au démantèlement des arsenaux existant tant à l'est qu'à l'ouest de la capitale pour que le* « monopole des armes » *revienne à l'armée libanaise. Excluant une paix* « imposée ou artificielle » *avec Israël, qu'il rend directement responsable des massacres de Sabra et de Chatila, le chef de l'Etat libanais laisse prévoir l'expulsion des civils palestiniens* « entrés dans le pays sans titre dans le cadre d'un complot ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président Amine Gemayel nous reçoit sur la terrasse de son palais de Baabda dont des ouvriers réparent la toiture, endommagée par des tirs de diverses provenances, personne n'ayant épargné le symbole de l'Etat. Son bureau est installé derrière d'épaisses plaques de Plexiglas criblées d'éclats de bombes, et il observera, au cours de l'entretien, avec un geste excédé, que les Israéliens « *sont encore là, à 200 mètres...* »

L'« armée d'invasion », — comment l'oublier ? — compte soixante-dix mille homme dans le pays, les Syriens en ont trente mille et la résistance palestinienne dispose encore de dix mille combattants échappés à la naise. Enfin, les Forces libanaises se battent contre les militants de M. Joumblatt depuis près de deux semaines.

C'est dire combien la « *paix* » est fragile, étayée par une assistance extérieure que traduit la présence de la force internationale et, plus encore, par le désir farouche de l'immense majorité des Libanais de tourner la page des déchirements. Le chef de l'Etat, décidé à en restaurer l'autorité, répond à nos questions avec détermination et confiance.

« Le consensus qui vous a porté à la tête de l'Etat a pris, progressivement, la dimension de l'unité nationale. Comment pourrez-vous faire en sorte qu'il garde ce caractère et ne se dégrade pas en un simple compromis ?

— Personne ne veut plus de compromis ici, pas même les ennemis d'hier. C'est une notion dépassée, et les Libanais ont compris ce qu'elle leur a coûté, distinguant du même coup l'essentiel, c'est-à-dire les intérêts supérieurs de la nation, de l'accessoire et des manœuvres politiques. C'est le cas de la gauche, qui avait longtemps confondu les intérêts du Liban et ceux de la résistance palestinienne. Je comprends qu'elle se soit solidarisée avec celle-ci dans l'action politique, mais je n'admets pas que la priorité soit accordée par des Libanais à la cause palestinienne sur celle de leur pays.

» Cette prise de conscience est aujourd'hui le moteur de la reconstruction du Liban. Tous les préjugés sont tombés et nous repartons de zéro. S'il y a des surenchères désormais, c'est plutôt en matière de libanisme. Je puis vous dire que notre deuxième République est née. Je ferai table rase de toutes les vicissitudes du passé qui nous ont menés là où nous sommes.

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Les partis et les « affaires »

Les déclarations de Mme Veil et de M. Chirac annoncent un retour au calme

A l'issue de son inter-congrès qui s'est achevé, le 16 octobre à Versailles, la C.G.C. a confirmé son opposition à l'essentiel de la politique gouvernementale. Elle a appelé à une manifestation à Paris le 18 novembre, et ainsi abandonné tout « apolitisme ».

L'opposition, qui enregistre ainsi un soutien non négligeable, a marqué ce week-end, par la voix de Mme Simone Veil et de M. Jacques Chirac, un souci de retour au calme après une semaine largement dominée par une succession d'« affaires ».

Un armistice...

« *Nous allons tous perdre notre sang-froid* » : cet avertissement de Mme Simone Veil est justifié par le constat d'un climat politique « empoisonné ». Il semble avoir été entendu, si l'on en juge par la tonalité de la prestation de M. Jacques Chirac devant le « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », en retrait par rapport à la conférence de presse du 13 octobre.

Il était temps, car à ce jeu-là, tout le monde perd. Tant il est vrai que la « classe politique » tout entière est atteinte par la rumeur des « affaires ».

Pendant plusieurs mois, la gauche a accusé la droite de vouloir « déstabiliser » le pouvoir (voir l'article de Jean-Yves Lhomeau) ; attaqué par le quotidien *Libération*, le R.P.R. a parlé à son tour d'une volonté de « déstabilisation » : mais n'est-ce pas l'un et l'autre camp qui s'entre-déstabilisent ?

En tout état de cause, les protestations vertueuses, d'où qu'elles viennent, ne sauraient abuser l'opinion. Tous les partis politiques ont des problèmes de financement. Tous ont recours à des sociétés d'études. Comme le dit, en privé, un dirigeant socialiste, c'est la maladresse qui, dans ce domaine, est coupable...

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Le franc sous pression

En annonçant, samedi 16 octobre à Blois, les résultats du commerce extérieur pour septembre — le déficit le plus élevé depuis celui de juin, qui avait déjà battu des records historiques — M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, les a commentés avec la lucidité amère qui le caractérise : « Ils ne sont pas bons. »

C'est le moins qu'on puisse dire. Le ministre a précisé, en outre, que le déficit total pour 1982 atteindrait les 100 milliards de francs qu'il avait évoqués en février dernier, infirmant les pronostics formulés le mois dernier par son collègue le ministre de l'économie et des finances : 70 à 75 milliards de francs ; ils sont déjà atteints. L'annonce de ces résultats, assez catastrophiques, ne pouvait tomber à un plus mauvais moment.

Elle a impressionné très fâcheusement les milieux financiers internationaux, notamment allemands et suisses, en attendant les américains. Elle a également contraint la Banque de France à soutenir le franc par rapport au mark, dont le cours est, comme les jours précédents, resté bloqué lundi à son niveau record de 2,83 francs à Paris.

L'aggravation de la situation du commerce extérieur va compliquer la tâche du gouvernement, où des tensions, déjà sous - jacentes, pourraient s'aviver. M. Jobert n'a-t-il pas déclaré à Blois que « la situation d'urgence (du commerce extérieur) est finalement apparue au gouvernement plus tard que je ne souhaitais ».

Certes, des mesures vont être prises, une cinquantaine dit-on, mais elles ne sauraient être que ponctuelles, ne portant leurs effets que dans plusieurs mois. Certes, également, le gouvernement table sur une diminution de 30 milliards de francs du déficit commercial en 1983. Mais ce pronostic est fondé, en grande partie, sur une baisse hypothétique du dollar, nullement acquise par avance, et, en attendant, à court terme même, le franc pourrait être soumis à de très vives pressions, au sein du système monétaire européen.

A la demande de M. Mitterrand

LIBÉRATION DE L'ÉCRIVAIN CUBAIN ARMANDO VALLADARES

(Lire page 48.)

NOUVEAUX CIRCUITS DE L'OPPOSITION

I. — La psychose de « déstabilisation »

par JEAN-YVES LHOMEAU

« Déstabilisation », le vilain gros mot ! Vilain parce que lourd d'intentions ou d'entreprises malignes ou malsaines. Gros parce qu'injurieux et calomniateur s'il nourrit une accusation sans preuve. Pourtant, il a été à la mode — une mode fugace — chez les socialistes au lendemain de l'échec de la gauche aux élections cantonales de mars 1982. La droite était alors accusée de mettre en œuvre une « *stratégie de déstabilisation* » destinée à jeter bas le pouvoir légitime, légalement confié à la gauche par le peuple en mai et juin 1981.

Le mot a peu à peu disparu du vocabulaire socialiste bien que tel ou tel dirigeant du P.S. le laisse encore échapper, à l'occasion, comme par inadvertance.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, considère M. Jacques Chirac comme un expert en la matière. Après avoir « déstabilisé » le candidat Chaban-Delmas, en 1974, afin de faciliter l'élection du candidat Giscard d'Estaing à la présidence de la République, M. Chirac a « déstabilisé » M. Valéry Giscard d'Estaing, pendant cinq ans, de *1976 à 1981*, jusqu'à faire le lit de M. François Mitterrand.

Sur cette lancée, fort d'une longue expérience, le maire de Paris tenterait de rééditer la même opération au détriment de M. Mitterrand et, cette fois, pour son propre compte. M. Jospin, qui traitait de cette question sur le mode ironique, n'a pas dit comment.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Consensus

Ce fut l'une des plus grandes « manifs » depuis le début du septennat. Ils étaient vingt-cinq mille dans Paris, hommes, femmes, jeunes et vieux, des valides et des handicapés. Il y avait des chômeurs, des cadres, des riches et des pauvres, des fonctionnaires et des médecins.

Ils étaient, pour une fois, tous d'accord. Il y avait des communistes et des gaullistes côte à côte. Des socialistes à petites foulées, et des U.D.F. coureurs de fond. Aux Vingt kilomètres de Paris, sur la rigueur des pavés, c'était le consensus dans l'effort, enfin !

BRUNO FRAPPAT.

« SIRIUS » DE STOCKHAUSEN

La vie profonde de la Terre

En ce temps où l'on prête plus volontiers attention aux prophètes d'apocalypse ou aux esprits négateurs et narquois, il est rafraîchissant d'entendre un message d'amitié et d'espoir aussi florissant que *Sirius*, de Karlheinz Stockhausen (1). C'était le 16 octobre, dans l'espace de projection de l'IRCAM, la première audition intégrale à Paris, qui a laissé un peu incertain, semble-t-il, un public débordé par la nouveauté, la complexité et la richesse de l'œuvre.

Dans l'obscurité, quatre soucoupes volantes ont atterri, amenant quatre messagers de l'étoile Sirius qui, montés sur des estrades aux quatre points cardinaux, révèlent leur mission : « *Nous venons pour renouveler votre vie, enflammer en vous la joie de l'esprit, attiser votre nostalgie de la lumière et de la patrie céleste. Que la musique de Sirius soit un encouragement pour les pionniers de la Terre et de l'espace, et que de votre travail puisse naître une humanité divine.* »

Alors commence une prodigieuse exploration des mécanismes, ou plutôt des forces et des richesses de la vie, qui se renouvellent et se développent d'année en année à travers le retour perpétuel de « *la roue* » des saisons — cette roue qui s'ouvrait à l'IRCAM pour la première fois par l'automne.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 19.)

(1) Un message qui n'est pas né dans l'inconscience d'une tour d'ivoire, si l'on se rappelle que le compositeur, adolescent, a connu les pires horreurs de la dernière guerre : *son père tué au front, sa mère exécutée comme aliénée mentale par les nazis*, et lui-même brancardier dans un hôpital militaire, puis valet de ferme, au milieu du déluge de fer et de feu.

Le Monde

idées

Quelle société demain ?

Quelle société faut-il espérer pour demain ? Jacques Decornoy présente et commente certaines des idées lancées à Ottawa, lors d'une rencontre consacrée à Maritain et à l'avenir de la démocratie. J.-Y. Corbierre et A.-P. Noël soutiennent les vues de Michel Jobert, dont la liberté de pensée ouvre une voie nouvelle. Michel Drancourt estime, pour sa part, que seul le libéralisme permet une bonne organisation de la vie sociale.

La tragédie des démocraties

par JACQUES DECORNOY

« *LA tragédie des démocraties modernes consiste dans le fait qu'elles n'ont pas encore réussi à réaliser la démocratie* », écrivait Jacques Maritain. Ce jugement du philosophe chrétien date de 1943. Il demeure valable, quatre décennies plus tard, quatre décennies au cours desquelles, face à un monde socialiste souvent plus irréel que « *réel* », le monde capitaliste a pu croire en son expansion illimitée avant de retomber dans une crise dont nul ne peut prédire l'issue, cependant que les défis de tous ordres posés par le tiers-monde se multiplient. Dans ces conditions, la démocratie libérale, historiquement et géographiquement liée à l'essor du capitalisme, a-t-elle un avenir ? Ou, plutôt, quel est l'avenir de la démocratie au-delà de ce système ? (1).

La démocratie est-elle devenue ingouvernable ? La question avait été posée dès 1975 dans le fameux rapport de la Commission trilatérale, « *The Crisis of Democracy* », dont l'un au moins des auteurs, le professeur Huntington, suggérait une restriction des libertés afin d'adapter le fonctionnement des institutions à un système économique chancelant. Proposition qui partait notamment d'une constatation : l'Etat keynésien ne pouvant plus répondre à toutes les demandes et ployant sous le poids de la « *surcharge* » (« *overload* »), la rationalité politique et sociale mise en place pendant plusieurs dizaines d'années étant à bout de souffle, il conviendrait de sortir de ces contradictions internes en pliant les rapports entre l'Etat et les citoyens, et entre les citoyens, aux exigences de la bonne gestion des rapports marchands, et donc du *statu quo* économique.

Faut-il se laisser *enfermer* dans le dilemme idéologique formulé par la Trilatérale et, ensuite, avec des variantes, par tant d'écoles « nouvelles » ? Ou, comme l'ont fait les participants à la rencontre d'Ottawa, se situer « *au-delà de la crise de gouvernabilité* » pour déboucher sur une analyse moins pessimiste ? Depuis 1975, la crise n'a cessé de s'aggraver. Pendant la rencontre elle-même, Washington diffusait ses dernières statistiques de chômage : il touche 10,1 % de la population active globale, mais 20,2 % de la population noire, mais encore 48,5 % des jeunes Noirs sortant de l'école. Autre chiffre donné par un orateur : d'ici à l'an 2 000, « *la situation du sous-emploi dans le tiers-monde sera aggravée par la nécessité de trouver au moins sept cent millions d'emplois nouveaux* ». Et quelque deux milliards de personnes « vivront » dans le tiers-monde en milieu urbain...

Système économique et idéologique

Quels types de système pourront relever, dans les pays occidentaux, ces défis internes et externes ? Quels modes d'organisation verront le jour dans ce tiers-monde dépendant, au tissu social en charpie, aux concentrations urbaines (y compris dans les zones à faible densité moyenne, comme l'Afrique) désormais incontrôlables ? Un journal canadien a qualifié les statistiques du chômage américain de « *dynamite politique* », et Anthony Sampson parle du « *spectre qui hante l'Occident* » (2). Quel superlatif inventer pour évoquer les crises à venir dans ce qu'il est convenu d'appeler le Sud ? Situation qui faisait dire à un conférencier d'Ottawa que, en raison de la poursuite de cet état de choses, les « *démocraties populaires* » risquaient de « *conserver un attrait certain* ».

Dans son rapport introductif distribué à Ottawa, M. Roberto Papini, secrétaire général de l'Institut Maritain, avait rappelé quelques vérités premières : la crise économique n'a pas pour cause le fonctionnement démocratique ; elle est tout d'abord le produit du système capitaliste libéral, dont on peut, en conséquence, se demander s'il faut en respecter « *les exigences et les règles* ». Il écrit : « *On ne peut négliger les responsabilités de l'idéologie libérale capitaliste qui, dans ses formes les plus conséquentes et les plus dures, est liée non seulement aux politiques économiques, sociales, mais aussi institutionnelles (de la doctrine de la « sécurité nationale » à la théorie de la « démocratie limitée »), de nombreux régimes autoritaires d'Amérique latine, au-delà de leur héritage colonial ou postcolonial* ». Il ajoutait que, à la faveur de cette crise, des relations d'un autre type entre la personne et la société devaient pouvoir être imaginées, le modèle politique libéral connu n'étant sans doute pas la seule façon de réaliser la démocratie. Il faudrait donc, puisqu'il ne semble plus fonctionner bien, aller au-delà du « *compromis keynésien entre le capitalisme et les masses laborieuses* », compromis qui s'était consolidé « *surtout grâce à la médiation des partis sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens* ».

Le professeur Pavan a eu pour sa part cette formule : « *Il n'était pas légitime, ni théoriquement ni pratiquement, d'associer hier, de façon univoque et « réductionniste », la démocratie aux valeurs d'échange et à leur accroissement ; il n'est pas légitime, aujourd'hui, d'en annoncer le déclin, au moment où le monde connaît des difficultés et une crise au sujet de ces valeurs.* » Autrement dit, la démocratie n'est pas un « *épiphénomène du taux de P.N.B.* » — et, ajouterons-nous, ne devrait pas être un épiphénomène du mode de production capitaliste.

L'éclatement du langage

Bien d'autres remarques ont été faites à Ottawa, dont certaines mériteraient approfondissement. Celle-ci, notamment, de M. Leca : « *Le fait que les communications échappent à tout contrôle centralisé est traditionnellement jugé comme un « atout pour la démocratie » ; à juste titre, mais c'est oublier que l'éclatement du langage en une multitude de microsens communs non communicables mais seulement exhibés détruit toute possibilité de construire socialement la réalité.* » Ce jugement aborde, en termes ramassés, un des aspects majeurs de la formation du citoyen, et donc du fonctionnement de la démocratie : le message diffusé est-il aussi « libre » qu'il est souvent proclamé ? La multiplication des diffuseurs (radios, câbles, etc.) signifie-t-elle nécessairement qu'il y a enrichissement de la notion de citoyenneté ? N'assiste-t-on pas, au contraire, *via* l'usage de techniques d'ailleurs conçues et réalisées par des firmes sur lesquelles le citoyen n'a pas prise, et sous le couvert d'une idéologie pseudo-pluraliste, à l'émiettement de l'information, à l'impossibilité de la synthèse qui seule assure une cohérence à la vision du réel et donc une possibilité d'action démocratique ?

Il est en revanche regrettable qu'à Ottawa n'ait pas été présentée une contribution spécifique sur les Etats-Unis, leur système et leurs liens avec l'extérieur. Plus généralement se pose en effet la question des pays dont le fonctionnement démocratique interne s'accompagne d'un comportement international qui contredit les principes affirmés et plus ou moins appliqués localement (3). Plus profondément encore, et ceci touche au système économique, et, au-delà, au système des valeurs, à la notion de « bien commun », une partie (très, et de plus en plus minoritaire) du monde peut-elle continuer de baser sa vie démocratique sur un accaparement démesuré des ressources planétaires ?

Ces questions concernent l'ensemble des pays occidentaux. Leur examen pousse aussi à s'interroger sur les difficultés pour un pouvoir social-démocrate ou socialiste d'amorcer — dans le cadre d'une nation et dans un environnement international défavorable — des changements pourtant aussi nécessaires qu'urgents. Il convient, certes, au nom de la démocratie, de refuser les thèses sur « *la crise de non-gouvernabilité* » et de souligner l'hypocrisie des tenants du néo-libéralisme. Mais il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Maritain rappelait en 1943 que les démocraties n'avaient pas réalisé la démocratie. Il serait naïf et suicidaire de croire que ce but serait approché sans un bouleversement des esprits et des systèmes économiques. Un discours qui ne peut être tenu pleinement aujourd'hui, parce qu'il ne serait pas reçu, par les responsables politiques, mais qui doit progressivement irriguer la société grâce à l'information, l'explication, la prise de conscience de phénomènes que nous osons rarement regarder en face.

(1) Ces réflexions font suite aux travaux du Congrès international commémoratif du centenaire de Jacques Maritain, organisé à Ottawa du 6 au 9 octobre par l'Institut international Jacques-Maritain (16, via Rovigo, Rome). A cette occasion, outre de nombreuses contributions à la pensée du « philosophe dans la cité », a été présenté un rapport provisoire intitulé : « *La démocratie au-delà de la crise de gouvernabilité* », et rédigé par les professeurs Achille Ardigo (Bologne), Louis Baeck (Louvain), Jean Leca (Paris), Eduardo Palma (Santiago-du-Chili), Roberto Papini (Trieste), Antonio Pavan (Padoue), Louis Sabourin (Montréal) et Jacques Vandamme (Louvain).

(2) *The Globe and Mail* du 9 octobre, et *Newsweek* du 18 octobre.

(3) Au moment où M. Reagan prenait des sanctions commerciales contre la Pologne, après l'interdiction de Solidarité, il décidait une reprise de certaines aides financières au Guatemala... *sous prétexte que les droits de l'homme y seraient désormais mieux respectés* (ce qui a été immédiatement contredit par nombre de témoignages américains).

Le libéralisme... tout simplement

par MICHEL DRANCOURT (*)

LE socialisme, c'est le socialisme. Pourquoi, lorsqu'on parle de libéralisme cherche-t-on à y accrocher un adjectif, social ou solidaire comme l'a fait Valéry Giscard d'Estaing dans sa nouvelle percée télévisée du 16 septembre ?

Le libéralisme met l'accent sur la primauté de la personne et sur l'initiative individuelle. *Il est lié à la propriété qui donne à ceux qui l'assument des droits et des devoirs.* Il pousse chacun à tirer le meilleur parti de ses capacités avec l'espoir d'une réussite compensée par le risque de la sanction en cas d'échec. C'est la doctrine de la responsabilité. Le libéralisme procède d'une philosophie optimiste. Son application réussie suppose un socle de valeurs morales.

Sur le terrain économique, le jeu des millions d'acteurs fait que les accidents de parcours sont corrigés au jour le jour. La gravité des crises que nous subissons n'est pas le résultat du jeu libéral, mais celui des *obstacles mis à sa pratique. Plus on fige* les situations, plus les drames, inflation ou chômage, se durcissent et s'amplifient.

Le propre du libéralisme, c'est la concurrence, *c'est-à-dire la compétitivité*, la mise en valeur des qualités de chacun au profit du plus grand nombre. Mais la concurrence inquiète. Tous les frileux qui sont enfermés dans les forteresses des métiers *protégés*, tous les détenteurs d'un quelconque « plaçou » ou d'une « planque », n'aiment pas qu'on puisse les déloger.

L'industrialisation s'est accomplie en France *sous un régime que l'on disait libéral, mais qui restait marqué* par l'étato-technocratie. Elle a favorisé plus qu'ailleurs la multiplication des activités protégées et des emplois garantis. Le nombre des indépendants, *petits chefs d'entreprise, artisans, agriculteurs, commerçants,* se réduit au profit de « cadres moyens » dans les administrations publiques ou privées. Ces « cadres moyens » et employés de *plus en plus nombreux ont contribué au* succès du socialisme. La représentation parlementaire en apporte une illustration très nette. En nationalisant, en étatisant, le gouvernement multiplie les postes dont les titulaires *espèrent rester en place quoi qu'il arrive.* Le libéralisme dans ces conditions a mauvaise presse parce qu'il est la doctrine de ceux qui dérangent. On en a souvent présenté en *France les inconvénients. On en montra rarement* les côtés positifs qui se résument en deux formules : la joie de vivre et la fierté d'ête quelqu'un.

L'autre obstacle auquel se heurte le libéralisme, et qui fait craindre aux *hommes politiques son parrainage,* c'est, paradoxalement, la montée de l'égocentrisme. On observe dans nos sociétés, ainsi que *le montrent* des enquêtes comme celles de la COFREMCA, la tendance des individus ou des familles à s'intéresser à leur horizon immédiat. *On se préoccupe de son quotidien, de sa retraite* et de ses loisirs. On laisse à d'autres le soin de rechercher la solution des grands problèmes. La désillusion arrive le jour — et c'est en train de se *produire — où les grands problèmes mal réglés* se traduisent en feuilles d'impôts et en baisse du pouvoir d'achat.

En termes politiques, puisque c'est l'époque où, en France, on se *met à réfléchir à d'autres perspectives* et où en Allemagne on parle de modifier le rôle de l'Etat, cette recherche du libéralisme passe par un changement décisif : celui de la *réduction des prélèvements obligatoires.* Avant l'élection de 1981, l'actuel président de la République disait qu'il faudrait ne pas dépasser 40 % d'impôts et de prélèvements *sociaux sur le revenu national. On est* à 45 %. On vogue vers 48 %. Les Suédois qui sont embarqués dans la même galère en sont à plus de 50 %. Pour que les *mécanismes et les réflexes du libéralisme puissent* fonctionner, il faudra redescendre à moins de 40 % ; plutôt à 30 ou 35 %. C'est une révolution.

Cela signifie que ce que l'Etat et la collectivité prennent en charge soit, *notamment en matière économique* ou de formation, en partie, assumé par les particuliers ou des associations. La Sécurité sociale de son côté *ne disparaîtra pas. Mais elle changera de nature.* Une secrétaire qui perçoit 5 000 F par mois et en coûte 7 700, touchera directement les 2 700 F supplémentaires. Elle sera *amenée à décider elle-même du* choix des garanties qu'elle souhaite. Au départ, chacun cherchera à fuir cette complication apparente. Mais devant la déconfiture de toutes les politiques sociales prises en charge par la collectivité avec ce que cela suppose d'anonymat, d'erreurs et de gâchis, l'opinion évoluera, et des *hommes politiques pourront exprimer* ce changement qui, au travers d'une formidable réforme, touchera en réalité l'essentiel de l'organisation de la société.

De *tout temps,* les hommes politiques ont été tentés d'établir leur pouvoir sur une foule anonyme en faisant appel aux sentiments les moins avouables, par exemple l'envie qui est *un puissant ressort* de la politique socialiste, tout en les parant des vertus du progrès. Ils ont souvent été écoutés et suivis, généralement dans les périodes où les peuples sont fatigués. Mais quand une *transformation vient à se produire,* elle est l'œuvre de ceux qui veulent limiter le rôle de la collectivité et font appel à des ressorts psychologiques plus enrichissants pour les personnes.

Le risque serait de *vouloir* jouer sur les deux tableaux et de tomber dans le « socialisme mou ». A trop hésiter sur le mot libéralisme, n'est-ce pas la social-démocratie que l'on favorise ?

(*) *Vice-président délégué de l'Institut de l'Entreprise.*

Une voie nouvelle

par J.-Y CORBIERRE et A.-P. NOËL (*)

A l'heure où l'Immortel M. Druon entend réformer la démocratie en faisant élire le président des Français non plus par le peuple mais par un conclave de sages, il est salutaire de plaider, à notre manière, pour un projet politique d'inspiration éminemment démocrate.

Membres du Mouvement des démocrates, nous saisissons l'occasion de la parution des *Chroniques du « Midi libre »* de Michel Jobert. Ces extraits d'articles du journal de Montpellier sont comme les étapes, quinzaine après quinzaine, du parcours d'un homme libre suivant « *avec anxiété et espoir la vie nationale* » et soucieux, au fil des « *années grises* » du précédent septennat, de sans cesse passer « *du constat à la critique et de la réflexion aux propositions* ».

Dans un système n'ayant de respect que pour les gros bataillons partisans, les citoyens qui, forts de leurs seules convictions et à leurs risques et périls, ont, depuis 1974, répondu à l'appel de Michel Jobert pour ouvrir une voie démocratique nouvelle, en se saisissant, comme des citoyens responsables, des questions elles-mêmes (politiques, économiques, sociales, culturelles...) pour dessiner à travers différences et convergences (à partir d'inspirations philosophiques diverses) les grandes lignes d'un destin collectif — ces gens-là, loin des catéchismes rabâchés et des camps une fois pour toutes délimités, sauront gré au veilleur jamais las de « *guetter l'aurore* » d'avoir publié ces modestes chroniques.

Car ce n'était pas une solution de facilité de militer dans cet « *ailleurs* » qui, contrairement à la fuite, témoigne de la volonté de prendre en compte autrement et librement la totalité de la *réalité politique*, hors de la « *magie délicieuse et funeste* » des excommunications réciproques et des récitations mot pour mot de telle ou telle parole sacramentelle ; bref, en perpétrant ce crime de lèse-majesté partisane, de réfléchir par soi-même et d'oser le dire.

Quiconque n'a pas plongé dans ce bain de jouvence démocrate comme dans un lieu de résistance au vieux libéralisme du septennat de la « démocratie molle » ne pourra justement évaluer la singularité d'une démarche si souvent moquée comme utopique ou peu « réaliste » : le respect et la responsabilité du citoyen, ça n'avait, à première vue, rien de très électoral...

En se libérant du carcan des dogmes et des idéologies, avec la naïveté — ou la force — de s'appuyer sur des certitudes profondes inscrites au cœur des citoyens, c'est-à-dire sur la morale de la liberté engendrant « *le respect de l'homme comme liberté sans cesse renaissante* », nous sommes au cœur du projet démocrate. Or « *la condition dernière de la liberté et la forme suprême du respect de l'homme, c'est l'esprit critique, c'est-à-dire le respect de la vérité* ».

Respect de l'homme qui, à la différence de la méthode rétrograde des pays de l'Est et de celle du libéralisme doctrinaire hérité du dix-neuvième siècle, *se refuse* à confondre les moyens et la fin. Michel Jobert a montré (en 1976) comment le gaullisme, à l'épreuve de cette question centrale des fins et des moyens, s'est perdu, dès 1974, en employant des moyens *antigaullistes* (à propos des institutions, nous lisions, le mois dernier, dans les colonnes du *Monde*, un jugement semblable du professeur Duverger). Respect des faits : « *Le premier des droits de l'homme et du citoyen, c'est l'accès aux faits.* » Contre toutes les manipulations et les embrigadements, il s'agit là du fondement de la démocratie, car il rend possible la mort des mythes et une véritable appréhension des problèmes du temps (pétrole, *nucléaire*, Europe, défense...) avec, enfin, la conscience claire de vivre non pas seulement une crise mais « *en réalité une étape de la grande mutation en cours vers l'ère planétaire et post-industrielle* ».

La responsabilité des États-Unis

Car les démocrates n'oublient pas l'environnement international particulièrement agressif. Ils refusent toute politique de violence, aussi bien l'impérialisme économique (la politique du dollar). Michel Jobert a décrit — et depuis peu — le mécanisme « subtil et corrupteur » illustrant la responsabilité des États-Unis dans le déséquilibre du marché mondial du pétrole, où l'on voit le gaspilleur (d'énergie) se transformer en pillard (de richesse). Ce qui, désormais, est officiellement dénoncé était savamment tu dans ces années où il n'eût pas été convenable de parler du « *racket sans précédent historique* » constitué par les « *milliards de dollars apatrides qui se promènent dans le monde* ». Nous n'avons alors souvenance que du seul Philippe Saint-Robert pour reprendre ces lucides analyses dans son essai de *1979* : « *Dieu ! que la crise est jolie !* »

Il était donc logique, face à ce monde implacable, de dénoncer la politique d'abandon de M. Giscard d'Estaing, dans sa servilité à l'égard de l'Ouest (entre autres, à la conférence de la Jamaïque) et dans ses illusions à l'égard de l'Est (ainsi de sa trop fameuse rencontre de Varsovie).

Mais cette politique de timidité n'est-elle pas dans la grande tradition bourgeoise du « laisser-faire », où toute affirmation d'une volonté est nécessairement incongrue ? Cela se traduisait à l'intérieur par l'abandon *du plan*, autre *manifestation* d'un libéralisme doctrinaire à courte vue... Il serait plaisant, si ce n'était triste pour le commerce extérieur d'aujourd'hui, de relever, de 1976 à 1980, les nombreuses mises en garde de Michel Jobert à propos de l'industrie automobile...

Une incessante proposition

Aussi bien les démocrates ont-ils la certitude qu'une autre politique, *aussi soucieuse d'efficacité que* d'humanisme, est possible entre un libéralisme impitoyable et un caporalisme collectiviste. Ils n'ont cessé, contre l'immobilisme social ambiant, de faire des propositions concrètes (*sur la fiscalité et l'épargne, etc.*). Loin du faux réalisme libéral qui, au lieu de modifier les réalités consiste à les subir, par scepticisme, en laissant le champ libre aux intérêts particuliers et étrangers, il existe, face au conservatisme social et à la résignation nationale, une autre logique : celle de la démocratie.

Cette autre logique, faite « *de rigueur dans la pensée et de souplesse dans l'application* », est concrète et volontaire. Plus qu'un programme, c'est une attitude permanente. Pour le démocrate, liberté, respect, vérité, responsabilité ne sont pas des abstractions ; il s'agit de les faire vivre dans le tissu social et la vie politique (et cela, à l'encontre d'un libéralisme souvent formel, peu soucieux des conditions matérielles de la liberté). Or « *plus une politique est porteuse d'idéal, plus elle doit tenir compte des faits* ». Dans toute une série de Cahiers, les démocrates ont illustré cette exigence (bien avant qu'elle ne soit évoquée publiquement en 1981, Michel Jobert avait *ainsi* traité de l'*importance* et de la possibilité du maintien à domicile des personnes âgées...). Il est un point qui leur tient vraiment à cœur : celui de la promotion de *l'honnêteté politique* ; servir le peuple au lieu de se servir de lui ! La politique au service du citoyen et non des intermédiaires abusifs, cela suppose la justice électorale, donc l'égalité entre les candidats ; l'interdiction des cumuls, le scrutin proportionnel, bref le libre jeu d'une vie politique qui n'a que naturellement tendance à se laisser mettre en tutelle...

Comment certains ont-ils pu s'étonner qu'au terme du septennat du « *signe moins* » et dans la logique des analyses et de l'action, Michel Jobert et son mouvement se soient engagés « *sans illusion mais sans hésitation* » aux côtés de François Mitterrand pour tenter, à leur mesure, de mieux *faire* vivre la démocratie dans ce pays ? Les *Chroniques du « Midi libre »* éclairciront, nous en sommes sûrs, leur jugement.

(*) Membres du Mouvement des démocrates.

(1) Michel Jobert, *Chroniques du « Midi libre »*, Hachette/*Midi libre*.

Le Monde

étranger

LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE

Un entretien avec le président Amine Gemayel

(Suite de la première page.)

— *Quelle réformes envisagez-vous pour rénover l'Etat ? Allez-vous faire appel à des hommes nouveaux ?*

— Oui, et le Liban n'en manque pas. J'ai sonné le ralliement de ces « nouveaux », et notamment de nos cadres supérieurs travaillant à l'étranger. Beaucoup ont déjà répondu à cet appel au détriment de leurs intérêts pécuniaires pour participer à la grande aventure de la reconstruction. C'est pour moi un grand encouragement que de les voir revenir, et, au niveau de la présidence de la République, toute une équipe de jeunes cadres ayant assumé d'importantes responsabilités à l'étranger est d'ores et déjà en place. N'oubliez pas que de nombreuses sociétés libanaises opérant à partir de l'étranger se préparent à rentrer au pays, ainsi que de grandes sociétés internationales qui attendent de retourner à Beyrouth et de nous proposer leurs services.

— *Le cabinet de M. Chafic Wazzan est-il un gouvernement de transition ?*

— C'est un gouvernement de reconstruction, et sa formation illustre ce que je vous ai dit du compromis. C'est un premier pas pour montrer que les choses ont changé. D'ailleurs, le peuple l'a bien compris et le message est passé. *Nous ne pouvons nous offrir* le luxe de formules de transition dans aucun domaine car le temps presse. Dès la première réunion du cabinet, nous avons élaboré un plan ambitieux de réforme de l'administration et de reconstruction du pays.

Toutes les armes seront ramassées

— *L'application par l'armée libanaise du plan de sécurité à Beyrouth-Ouest a été à la fois vivement appréciée et sévèrement critiquée. Ne pouvait-elle agir simultanément et parallèlement à Beyrouth-Est ?*

Il faut se remémorer les circonstances et le contexte de cette opération. Au départ, il y avait un impératif : le retrait des forces israéliennes de Beyrouth-Ouest. Nos soldats y ont pénétré pour l'assurer. Ils s'y sont trouvés face à une tâche capitale : identifier et contrôler les dépôts d'armes et de munitions disséminés par la résistance palestinienne un peu partout dans les sous-sols des immeubles résidentiels, les églises, les écoles... Je n'exagère pas en disant qu'il s'agissait d'éviter, en cas d'explosion de ces stocks, une catastrophe qui aurait coûté la vie à des milliers de citoyens. Passer Beyrouth-Ouest « au peigne fin » était donc et demeure indispensable, car, même à présent, le danger n'est écarté qu'à 50 %. Ce qui a été découvert est effarant ! Le même nettoyage sera entrepris à Beyrouth-Est maintenant que les choses vont un peu mieux et que, de symbolique, la présence de l'armée y devient effective. Mais il faut bien dire que le problème n'est pas aussi aigu qu'à l'Ouest, les armes étant concentrées entre les mains des « forces libanaises » et non éparpillées. De plus, dans la banlieue est, des unités israéliennes entravent le déploiement de notre armée. Elles sont là, à 200 mètres de la présidence ! Même symboliques, elles empêchent l'installation *complète* de nos troupes.

— *L'armée libanaise elle-même a été critiquée...*

— Oui, car il était facile de mener une campagne tendancieuse contre elle, et j'ai voulu en me rendant auprès de nos hommes leur faire sentir que je les soutenais totalement. Les abus ont été minimes par rapport à l'ampleur des opérations et ils on été sanctionnés. A une armée qui s'est déployée pour la protection des citoyens, des libertés et de la démocratie qui sont l'assise du Liban, on ne pouvait demander l'impossible après huit ans de léthargie.

— *Sans doute, mais d'ores et déjà on qualifie, au sein du Mouvement national, le ramassage des armes prévu à Beyrouth-Est de « simulacre ». Est-il exact que l'essentiel de cet arsenal a été évacué vers la montagne ?*

— Ne confondons pas, là aussi, l'essentiel et l'accessoire. A l'Ouest, ni les armes de M. Walid Jomblatt ni celles des Mourabitoun n'ont été, que je sache, ramassées. Des permanences ont été perquisitionnées mais non les sièges des partis libanais, y compris le parti communiste et pas davantage les domiciles des dirigeants politiques. S'il y a parallélisme entre l'Est et l'Ouest, c'est à ce niveau qu'il peut se situer et non à celui qui serait établi entre les armes palestiniennes et les autres. Cela étant, toutes les armes seront ramassées, et ma position de principe est intangible : le sauvetage du Liban n'interviendra que lorsque son armée détiendra le monopole des armes sur le sol national, ce qui implique, au préalable, le départ de toutes les forces étrangères. A ce moment, les *« forces libanaises »* seront les premières à respecter ce monopole.

— *En êtes-vous si sûr ?*

— Absolument. Elles ont été en tête de ceux qui ont appuyé ma candidature, et, après mon élection, tous leurs dirigeants se sont mis à ma disposition. Nous aboutirons à l'unité nationale.

— *Quelle armée comptez-vous édifier ? Votre frère Béchir parlait de cent à cent cinquante mille hommes ?*

— Avant de déterminer les effectifs, il faut identifier les besoins et les missions, qui sont la défense des frontières, le contrôle du territoire et la protection des libertés publiques, enfin la protection à l'égard des périls extérieurs. Chacune de ces trois missions sera confiée à un corps spécialisé. La redéfinition pourra donc toucher l'armée, la sûreté générale et les forces de sécurité intérieures. Le service national sera appliqué sans porter atteinte à notre système socio-économique.

— *Quand et comment pensez-vous obtenir l'évacuation des forces étrangères, israéliennes, syriennes et palestiniennes ? Dans quel ordre se fera-t-elle ?*

— Nous avons reçu des promesses internationales selon lesquelles le Liban retrouvera sa souveraineté à bref délai. Avant la fin de l'année ? Je n'ose trop y croire mais j'espère qu'elles *seront tenues, et M. Habib,* notamment, nous a donné des assurances. Le renforcement de notre armée se fait dans cette perspective, mais soyons réalistes : le problème nous dépasse et est lié aux intérêts des puissances étrangères impliquées ici. Le président Reagan apprécie notre souveraineté et nous aide réellement à la recouvrer. C'est d'ailleurs pour étudier les moyens de poursuivre ce processus que je vais le rencontrer ainsi que les présidents Mitterrand et Pertini. Nous escomptons une sorte de « plan Marshall » international auquel contribueraient, outre les Etats-Unis, les pays arabes et les organismes financiers mondiaux. L'assistance de l'Europe serait surtout technique.

— *Si les Israéliens subordonnaient leur départ à la conclusion de la paix, la signeriez-vous ?*

— Eux-mêmes n'en parlent plus. Nous cherchons une paix véritable, non imposée ou artificielle. D'ailleurs, toute décision quant à un traité de paix ne pourrait être envisagée par le Liban que dans le cadre d'un *consensus national. Une autre* serait-elle viable ?

— *Quelle est, à vos yeux, la place du Liban dans le monde arabe ? Doit-elle changer par rapport au passé ?*

— Notre pays est un membre essentiel de la communauté arabe et un membre fondateur de la Ligue. Rien n'a pu l'écarter de ce rôle et il n'envisage pas de s'en départir. Cela étant, désormais nos relations seront beaucoup plus « musclées », franches et directes. Nous avons payé suffisamment cher pour les causes arabes et pouvons affronter tous les Arabes sans complexes.

— *Quelles relations souhaitez-vous entretenir avec la Syrie ?*

— Les mêmes qu'avec le reste du monde arabe : amitié, respect mutuel, et, peut-être, du fait du contexte géographique, une coopération plus étroite et donc des relations privilégiées dans certains domaines. Mais il s'agira de privilèges réciproques et non unilatéraux.

— *Etablirez-vous des relations diplomatiques ?*

— Ce serait tout à fait normal, l'anomalie étant qu'elles n'existent pas. Le maintien de cette anomalie ne s'expliquerait que par des ambitions territoriales ou nationales d'un pays sur l'autre. Or, les dirigeants syriens ont toujours nié en nourrir à l'égard du Liban.

Israël responsable des massacres

— *L'utilisation de la force multinationale a été très critiquée. Allez-vous demander qu'elle soit étoffée ou élargie à d'autres pays ?*

— A présent que se sont dissipées les contestations nées de la cabale contre l'armée libanaise, la force multinationale peut poursuivre sa mission dans la sérénité. Son élargissement est possible et certains pays ont proposé leurs services ?

— *Pensez-vous accepter l'offre marocaine d'envoi de troupes ?*

— Pourquoi pas ? Le roi du Maroc a été à nos côtés dans les moments les plus difficiles, comme d'autres dirigeants arabes d'ailleurs. Il a été le premier à déléguer un émissaire auprès de moi après mon élection et à mettre toutes ses possibilités à ma disposition.

— *Que demandez-vous, en particulier, à la France, où vous allez rencontrer M. Mitterrand ?*

— Plutôt que demander, j'ai à remercier M. Mitterrand pour avoir toujours été attentif à l'appel du Liban. C'est la première fois depuis de Gaulle qu'un effort réel et tangible est déployé par *la France, sans complexes, en* faveur de notre pays. Son aide, ainsi que celle des autres pays dont les contingents forment la force multinationale, a été substantielle et efficace. Des soldats français en ont payé le prix dans leur chair et je leur rends hommage. Avec le président Mitterrand, je m'attacherai à affermir et développer la dimension toute spéciale des liens franco-libanais et de notre commun patrimoine culturel.

— *Où en est l'enquête sur l'assassinat de votre frère ? Qui a armé, à votre avis, le bras du suspect ?*

— Un coupable a été arrêté, mais la filière n'a pas encore été entièrement remontée. Il faudra se pencher sur les archives de certains services de renseignements. Je ne peux pas être plus explicite.

— *Où en est l'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila ? Y aura-t-il un procès des éventuels auteurs libanais de ce crime ?*

— Posez plutôt la question au service de sécurité en place au moment des massacres. Ni l'armée libanaise ni l'Etat libanais n'étaient présents dans cette zone qui, alors, était bouclée et passée au peigne fin par l'armée israélienne. Les conventions internationales sur la guerre sont claires : l'occupant est directement responsable de ce qui se passe dans les territoires qu'il contrôle.

» J'ai néanmoins ordonné une enquête. Si votre question vise les accusations portées contre les « Forces libanaises », je puis vous affirmer en toute connaissance de cause qu'aucune décision n'avait été prise dans ce sens ni à leur niveau ni à celui des Kataeb.

Le sort des civils palestiniens

— *Que comptez-vous faire des Palestiniens du Liban non combattants ? Est-il exact que vous souhaitez réduire leur nombre, le faisant passer de quatre cents cinquante mille environ à cinquante mille ?*

Le gouvernement libanais s'acquittera de toutes ses obligations envers les civils palestiniens résidant sur son territoire en vertu de titres réguliers et, à l'approche de l'hiver, nous nous préoccupons de leur relogement. Quant à ceux qui sont entrés chez nous sans titre, ils doivent retourner là où ils étaient. D'autant que, pour la quasi-totalité, ils sont arrivés dans notre pays, manipulés dans le cadre du grand complot dont il a été l'objet.

— *Une présidence, c'est aussi un style. Comment définiriez-vous le vôtre à la tête de l'Etat ?*

Par une action directe et sans complexes. Il y a, en 1982, un Liban à reconstruire et un défi à relever : celui de la restauration de la souveraineté réelle, et donc des libertés et de la démocratie sans quoi le Liban ne se concevrait pas. Je relève ce défi.

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE.

● *Radio-Palestine émettra de Bagdad.* — Le gouvernement irakien a autorisé la création d'une station de radio palestinienne à Bagdad pour remplacer la Voix *de la Palestine, qui émettait* depuis le Liban et qui a été occupée par les forces israéliennes. M. Nabil Amnou, directeur de la Voix de la Palestine, ainsi que tous les employés de cette station, ont quitté Amman pour Bagdad, dimanche 17 *octobre.* — *(A.F.P.)*

Washington se retrouve au centre de la négociation

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains vont vivre cette semaine à l'heure du Proche-Orient. Ils reçoivent, ce lundi 18 et le mardi 19 octobre, le nouveau président libanais, M. Amine Gemayel, qui sera suivi, vendredi, d'une délégation arabe présidée par le roi du Maroc. A ces deux échanges de vues s'ajoutera peut-être une autre visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, actuellement au Costa-Rica, qui repasserait par Washington, où il se trouvait la semaine dernière, avant de regagner son pays.

Ces allées et venues — précédées de la rencontre entre le roi Hussein et M. Arafat à Amman — ne déplaisent pas aux dirigeants américains. Ils constatent qu'on se parle, que le conflit israélo-arabe ne s'est pas figé, et que Washington est au centre de ce processus, en attendant peut-être de mener le jeu. L'éviction totale de Moscou n'étonne plus personne. Il paraît bien loin le temps où le général Haig voulait constituer un *« consensus stratégique »* pour lutter contre les menées soviétiques dans la région.

L'éventualité d'un sommet à quatre (Reagan-Moubarak-Begin-Hussein) a été évoquée le 17 octobre par le *Boston Globe*. Selon ce quotidien, un *« Camp David bis »*, élargi à la Jordanie, est envisagé par Washington puisque le roi Hussein a bien réagi aux propositions de paix de M. Reagan prévoyant la constitution d'une entité palestinienne dans les territoires occupés qui serait associée au royaume hachemite. La Maison Blanche n'a pas démenti entièrement l'information du journal de Boston. Selon un porte-parole, *« aucun projet de cet ordre »* n'existe à l'heure actuelle, mais *« le président Reagan est prêt à faire tout ce qui est nécessaire à la paix au Proche-Orient »*.

Washington veut régler en priorité le problème libanais. Cela est facilité par le dégel de ses relations avec Jérusalem. Les deux gouvernements se disent optimistes sur les chances d'arriver très prochainement à une solution au Liban, mais on ignore toujours quelle force militaire pourrait stationner au sud du pays pour surveiller une zone-tampon. Si les Israéliens ne veulent à aucun prix de l'O.N.U., les Américains déclarent que leur propre participation ne fait pas partie des options possibles. En procédant par élimination, il ne reste plus que l'armée libanaise (secondée par les hommes du major Haddad) ou une force multinationale privée de soldats américains.

M. Gemayel a toutes les raisons d'être très bien accueilli à Washington. On voit ici en lui un allié solide qui s'est mis franchement sous le parapluie américain. Les Etats-Unis lui ont déjà promis une aide financière importante pour la reconstruction de son pays, ainsi que des instructeurs et du matériel pour renforcer l'armée libanaise. Iront-ils jusqu'à accepter une augmentation du nombre des « marines » présents à Beyrouth (mille deux cents actuellement), et une prolongation de leur mandat ? Après beaucoup de réticences, les milieux politiques américains commencent à se faire à cette idée, même si de vives oppositions demeurent au Congrès. M. Camille Chamoun, qui a précédé M. Gemayel dans la capital fédérale, a jeté un certain froid en affirmant que la force multinationale, forte aujourd'hui de quatre mille hommes, devrait être triplée et que l'armée libanaise ne serait pas en mesure de prendre la relève avant deux ans.

La délégation arabe attendue le 22 octobre à Washington comprendra finalement le roi Hassan, les ministres des affaires étrangères d'Algérie, d'Arabie Saoudite, de Jordanie, de Syrie et de Tunisie, ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe. La Maison Blanche et le département d'Etat ont formellement démenti qu'un membre de l'O.L.P. en ferait partie. *« Notre position sur l'O.L.P. n'a pas changé »*, affirme un communiqué. *« Aucun membre »* de cette organisation ne sera reçu à Washington. Il est possible, en revanche, qu'un dirigeant palestinien accompagne la délégation arabe jusqu'à New-York puisque l'O.L.P. est reconnue par les Nations unies.

Le mois dernier, lorsque Israël avait été écarté de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, la délégation américaine avait quitté la réunion. Si un phénomène semblable devait se produire cette semaine à l'Union internationale des communications, réunie à Nairobi, les Etats-Unis se retireraient immédiatement de cette agence et ne lui verseraient pas leur cotisation de 2,4 millions de dollars pour l'année 1983. *« Nous agirons de même à l'égard de toute agence des mesures semblables »*, a déclaré, samedi 16 octobre le secrétaire d'Etat, M. Georges Shultz. *« Si Israël était exclu de l'Assemblée générale, les Etats-Unis suspendraient leur participation et cesseraient leurs paiements... »* Concrètement, Washington ne verserait pas sa cote part de 149,4 millions de dollars pour l'année 1982, attendue le 1er novembre prochain. Mais on précise, de source officieuse, que les Etats-Unis continueraient à siéger au Conseil de sécurité.

M. Shultz a donné une double explication à l'attitude américaine. D'une part, l'expulsion d'Israël serait *« contraire aux principes des Nations unies »* et porterait atteinte à l'objectif même de cette organisation qui doit *« résoudre les conflits entre les nations »* et non créer de nouvelles disputes. D'autre part, ce serait un mauvais coup à la paix au Proche-Orient puisque, *« par une tragique ironie »*, cette exclusion surviendrait au moment où *« de nouveaux espoirs »* se manifestent dans la région.

ROBERT SOLÉ.

Le président (danois) des Dix va se rendre à Beyrouth et à Amman

De notre envoyé spécial

Nyborg. — Le Proche-Orient, les relations avec les Etats-Unis, la situation en Europe de l'Est, tels ont été les principaux thèmes abordés par les ministres des affaires étrangères des Dix réunis samedi 16 et dimanche 17 octobre à Nyborg, au Danemark.

M. Ellemann-Jensen, le nouveau ministre des affaires étrangères du Danemark, qui préside durant ce semestre les travaux des Dix, ira, comme ses prédécesseurs, porter la bonne parole européenne au Proche-Orient. Beyrouth sera le but principal de ce voyage. L'idée est d'élaborer un plan européen d'aide à la reconstruction du pays. La Commission de Bruxelles y travaille déjà. Le programme de la Communauté pour le Liban pourrait être approuvé, au moins dans ses grandes lignes, lors du conseil européen des 3 et 4 décembre à Copenhague.

Mais le ministre danois a l'intention de se rendre également à Amman. Il a fait valoir que la Jordanie occupe une place plus centrale que jamais dans les différents plans de règlement du problème palestinien. M. Ellemann-Jensen n'a pas l'intention, en l'état actuel des choses, de se rendre à Jérusalem. *« Israël doit encore démontrer sa volonté de paix »*, a-t-il observé.

Cependant, les Dix ont été unanimes pour s'opposer aux tentatives d'exclure Israël des Nations unies. *« Une telle décision créerait un précédent dangereux pour l'universalité de l'ONU »*, a souligné le président danois. Les Dix sont d'accord pour proroger le mandat des « casques bleus » du Sud-Liban. Dans l'esprit de certains, ils pourraient devenir l'élément d'accueil d'une force élargie des Nations unies qui serait chargée de garantir la démilitarisation du Sud-Liban.

A leur réunion des 2 et 3 octobre, à la Sapinière, au Canada, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN avaient constaté la nécessité d'une concertation accrue entre les Etats-Unis et leurs partenaires européens à propos des relations avec l'Union soviétique *(le Monde* du 5 octobre). Il s'agissait bien évidemment d'essayer de désamorcer la querelle du gazoduc euro-sibérien. L'intervention de M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, à la Sapinière, avait été considérée comme constructive. Depuis, le zèle manifesté par Washington en faveur d'un dialogue renforcé avec les alliés européens est apparemment retombé, ce dont s'est déclaré vivement déçu M. Pym, le ministre britannique. On ne sait toujours pas quelle enceinte — O.C.D.E., COCOM, sommet économique occidental — sera choisie pour abriter ce débat transatlantique auquel serait associé le Japon.

M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, a fait remarquer que la double décision américaine de vendre 23 millions de tonnes de blé à l'U.R.S.S. et au même *moment de confisquer quatre turbines* que la General Electric s'apprêtait à livrer à Nuovo-Pignone, entreprise italienne qui participe à l'équipement du gazoduc sibérien, contrastait avec l' *« esprit de la Sapinière »*.

Les Dix ont porté, d'autre part, un jugement négatif sur la dissolution de Solidarité. Ils sont d'accord en revanche pour essayer de sauver la conférence de Madrid (C.S.C.E.) qui doit reprendre le 9 novembre.

PHILIPPE LEMAITRE.

Iran

A la suite de l'assassinat de l'ayatollah Esphahani

TÉHÉRAN ÉLÈVE UNE PROTESTATION AUPRÈS DE LA FRANCE

L'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani, président du Majlis, a lancé, dimanche 17 octobre, un avertissement à la France à la suite de l'attentat qui a coûté la vie à l'ayatollah Achrafi Esphahani *(le Monde* du 16 octobre), âgé de 83 ans, un des proches amis de l'imam Khomeiny.

« L'assemblée islamique lance ici un avertissement à la France, d'abord au peuple français, puis au parti socialiste et, enfin, à François Mitterrand lui-même. Je sais évidemment que le P.S. et Mitterrand ne le prendront pas au sérieux, mais j'espère que le peuple français l'écoutera : les Français ont été témoins du fait qu'à Paris, de façon officielle, un groupe vivant en paix sous la protection de la police française a revendiqué la responsabilité de cet assassinat... La France soutient le terrorisme et l'anarchie dans le monde. Le peuple d'Iran n'oubliera pas cette injustice », a-t-il déclaré.

En outre, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Cheik Al Eslam, a remis dimanche une note de protestation au chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean Perrin. En fait, un communiqué de M. Massoud Radjavi laissait entendre qu'un moudjahedin du peuple avait exécuté l'ayatollah Esphahani accusé d'être responsable *« de centaines d'exécutions... de fraudes électorales et de l'assassinat de plusieurs personnalités de gauche »*.

Par ailleurs, l'imam Khomeiny, qui a suspendu ses audiences du 19 octobre au 2 novembre à l'occasion du deuil religieux de l'Achoura, a dénoncé Amnesty international qu'il appelle l'*« organisation de l'ignorance et du mensonge »* à la suite de son dernier rapport sur les exécutions en Iran.

Enfin, un pilote de la compagnie Iran Air, qui effectuait la liaison Téhéran-Vienne, a demandé l'asile politique à l'Autriche et a annoncé son adhésion au mouvement des Moudjahedin du peuple. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Pologne

Mgr Glemp constate qu'aucun dialogue n'est possible avec le pouvoir

La population de Nowa Huta, le plus grand complexe sidérurgique de Pologne, près de Cracovie, a pleuré dimanche 17 octobre le jeune ouvrier Bogdan Wlosik, mortellement blessé par la milice mercredi pendant les manifestations qui ont marqué le début du dixième mois de l'état de guerre. Des dizaines de zomos, en tenue de combat grise, interdisaient l'accès à l'endroit où Bogdan Wlosik était tombé et où les autorités avaient fait enlever la croix de fleurs constituée par la population. Aucun affrontement n'a eu lieu contrairement aux jours précédents.

Par dizaines de milliers, les habitants se sont succédés tout l'après-midi en l'église de la Reine de Pologne, immense construction moderne en forme d'arche, qui peut contenir cinq mille personnes, où des messes ont eu lieu de midi à 17 heures.

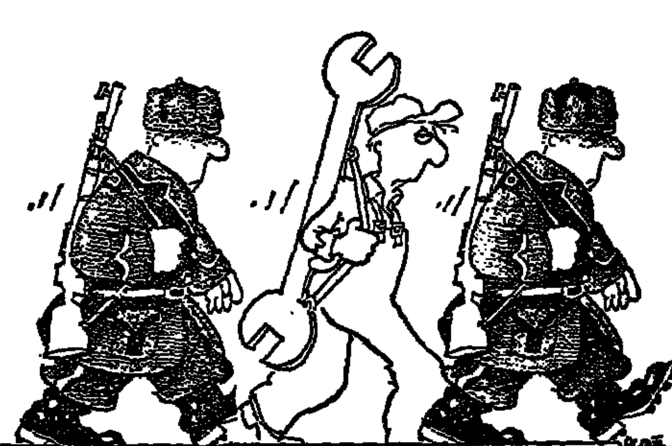
L'enterrement de Wlosik aura lieu mercredi matin au cimetière de la ville où se déroulera, sur l'ordre de la milice, la cérémonie religieuse. C'est sans doute en prévision de cette cérémonie que de nouveaux renforts de zomos sont arrivés dimanche avec leurs canons à eau et des jeeps équipées de gros lanceurs de grenades à cinq canons.

A Varsovie, le primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp, a reproché samedi soir au pouvoir d'avoir *« liquidé l'élément le plus important du dialogue* (social) », en faisant dissoudre par la Diète toutes les organisations syndicales, y compris Solidarité. Soulignant qu'après le 13 décembre, alors que les syndicats n'étaient que « suspendus », on pouvait encore avoir *« l'espoir d'une entente »*, Mgr Glemp (qui célébrait la messe en l'église de la Toussaint, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'élection du pape Jean-Paul II) a déclaré : *« Après le 8 octobre* (date de l'adoption de la loi syndicale), *on nous oblige à repartir de zéro, et cela sans consultation avec la classe ouvrière. »*

« En conséquence, a-t-il ajouté, *on assiste à des comportements variés tels que la colère, l'abattement, l'indifférence, voire la soif secrète de vengeance. »* A *« ceux qui attendent de l'Eglise une réponse à toutes les questions qu'ils se posent »* dans ces circonstances, Mgr Glemp a répondu : *« L'Eglise elle-même partage l'oppression de toute la nation. Les clubs d'intellectuels catholiques* (KIK) *sont supendus, le P.Z.K.S.* (nouvelle appellation du ZNAK, la seule organisation politique proche de l'épiscopat) *n'est pas une organisation de masse, et les autres associations de catholiques ne rejoignent pas la ligne de comportement de la hiérarchie ecclésiastique »*, a-t-il dit. Et pour marquer son désaveu des deux formations politiques qui se réclament du catholicisme, PAX et l'association chrétienne sociale C.H.S.S., et qui ont joint leurs voix à celles des communistes pour dissoudre Solidarité, Mgr Glemp a ajouté : *« A l'époque où les vrais catholiques devaient cacher leur foi, on [le pouvoir] a délégué des gens pour appartenir à ces associations. »*

Le primat a incité les fidèles à regarder les choses en face en ce qui concerne le syndicat de M. Lech Walesa, disant : *« La solidarité entre les hommes existe dans le travail et dans le sentiment national. Ça ne doit pas être nécessairement une organisation. Quelle justification y aurait-il pour une solidarité qui userait ses forces dans une lutte et une opposition incessante ? Quel espoir nous reste-t-il ?* a-t-il demandé en conclusion. *Le premier élément, c'est nous-mêmes, nous devons avoir confiance en la force de notre nation, en l'esprit du christianisme (...). Le deuxième élément, c'est la jeune génération, qui n'a pas à assumer les tares des plus âgés. En outre, Dieu nous donnera encore une autre lumière : il nous enverra le Saint-Père. »*

Ce recours à la Providence apparaît comme une réponse indirecte au général Jaruzelski qui, dans son discours du 9 octobre, avait invité le primat à venir le voir pour fixer la date de la visite du pape l'an prochain en Pologne. — *(A.F.P.)*



(Dessin de PLANTU.)

Yougoslavie

Les autorités limitent les déplacements à l'étranger pour économiser les devises

De notre correspondant

Belgrade. — A partir de ce lundi 18 octobre, les Yougoslaves ne pourront se déplacer à l'étranger qu'après versement sur le compte spécial d'une banque d'un dépôt de 5 000 dinars (750 francs environ). A chaque voyage supplémentaire au cours de la même année, cette somme sera augmentée de 2 000 dinars.

Prise dans le cadre de la politique de « stabilisation économique », cette mesure doit décourager les voyages à l'étranger. Elle empêchera en même temps l'exportation illégale des dinars qui, par milliards, se trouvent déjà dans certains pays, notamment en Italie et en Autriche. Ces dinars sont rachetés à un cours fortement déprécié par des touristes étrangers ou des trafiquants qui les ramènent en Yougoslavie réalisant ainsi des bénéfices énormes. Les dispositions de l'ordonnance gouvernementale publiée dimanche ne concernent pas les travailleurs yougoslaves à l'étranger et les membres de leur famille, et les hommes d'affaires étrangers.

Le même jour, les autorités ont annoncé un renforcement de la répression contre la spéculation sur le dinar et les devises. Les contrevenants seront frappés d'une amende de 5 000 à 20 000 dinars ; les entreprises qui se livreraient à ces trafics seront passibles d'une amende de 10 000 dinars à 1 million de dinars. Les étrangers pourront, comme jusqu'à présent, emporter en Yougoslavie des devises en quantité illimitée, mais devront désormais régler leurs achats en dinars obtenus dans les bureaux de change et les banques. Cette disposition vise tout particulièrement les propriétaires de pensions et restaurants privés qui, cette année, selon les estimations de la presse, ont accumulé près de 900 millions de dollars en faisant payer leurs clients étrangers en devises au lieu de dinars.

Les citoyens yougoslaves ont depuis plusieurs années le droit de posséder un compte en banque en devises sans en justifier l'origine. Ils peuvent tirer de l'argent sur ces comptes à n'importe quel moment pour effectuer des achats dans le pays (souvent avec rabais) ou emporter les devises à l'étranger. Ils pourront continuer à le faire mais les autorités espèrent que l'obligation du dépôt découragera nombre d'entre eux à se déplacer, car on était arrivé à une situation paradoxale : alors que l'économie nationale éprouve de grandes difficultés pour se procurer des devises nécessaires à l'importation de matières premières ou de produits semi-finis, les citoyens en exportaient très légalement. L'année dernière ils avaient sur leurs comptes en banque sept milliards de dollars en devises convertibles. Trois milliards ont été retirés et en majeure partie dépensés à l'étranger.

La pénurie de devises pose aussi un grave problème au gouvernement pour le règlement de la dette extérieure évaluée officiellement à 19 milliards de dollars. Selon le gouverneur de la Banque nationale, il a été remboursé aux créditeurs étrangers depuis le début de l'année 4,1 milliards de dollars et 1,5 milliard devront encore être remboursés dans les deux mois à venir.

PAUL YANKOVITCH.

Irlande du Nord

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS, LE « PLAN DE DÉVOLUTION » DE LONDRES PARAIT DÉJA VOUÉ A L'ÉCHEC

Une province réfractaire à toute solution raisonnable

De notre envoyé spécial

Les électeurs d'Irlande du Nord désigneront, le mercredi 20 octobre, une assemblée consultative, pièce maîtresse du plan de « dévolution » de certains pouvoirs à la province mis au point par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. James Prior.

C'est la troisième fois depuis 1972, date à laquelle l'Irlande du Nord est passée sous administration directe de Londres, que le gouvernement britannique tente de faire évoluer ce statut vers une certaine décentralisation. Cependant, cette nouvelle tentative paraît, a priori, *compromise.*

Belfast. — Le Stormont fait toilette. Coquille vide depuis dix ans, le vieux château qui, à l'est de Belfast, domine un vaste parc verdoyant, s'apprête à accueillir la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord. On repeint les murs, nettoie les bureaux, pose la moquette neuve. L'administrateur s'interroge sur la place des différents partis dans la salle des séances. Comme à Westminster, majorité et opposition devraient se faire face. Mais à Belfast il n'y aura ni majorité ni opposition, ni d'ailleurs de gouvernement. On se demande même si l'Assemblée siégera jamais. Au plus sera-t-elle un autre « Parlement croupion » puisque les représentants de la communauté catholique ont d'ores et déjà décidé de la boycotter.

« Vers l'Ulster compliqué je partais avec des idées simplistes » : M. James Prior, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord depuis septembre 1981, aurait pu parodier le général de Gaulle en route pour l'Orient. Rongée économiquement et politiquement par le cancer du terrorisme, la province est, depuis 1972, réfractaire à toute solution raisonnable. Quatre tentatives de dévolution du pouvoir ont déjà échoué.

Le gouvernement britannique considère que l'administration directe par Londres n'est pas viable à long terme et que l'instabilité politique est préjudiciable à la relance économique. Comme la majorité protestante ne veut pas partager le pouvoir avec la minorité catholique, et comme cette dernière refuse le règne absolu des unionistes, M. Prior a choisi de contourner l'obstacle : les soixante dix-huit membres de la nouvelle assemblée n'auront, dans un premier temps au moins, aucune compétence législative ; ils se partageront en six commissions chargées de contrôler les ministres nommés par Londres. Il faut que les hommes politiques des deux communautés apprennent à travailler ensemble avant d'envisager la création d'un exécutif provincial qui devra faire une place aux catholiques et qui, plus tard, pourra entrer dans des relations triangulaires avec Londres et Dublin.

Projet simple, modeste et de bon sens. Et des gens raisonnables il n'en manque pas en Irlande du Nord. Pour un peu on ne rencontrerait qu'eux. *« Cessez donc de penser en termes de catholiques et de protestants*, s'écrie un industriel, lui-même protestant, né à Dublin, dans le sud « papiste ». *Vous ne poseriez pas la même question en Ecosse par exemple. »* Et le président du bureau de développement industriel a ce mot définitif : *« Il n'y a pas de discrimination. Voyez, moi je suis protestant et j'ai un personnel à 99 % catholique... »*

Les patrons, les syndicalistes, les hommes d'église, les professeurs d'université ou les travailleurs sociaux se font un point d'honneur de rejeter les vieux clivages confessionnels. Il n'y a aucun trouble religieux dans les ateliers, c'est une tradition, déclare un représentant du Conseil des syndicats irlandais. Les Eglises ont remporté, ces dernières années, de grands succès dans le rapprochement des deux communautés, affirme M. Robert Eames, évêque anglican de Belfast. Le Mouvement des femmes pour la paix a sombré pour n'avoir pas su donner une base intellectuelle à des réactions émotionnelles contre la violence sectaire, poursuit-il, mais il a laissé des traces.

Des travailleurs sociaux témoignent de la bonne entente entre les deux communautés dans la vie de tous les jours et même au sein des administrations locales quand des problèmes politiques fondamentaux ne sont pas en jeu. Oui, catholiques et protestants peuvent travailler ensemble, affirment les hommes de bonne volonté.

Le règne de la tribu

Pourquoi ne pas les croire, même si M. Scott, sous-secrétaire d'Etat, paraît un peu optimiste en trouvant la situation « essentiellement normale » ? A moins que la violence quotidienne, les patrouilles de voitures blindées dans les rues de Belfast, les contrôles de l'armée, les fouilles à l'entrée du centre piétonnier ne fassent partie de la « normalité ». Les actes terroristes ont certes fait, en 1981, trois fois moins de morts et six fois moins de blessés que les accidents de la route. Est-ce ternir l'image de l'Ulster — comme les responsables économiques et politiques en accusent volontiers la presse — que de tenir cette comparaison pour fallacieuse ?

Comme dans les pays déchirés par la guerre, la vie continue. Catholiques et protestants, nationalistes et loyalistes, républicains et unionistes peuvent cohabiter et travailler ensemble malgré les attentats, les crimes sectaires, les représailles... Mais, dès qu'il s'agit de se prononcer sur des questions politiques, sur les liens avec la Grande-Bretagne ou la République du Sud, sur le mode de gouvernement de l'Ulster, ce que M. Eames appelle l'*« instinct de la horde »* reprend le dessus. La société nord-irlandaise reste marquée par le *« tribalisme »*, affirme l'évêque anglican de Belfast : par peur, par atavisme, par besoin de sécurité, de solidarité avec sa famille, ses ancêtres, sa communauté...

« On est las de la politique mais on y est plus sensible que partout ailleurs », dit-il encore. C'est la politique de la métaphore. Les mots ont un pouvoir magique : partage du pouvoir, dimension irlandaise... On ne cherche pas à comprendre mais on réagit en fonction de ce que l'on croit que l'autre pense de ce que l'on dit. Ce n'est ni une guerre de religion, ni la lutte des classes, ni l'affrontement de deux nationalités, mais un peu de tout à la fois. C'est le règne de la tribu.

« Ailleurs, les gens cultivés, sensibles, intelligents, s'engageraient dans la politique, nous dit un représentant patronal, *mais ici ils ne le font pas parce que la politique est désuète. »* L'Ulster est la seule région à avoir voté contre l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun parce que M. Paisley ne voulait pas *« être gouverné par le Vatican »*, renchérit un syndicaliste ; *« cela vous donne le niveau du débat politique »*.

« Compromis » un mot inconnu...

Ce mépris largement partagé dans les milieux économiques pour les hommes politiques entraîne une réplique immédiate de M. Ross, député unioniste de Londonderry : *« Si les businessmen savent si bien ce qu'il faut faire, qu'ils y viennent ; s'ils ne le font pas c'est parce que c'est dangereux. »* En tout cas, le seul parti qui ait cherché à dépasser les clivages confessionnels, l'Alliance, n'a pas réussi à se tailler une place autre que marginale. Explication plus générale : l'Alliance veut être bien avec tout le monde, répondre à toutes les objections. C'est le parti des « bonnes intentions impraticables ».

« Compromis » est en effet un mot inconnu en Ulster et, paradoxalement, alors que l'Assemblée devrait aider à dépasser les divisions, la campagne pour les élections du 20 octobre a accentué la polarisation. *« Ce seront les élections les plus sectaires depuis des années »*, nous dit un conseiller municipal du S.D.L.P., parti catholique modéré. Une seule chose unit les partis d'Irlande du Nord : l'hostilité à ce que font les Anglais. Au-delà, il n'y a aucun point commun. M. Prior et son projet de « dévolution progressive » risquent fort d'en faire encore une fois les frais.

Le parti unioniste démocrate du révérend Paisley n'y va pas par quatre chemins : il faut en Ulster une *« offensive du style Falkland »* contre l'IRA, *« la même détermination, le même engagement, les mêmes troupes, le même succès »*, exige son porte-parole. Le bouillant pasteur participera à la nouvelle Assemblée pour mener la vie dure aux ministres venus de Londres et pour s'opposer à toute tentative de « vendre » l'Ulster à la République irlandaise.

Comme son rival unioniste officiel, il veut qu'un million de protestants imposent aux cinq cent mille catholiques la règle de la majorité, *« règle élémentaire de toute démocratie »*. Ni les uns ni les autres ne veulent entendre parler de partage du pouvoir avec les partis catholiques ni *a fortiori* de liens avec le Sud. M. Ross est très clair : *« Toute tentative de réunifier l'Irlande se heurterait à une résistance, y compris armée, de la part des protestants. »* C'est d'ailleurs autant sur la coopération avec Dublin que sur le partage du pouvoir avec les catholiques au Nord que la première tentative de dévolution du pouvoir, en 1973-1974, a échoué.

M. John Hume, leader du S.D.L.P., ne se décourage pas pour autant. Il veut inscrire la solution du conflit en Ulster dans une *« dimension irlandaise »* et proposer avec les partis politiques de la République un projet de *« nouvelle Irlande »* aux protestants du Nord. En attendant, son parti, nationaliste modéré, a décidé de participer aux élections, mais ses élus n'occuperont pas leur siège.

Un sondage grandeur nature

La même attitude a été adoptée par le Sinn Fein, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) qui, pour la première fois depuis 1964, présente douze candidats. Son but n'est pas de jouer le jeu de la *« démocratie bourgeoise et britannique »*, mais de lier la lutte politique à la lutte armée, d'élargir à la faveur de la campagne électorale sa base dans la communauté catholique, de poursuivre la déstabilisation du *« colonialisme britannique »*.

Pour la première fois les catholiques auront donc le choix entre deux partis nationalistes, l'un modéré, adepte de la non-violence, l'autre plus radical partisan de la lutte armée et d'une Irlande unifiée et socialiste. L'un des enjeux de ces élections sera le rapport de forces entre ces deux composantes comme entre les deux partis unionistes chez les protestants.

Beaucoup d'observateurs pensent que la consultation sera surtout un sondage grandeur nature. Sans le Parti de l'alliance soutenant sans restriction le projet Prior, l'Assemblée qui sortira des urnes a peu de chances d'être viable. Que pourra faire le secrétaire d'Etat d'un Parlement boycotté par 40 % de la population et de plus sa fraction la plus turbulente ? Il ne pourra pas tout à fait l'ignorer, même s'il est dominé par les unionistes de toutes obédiences car sa légitimité sera indiscutable. Mais il ne pourra pas avancer sur la voie de la dévolution, à moins qu'il n'arrive à convaincre le S.D.L.P. de coopérer. Or dans ce parti *« l'aile verte »* — aux couleurs de l'Irlande et non des écologistes — plus nationaliste, l'a emporté sur les partisans de la modération. Pour y parvenir le secrétaire d'Etat devrait faire des concessions notamment sur la dimension pan-irlandaise, qui braquera immanquablement les unionistes. C'est toujours la quadrature du cercle, l'impossible conciliation de *« choses qui s'excluent mutuellement »*, selon l'expression même de M. Prior.

Les plus pessimistes estiment que le projet Prior ne durera pas plus longtemps que ce gouvernement, et que Mme Thatcher, si elle gagne les prochaines élections générales en Grande-Bretagne, se séparera d'un ministre qui a toujours contesté sa stratégie économique. C'est pourquoi la consultation en Ulster ne doit renvoyer des slogans, tandis que la province agonise sous les coups conjugués de la récession économique et de la violence.

DANIEL VERNET.

A travers le monde

Inde

● LA FRANCE ET L'INDE ont décidé de poursuivre par la voie diplomatique leurs négociations, *« dans l'esprit des bonnes relations existant entre les deux pays »*, afin de résoudre leurs divergences sur la fourniture d'uranium enrichi français, a déclaré, dimanche 17 octobre, à New-Delhi, le secrétaire général du ministère des relations extérieures, M. Francis Gutmann, à l'issue d'une visite de quatre jours en Inde. — *(A.F.P.)*.

Mali

● VISITE EN FRANCE DU PRESIDENT MALIEN. — M. Moussa Traore, président de la République du Mali, est arrivé dimanche 17 octobre à Paris, pour une visite officielle de quarante-huit heures en France. Le chef de l'Etat malien a été accueilli par M. Robert Badinter.

U.R.S.S.

● COMMUNIQUE COMMUN SOVIETO-ETHIOPIEN. — L'U.R.S.S. et l'Ethiopie sont tombées d'accord sur la nécessité de faire du continent africain une *« zone dénucléarisée »*, indique le communiqué commun soviéto-éthiopien publié dimanche 17 octobre à la fin de la visite en U.R.S.S. du président éthiopien Mengistu Haïlé Mariam. — *(A.F.P.)*.

Grande-Bretagne

Le jeune parti social-démocrate est à la recherche de son identité

De notre correspondant

Londres. — Comme un adolescent poussé trop vite, le parti social-démocrate fait une crise d'identité : qui est-il ? où se place-t-il sur l'échiquier politique ? qui sont ses militants et ses électeurs potentiels ? Les observateurs ne sont pas les seuls à se le demander. Des questions ont été posées publiquement par les dirigeants du parti eux-mêmes lors de la « conférence tournante » qui, du 11 au 16 octobre, a mené les sociaux-démocrates du Pays de Galles à Great-Yarmouth, à l'est de l'Angleterre.

L'exercice d'introspection a été encouragé par le revers de fortune que le S.D.P. connaît depuis quelques mois. Créé en 1981 par d'anciens dirigeants travaillistes, il avait connu un succès immédiat, qui eut quelques répercussions électorales. La crise des Malouines et le regain de popularité de Mme Thatcher l'ont relégué à la troisième place dans les sondages derrière le parti conservateur et le Labour. Plus inquiétant encore pour une formation qui se promettait de « briser le moule » de la politique britannique, il n'apparaît plus comme l'élément dynamique de l'alliance qu'il a conclue avec les libéraux.

La rivalité entre M. Jenkins et M. Owen

M. Roy Jenkins, qui a été plusieurs fois ministre dans des gouvernements travaillistes avant de présider la commission de Bruxelles, de 1976 à 1980, a prononcé des discours solides qui le désignent comme un adversaire de poids pour Mme Thatcher. Elu leader du S.D.P. au mois de juillet dernier, il devrait être celui de toute l'alliance et le premier ministre désigné au cas où cette dernière emporterait une majorité aux prochaines élections.

Les sociaux-démocrates et leurs alliés libéraux veulent d'abord introduire une réforme électorale pour remplacer le système uninominal majoritaire à un tour, qui élimine les petits partis, par la représentation proportionnelle. Ils veulent ensuite offrir une solution de rechange « raisonnable » à la politique économique des conservateurs en évitant les « outrances » des travaillistes. Les deux grands partis proposant des remèdes diamétralement opposés aux difficultés de la Grande-Bretagne, le S.D.P. estime qu'il a une place à prendre au centre.

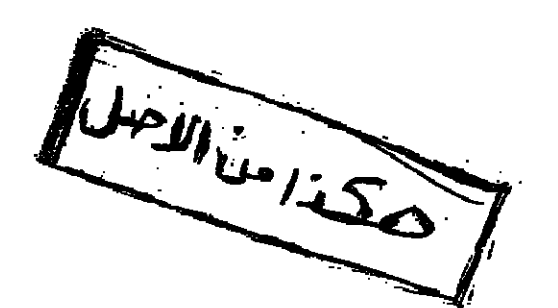
Reste à définir ce centre et à s'assurer qu'il existe bien. M. Jenkins et M. Owen, qui fut son rival malheureux lors de l'élection du leader, ne partagent pas la même analyse. Le premier paraît plutôt partisan d'une grande formation centriste dans laquelle se retrouveraient à terme les sociaux-démocrates et les libéraux ; le second préférerait une formation plus radicale, indépendante des libéraux, s'adressant d'abord aux travaillistes déçus, et capable de remplacer dans la classe ouvrière un parti travailliste dominé par les extrémistes de gauche.

Cette rivalité, qui est aussi personnelle, entre deux hommes représentants de deux générations, est apparue lors du débat sur la politique économique. Fort de sa compétence d'ancien chancelier de l'Echiquier, M. Jenkins voulait engager son parti sur la voie d'une politique des revenus contraignante. Les membres du « conseil de la social-démocratie », sorte d'assemblée du parti, ont voulu réserver la possibilité d'une approche plus souple, infligeant ainsi un revers à leur leader, dès leur première réunion, à Great-Yarmouth.

Le S.D.P. souhaiterait, d'autre part, entrer en pourparlers avec les syndicats, mais ces derniers, très liés au parti travailliste, ne font aucun effort pour rehausser dans la classe ouvrière l'image des sociaux-démocrates.

Dans le domaine de la politique étrangère, M. Owen, qui est membre de la commission Palme sur le désarmement, a fait une proposition propre à réconcilier ses amis sociaux-démocrates partisans d'une approche multilatérale du contrôle des armements, et ses alliés libéraux acquis au désarmement unilatéral. Il a suggéré la création d'une zone-tampon dénucléarisée en Europe centrale, l'OTAN et le pacte de Varsovie retirant leurs armes nucléaires de 150 kilomètres de chaque côté. Une telle mesure devrait être négociée avec Moscou, mais, en cas de refus soviétique, les pays occidentaux pourraient, selon M. Owen, faire un geste unilatéral, à condition, en contrepartie, d'augmenter leurs forces conventionnelles.

D. V.


مكذا من الاصل

EUROPE

Italie

A L'APPEL DES SYNDICATS

100 000 personnes ont manifesté à Palerme contre la Mafia

Correspondance

Rome. — L'assassinat à Palerme, le 3 septembre dernier, du général Carlo Alberto Dalla Chiesa et de sa femme aura-t-il au moins servi à démontrer que désormais la lutte contre la Mafia est devenue priorité nationale ? En témoignent la décision du gouvernement italien de tenir à Palerme, les 15 et 16 octobre, une réunion ministérielle sur l'ordre public, et l'organisation simultanée par les confédérations syndicales, le 16 octobre, d'une assemblée nationale sur le thème : « Lutte contre la Mafia et le terrorisme. »

« Vous êtes mon espoir et celui de mon frère. Faites, vous aussi, en sorte que le sacrifice de mon père, de sa femme Emmanuella et de l'agent Russo n'ait pas été inutile », a déclaré Mlle Rita Dalla Chiesa lors d'une manifestation de près de 100 000 personnes venues de toute l'Italie, qui a conclu l'assemblée syndicale. Au cours de ce meeting, ont pris la parole les secrétaires des trois confédérations, pour souligner l'importance d'une lutte *« tous azimuts »* contre l'Honorable Société. *« Ce pouvoir occulte de la Mafia, qui agit en marge des pouvoirs institutionnels par l'assassinat ou le massacre, est aussi un pouvoir qui place ses hommes dans les rouages de l'Etat pour utiliser à des fins criminelles les leviers du pouvoir et de l'administration »*, a décaré M. Lucio Lama, secrétaire de la C.G.I.L.

Les orateurs ont aussi insisté sur le fait que le développement économique du sud de l'Italie fait partie intégrante de la lutte contre la Mafia, qui, selon un rapport élaboré par la centrale syndicale U.I.L., fait vivre à Palerme plus de 100 000 personnes.

La veille, au cours de la conférence qui regroupait le préfet de la ville, les responsables des forces de l'ordre et six ministres, ont été définies les nouvelles formes de lutte contre l'Honorable Société. Les deux problèmes les plus urgents sont un renforcement des effectifs des forces de l'ordre mais aussi l'installation de banques de données informatiques capables d'accélérer les enquêtes.

La police financière a par ailleurs fourni un tableau de la situation des enquêtes menées sur les biens et les enrichissements suspects de 4 526 personnes « en odeur de Mafia ». 2 328 enquêtes patrimoniales sont en cours, 221 sont achevées. Par ailleurs, la police a annoncé que ces dernières semaines 72,5 kilos de drogue ont été saisis dans la capitale sicilienne.

Les premiers résultats ne doivent pas faire illusion, comme l'a souligné dans son discours le chef du gouvernement, M. Spadolini : *« Nous ne battrons pas la Mafia en quelques jours ou en quelques semaines. En tant qu'historien, nous ne pouvons pas partager ou soutenir certaines impatiences. Trop de fois aux illusions ont succédé les désillusions. En tant que gouvernement, nous ne voulons alimenter ni les unes ni les autres. Nous parlons le langage de la vérité, et nous ferons notre devoir jusqu'au bout. »*

MARC SEMO.

Espagne

HUIT ATTENTATS ONT ÉTÉ COMMIS EN UNE NUIT

Madrid, *(A.F.P., A.P.)*. — Huit attentats à la bombe ont été commis dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 octobre, en plusieurs endroits d'Espagne. Les explosions ont touché la région de Saint-Sébastien, les Asturies, les villes de Barcelone, Valence et Logrono. Parmi les objectifs visés figurent le siège de Logrono du parti socialiste, des installations de la société électrique Iberduero, chargée de construire la centrale nucléaire de Lemoniz, au Pays basque — qui a fait l'objet de nombreux attentats de l'E.T.A. militaire — et un bâtiment officiel de Barcelone.

Samedi matin, une grenade a été lancée contre la résidence officielle, à Vitoria, du délégué du gouvernement au Pays basque, mais elle n'a pas explosé. La veille, une autre grenade avait été lancée contre la caserne de la garde civile de Leiza, au nord de la Navarre, tuant un passant et blessant deux gardes civils. D'autre part, la police a tué un homme et une femme qui circulaient en voiture et qui, selon la version officielle, avaient refusé de s'arrêter à un contrôle routier près de Vitoria.

DIPLOMATIE

A la demande de M. Cheysson

LA « RESTRUCTURATION » DES RELATIONS CULTURELLES ET DE LA COOPÉRATION VA FAIRE L'OBJET D'UNE INSPECTION

M. Cheysson a reçu, jeudi 14 octobre, une délégation du comité de grève (C.F.T.C., C.G.T., F.O.) de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures. A la suite de la *« restructuration »* de la D.G.R.C.S.T. (qui relève du Quai d'Orsay) et du ministère délégué chargé de la coopération et du développement, une grève de vingt-quatre heures avait été observée, le 5 octobre, par une large majorité du personnel pour protester contre la désorganisation des services et de leur gestion. Le comité de grève s'était alors formé en comité permanent.

L'entretien de la délégation avec le ministre s'est déroulé dans *« un excellent climat, franc et même chaleureux »*, indique-t-on de source syndicale. Il semble que de part et d'autre on ait évité de mettre les personnes nommément en cause bien que les méthodes du directeur général de la D.G.R.C.S.T., M. Jacques Thibau, aient été expressément visées par les grévistes *(le Monde* du 25 septembre et du 7 octobre).

M. Cheysson aurait reconnu qu'il existe *« un problème »*. Il a décidé de demander à l'inspecteur général des relations extérieures, M. Viot, de procéder à une inspection des services de la D.G.R.C.S.T. et de la coopération et de lui faire un rapport sur la *« restructuration »*. Pour mettre fin plus rapidement au malaise actuel, M. Viot serait prié d'établir un rapport partiel à bref délai sur la D.G.R.C.S.T.

Depuis 1980, l'ancienne inspection générale *« des postes »* est devenue inspection générale de l'ensemble du ministère, ce qui lui donne une compétence sur l'administration centrale qui, semble-t-il, ne s'était pas encore exercée.

UNE LETTRE DE M. CARATINI

M. Alain Caratini, de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures, nous demande de préciser, à la suite de l'article de Maurice Delarue sur « La crise » que traverse cette administration *(le Monde* du 25 septembre), que *« militant laïque convaincu du syndicalisme unitaire »*, il n'a *« jamais adhéré aux thèses de la C.F.D.T »* et que, s'il a exercé de 1962 à 1973 *« d'importantes responsabilités syndicales »*, il n'a *« aucun mandat syndical »* depuis cette dernière date.

Il ajoute : *« M. Delarue, en caricaturant le dialogue que je conduis en permanence avec les organisations syndicales, contesterait-il le droit, à tout fonctionnaire syndicaliste, d'assumer une responsabilité administrative ? M. Delarue appuyant sa démonstration sur des contrevérités, regretterait-il, avec d'autres, qu'à la direction générale, sous l'impulsion de l'actuel gouvernement, par la mise en place de structure de concertation, la parole soit donnée au personnel français d'éducation en fonction dans le monde, et que chaque agent, longtemps considéré comme pion sur échiquier, soit enfin reconnu comme citoyen responsable partie prenante du projet culturel extérieur de la France ? »*

● RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif à la grève des professeurs à l'Office universitaire et culturel français en Algérie *(le Monde* du 16 octobre), il a été imprimé : *« Nouvellement nommé, le directeur de l'Office, qui est le conseiller culturel, M. Jean-Claude Barreau, demande un répit. »* Il fallait lire : *« Nouvellement nommés, le directeur de l'Office et le conseiller culturel »*. Les deux fonctions sont en effet distinctes.

ASIE

Chine

LES ENTRETIENS DE M. MARCHAIS

M. Hu Yaobang estime que des partis communistes peuvent avoir de bonnes relations avec Pékin et Moscou

De notre correspondant

Pékin. — A l'issue de ses conversations avec M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois, M. Georges Marchais a quitté Pékin dans la soirée du dimanche 17 octobre pour un voyage en province qui doit le conduire à Xian, Shanghai et Suzhou. En fin de matinée, le même jour, après son troisième et dernier entretien politique avec M. Hu, le dirigeant français avait été reçu par M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement, qui l'avait ensuite invité à déjeuner.

Samedi, la délégation du P.C.F. avait visité le mausolée de Mao. En sortant de l'édifice, M. Marchais avait justifié l'hommage ainsi rendu à l'ancien Grand Timonnier par deux raisons : la première, a-t-il dit, est que Mao a été *« un grand révolutionnaire »*, dont l'action compte *« non seulement pour la Chine, mais pour le monde entier »* ; la seconde est qu'à son avis le parti chinois est parvenu à une analyse satisfaisante du rôle de Mao : *« Ni tout bon, ni tout mauvais »*, a-t-il déclaré.

De toute évidence, M. Marchais n'a pas voulu donner l'impression que, en renouant avec les Chinois, il se rendait à Canossa. Il n'a d'ailleurs pas manqué une occasion de rappeler *« les différences et les divergences »* qui subsistent entre son parti et le P.C. chinois, alors que, dans le même temps, il soulignait *« le large champ de convergences »*, qui s'offrait désormais à eux. Attitude, qui n'est contradictoire qu'en apparence, car elle paraît bien s'inscrire dans une conception d'ensemble du P.C.F. quant à ses rapports avec les autres partis communistes. L'identité complète de vues n'est plus la condition *sine qua non* de l'entente. Il ne peut y avoir, au contraire, véritable dialogue et coopération que sur la base du respect des différences et de l'indépendance de chacun, de l'égalité et de la *non-ingérence*.

Le « nouvel internationalisme »

Cette ligne de conduite prend elle-même place au sein de ce que M. Marchais, reprenant une formule employée par d'autres, a appelé le *« nouvel internationalisme »*. Définissant ce concept très large, le secrétaire général du P.C.F. a dit qu'il englobait la coopération avec les partis communistes au pouvoir — le seul avec lequel le P.C.F., désormais, n'a pas de rapports est le parti albanais, — la coopération avec les P.C., dans les pays capitalistes et dans d'autres pays, qui ne sont pas au pouvoir, enfin la coopération avec les mouvements de libération. Quant à l'unité du mouvement communiste international proprement dit, s'il n'est *pas question, a estimé M. Marchais*, de l'envisager *« au sens organique du terme »*, on peut en revanche dire, selon lui, *« qu'elle se développe et progresse »*.

Dans quelle mesure les dirigeants chinois partagent-ils ces idées ? La question est d'importance, vu ses implications sur l'ensemble de la situation politico-stratégique internationale.

Plusieurs constatations s'imposent. *Primo* : lors de leur reprise de contacts avec Pékin, en avril 1980, les dirigeants du P.C. italien avaient eu le sentiment que les communistes chinois souhaitaient faire leur rentrée au sein d'un mouvement communiste international auquel ils estimaient appartenir *(le Monde* du 19 avril 1980). Secundo : le P.C. chinois se réfère de plus en plus fréquemment à ce mouvement communiste. *Tertio* : lors d'une rencontre avec les journalistes français, dimanche, M. Hu Yaobang a déclaré qu'il était *« possible »* pour un parti communiste d'avoir à la fois de bonnes relations avec les P.C. chinois et soviétique. Il n'y a donc plus d'exclusive. De là à dire que ces deux grands partis pourraient eux-mêmes renouer un jour des liens, il y a un pas que ne saurait aisément être franchi. M. Hu n'en a pas moins estimé *« très regrettable »* que les rapports entre eux soient interrompus depuis de nombreuses années.

M. Hu Yaobang a d'autre part déclaré dimanche que la Chine avait *« cessé depuis plusieurs années d'exprimer ses vues sur la politique intérieure soviétique »*. Il n'est donc plus question de la condamner pour *« social-fascisme »* ou *« social-impérialisme »*. Reste une étape, la dernière, et qui consistera pour Pékin à reconnaître publiquement le caractère socialiste du régime soviétique. Une tentative avait été faite en ce sens, il y a quelques années, dans des milieux spécialisés, mais M. Deng Xiaoping y avait mis le holà. Depuis lors, il a été convenu au sein du P.C. chinois u'il était préférable pour lui de ne pas se prononcer sur la question. Certains diplomates est-européens se sont toutefois entendus dire récemment en privé par des interlocuteurs chinois qu'ils étaient en droit de considérer leurs pays respectifs comme socialistes !

Quelle que soit l'issue du débat, force est de constater le ton conciliant adopté, dimanche, par M. Hu Yaobang, à l'égard de Moscou. Parlant des contacts qui ont repris, à Pékin, au niveau gouvernemental, entre les deux pays, il y a une dizaine de jours, M. Hu a déclaré que *« la partie chinoise souhaite sincèrement que les obstacles à la normalisation des relations entre la Chine et l'Union soviétique soient levés, de sorte que ces relations s'engagent sur la voie d'un développement sain »*. Le dirigeant chinois a également précisé que les deux parties s'étaient mises d'accord pour que ces consultations se tiennent alternativement à Pékin et à Moscou.

Au-delà de ces péripéties, l'interrogation fondamentale est de savoir dans quelle direction s'engage la politique étrangère chinoise. Après avoir longtemps considéré que le principal danger venait de Moscou, Pékin met aujourd'hui sur le même plan les deux super-puissances. *« Nous nous opposons à tout hégémonisme dans le monde »*, a répété M. Hu Yaobang. Une nouvelle évolution est-elle en gestation qui ferait désormais de l'*« impérialisme américain »* l'ennemi numéro un ? Dans les rangs de la délégation des communistes français, on aurait tendance à le penser, en notant par exemple la disponibilité des Chinois à envisager une solution politique aux problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan. M. Marchais a été, pour sa part, à la fois net et ambigu, lorsqu'il a affirmé que l'examen de la situation internationale avec les Chinois avait permis d'arriver à la conclusion que *« le danger venait de ce que le parti chinois appelle l'hégémonisme de l'impérialisme, et en particulier de celui des Etats-Unis »*. Cette formulation serait si nouvelle de la part de Pékin qu'il convient, pour le moment, d'en accueillir l'écho avec prudence.

Ce qui ressort surtout actuellement des déclarations chinoises, c'est une impression de cacophonie. Recevant, dimanche soir, le président pakistanais, M. Zia Ul Haq, M. Zhao Ziyang s'est montré plutôt modéré à propos de l'Afghanistan, évitant de prononcer le mot hégémonisme, et il a observé un silence surprenant sur le Cambodge. Le même jour, M. Wan Li, membre du bureau politique et du secrétariat, qui passe pour être très proche de M. Deng Xiaoping, parlait en termes cordiaux devant M. Pietro Longo, secrétaire général du parti social-démocrate italien, des *« amis américains »* de Pékin, et reprochait à Moscou de ne pas accepter les bases proposées par la Chine pour leurs conversations. Ou bien le débat au sein de la direction chinoise sur la stratégie à suivre dans la prochaine période n'est pas clos, ou bien il existe de sérieux problèmes d'adaptation à une situation en évolution constante.

MANUEL LUCBERT.

(Voir d'autre part, page 12, les déclarations de politique intérieure de M. Marchais.)

Corée du Sud

Pour la première fois

DEUX DÉLÉGATIONS SOVIÉTIQUES SONT OFFICIELLEMENT REÇUES A SÉOUL

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Alors que le dialogue reprend entre la Chine et l'U.R.S.S., les Soviétiques viennent de faire deux gestes significatifs, qui constituent une « grande première », en direction du régime militaire du général Chon Doo-hwan, ennemi juré du président de la Corée du Nord, le maréchal Kim Il-sung, qui est à la fois un ami de Moscou et de Pékin.

Il s'agit de l'envoi coup sur coup à Séoul d'une délégation de l'agence Tass, venue participer à la réunion des agences de presse de la zone Asie-Pacifique, et, selon la presse japonaise, d'un haut fonctionnaire du ministère soviétique de la culture, M. J. Popov, chargé d'étudier les possibilités de coopération dans ce domaine.

Ces visites sont les toutes premières effectuées officiellement par des Soviétiques en Corée du Sud depuis la division de la péninsule, en 1948. Séoul n'a pas de relations diplomatiques avec Moscou, ni d'ailleurs avec aucun régime communiste.

De même, les efforts sud-coréens en vue d'obtenir une reconnaissance diplomatique par les pays communistes se sont, jusqu'ici, soldés par un échec. Ces pays, qu'il s'agisse de la Chine ou de l'U.R.S.S. et de ses alliés, ont toujours exclusivement reconnu Pyongyang.

Il convient de noter que ces gestes soviétiques envers Séoul interviennent moins d'un mois après la visite du maréchal Kim Il-sung à Pékin, visite qui semble avoir resserré les liens entre les deux pays voisins, peut-être au détriment des Soviétiques.

R.-P. PARINGAUX.

A bord de son appareil

UN PILOTE MILITAIRE CHINOIS SE RÉFUGIE EN CORÉE DU SUD

Un officier de l'armée de l'air chinoise a atterri le samedi 16 octobre, à bord d'un avion de chasse de type MIG-19 de construction chinoise, sur un aéroport proche de Séoul, pour demander l'asile politique en Corée du Sud.

Agé de vingt-cinq ans, le pilote n'est identifié que comme le « capitaine WU ». Il a remis aux autorités sud-coréennes des cartes et documents qui sont actuellement soumis à examen.

A Pékin, un porte-parole officiel s'est borné à déclarer qu'un appareil chinois avait disparu *« pendant qu'il effectuait un vol d'essai au-dessus de la mer »*.

C'est la première fois qu'un pilote de MIG chinois se réfugie en Corée du Sud avec son appareil.

En 1953, peu après la fin de la guerre de Corée, un pilote de l'armée de l'air nord-coréenne, Roh Kum-Suk, aux commandes d'un MIG-15 de fabrication soviétique, s'était réfugié en Corée du Sud. Il avait reçu une récompense de 100 000 dollars des Etats-Unis, où il vit actuellement.

UN ÉTRANGE « ENLÈVEMENT » A PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — *Une jeune Chinoise qui circulait samedi soir 16 octobre, à Pékin, à bord d'une voiture conduite par une diplomate française a été forcée de sortir du véhicule puis emmenée par une vingtaine de Chinois non identifiés.*

De source digne de foi, on apprend dimanche que la voiture de Mlle Sylvie Bermann, deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Pékin, a été bloquée par un cycliste dans le centre de la capitale et que plusieurs personnes se sont immédiatement rassemblées autour du véhicule, exigeant que la Chinoise qui se trouvait à côté de la diplomate française descende de la voiture.

Aucune indication n'a pu être recueillie sur l'identité de la jeune femme ni sur celle des personnes qui l'ont emmenée.

AFRIQUE

Le congrès du Front Polisario

M. MOHAMED ABDELAZIZ A ÉTÉ NOMMÉ « PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE »

Alger *(A.F.P.)*. — Le cinquième congrès du Front Polisario a réélu, samedi 16 octobre, à sa tête, son secrétaire général, M. Mohamed Abdelaziz, nommé également à cette occasion aux fonctions nouvellement créées, aux termes d'un amendement constitutionnel, de « président de la République arabe sahraouie démocratique » (R.A.S.D.), proclamée le 28 février 1976 et reconnue par une cinquantaine d'Etats. Selon l'agence algérienne, A.P.S., le congrès, qui s'était ouvert mardi en « territoire libéré » au Sahara occidental, a également élu, à l'issue de ses travaux, un comité exécutif de sept membres, au lieu de neuf précédemment.

Le Front Polisario, expliquait-on de source sahraouie, n'a pas invité à ce congrès, comme il l'avait fait pour ceux qui l'ont précédé, tous les Etats et partis soutenant la cause sahraouie, en raison des questions purement internes qui devaient y être débattues.

Sri-Lanka

L'élection présidentielle se déroule pour la première fois au suffrage universel

Aux termes de la Constitution promulguée en septembre 1978 et instituant au Sri-Lanka un régime présidentiel – la Constitution de 1972 instaurait un régime parlementaire de type britannique, – plus de huit millions d'électeurs âgés de plus de dix-huit ans sont appelés, pour la première fois, le mercredi 20 octobre, à désigner celui qui présidera pendant six ans aux destinées au pays.

Six candidats sont en lice dont le président sortant, M. J.R. Jayewardene, soixante-seize ans, du Parti de l'unité nationale (conservateur) et M. Hector Kobbekaduwa, soixante-six ans, du Parti de la liberté (tendance socialiste), formation de l'ancien premier ministre, Mme Sirimavo Bandaranaike, qui est inéligible après avoir été privée de ses droits civiques. Sollicitent également les suffrages des électeurs, deux candidats trotskistes, un ancien insurgé converti au parlementariste et un candidat appartenant à la minorité tamoule, qui entend faire de ce scrutin un référendum sur la création d'un État tamoul séparé.

De notre envoyé spécial

Colombo. – « *Après la victoire que je vais remporter, la carte électorale du Sri-Lanka pourra être rangée pendant dix ans.* » Cette affirmation du président J.R. Jayewardene (que l'on appelle familièrement « J.R. ») témoigne de la confiance du président sortant en une retentissante victoire.

Au-delà des prévisions d'un célèbre astrologue local, affirmant que la configuration planétaire, le jour de l'élection, lui sera nettement favorable, l'assurance du président s'explique d'abord par l'état dans lequel se trouve aujourd'hui l'opposition, incapable de s'entendre sur un candidat commun. Une situation qui a sans doute pesé lourd dans sa décision de décider des élections anticipées.

Il est vrai que, à l'époque où il avait pris sa décision, le principal parti d'opposition, le Parti de la liberté (Sri-Lanka Freedom Party-S.L.F.P.), était divisé en deux groupes rivaux. L'un conduit par l'ancien premier ministre, Mme Bandaranaike, soixante-six ans, soutenue par sa fille Chandrika. L'autre conduit par Maithripala Senanayake et le propre fils de « *Mme B* », Anura, trente-trois ans. A l'origine de cette scission, la décision du Parlement, en octobre 1980, de priver « *Mme B* » de ses droits civiques pour sept ans, une commission présidentielle d'enquête constituée à cet effet l'ayant jugée coupable d'abus de pouvoirs commis entre 1970 et 1977 (*le Monde* du 18 octobre 1980). Ainsi se trouvait écartée de la vie politique (expulsée du Parlement, elle ne peut se présenter à aucune élection, ni même faire campagne pour un autre candidat) celle qui, de l'avis général, représentait pour le président sortant la menace la plus grande. Ce que devait confirmer « *J.R.* » en lui refusant son pardon, alors que, prête à se soumettre au jugement de l'électorat, elle l'invitait à l'affronter dans l'arène électorale, dans un duel « *d'homme à homme* ». Prudent, « *J.R.* » a fait la sourde oreille, d'autant que la neutralisation politique de sa rivale devait rapidement entraîner des remous au sein du Parti de la liberté, certains membres estimant que le leader se trouvant momentanément bâillonné il convenait d'organiser l'intérim. D'où la scission intervenue.

En fait, en reconnaissant, le 11 septembre, la fraction de « *Mme B* » comme seule habilitée à utiliser l'appellation, le sigle et l'emblème – « la main » – du parti, le commissaire aux élections arbitrait finalement le conflit et entraînait le ralliement, autour de « *Mme B* », de dissidents désormais convaincus qu'il leur serait difficile d'affronter le scrutin présidentiel ainsi désarmés. Anura, qui avait, dès le mois de mars, rejoint le giron maternel, voyait alors sa mère tenter de le faire nommer candidat du parti à la présidence. Sans résultat. L'appareil du parti imposait au contraire M. Hector Kobbekaduwa, soixante-six ans (appelé simplement « *Hector* » par la presse locale), ancien ministre de l'agriculture dans le cabinet de « *Mme B* », où il était chargé de la réforme agraire, et considéré comme appartenant à la tendance dure. Après avoir boycotté la campagne, Anura a finalement décidé d'y participer, non sans expliquer constamment qu'en réalité « *Hector roulait pour sa mère* » et que son « *contrat* » l'obligerait, une fois élu : 1°) à restituer ses droits civiques à Mme Bandaranaike ; 2°) à dissoudre l'Assemblée afin qu'il soit procédé à des élections générales ; 3) à revenir à la Constitution de 1972, par conséquent à un régime parlementaire où le pouvoir serait détenu non plus par le président mais par le premier ministre, c'est-à-dire par « *Mme B* ».

En clair, « *Hector* » accepterait de renoncer à ses pouvoirs et se contenterait d'« *inaugurer les chrysanthèmes* ».

Une « marionnette »

Une position inconfortable sur laquelle les adversaires du Parti de la liberté ne manquent pas d'insister dans leur discours, comparant « *Hector* » « *à une marionnette* » dont « *Mme B* » tirerait les ficelles de la coulisse. Rafistolé plus que réconcilié, le parti de « *Mme B* » a, d'autre part, enregistré un certain nombre de défections au profit de la formation au pouvoir, dont celle de deux anciens ministres. Cet exode a été bien entendu orchestré par le président, qui a multiplié les piques contre un parti comparé à « *un asile de fous touché par la foudre* » ou à « *un nid d'abeilles dans lequel on aurait donné un coup de pied* ». Un président qui n'a pas de mots assez durs pour dénoncer « *le népotisme et le féodalisme du clan Bandaranaike* » et n'a pas hésité à lancer, dans un meeting, cet appel : « *Aidez-moi à les ficeler ensemble puis à les jeter à la mer.* »

Ce réquisitoire est aggravé par les critiques, voire par les invectives échangées entre eux par les candidats de l'opposition. Jadis membre d'une coalition qui, au pouvoir de 1970 à 1977, regroupait notamment le Parti de la liberté et le parti communiste prosoviétique, le candidat du Lanka Sama Samaj Party (L.S.S.P.), formation trotskiste exclue de la IVe Internationale, le docteur Colvin de Silva, soixante-quinze ans (1), ne ménage aucun effort pour saper la candidature d'« *Hector* » qu'il considère ni plus ni moins que comme « *un agent du capitalisme* ». Quant au candidat du Janatha Vimukthi Peramuna (J.V.P.), c'est-à-dire le Front de libération populaire, M. Rohana Wijeweera, trente-neuf ans, le « *Che Guevara* » du Sri-Lanka (converti à la légalité et au régime parlementaire, il n'a conservé de son idole que le fameux béret noir et prêche une révolution qui respecterait les traditions bouddhistes), il n'a pas oublié que l'insurrection qu'il avait lancée en avril 1971 avait été noyée dans un bain de sang par le gouvernement de Mme Bandaranaike.

Ce spectacle justifie assurément la confiance du président sortant, d'autant que l'arithmétique électorale lui donne quelques raisons d'espérer. Il s'en explique dans une campagne où, de meeting en meeting, il fait ses comptes publiquement : « *En 1977, mon parti avait recueilli 3,1 millions de voix, soit 50,6 % des suffrages exprimés, contre 1,8 million au Parti de la liberté. Ce dernier a donc besoin de plus d'un million de voix supplémentaires pour égaler mon score, une tâche quasi impossible, alors qu'il me suffit de trois à quatre cent mille voix de plus pour l'emporter, ce qui devrait être facile.* »

A en juger par la pêche aux voix tous azimuts à laquelle le président se livre, il n'est toutefois pas aussi sûr qu'il le dit d'atteindre facilement son objectif. Ainsi sollicite-t-il tour à tour les suffrages des nouveaux électeurs (ils seront 1,5 million) et des femmes ainsi que ceux des électeurs de l'opposition et ceux des minorités : les musulmans (environ un million) et surtout les Tamouls (2,7 millions).

L'attitude des Tamouls

Le fait que le principal parti tamoul, le Front uni de libération tamoul (FULT) (il avait obtenu 400 000 voix en 1977) ait décidé de ne pas participer au scrutin, alors que ses éléments les plus militants, tout comme les membres du Front de libération de la nation tamoule (Tamil Eelam Liberation Front, -F.L.N.T.), étaient partisans d'un boycottage rigoureux, avantage d'une certaine manière le président, dans la mesure où il laisse en fait aux Tamouls la latitude de voter « *selon leur conscience* ». Cette attitude était logique de la part du FULT, qui s'est engagé dans une politique de dialogue avec le pouvoir actuel, a accepté de jouer le jeu de la décentralisation et de la réforme régionale, en présentant des candidats aux nouveaux conseils de district, et à mettre temporairement une sourdine à sa revendication d'un État tamoul séparé, l'Eelam. (*Le Monde* des 3, 4 et 5 août.) Le candidat du Congrès tamoul, M. Kumar Ponnambalam, estimant cette cause trahie par le FULT, qu'il combattait voilà encore peu de temps, invite à présent les Tamouls à considérer ce scrutin comme un référendum en faveur de l'Eelam et évoque déjà la convocation d'une Assemblée constituante tamoule.

Reste, dans cette élection, l'élément déterminant constitué par la personnalité de M. Jayewardene qui, « *Mme B* » étant hors jeu, domine celles de ses adversaires. Cette stature joue en faveur d'un homme qui, seul candidat à avoir une dimension internationale, est, de plus, généralement respecté (les accusations de corruption portées contre son parti ne l'affectent pas personnellement) et qui, âgé de soixante-seize ans, bénéficie dans l'opinion de l'image rassurante d'un homme sage et expérimenté. Atout indéniable, cette personnalité écrasante est aussi pourtant le talon d'Achille du président. Si elle peut en effet lui permettre d'emporter les présidentielles, son impact serait probablement atténué dans le cadre des élections générales qui devraient logiquement suivre dans la foulée, si « J.R. » entend battre le fer quand il est chaud. Chacun s'accorde en effet à considérer que ces élections, en raison notamment du nouveau système proportionnel, constitueront pour son parti une redoutable épreuve. Pour « J.R. », le scrutin du 20 octobre ne sera en fait qu'une première manche.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Un autre candidat, M. Nanayakkara, se réclame également du groupe trotskiste.

Publicité

LIBAN
LA RENAISSANCE

Le Président de la République Libanaise, Amine Gemayel, arrive en France ce mercredi 20 octobre pour une brève visite de travail de vingt-quatre heures. Cette visite en France confirme une fois de plus les relations privilégiées qui existent entre le Liban et la France. Après un discours aux Nations-Unies, M. Gemayel devait s'entretenir à Washington avec le Président Reagan. Le jeudi 21 octobre, il sera reçu par le Pape Jean-Paul II avant de rencontrer le Président italien Sandro Pertini. A Paris, Amine Gemayel et la délégation qui l'accompagne déjeuneront avec François Mitterrand et des officiels français, après un entretien en tête-à-tête avec le Président de la République Française.

Au-delà de l'événement, ce voyage est l'expression de la rentrée du Liban sur la scène internationale. Tout cela est possible aujourd'hui parce qu'Amine Gemayel incarne la résistance de tout un peuple, de toute une nation qui, en dépit de plus de sept ans de guerre et de violence, ont voulu vivre libres et indépendants.

Aux pires moments de la tragédie, jamais les institutions libanaises n'ont cessé de fonctionner. Même bafouées, elles se sont maintenues. Rares sont les pays au monde où les institutions auraient résisté à un si long voyage au bout de l'enfer et à la succession d'événements qu'a connue le Liban du 23 août au 23 septembre : un président élu, Bachir Gemayel devenu en 22 jours le recours de tout un peuple, las de la guerre des autres, était assassiné avant même d'avoir pu agir. Mais le vide politique n'a pas eu lieu et une fois de plus ces institutions libanaises, tant décriées, fonctionnaient parfaitement. Deux jours avant l'expiration du mandat du président Elias Sarkis, Amine Gemayel était élu par la plus forte majorité jamais acquise au parlement libanais.

LE RETOUR A LA SOUVERAINETÉ

Moins d'un mois après son accession à la magistrature suprême, le nouveau chef de l'Etat mène tambour battant la restauration de la souveraineté de l'Etat. La tâche pourtant n'est pas aisée. Amine Gemayel le disait lui-même dans son discours d'investiture le 23 septembre : *"J'accède au pouvoir alors que la patrie est déchirée"*.

Si les Israéliens sont encore dans le sud du Liban, Syriens et Palestiniens se trouvent toujours solidement retranchés dans la Békaa, à l'est, et dans le nord du pays. Mais déjà Beyrouth, la capitale autrefois divisée en "Est" et "Ouest", est aujourd'hui réunifiée. Depuis la fin des hostilités et l'évacuation des combattants de l'O.L.P., les forces israéliennes se sont retirées de toute la capitale. L'armée libanaise, tant de fois dénigrée, fait sur le terrain la démonstration d'une autorité miraculeusement retrouvée. Pas un jour ne passe sans que les forces de sécurité intérieure ne procèdent à l'arrestation de repris de justice ou n'interpellent des étrangers en situation irrégulière. Jusqu'à l'agent de la circulation qui fait arrêter à un feu rouge un automobiliste quelque peu pressé et qui avait perdu, il est vrai, durant ces sept années de guerre, l'habitude de respecter les feux de signalisation.

Mais pour *"mettre fin au cycle de violence et aux guerres que les autres se livrent sur le territoire libanais"*, pour restaurer la souveraineté nationale, les Libanais le savent et le nouveau chef de l'Etat ne cesse de le répéter, il faudra un Etat souverain doté d'une armée solide et homogène qui *"viendra de tout le Liban, appartiendra à tout le Liban et sera présente sur tout le territoire libanais"*. Aujourd'hui, avec à ses côtés la force multinationale formée de contingents français, italiens et américains, l'armée libanaise redevient de jour en jour l'instrument de l'autorité de l'Etat et de la souveraineté nationale.

Mais l'armée n'est qu'un des instruments de cette souveraineté : l'appareil judiciaire, l'administration, en sont d'autres : et tous, dans l'esprit de la Constitution, représentent les fondements de la démocratie, garante des libertés et de la sécurité du citoyen libanais.

L'ENTENTE NATIONALE

Mais cette restauration consacre aussi la réconciliation nationale. Celle-ci s'est exprimée dès qu'il a été mis fin à l'occupation de Beyrouth. Elle est tacite là où les troupes étrangères sont encore présentes. A l'image de la réunification géographique du pays et dans la perspective d'une évacuation totale des forces étrangères du Liban, le gouvernement, mis en place le 7 octobre dernier, devra parachever cette union nationale qui, selon les propres termes du nouveau chef de l'Etat, *"est le fondement de la patrie et une priorité absolue pour le Liban"*. Amine Gemayel, il est vrai, dispose d'un atout non négligeable sur ce plan ; lassés par la guerre, dispersés, leurs familles éclatées, souvent exilés, les Libanais aspirent aux "retrouvailles" entre eux : cette aspiration s'est manifestée d'une manière éclatante lors des funérailles du président élu Bachir Gemayel où toutes les communautés libanaises se sont retrouvées réunies dans l'épreuve.



Photo: KOL AL ARAB Photographe: H. JARKAGI

Amine Gemayel, Président de la République Libanaise : l'espoir de tout un peuple.

De plus, le Président de la République dispose sur ce plan d'une image de marque d'homme de dialogue et d'entente nationale, dont il a fait son cheval de bataille depuis le début des événements. Il l'écrivait lui-même, à la veille de son élection : *"Reconstruire la fibre du tissu libanais en consolidant l'esprit d'unité auquel tout Libanais aspire"* est l'un de ses objectifs premiers.

Là aussi, la tâche n'est pas facile. A peine installé, le nouveau chef de l'Etat répète inlassablement ses appels à la réconciliation *"avec nous-mêmes et avec les autres"*. *"Dialogue"*, *"entente"*, *"ouverture"*, sont des mots qu'on a eu l'habitude d'entendre dans sa bouche. Tel un leitmotiv, il les répète au fil de ses interventions, de ses discours, de ses entretiens... Il est vrai aussi qu'il fait figure aujourd'hui de véritable rassembleur.

VIGILANCE PERMANENTE

Mais s'il a maintenu le dialogue, même au plus fort de la guerre, avec les parties au conflit, Amine Gemayel n'en a pas moins toujours eu une position très claire. Farouchement attaché à l'entente, il l'était tout autant à la souveraineté nationale. Et lorsqu'il s'est agi de défendre cette souveraineté, il n'a pas hésité à prendre les armes. Il avait pris l'habitude de dire aux journalistes qu'il accueillait dans son bureau : *"Les événements du Liban nous ont appris que le Libanais devait être continuellement vigilant, vingt quatre heures sur vingt quatre et 365 jours par an, de sa naissance au jour de sa mort"*.

Il a repris à son compte tout le programme de son frère.

"Nous devons à sa mémoire, disait-il le 23 septembre, *de réaliser ses rêves et concrétiser les espoirs placés en lui"*.

De fait si les deux frères avaient des styles et des tempéraments différents, ils n'en ont pas moins les mêmes objectifs. Formés à la même école, ils ont eu les mêmes options fondamentales. Et Amine Gemayel écrivait à la veille de son élection : *"L'image que je me fais du Liban et de son avenir est celle que s'en faisait mon frère"*.

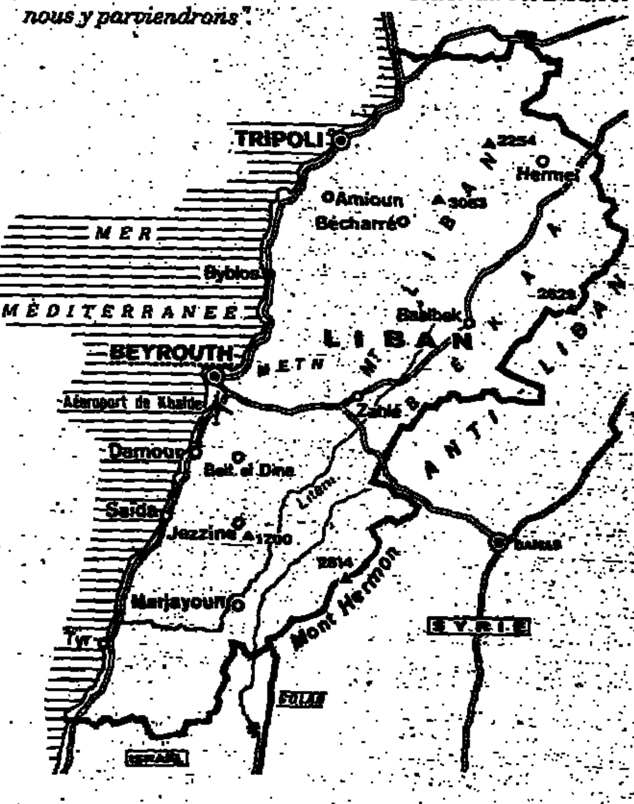
LE DROIT A LA DIFFÉRENCE

Il définissait dans le même article, publié dans la presse américaine, ses objectifs : souveraineté du Liban, unité nationale, restauration de l'administration, réédification de l'armée, sans oublier le rétablissement du rôle arabe et international du Liban. *"En tant que membre de la Ligue arabe, il ne fait aucun doute que le Liban dans son ensemble reste un modèle unique de société. Le Liban a toujours eu une identité et un statut particuliers et enrichissants pour le monde arabe ; son rôle de pont entre l'Orient et l'Occident mais plus encore son rôle de médiateur pour la paix dans la région. Notre intention est de recouvrer ce rôle"*.

Le nouveau chef de l'Etat a toujours prêché au sein du monde arabe ce droit à la différence ; de même il a prôné les principes de liberté et de pluralisme culturel au Liban.

LA RECONSTRUCTION

Mais en relevant le défi d'accepter la responsabilité suprême dans les circonstances actuelles, Amine Gemayel a également accepté de se battre sur plusieurs fronts. Le Liban déchiré par près de huit ans de guerres et de violences, détruit, exsangue, doit être reconstruit. Certes, on peut faire confiance sur ce plan aux Libanais qui, entre deux bombardements, reconstruisaient leurs maisons ou leurs bureaux. Là aussi, le nouveau chef de l'Etat dispose d'atouts certains. Au plus fort des événements il a fait de la région du Metn au nord-est de Beyrouth une région pilote où les projets d'équipements succédaient à ceux d'urbanisme. Soucieux du rôle culturel du Liban, Amine Gemayel a mis sur pied, avec sa "Maison du Futur" un véritable complexe de recherche, d'études et d'analyses. Il est aussi à l'origine de la fondation, dans le Metn, de plusieurs institutions sociales et de coopératives de développement. Homme de projets bouillonnant d'idées, il a su dans sa vie professionnelle s'entourer d'équipes de confiance. A la tête de l'Etat, il a surpris ses compatriotes en formant un gouvernement qui rompait les ponts avec la tradition du clientélisme et du féodalisme. Techniciens certes, mais avant tout hommes de terrain, ces hommes sont à même d'entreprendre cette gigantesque aventure que sera la reconstruction du Liban. Aux pires moments de la tragédie, à l'instar des institutions, la monnaie libanaise pour des raisons aussi multiples que diverses a maintenu le cap contre vents et marées. A son image, l'économie du pays a démontré son dynamisme en essaimant aux quatre coins du monde. Aujourd'hui plus que jamais le Liban a besoin de la créativité de tous ses citoyens pour rebâtir le pays. Amine Gemayel l'écrivait lui-même : *"Nous savons mieux que personne que nos problèmes sont gigantesques et qu'ils requièrent un dévouement et une énergie illimités. Quoi qu'il en soit chacun de nous est déterminé à reconstruire le Liban et nous y parviendrons"*.



FRANCOPHONIE

Une enquête de l'Institut France - Tiers-monde

UN MOYEN D'ACCÈS AUX CULTURES DE LA DIFFÉRENCE

Va-t-on assister, l'an prochain, à un retour en force de la langue française ? On pourrait le croire à entendre ceux qui ont en charge de la défendre, à commencer par le président de la République lors de sa conférence de presse du mois de juin. Mais d'autres, à un niveau plus modeste, l'affirment avec force : *« Nous voulons que l'année 1983 soit celle de la langue française et de la francophonie »*, déclare M. Stélio Farandjis, secrétaire général du Haut-Comité de la langue française. Il l'a encore répété en recevant officiellement, mardi 5 septembre, les conclusions de l'enquête sur la francophonie menée auprès de sept cents personnes par l'Institut France - Tiers-monde et présentée par M. Dominique Gallet, son secrétaire général.

D'après les cent cinquante-trois réponses reçues pour cette enquête, il apparaît que la notion même de francophonie déborde largement l'aire linguistique strictement géographique. Ainsi, pour M. Mohamed Yalaoui, ancien ministre tunisien de la culture, peut être considéré comme francophone *« tout pays dont les élites intellectuelles, économiques et politiques utilisent le français comme moyen d'accès aux cultures de la différence »*. M. Armando Uribe, ancien ambassadeur du Chili, va plus loin. Le français, pour lui, peut être la langue des *« réfractaires à l'acculturation internationale »* et même *« la langue naturelle des laissés-pour-compte de l'impérialisme »*.

Quant à l'organisation de la francophonie, tous souhaitent des *« structures souples »* et redoutent le *« machin »* bureaucratique et centralisé. On évoque un *« commonwealth »* à la française, une *« communauté organique »* inspirée par Léopold Senghor, ou même pas d'organisation du tout. Beaucoup préfèrent les opérations au *« coup par coup »*, et le recours aux institutions existantes, la plus citée étant l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.). Plusieurs recommandent un développement en France de l'enseignement des cultures francophones, toujours très méconnues. La langue française, à son tour, en faisant connaître des œuvres étrangères, pourrait aider le tiers-monde à diffuser ses cultures. Certains vont même jusqu'à dire que *« l'avenir du français en tant que langue internationale est lié à la victoire sur le sous-développement »*. Il aurait donc intérêt, pour lutter contre l'uniformisation culturelle, à faire bloc contre l'impérialisme anglo-saxon — et, accessoirement, soviétique — en prenant appui sur *« l'arabité et la latinité »* (espagnol et portugais surtout).

Cette enquête sur la francophonie n'a qu'un défaut : elle ne s'est adressée qu'à des personnalités déjà engagées dans sa défense. Elle laisse de côté les francophones les plus nombreux (hélas !) : ceux qui ont déjà renoncé ou qui se désintéressent de leur langue. Leurs propos, si on les avait recueillis, contribueraient à élaborer une stratégie de ce qu'il faut faire — ou ne pas faire — pour promouvoir la langue française. — R. C.

★ Institut France - Tiers-monde, 4, rue Charles-de-Gaulle, 78640 Neauphle-le-Château.

UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR « VENDRE » LE FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

De la pédagogie à l'offensive publicitaire

Jusqu'en 1980, on les appelait des « conseillers pédagogiques ». Recrutés par le ministère des affaires étrangères pour aider à l'enseignement du français dans les établissements scolaires étrangers, leur mission consistait surtout à visiter des classes, à donner des conseils et à organiser des stages pour former des professeurs. Il s'agissait donc d'enseignants, généralement recrutés sur place après des séjours comme lecteurs dans des universités étrangères ou après des missions de coopération comme volontaires du service national actif (V.S.N.A.).

Le ministère des relations extérieures, à présent, souhaite redéfinir les missions de ce corps — quelque quatre cents fonctionnaires appelés aujourd'hui « attachés linguistiques ». Si leur tâche consiste toujours à suivre l'enseignement du français à l'étranger, elle va tendre de plus en plus vers un effort de diffusion « multimedia » (livre, disque, film, télévision, vidéo, etc.), aussi bien en milieu scolaire et universitaire qu'au-dehors.

La sous-direction de la politique linguistique au ministère des relations extérieures vient d'organiser à Chamarande (Essonne) une première session de « promotion active de la langue française » réunissant des attachés linguistiques des cinq continents. De cette semaine de travaux se dégagent les grandes lignes d'une nouvelle politique linguistique en gestation depuis la fin des années 70.

Tous l'ont dit à Chamarande : la diffusion du français ne peut plus se borner à l'effort en milieu scolaire. M. Raymond Le Ruyet, sous-directeur de la politique linguistique au ministère des relations extérieures : *« Il faut éviter de jouer l'avenir de notre langue sur la seule coopération pédagogique. (...) Les choix linguistiques ne s'opèrent pas en fonction de critères purement pédagogiques. »* M. Stelio Farandjis, secrétaire général du haut comité de la langue française : *« On aura les meilleurs pédagogues du monde à l'étranger et l'on pourra très bien assister à un déclin inexorable du français. »* Un attaché linguistique « de base » en poste aux Pays-Bas : *« L'enjeu du savoir et de la culture passe de moins en moins par l'école. Il faut trouver de nouveaux points d'appui. »*

De nouveaux points d'appui : tel est le mot d'ordre aujourd'hui. Fini le temps où le conseiller pédagogique, se mettant au service du ministre local de l'éducation, se contentait d'encourager les professeurs de français en poste, donnant quelques conseils ici, distribuant de nouveaux manuels là, organisant de temps en temps une réunion tenant plus de la simple convivialité francophone que d'une véritable stratégie de diffusion linguistique.

Motiver les élèves et leurs parents

Voilà plusieurs années que, la mode audio-visuelle aidant, les conseillers pédagogiques ont spontanément débordé le cadre scolaire strict. En s'inspirant des méthodes en usage pour les adultes dans les alliances françaises, les pédagogues se sont mis à faire de l'animation culturelle, organisant des projections de films, des conférences, des séances de chanson française, etc. Suivant la formule proverbiale selon laquelle on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, les nouveaux promoteurs de la francophonie ont dû imaginer des formes plus attrayantes que les manuels scolaires et les cours de langue, même mis au goût du jour.

Avant d'enseigner le français, il faut avoir des élèves, et si possible suffisamment motivés pour que ce ne soit pas feu de paille. Motiver les élèves et aussi leurs parents, créer autour de la langue française un intérêt toujours renouvelé, rendre l'apprentissage du français à la fois attrayant, accessible et riche de possibilités, telles sont les nouvelles missions imparties aux hommes de terrain de l'action linguistique (1).

D'où des initiatives « tous azimuts, dont certaines ont été écrites à Chamarande. Ainsi l'opération menée au Brésil de 1978 à 1981 par le Groupe d'études sur le français instrumental et la traduction (GEFIT), rassemblant des professeurs de français et de portugais. En quatre ans, ce groupe a conduit parallèlement plusieurs actions en profondeur, tant pour l'enseignement du français instrumental aux étudiants brésiliens que pour la didactique du français en milieu scolaire. Il a mené à bien la traduction de plusieurs ouvrages français édités au Brésil, dont l'*Encyclopédie de l'écologie* (Larousse, 1977), qui a reçu en 1980 le prix de la meilleure traduction scientifique décerné par la Chambre brésilienne du livre.

Plus récemment, deux expériences ont été faites en Europe. En mars 1982, l'Institut français de Berlin, sur l'initiative de l'attaché linguistique, a organisé une quinzaine de « La langue française hors de France », avec la collaboration de la presse locale (journaux, radios et télévision) et des services culturels d'autres pays francophones, notamment le Canada. La manifestation a touché les lycéens et leurs professeurs, associés à la préparation de l'opération, mais aussi le grand public berlinois.

Opérations spectaculaires

Au printemps dernier, en Italie, les élèves de quatre régions ont été mobilisés pour l'opération « Arc-en-ciel » : dans un premier temps, lors d'une « chasse aux touristes », les lycéens italiens devaient persuader des visiteurs francophones de venir dans les classes répondre à leurs questions. Puis la télévision a proposé un feuilleton policier assorti de questions auxquelles le public devait répondre en français par téléphone. Enfin, des animations ont été mises en place dans les villes « supports » de l'opération, qui elle-même a fait l'objet d'un film. Cinéma, télévision, théâtre, chanson et concours scolaires, tout a été mis en œuvre pour une promotion proprement publicitaire de la langue française.

« Faites du spectaculaire : vous aurez des crédits ! », conseille sans ambages M. Le Ruyet. Par « spectaculaire », il faut entendre ces opérations combinées, « multimedia », mettant en jeu les établissements scolaires, la télévision (chaînes « grand public »), les lieux d'animation culturelle d'une ville ou d'une région, les industriels français exportateurs, bref tout ce qui fait qu'une initiative de promotion linguistique touche une population entière.

Comme l'a souligné un attaché engagé dans l'une de ces opérations, la promotion linguistique active, aujourd'hui, suppose des personnels doués pour les relations publiques, l'animation audio-visuelle, la prospection publicitaire, l'organisation de voyages, et bien d'autres talents encore que l'on n'apprend guère sur les bancs de l'Université. Difficulté supplémentaire : les professionnels de la publicité ont en charge des produits nouveaux, tandis que l'attaché linguistique doit « vendre » un produit ancien — trop ancien !

Est-ce à dire que l'attaché doit cesser d'être un pédagogue pour devenir un homme d'affaires de la langue française ? *« L'attaché linguistique est fondamentalement un enseignant*, souligne M. Francis Debyser, directeur du Bureau pour l'enseignement de la langue et de la civilisation françaises à l'étranger (B.E.L.C.). *Méfions-nous du scoutisme H.E.C. pour sortir à tout prix du ronronnement culturel. »* Pour sa part, M. Farandjis estime qu'il ne faut pas *« lâcher un fil pour l'autre »*. On peut occuper en même temps les créneaux dits « culturels » et ceux du commerce et de la technologie. La difficulté, comme l'a fait remarquer l'un des animateurs de la session, c'est de *« trouver le moyen d'être « multi » quand on a reçu une formation « mono »*, de passer de l'état de professeur, donc de spécialiste, à celui de colporteur ou de démarcheur du français. *« Ce n'est pas une rupture*, a précisé M. Le Ruyet, *puisque nous conservons l'ancrage scolaire. C'est seulement un tournant à négocier. »* Toujours la diplomatie...

ROGER CANS.

(1) Les attachés linguistiques sont en principe rattachés à un Bureau d'action linguistique (BAL). Ce bureau peut être ouvert dans un institut ou un centre culturel français, ou réduit à une personne en poste loin de la capitale.

Le Monde

politique

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Chirac affirme que « le socialisme se traduit par une politique de régression sociale »

De l'intervention de M. Jacques Chirac devant le « Grand Jury R.T.L.- *le Monde* », dimanche 17 octobre, on retiendra surtout que le chef du R.P.R., en mettant en cause « *la radio et la télévision d'État* », – mais ce n'est pas la première fois propose et c'est la première fois, – un plan complet de privatisation des médias audiovisuels. Le maire de Paris a aussi dénoncé le « *statut tordu* » prévu pour la capitale, et estimé que le gouvernement n'a pas encore – contrairement à ses dires – réalisé une véritable décentralisation. M. Chirac s'est aussi expliqué sur ses prédictions faites à Nouméa le 1er septembre (« *l'expérience socialiste ne durera pas deux ans* ») en affirmant qu'il ne mettait nullement en cause la légitimité du pouvoir, mais que seul le chef de l'État pourrait changer de politique ou prononcer une dissolution.

L'ancien premier ministre a surtout voulu redire, avec plus de force et plus de détails encore qu'il ne l'avait fait à La Grande-Motte le 26 septembre, que « *le socialisme se traduit par une politique de regression sociale* » puisque la diminution du pouvoir d'achat s'applique à tous les revenus, même les plus petits. Ce sera là sans aucun doute un des thèmes prioritaires de la campagne électorale de M. Chirac contre la majorité. Le seul domaine dans lequel M. Chirac semble ne pas être en désaccord avec la politique du chef de l'Etat est le Proche-Orient, où il lui apparaît que, pour la première fois, une solution pacifique peut être trouvée.

M. Chirac précisera ses thèmes d'action devant le comité central du R.P.R. le 20 novembre, puis poursuivra ses négociations électorales avec ses partenaires de l'opposition. Il présentera le 23 janvier, au cours d'un meeting à Paris, les grandes lignes de son « projet ».

A. P.

Interrogé sur les affaires dès l'ouverture du débat, M. Chirac a notamment déclaré à propos du reportage télévisé sur la maison de personnes âgées de Cachan : « *Ce reportage faisait apparaître les conséquences de l'insuffisance du nombre des infirmières, situation que je dénonce fermement depuis un an auprès du gouvernement en lui demandant l'autorisation de former et de recruter davantage d'infirmières, non seulement pour cette maison mais aussi pour les autres.* »

Il a ajouté : « *Le ministre de la santé me l'a refusé de la façon la plus catégorique deux fois par écrit. Le même reportage aurait pu être réalisé dans les mêmes conditions de partialité sur pratiquement toutes les maisons de cette nature en France et aussi, d'ailleurs, sur la plupart des hôpitaux publics.* »

M. Chirac a ensuite parlé de l'affaire des bureaux d'études lancée par *Libération*, « *journal d'extrême gauche, récemment soutenu financièrement par le gouvernement* » (1). Il a affirmé à ce propos : « *Dans l'état actuel des choses, l'enquête administrative démontre que toutes – je dis bien toutes – les accusations qui ont été portées par ce journal sont totalement dépourvues de fondement.* » Il a précisé : « *Une enquête judiciaire est ouverte – je m'en réjouis – je lui apporterai, bien sûr, mon concours le plus total. Dans l'hypothèse où cette enquête ferait apparaître quoi que ce soit de répréhensible, il va de soi que j'en tirerais immédiatement et sans aucune complaisance toutes les conséquences.* »

Le maire de Paris a conclu sur ce point : « *Je sais bien qu'un vieil adage dit : « Calomniez, calomniez, » il en restera toujours quelque » chose », mais trop c'est trop. Les socialistes et les communistes prennent une lourde responsabilité en dévoyant ainsi le débat politique.* »

A propos de ces « affaires » et du rôle joué par la télévision, M. Chirac a indiqué qu'il venait de saisir la Haute Autorité de l'audiovisuel « *qui pourra ainsi faire la preuve de son utilité et de son impartialité* ». « *Il est temps*, a-t-il ajouté, *de mettre en œuvre une grande réforme de l'information et je propose ces quelques thèmes de réflexion : institution d'une ou deux chaînes privées de télévision par création ou transformation ; remise de la troisième chaîne de télévision à une société contrôlée par les conseils régionaux et par la presse de province ; interdiction à l'État de posséder directement ou indirectement tout ou partie du capital d'une entreprise de presse. L'opposition et notamment le R.P.R. feront prochainement des propositions sur ce sujet ; nous verrons bien alors où sont les démocrates.* »

Répondant ensuite à une question sur le création d'une section spéciale au sein des renseignements généraux chargée de surveiller le R.P.R. et la mairie de Paris, M. Chirac a déclaré : « *Depuis que j'ai évoqué cette affaire, un certain nombre de journaux ont apporté bien des précisions à ce sujet et des détails ont été confirmés par les déclarations d'un certain nombre de syndicalistes policiers.* » M. Chirac a donc demandé au gouvernement « *d'apporter la preuve que tout ce qui a été affirmé dans la prese est purement et simplement faux* ».

A propos enfin du statut de Paris, M. Chirac a affirmé une nouvelle fois : « *Ce que je reproche à ce statut, c'est de faire éclater le gestion de la Ville de Paris dans des conditions qui, forcément, ne peuvent engendrer que l'anarchie administrative, multiplier les centres annexes de décision qui vont se battre entre eux, multiplier les dépenses de fonctionnement car tous ces organismes, élus ou non, auront des collaborateurs et prendront des initiatives qui coûteront extrêmement cher.* » M. Chirac a renouvelé sa demande « *d'interroger la population parisienne sur cette réforme par voie de référendum communal* ».

Pour M. Chirac, toute cette agitation, les « affaires » comme la réforme du statut des grandes villes, « *auront un effet boomerang* ». Il a déclaré, en effet : « *Je ne mets pas en doute que le bon sens de nos concitoyens ne se laisse pas abuser par ce genre de méthode.* »

La situation économique

M. Jacques Chirac, évoquant la situation économique, a notamment déclaré : « *La conséquence des mesures d'austérité est de réduire le niveau de vie de nos concitoyens pour la première fois depuis 1945, alors que la situation économique avait été au moins aussi difficile sur le plan international avec les deux chocs pétroliers avant le 10 mai 1981 et que, pourtant, on avait réussi à maintenir le niveau de vie.*

» *Cette politique d'austérité aboutit également à remettre en cause la protection sociale, à la rendre à la fois plus chère et moins juste pour les bénéficiaires, pour les travailleurs de notre pays. Enfin, cette politique aboutit à supprimer ce qui avait été une grande victoire des années passées, c'est-à-dire la politique contractuelle, et à lui substituer une politique autoritaire du gouvernement.*

» *Nous sommes aujourd'hui dans la situation qu'a connue l'Angleterre après dix ans de gestion socialiste, c'est-à-dire d'un pays à genoux, ce qui sera notre situation dans dix ans. Pourquoi ? Parce que l'augmentation des charges des entreprises ne permettra d'investir et que le manque de confiance qu'inspire la politique gouvernementale ne permet évidemment pas une politique d'investissements.*

» *Si, au lendemain du 10 mai, nous n'avions pas fait la politique de la cigale, qui a dansé tout l'été, et si nous avions assuré une gestion normale comme la gestion antérieure, et en l'améliorant car la gestion antérieure n'était pas sans défaut – il ne s'agit pas pour moi de la prendre en exemple, – mais si l'on avait continué sur les mêmes principes, nous aurions, comme par le passé, réussi à défendre le niveau de vie alors que, aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation tout à fait étonnante.*

» *Nous avons un déficit sans précédent des régimes sociaux, qui a été organisé par l'incompétence du gouvernement et l'irresponsabilité des mesures qu'il a prises, qu'il s'agisse de la Sécurité sociale ou de l'UNEDIC, et qui conduit aujourd'hui, en raison des 70 milliards de déficit, à la remise en cause des conquêtes sociales de la Ve République.*

» *La diminution du pouvoir d'achat ne s'applique pas qu'aux hauts revenus. Toutes les organisations syndicales le constatent aujourd'hui. Elle s'applique à l'ensemble des revenus, y compris les plus modestes.* »

La légitimité

A propos des institutions M. Chirac déclare : « *Jamais je n'ai mis en cause la légitimité du président de la République et du gouvernement. D'abord parce que cela ne m'est jamais venu à l'esprit. Et ensuite parce que, en tant que gaulliste, défenseur des institutions de la Ve République, je serais le dernier à pouvoir le faire. Et, lorqu'une polémique alimentée d'ailleurs, pour des raisons d'intérêt politique, par les socialistes a éclaté sur ce point, j'ai fait une mise au point très claire, en disant que, dans nos institutions, dans une démocratie, un président élu l'était pour la durée de son mandat et qu'un gouvernement ou une Assemblée élue supportant un gouvernement étaient légitimes jusqu'à l'échéance électorale, et que personne n'était fondé à mettre en cause la légitimité politique. Quiconque le faisait ne pouvait qu'être totalement désapprouvé par moi. Ceci doit être bien clair.*

» *Autre chose est de dire et de constater qu'il est des situations politiques, économiques ou sociales qui peuvent parfaitement conduire un chef d'Etat – c'est sa responsabilité, et sa seule responsabilité – à consulter le peuple, soit par la voie du référendum, dont je regrette que, depuis huit ou neuf ans, il n'ait pas été utilisé, soit par la voie d'élections législatives anticipées.* »

Les communistes au gouvernement

Concernant le rôle des ministres communistes, M. Chirac estime : « *Dans un certain nombre d'arbitrages, jugés comme très importants par le parti communiste, satisfaction lui a été donnée, souvent à l'encontre des thèses défendues par les socialistes. Je pense en particulier aux arbitrages qui ont été rendus pour les lois Auroux et pour la loi électorale, avec le maintien éventuel de la troisième liste. Le rôle des communistes est plus important qu'on ne l'imagine. Quant à leur influence en matière de politique étrangère, elle ne peut pas être négligeable. C'est l'impression que nous a donnée l'étonnante signature du contrat de livraison de gaz sibérien.*

» *Le parti communiste tire d'importants avantages de sa présence au gouvernement, notamment par la possibilité qu'il y trouve de mettre en place un peu partout, dans les grands médias, dans l'administration, dans les entreprises, des hommes à lui.* »

Le président du R.P.R. poursuit : « *J'ai déjà appelé l'attention du président de la République sur les inconvénients très graves pour l'administration de la France de cette chasse aux sorcières à laquelle se livre l'actuel gouvernement depuis seize mois, et qui consiste à sanctionner ou à faire partir des fonctionnaires, et notamment des hauts fonctionnaires, pour des raisons strictement politiques.*

» *Si l'alternance démocratique donnait demain le pouvoir à l'opposition et si j'avais un rôle à jouer dans cette conjoncture, je m'efforcerais sans réserves – je le dis très clairement – de ne pas faire ce que font aujourd'hui les socialistes et les communistes. Autrement dit, je ferais un effort en faveur de l'unité nationale et je bannirais toute technique de chasse aux sorcières.* »

Enfin à propos du Proche-Orient, M. Chirac approuve la proposition franco-égyptienne ainsi que les conclusions de la conférence de Fès, qui constituent « *un pas déterminant* ». Il souhaite que la France accorde une aide au Liban « *avec générosité et sans réserves* ».

(1) Serge July écrit dans *Libération* du 18 octobre : « *En ce qui concerne son financement,* Libération, *dont l'augmentation des ventes est de 35 % par rapport à l'année dernière, a contracté un prêt de 3 millions de francs cet été auprès de six banques nationalisées. Peut-on dire de toutes les entreprises auxquelles ces banques accordent des crédits, généralement de plusieurs dizaines de millions, qu'elles sont financées par le gouvernement ?* »

M. JOSPIN : il est possible d'accepter des temps de recul

M. Lionel Jospin a prononcé, dimanche 17 octobre à Paris, le discours de clôture de la première conférence nationale « Jeunesse » du P.S. Devant les responsables des soixante-quinze fédérations qui avaient envoyé des représentants à cette manifestation organisée pendant le week-end (*le Monde* daté 17-18 octobre), le premier secrétaire du P.S. a développé les principaux thèmes de la campagne d'explication et de mobilisation engagée par son parti pour soutenir la politique économique et sociale du gouvernement.

« *Il a fallu infléchir la politique économique pour éviter le dérapage*, a-t-il dit. *Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour réaliser seulement une flambée de justice sociale pour un an et demi ou deux ans, mais avec l'idée de réconcilier la gauche avec la durée, avec l'économie.* » M. Jospin a mis en garde les militants du Mouvement de la jeunesse socialiste contre la tentation de la « *radicalisation* », tout en comprenant que puissent s'exprimer parmi eux un certain désenchantement, « *une certaine impatience* », car « *la jeunesse a le sens des mouvements rapides* ». Entre la politique conservatrice et le « *raccourci* » historique (Union soviétique, Pologne), il existe « *une démarche selon laquelle il est possible d'accepter des temps de recul* ». « *Ce n'est pas une démarche tiède, mesurée, petite ou mesquine. C'est la plus exaltante, celle qui peut mener loin (...). Nous avons des institutions, une majorité claire, la durée, et cela, personne ne pourra nous y faire renoncer* », a-t-il conclu.

AU « CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1 »

Mme Veil se situe « résolument » mais « différemment » dans l'opposition

Mme Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, qui était, dimanche 17 octobre, l'invitée du « Club de la presse d'Europe 1 » a précisé la nature de son opposition. Elle a notamment déclaré :

« *Je me sens résolument dans l'opposition, car, sur des points fondamentaux, je suis hostile à la politique actuelle. En même temps, je ne critiquerai jamais des mesures que j'estime positives (...) Si je ne suis pas dans un parti politique, je suis tout de même plus ou moins membre de l'U.D.F. J'appartiens à l'U.D.F. à travers le groupe libéral du Parlement européen.*

J'exprime, dans cette opposition, quelque chose que ressentent des gens qui sont adhérents à l'U.D.F. directement, sans être ni des radicaux ni des membres du C.D.S. ou du P.R. (...) En politique, je me situe différemment [de M. Chirac et de M. Barre] *tout en étant comme eux dans une opposition qui se complète par des pluralismes qui sont nécessaires, avec plus d'attention à certains problèmes et moins orientée sur d'autres.* »

Mme Veil a convenu que l'opposition « *est trop droitière* ». Elle a estimé : « *L'opposition emploie quelquefois des termes – tels ceux récemment utilisés par M. Poniatowski – qui n'élèvent pas le débat politique, et qui ne sont pas bons* ».

« Aider le gouvernement »

A propos des récentes affaires dans lesquelles la Ville de Paris a été mise en cause, l'ancien ministre a déclaré : « *Personne de bonne foi ne peut soutenir qu'il n'y a pas un lien politique avec ces affaires (...). Le climat politique devient empoisonné dans ce pays. Je trouve cela très inquiétant, et je pense que nous allons tous, hommes et femmes politiques mais aussi citoyens, perdre complètement notre sang-froid et le sens de ce qui est possible si nous continuons d'assister à cette tension qui monte, à des affrontements qui n'ont souvent rien à voir avec le fond du problème.* »

En ce qui concerne l'affaire de Cachan, Mme Veil a dit : « *Je comprends que M. Chirac soit amer car l'affaire de l'établissement de Cachan est un problème de nombre d'infirmières. Il n'y est pour rien (...). Quand il était premier ministre et que j'étais ministre de la santé, je peux vous dire que je n'ai jamais vu un premier ministre aussi attentif à l'amélioration de la situation des infirmières.* » En ce qui concerne le bureau d'études de la Ville de Paris, Mme Veil a ajouté : « *Je pense qu'il faut faire la lumière sur tous les scandales, mais je ne crois pas qu'il y ait scandale.* »

L'ancien ministre de la santé – qui a jugé que « *l'esprit de civisme* [fait] *que sur un certain nombre de points, nous devons aider le gouvernement lorsque des mesures courageuses et nécessaires sont prises* » – – a retenu au nombre des actions positives les mesures concernant la Sécurité sociale, l'augmentation du budget de la recherche et le relèvement du SMIC. Elle a dénoncé, en revanche, la « *nationalisation du crédit* », sur laquelle, à ses yeux, il faudra « *revenir* ».

A propos du remboursement de l'I.V.G., Mme Veil a déclaré : « *Le problème qui se pose actuellement est celui de la banalisation de l'acte. Je crois que, pour les femmes, ce ne sera jamais un acte banal. Quoi qu'on en dise, c'est toujours un traumatisme (...). Je pense que je voterai* [le remboursement de l'avortement] *parce qu'en définitive les femmes qui se trouvent acculées à l'avortement sont tout de même celles qui sont dans les plus graves difficultés.* »

Mme Veil s'est déclarée d'accord avec M. Badinter, garde des sceaux, « *lorsqu'il essaie d'expliquer que la petite délinquance pertube beaucoup les citoyens mais qu'il faut trouver d'autres solutions que les solutions traditionnelles, qu'un effort de prévention à l'égard des jeunes délinquants doit être fait (...).* » « *D'une façon générale*, a ajouté M. Veil, *je crois que la population n'accepte plus les risques dans aucun domaine.* »

D'autre part, Mme Veil a jugé que l'on « *vit sous un régime dans lequel de plus en plus on essaye de nous faire adopter le point de vue de l'idéologie dominante, beaucoup plus sur un plan culturel que sur le plan politique (...).* » « *Je me sens atteinte*, a-t-elle précisé, *non pas du tout dans ma liberté individuelle, mais je me sens contrainte dans mes choix, dans mes positions. Il y a une espèce de prétention au monopole de la vertu qui est tout à fait insupportable* ».

Mme Veil a annoncé qu'elle n'est pas candidate aux élections municipales mais qu'elle se présenterait aux élections européennes de 1984 « *si les choses sont comme je le souhaite* ». A ce sujet, elle a fait part de ses inquiétudes en ce qui concerne « *une préparation psychologique de l'opinion publique à la présentation de la Communauté européenne comme contraire aux intérêts des Français* ». A cet égard, elle a mis en cause M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., qui écrivait notamment dans *le Monde* du 6 octobre 1982 : « *En réalité, la priorité au marché mondial et la reconquête du marché intérieur ne sont pas complémentaires, elles s'opposent, et plus encore quand la crise des débouchés sévit à l'étranger.* »

Un armistice...

(Suite de la première page.)

Est-ce à dire qu'il faut se taire ? Non. « *Je pense qu'il faut faire la lumière sur tous les scandales*, a dit Mme Veil, *mais je ne crois pas qu'il y ait scandale.* » Dans ces conditions, le maire de Paris aurait sans doute gagné à ne pas faire l'amalgame entre un quotidien libre et le pouvoir. Il aurait gagné à s'en remettre aux conclusions de la commission d'enquête qu'il a confiée à M. Jean Tibéri, plutôt que mettre au compte des « *socialo-communistes* » une opération « *strictement politique* ». Car, en agissant ainsi, le maire de Paris jette le trouble sur son propre discours : dans un même mouvement, il fait comme si une presse qui le gêne – en l'espèce *Libération* – était nécessairement une presse aux ordres du pouvoirs, et il prône la privatisation de l'information audiovisuelle. N'est-ce pas parce que celle-ci lui échappe désormais ?

La question mérite d'autant plus de lui être posée que le passé en cette matière – à l'inverse de l'affaire de Cachan – ne plaide pas en sa faveur. Même si la foi du néophyte est souvent la plus ardente, on ne saurait oublier qu'en souhaitant interdire à l'Etat de se mêler de l'information, M. Chirac tourne le dos à plus de vingt ans de doctrine et de pratique constante de ses amis et de lui-même. N'est-ce pas, par exemple, la composante gaulliste de la majorité qui s'était opposée à la privatisation d'une chaîne de télévision souhaitée par son partenaire giscardien ? Mieux vaut tard que jamais, diront les optimistes.

Il reste à expliquer pourquoi M. Chirac a changé son fusil d'épaule. Après avoir promis des révélations sur la création de « sections spéciales » des Renseignements généraux, dirigées contre l'opposition, il renvoie, pour ces révélations, à la... presse. De la même façon, après avoir eu la tentation de faire des « affaires » un contentieux entre lui-même et l'Elysée, le maire de Paris part en guerre contre le monopole de l'Etat en matière audiovisuelle.

Au sortir du conseil politique du R.P.R., qui s'est réuni le mardi 12 octobre soir, chacun était persuadé que le lendemain, M. Chirac mettrait en cause « *un collaborateur* » du chef de l'État (*le Monde* du 14 octobre). Il n'en a rien été. Le collaborateur en question – c'est un secret de Polichinelle – est M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président de la République, dont le tort est sans doute d'avoir occupé des fonctions à la direction du logement de la Ville de Paris, puis d'avoir été directeur de cabinet du préfet secrétaire général de Paris. Dès mardi soir des contacts ont été pris par l'entourage du chef de l'4tat avec celui du maire de Paris. Ce dernier a démenti qu'il y ait eu, alors, « *négociation* » ; mais rien n'interdit de penser que les deux parties ont convenu de la nécessité de mettre sinon un terme, du moins quelques bémols dans une polémique qui riqesquait, selon l'expression de Mme Veil, de faire perdre son « *sang-froid* » *à tout le monde.*

Deux écarts

Il y a, à cette promesse de retour au calme sur le front des « *affaires* », une autre raison qui tient à la nature particulière des relations entre MM. Mitterrand et Chirac. Au départ, il ne fait guère de doute que le président du R.P.R. bénéficiait de la part du chef de l'État, d'un réel crédit en même temps qu'il se voyait attribuer un rôle.

En laissant M. Labbé mettre en cause la « *légitimité* » *du président, M. Chirac est sorti du rôle qui lui était assigné : celui de leader d'une tendance au sein d'une opposition divisée. Ces deux écarts lui ont valu, en effet, d'être attaqué de front par la remise en cause du statut de Paris. Mais rien n'indique que la succession des « affaires » (la maison de retraite de Cachan à TF 1, les bureaux d'études à « Libération »*, l'argent « gabonais » au « *Canard enchaîné* » relève d'une opération analogue.

Une chose est sûre : M. Chirac – pour lequel M. Mitterrand ne cache pas, en privé, sa « *sympathie* », comme s'il lui conservait un crédit – avait mieux réagi dans l'affaire du statut des grandes villes (où il a pu se poser en victime et bénéficier du soutien de toutes les composantes de l'opposition) que dans celles qui l'opposent à des organes de presse. Il ne devrait pourtant pas perdre de vue que ses propres excès font aussi le jeu de ses concurrents, dans l'opposition. La majorité est en effet trop heureuse, compte tenu de ses propres difficultés, de pouvoir, comme le fait M. Paul Quilès, rappeler à l'opinion que l'opposition est traversée de courants non seulement divers mais aussi rivaux.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● *M. Chirac est « plutôt un bon maire ».* – Selon un sondage IFRES, réalisé pour *le Journal du dimanche*, du 11 au 15 octobre, auprès d'un échantillon de neuf cent vingt-cinq Parisiens répartis dans les vingt arrondissements de la capitale, 57 % des personnes interrogées estiment que M. Jacques Chirac est « *plutôt un bon maire* » ; 34 % affirment le contraire. A la question *Au deuxième tour voteriez-vous pour une liste favorable à Jacques Chirac ou une liste favorable à Paul Quilès ?*, Jacques Chirac remporte 57 % des « oui » et le candidat socialiste 43 %. Si c'est GeorgesSarre qui conduit la liste socialiste, celle-ci n'aurait que 41 % des suffrages et Jacques Chirac 59 %.

Nouveaux circuits de l'opposition

(Suite de la première page.)

Le premier ministre, en revanche, a traité de la méthode. Pour lui, l'opposition s'est efforcée de « déstabiliser » la gauche en exploitant des « affaires ». M. Mauroy faisait allusion à l' « orchestration » politique des circonstances de la mort de René Lucet, directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, et des tentatives d'intervention auprès du ministre de l'intérieur de Marcel Francisci, l'un des « patrons » des cercles de jeux parisiens afin d'obtenir la réouverture de l'un de ces établissements.

La définition la plus élaborée a été fournie par M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., devant le comité directeur de son parti, le 3 avril dernier. La droite, selon lui, aurait mis au point une tactique de « guérilla » socio-professionnelle fondée sur l'exploitation de mécontentements catégoriels. M. Poperen soupçonnait ses dirigeants d'envisager, parallèlement, *« une série d'actions individuelles plus ou moins violentes d'où naîtrait une psychose d'insécurité »*. Des *« réseaux célèbres »* étaient, selon lui, en voie de reconstitution. Il pensait alors au SAC, qui n'a pas survécu à la tuerie d'Auriol.

Avant la dissolution par le gouvernement de cette organisation, les membres du SAC se seraient d'eux-mêmes dispersés, pensait-on au parti socialiste, dans des milices privées et des sociétés de gardiennage « bidons ». Bref, il s'agissait de créer une agitation qui ne pouvait que profiter à la « droite autoritaire », c'est-à-dire à M. Jacques Chirac et à ses amis.

« Déstabilisation » ? Depuis les tirs groupés de MM. Poperen, Mauroy et Jospin, les socialistes n'ont plus utilisé ce mot, publiquement, à de rares exceptions près. La dernière en date revient à un membre du secrétariat du P.S., qui a développé une analyse comparable à celle de M. Jean Poperen. *« La droite n'a pas de programme, pas de projet politique*, a affirmé, le 30 septembre, M. Jean-Paul Bachy, chargé au P.S. du secteur entreprises. *Elle n'a qu'un recours, la stratégie de déstabilisation fondée sur le mensonge et l'exaspération de certains corporatismes (...). La droite cherche à créer un climat de peur, d'énervement dans certaines couches sociales. Les appels aux manifestations, à des actions souvent brutales se développent. »*

« Déstabilisation » ? « N'employons pas ces termes excessifs », dit M. Lionel Jospin (« Le Club de la presse » du 19 septembre). Aucun signe d'une tentative de cette nature, telle que la conçoivent les services de renseignements, n'est perceptible en France. On a souvent dit de la gauche qu'elle avait été atteinte, pendant les premiers mois d'exercice du pouvoir, par le « syndrome des camionneurs », c'est-à-dire par l'obsession de la démocratie chilienne de Salvador Allende, assassiné en septembre 1973 par les coups conjugués des classes moyennes en révolte, d'une presse véhiculant de fausses informations et de l'armée, le tout manipulé par les Etats-Unis. Si les socialistes en ont été atteints, ils s'en sont bien remis. L'ordre de grève des transporteurs routiers, lancé pour le début novembre, n'a, pour l'instant, suscité d'émotion particulière... qu'au sein de l'U.D.F., où M. Fèvre, député de la Haute-Marne – sans doute plus maladroit que « déstabilisateur » – a établi un parallèle entre les routiers français et leurs collègues chiliens.

Touchés par la tragédie chilienne qui a laissé des traces au cœur de chacun d'entre eux, les hommes de gauche ont eu d'abord tendance à substituer la fébrilité à la vigilance. Ainsi ont-ils interprété, dans un premier temps, le vol d'armes dans le camp militaire à Clauzel, près de Foix, le 22 novembre 1981, comme une opération délibérément dirigée contre la sûreté de l'Etat, alors qu'il n'avait été commis que par de petits truands.

Ainsi, les socialistes du Calvados désignaient un « chef d'orchestre clandestin » lorsqu'il s'agissait d'expliquer la brutale flambée de violence qui agita le département tout au long du mois de février (Mme Edith Cresson, pourchassée par des agriculteurs en colère ; Isigny investi, de nuit, par un « commando camembert » ; M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., séquestré par le CID-UNATI).

L'obsession retombée, la gauche reste simplement sur ses gardes. Une structure de liaison entre le gouvernement, le parti socialiste et le groupe parlementaire, mise en place au lendemain du séminaire socialiste de Maisons-Laffitte réuni le 16 juillet, outre qu'elle s'efforce d'assurer la cohésion entre ces trois pôles de pouvoir, collecte et analyse les informations sur le comportement de la droite, qui lui viennent à la fois du pouvoir central – le ministère de l'intérieur notamment – des élus et des fédérations socialistes.

Les piliers de l'Etat

Des quatre grands piliers de l'Etat – armée, police, justice, administration – seule la police paraît poser problème et inquiéter le pouvoir. Sifflets adressés à M. François Mitterrand lors du défilé du 14 juillet, manifestation en tenue à Lyon pendant une visite de M. Gaston Defferre, menaces de manifestations dans la rue, « sabotage » organisé par *« une grande partie de la haute hiérarchie »*, selon les termes utilisés par M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, qui dénonce la politique d' « entrisme » pratiquée, selon lui, par le R.P.R. Les renseignements généraux relèvent que l'on parle, au cours des réunions de la section R.P.R. de la police, réactivée quelques mois avant l'élection présidentielle, d'un pouvoir *« qui n'en a pas plus pour longtemps »* et qui pourrait « basculer » au début de l'année prochaine sous le poids des difficultés économiques.

Le thème de la durée limitée est cher à M. Chirac, mais le maire de Paris semble, pour sa part, plus généreux sur les délais. Il n'empêche que ses analyses, ses pronostics et ses espoirs sont relayés sur un terrain dangereux. La police française a certes une tradition républicaine, mais à quelques exceptions factieuses près.

Il est vrai que, sur la forme, on ne peut pas reprocher au R.P.R. de s'organiser ainsi. Le parti socialiste dispose d'un « groupe socialiste d'entreprise » au sein de la police nationale et il participait, sous l'ancien pouvoir, à l'animation d'un Club Jean Moulin. Les militants du P.C.F. y sont regroupés, comme ailleurs, en cellules.

En revanche, la justice – dont on sa plaint dans la police et réciproquement, selon une tradition aussi ancienne que ces deux institutions – l'armée et l'administration ne font pas l'objet, semble-t-il, d'une pénétration plus forte que la normale. Etant entendu que l'on peut qualifier de « normale », en se plaçant du point de vue des partis de gauche, la pénétration qu'ils ont eux-mêmes pratiquée. Dans l'armée, l'opposition ne paraît pas pousser ses pions avec plus d'audace, ou de mauvaises intentions, que ne l'avaient fait la gauche lorsqu'elle était dans la même situation.

Tenue, elle aussi, à la fidélité dans le service de l'Etat, la haute administration a-t-elle concrétisé les velléités de « sabotage » que certains socialistes lui prêtent encore ? Le « sabotage », dans un corps strictement hiérarchisé, n'est guère praticable aux niveaux intermédiaires. La gauche avait su respecter la distinction entre le service de l'Etat et l'engagement partisan. Les socialistes, qui ont largement bénéficié, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, des services de nombreux hauts fonctionnaires, en savent quelque chose. M. Anicet Le Pors, ministre communiste de la fonction publique, ancien haut fonctionnaire au ministère des finances, aussi.

Que des hauts fonctionnaires participent aux travaux du CERCLE (groupe de députés U.D.F. et R.P.R.), du Club 89, proche du R.P.R., à ceux des grandes formations de l'opposition, ou se regroupent dans une *« association amicale des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur en service dans les collectivités locales »* (*le Monde* du 7 octobre), peut-il être interprété comme un dérapage ?

Les piliers de l'Etat, sous contrôle permanent, échappent à toute agitation organisée. Pour l'instant, les soubresauts qui saisissent la police ressemblent plus à des éruptions de corporatisme qu'à une opération politique concertée. En va-t-il de même, à un autre niveau, chez les socioprofessionnels, malgré les liens que l'opposition, le R.P.R. notamment, tissent parmi certaines de leurs organisations et malgré les tentatives de constitution d'un « front uni » des classes moyennes ? Si les plus récentes des grandes manifestations de rue – celle organisée le 30 septembre dernier par l'Union nationale des associations de professions libérales et le Centre national des professions de santé, ainsi que des commerçants et artisans le 12 octobre – ont pu inquiéter le pouvoir, c'est par leur ampleur même. Une quelconque « orchestration » politique reste à démontrer. La récupération, par l'opposition, est en revanche certaine et logique.

Au-delà, « ça se gâte ! »

« Déstabilisation » ? Non, ou alors, elle n'est pas encore perceptible dans ses prémices. A moins de considérer que le verbe est porteur, pour peu qu'il soit utilisé à bon escient, d'une puissance « déstabilisatrice ». Alors, oui, M. Jacques Chirac est un « déstabilisateur » ! L'entourage de M. Pierre Mauroy parle à son propos de *« subversion institutionnelle »* parce que le président du R.P.R. prétend opposer – lorsqu'il veut « défendre » Paris et tel ou tel département ou territoire d'outre-mer – les aspirations supposées d'une majorité locale à celle de la majorité nationale. Le premier ministre pourrait pousser plus loin son analyse et se souvenir que les gaullistes – M. Chirac se situant dans une filiation de plus en plus incertaine – distinguaient la « légitimité » de la « légalité » du pouvoir. Lorsqu'en 1960 le général de Gaulle, revenu au pouvoir depuis deux ans, parle de la *« légitimité que j'incarne depuis vingt ans »*, il ne peut pas être plus clair.

Les gaullistes et leurs successeurs se prévalent encore aujourd'hui de cette légitimité – celle des « résistants » face aux « vichystes », comme le disaient les dirigeants du R.P.R. sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing – pour contester celle du nouveau pouvoir. Ils l'avaient déjà fait à l'occasion de la campagne des élections européennes de juin 1979. M. Chirac lui-même – le cas est unique – avait été pris en défaut lorsqu'il s'était efforcé d'accréditer l'idée selon laquelle la légitimité du président de la République serait mise en cause au cas où la liste U.D.F. – la liste « présidentialo-gouvernementale » – n'obtiendrait que 32 %, disait-il, des suffrages. Il avait d'ailleurs tenté très vite d'effacer cette « maladresse ».

M. Chirac affirme bien aujourd'hui qu'il ne doit pas y avoir de distinction entre « légalité » et « légitimité », *« sauf circonstances extraordinaires, telles qu'un drame national au cours duquel les autorités légales faillirent à leur mission »*. Mais il laisse dire ses amis, notamment MM. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. (les socialistes se sont *« emparés des pouvoirs de l'Etat et de la majorité de l'Assemblée nationale à la faveur des circonstances »*), et Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale (*« qu'ils s'en aillent, ce sont des incapables ! »*).

« Jusque-là, ça va, mais au-delà, ça se gâte », remarquait M. François Mitterrand, au mois de mai dernier. Ça se gâte parce que le verbe, péremptoire, insidieux, mensonger, slogan asséné semaine après semaine, a des effets pernicieux que les chefs de l'opposition connaissent bien, M. Giscard d'Estaing parce qu'il en a été victime, M. Chirac par ce qu'il en a usé.

Le maire de Paris n'a pas contribué autrement que par le verbe à « déstabiliser » l'ancien président de la République jusqu'à faciliter son échec à l'élection présidentielle de 1981. A quoi servait-il de parler du « renoncement », du « parti de l'étranger » qu'était censé représenter le chef de l'Etat et, en revanche, de l' « autorité » que lui, Jacques Chirac, incarnait et qui lui venait, disait-il, de l' « instinct national » ? Ces thèmes, martelés en 1978, 1979, 1981, à chaque échéance électorale, ont fait la preuve de leur efficacité. Ils ont produit leurs effets, à l'usure.

La seule vérité, c'est celle qui est perçue : le président du R.P.R. a érigé cette maxime en principe de comportement politique. Il continue de l'appliquer à ses adversaires. Il s'agit de faire percevoir une idée simple selon laquelle le socialisme est condamné à terme rapproché – *« l'expérience ne durera pas deux ans »* – idée qui rejoint celle exprimée par M. Valéry Giscard d'Estaing : *« Le socialisme, ça ne marche pas. »*

Si *« le socialisme, ça ne marche pas »* et si le pouvoir n'en a plus pour longtemps, deux types de réaction, encouragées par ces slogans, sont possibles et, déjà, perceptibles. L'une consiste à tenter d'exploiter les faiblesses d'un pouvoir réputé instable. En descendant dans la rue, les « classes moyennes » s'y essaient. L'autre revient à faire le gros dos en attendant des jours meilleurs et proches. Certains des chefs d'entreprise qui reportent à plus tard leurs investissements obéissent peut-être à cet attentisme politique. Le pouvoir exploite le thème de la durée pour s'assurer du réalisme des investisseurs. L'opposition, en affirmant le contraire, encourage ce « réalisme » à s'appliquer, à l'inverse, en la défaveur de la politique économique de la gauche.

L'affirmation mérite d'être confortée, du point de vue de l'opposition, par les consultations électorales. L'opposition pourra d'autant mieux insister sur la fragilité supposée du pouvoir qu'elle sera en mesure d'interpréter les résultats des élections municipales de mars prochain comme un désaveu de l'action de la gauche, comme la reconnaissance par les Français d'une « erreur de jugement », de leur « égarement passager » de mai et juin 1981.

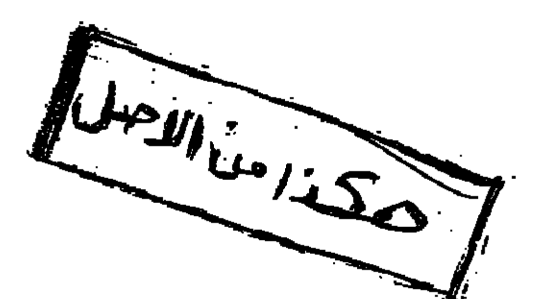
Après le raz-de-marée R.P.F. aux élections municipales de 1947, le général de Gaulle avait demandé la dissolution *« au plus tôt »* de l'Assemblée nationale, dont la composition, à ses yeux, ne répondait plus au sentiment profond du peuple. Il n'avait pas obtenu gain de cause et la « déstabilisation » de la IVe République par la violence du verbe gaulliste n'a été concrétisée qu'après onze années d'efforts... et d'autodéstabilisation de la classe politique de l'époque.

L'opposition actuelle mise à l'évidence sur le succès plus rapide d'une opération dont la gauche a été prévenue à de multiples reprises. Et pour y parvenir, elle s'appuie naturellement sur ce que l'on appelle les « classes moyennes ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Prochain article :

LA FRONDE DES « FORCES VIVES »



POLITIQUE

LE CLUB DE L'HORLOGE LANCE LA « BATAILLE DES MOTS »

Aux abris !

Le Club de l'Horloge fait dans la dentelle. Quelques mois après avoir conseillé à l'opposition d'utiliser contre la majorité une stratégie *« haute »*, dite de *« contournement »* (*le Monde* du 15 septembre), M. Yvan Blot et ses amis du R.P.R. et de l'U.D.F. affinent leurs travaux jusqu'à recommander aux adversaires de la gauche l'usage d'un nouveau vocabulaire. Ils leur proposent une nouvelle grille de langage *« afin d'obtenir une meilleure écoute de la part des Français »*. La préparation de cette *« bataille des mots »* a fait l'objet d'un séminaire à huis clos, le 25 septembre, suivi d'une conférence-débat dans la soirée du jeudi 14 octobre, à l'hôtel Sheraton.

Selon M. Blot, l'opposition doit employer un langage qui soit :

1) *« Autonome »* : l'opposition ne doit pas accepter le vocabulaire de l'adversaire. Là où celui-ci oppose *« la droite »* à *« la gauche »*, il faut opposer les *« républicains »* aux *« socialistes »*. Au lieu de parler de *« nationalisation »*, il convient d'évoquer l'*« étatisation »*, etc. ;

2) *« Démystificateur »* : l'opposition a intérêt à essayer de démontrer que le *« rêve »* socialiste est *« inopérant »*. En soulignant par exemple que *« le socialisme se veut porteur de paix »*, alors que la plupart des pays socialistes, surtout ceux de l'Est, pratiquent un socialisme *« militairement agressif »* ;

3) *« Humain et humaniste »* : l'opposition doit répliquer à la conception selon laquelle l'homme est *« le produit de son milieu social, ce qui incite l'Etat à le prendre en charge comme un mineur, premier pas vers l'Etat totalitaire »*, par une évocation *« des valeurs issues de la Révolution française qui place l'homme au-dessus de la société et la nation au-dessus de l'Etat »* ; *« c'est un humanisme républicain qu'il faut opposer à l'étatisme socialiste »* ;

4) *« Unitaire »* : *« le fonds de commerce électoral du marxisme est l'exploitation des divisions entre les classes. Le langage d'une opposition républicaine doit être au contraire un appel permanent à l'unité nationale et à la fraternité de la nation »* ;

5) *« Populaire »* : il faut exploiter le besoin de sécurité de la population en disant que les socialistes font preuve d'un *« laxisme pénal »* influencé *« par le snobisme de certaines élites »* et en appeler, au nom de la rigueur, à *« une « démocratie authentique s'opposant à la pseudo-démocratie contrôlée par les appareils partisans »* ;

6) *« Actuel »* : il ne faut *« pas laisser aux socialo-communistes le monopole de la défense de l'environnement, des cultures régionales, de la décentralisation administrative, de la qualité de la vie en milieu urbain ou rural »* ;

7) *« Enraciné dans la tradition républicaine »* : quand les socialistes évoquent leurs ancêtres, il convient de répondre en citant Danton, Lamartine, Clemenceau et même Robespierre, lequel *« condamnait la démagogie extrémiste des hébertistes qui, déjà, se croyaient tout permis au nom de la gauche »*.

Voilà les sept principes-clés qui doivent, selon le Club de l'Horloge, permettre à l'opposition de renouveler son argumentation et de *« faire revivre dans la conscience des Français la grandeur de l'idéal républicain et national »*.

L'analyse des dernières allocutions prononcées par M. Jacques Chirac indique que le président du R.P.R. a déjà tiré profit de ces conseils, bien que son inclination le conduise encore à préférer souvent la stratégie du bélier à celle du *« contournement »*. C'est ainsi que le maire de Paris a fait sienne la tactique consistant à se réclamer des vertus *« républicaines »* contre les orientations socialistes.

Il n'en reste pas moins que les subtilités du Club de l'Horloge apparaissent encore imperméables à beaucoup de ceux auxquels elles sont destinées. M. Poniatowski avait déjà fait savoir, en traitant M. Mitterrand de *« super-charlot »*, que son style personnel ne saurait s'accomoder d'un *« nouveau langage »*. Et à la fin de la semaine dernière la palme de l'archaïsme politico-linguistique est incontestablement revenue au sénateur centriste de la Réunion, M. Louis Virapoullé, qui, jeudi soir, au Sénat, dans une violente diatribe contre la politique outre-mer du gouvernement (*le Monde* du 15 octobre) a accumulé les gracieusetés (*« tromperie »*, *« contre-vérité »*, *« absurdité »*, *« marchandage »*, *« bricolage »*, *« magouillage »*, *« grenouillage »*, *« lâcheté impardonnable »*, *« abominable »*, etc.) pour conclure que le chef de l'Etat, le chef du gouvernement et les ministres ne valent pas mieux que le général Jaruzelski et son entourage. M. Virapoullé assure, en effet, que le *« jaruzelskisme est maintenant à l'Elysée, à Matignon et rue Oudinot »* (siège du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM) ! Aux abris !

ALAIN ROLLAT.

A Pékin

M. Marchais indique que la décision du P.C.F. de participer au gouvernement « ne sera pas reconsidérée » après les élections municipales

De notre correspondant

Pékin. — Absent de Paris depuis le 13 octobre, M. Georges Marchais a tenu à manifester, dimanche 17 octobre, de la façon la plus nette qui soit, que son voyage en Chine, à 12 000 kilomètres des rives de la Seine, ne l'empêchait pas de suivre avec attention les événements politiques en France.

Profitant de l'occasion que lui donnaient les discussions avec les dirigeants chinois et les nécessaires explications sur le « socialisme à la française », le secrétaire général du P.C.F. a fait une mise au point quant à l'attitude des communistes par rapport au gouvernement.

« *La décision du parti communiste*, a expliqué M. Marchais dans une déclaration écrite, *de participer, comme nous le faisons, de manière constructive et unitaire, au gouvernement du pays et à la majorité de gauche ne provient pas de considérations tactiques, elle n'est pas tributaire de circonstances particulières et, à ce titre, n'est pas susceptible d'être révisée après telle ou telle étape du combat politique. Cette décision découle en tous points de la stratégie que nous avons élaborée lors de nos derniers congrès.* »

Comme le secrétaire général du P.C.F. avait le sentiment qu'il fallait mettre les points sur les « i », sans attendre son retour à Paris dans une dizaine de jours, il a ajouté :

« *Soyons clairs, puisque je me suis aperçu, avant de partir de France, que certains se livrent encore et encore à des spéculations : il est totalement hors de question que cette décision puisse être reconsidérée par nous. Elle ne le sera ni avant, ni pendant, ni après les élections municipales.* »

M. Marchais a encore expliqué à ses interlocuteurs chinois « *la ferme volonté des communistes de continuer à agir, au gouvernement et partout où ils sont, pour avancer dans la solution des problèmes, pour abattre les obstacles dressés par la droite et le grand patronat, et faire ainsi en sorte que le cap soit maintenu pour contribuer, en vue des prochaines élections municipales, à opposer une union de la gauche dynamique et conquérante au front de la revanche que mettent en place les forces de droite* ».

Cette déclaration, lue devant les journalistes français qui accompagnent M. Marchais en Chine, et en présence de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat, et des autres membres de la délégation, paraît destinée à couper court aux commentaires auxquels avait donné lieu un certain durcissement de ton du P.C.F. lors de la dernière réunion de son comité central, les 4 et 5 octobre.

Dans le rapport qu'il avait présenté, M. André Lajoinie, membre du secrétariat, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, avait fait état de l'« *inquiétude* » et du « *mécontentement dans le pays* », et il avait accusé le gouvernement de « *céder aux pressions de la droite et du patronat* ».

M. Marchais a donné, d'autre part, un satisfecit au président de la République, en citant nommément M. François Mitterrand et en indiquant que les initiatives prises par ce dernier à propos du Liban étaient « *positives* ». Plus généralement, selon le P.C.F., a dit M. Marchais, « *les objectifs que se fixe la France en matière de politique extérieure sont orientés dans la bonne direction* ».

Interrogé sur sa santé, M. Marchais a déclaré qu'il se sent « *bien* ». « *Je me porte comme le Pont-Neuf* », s'est-il exclamé, dans un éclat de rire, en reprenant l'expression qu'avait utilisée le professeur Robert Slama lors du contrôle de santé que le secrétaire général avait subi fin septembre (1). Le dirigeant communiste a, d'autre part, précisé que la présence de sa femme, Lilianne, aux entretiens avec les dirigeants chinois se justifie par le fait qu'elle fait partie de la délégation. « *Sa présence a été proposée par la section de politique extérieure du comité central et acceptée par le bureau politique. C'est une militante active de notre parti. Il m'est agréable que cette proposition ait été acceptée, pour une raison complémentaire, sur laquelle je n'ai pas besoin de m'expliquer devant vous* », a dit M. Marchais. — M. L.

(1) Lorsqu'il avait annoncé, le 11 septembre, qu'il se soumettrait à ces examens, M. Marchais avait précisé qu'un bulletin de santé serait publié. Le secrétaire général avait quitté l'hôpital Lariboisière le 30 septembre, après cinq jours d'examens, qui n'ont fait l'objet, à ce jour, d'aucune information.

● *La Ligue des droits de l'homme* a rendu public, samedi 16 octobre, un texte approuvé à l'unanimité par son comité central et exprimant « *sa totale désapprobation* » du projet de réintégration dans le cadre de réserve des officiers généraux et officiers condamnés pour leurs agissements factieux lors de la guerre d'Algérie.

Entre M. Quilès et M. Sarre

LES « ROCARDIENS » DE PARIS SONT LAISSÉS LIBRES DE LEUR CHOIX

Les militants « rocardiens » de la fédération de Paris du P.S. sont laissés libres de choisir entre MM. Quilès et Sarre, tous deux candidats à la mairie de la capitale.

Les « rocardiens » sont en réalité divisés et embarrassés. Certains, encouragés au niveau national par M. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération et du développement, à voter pour M. Paul Quilès estiment que celui-ci sera un meilleur leader face à M. Chirac. D'autres, en revanche, redoutent la mainmise du courant Mitterrand sur une fédération où celui-ci était minoritaire. Ils craignent que l'action de M. Quilès ne s'exerce au sein de la fédération au détriment du CERES qu'anime M. Sarre, mais aussi à l'encontre de leur propre courant.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

CLERMONT-FERRAND. — M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, maire de la ville depuis 1973, a été désigné, samedi 16 octobre, par les onze sections socialistes locales pour reconduire la liste de la gauche.

ORLÉANS. — Les sections socialistes de la ville ont désigné à l'unanimité M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, comme tête de liste. M. Sueur était seul candidat. M. Michel de la Fournière, membre du secrétariat national du canton Orléans-Saint-Marc, qui a annoncé la désignation de M. Sueur et qui lui a apporté son soutien, fera partie de la liste. Les socialistes vont maintenant négocier avec les communistes et les radicaux de gauche, afin de constituer une liste d'union, qu'ils proposent d'ouvrir « *à des personnalités, aux associations, aux écologistes qui concourent au changement* ». La tête de cette liste d'union devrait revenir logiquement à M. Sueur, qui affrontera selon toute vraisemblance M. Jacques Douffiagues (U.D.F.), maire sortant, dont la candidature ne fait guère de doute, bien qu'elle n'ait pas encore été annoncée. — (*Corresp.*)

VANNES. — M. Paul Chapel (U.D.F.), maire de la ville depuis 1977, a fait savoir qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Il a demandé à deux de ses conseillers municipaux sortants, Mme Yvonne Sauvet (U.D.F.), conseiller général de Vannes-Centre, premier adjoint, et M. Pierre Pavec, de conduire ensemble une liste d'union de l'opposition. La tête d'une telle liste est également briguée par M. Yves Guermeur (R.P.R.), ancien député du Finistère.

DEUX ÉLECTIONS CANTONNALES

SAONE-et-Loire : *canton de Givry* (1er tour)

Inscr., 7 222 ; vot., 4 791 ; suffr. expr., 4 677. — MM. Maurice Julliot, U.D.F., maire de Mercurey, 3 111, ÉLU ; Julien Baud, P.S., conseiller municipal de Givry, 1 175 ; Bernard Belin, P.C., 391 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Émile Voarick (U.D.F.), décédé.

En mars 1979, Émile Voarick avait été élu au second tour avec 2 569 voix, contre 1 982 à M. Julien Baud, pour 4 551 suffrages exprimés. Au premier tour Émile Voarick avait obtenu 2 152 voix, MM. Baud, 1 224 et Belin, 549 pour 4 503 suffrages exprimés. La gauche dans son ensemble enregistre par rapport scrutin de 1979 une baisse de près de six points de pourcentage, le P.S. régressant de 27,18 % à 25,12 % des suffrages exprimés et le P.C. de 12,19 % à 8,36 %.]

PUY-DE-DOME : *canton de Cournon d'Auvergne* (1er tour)

Inscr., 9 097 ; vot., 4 106 ; suffr. expr., 4 041. — MM. Jean Chaleteix (soutien R.P.R.-U.D.F.), maire de Cournon, 1 618 voix ; Gilles Jossier, P.S., 905 ; Pierre Gauthier, P.S.D., 657 ; André Tartry (sans étiquette), 467 ; Jean-Jacques Geoffroy P.C., 394 — IL Y A BALLOTTAGE.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Joseph Gardet, décédé en juillet dernier et exclu du P.S. en 1977 pour avoir présenté lors des élections municipales une liste contre celle de l'union de la gauche.

Joseph Gardet, conseiller général du canton de Pont-du-Château depuis 1949, et maire de Cournon jusqu'à son décès, avait, à l'occasion d'une partition de ce canton en février 1982, opté pour le nouveau canton de Cournon-d'Auvergne. En mars 1982, M. Michel Cartaud (P.R.) avait été élu dans le nouveau canton de Pont-du-Château.

En mars 1979, Joseph Gardet avait été réélu, au second tour, dans l'ancien canton de Pont-du-Château face au candidat socialiste, M. Dolat.]

Une élection municipale

NORD : Cysoing (1er tour).

Inscr. : 2 642 ; vot : 1974 ; suffr. expr. : 1929. MM. Didier Caffart (union de la gauche, P.S.), 979 voix, ELU ; Pascal Charpentier (Renouveau de Cysoing, opposition), 950.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès du maire, Jean Delattre, P.S.

En février 1981, une élection partielle avait eu lieu pour pourvoir au remplacement de six conseillers municipaux socialistes démissionnaires depuis 1978, d'un conseiller communiste décédé et d'un conseiller socialiste invalidé. Les huit élus appartenaient à la liste Renouveau de Cysoing (centristes et divers droite) qui avait obtenu 787 voix en moyenne, la liste d'union de la gauche recueillant 648 voix en moyenne pour 1 467 suffrages exprimés.

En mars 1971, la liste d'union de la gauche avait enlevé les 23 sièges à pourvoir avec 1405 voix en moyenne sur 1 492 suffrages exprimés, contre 372 en moyenne à la liste de défense des intérêts communaux.

CRÉÉ EN JUIN DERNIER PAR D'ANCIENS RADICAUX

Le P.D.F. veut s'adresser à la fois aux « déçus du socialisme » et aux « déçus de l'opposition »

Le parti démocrate français, créé au mois de juin dernier par d'anciens radicaux de gauche ou valoisiens, auxquels appartiennent successivement M. Guy Gennesseaux, maire adjoint de Paris et actuel secrétaire général du P.D.F., a tenu, samedi 16 octobre, sa première convention nationale. Une soixantaine de cadres du parti se sont ainsi retrouvés à Paris pour discuter d'un « projet communal » et faire le point sur les négociations engagées pour les élections municipales.

Le P.D.F., qui compte présenter quelque cinq cents candidats, espère, en effet, obtenir des têtes de liste dans quelques villes, notamment à Chelles et à Meaux (Seine-et-Marne), figurer en bonne place dans d'autres villes — notamment à Montpellier (Hérault), Vichy (Allier), La Roche-sur-Yon (Vendée) — et présenter sa propre liste à Saint-Étienne (Loire) derrière M. Michel Grossman, maire-adjoint de la ville et délégué général du P.D.F.

Cette convention nationale a aussi été l'occasion de préciser les objectifs du parti, qui rejette, à la fois le socialisme, la social-démocratie, le centrisme et le radicalisme, et veut, en se plaçant sans ambiguïté dans l'opposition — mais une « *opposition de gauche* », — proposer autre chose : un « *projet* » qui séduise à la fois les « *déçus de la gauche* » et les « *déçus de l'opposition* ».

Le secrétaire général du P.D.F. explique : « *De très nombreux Français ne se reconnaissent pas dans les partis de l'ancienne majorité ni dans ceux de la nouvelle. Le vocabulaire politicien leur paraît bien loin de leurs soucis. Ils soupçonnent, sans doute à tort mais c'est un fait, qu'on les traite plus en électeurs qu'en citoyens.* »

M. Gennesseaux juge que l'opposition n'existe qu'en tant que « *réaction* » et non en tant qu'« *alternance politique* ». Il ajoute : « *Face au projet culturel que la gauche a su modeler au cours de ces vingt-cinq dernières années, l'opposition n'a rien d'autre à offrir que le souvenir de ses propres carences. Elle n'a aucune chance sérieuse d'être comprise par une grande majorité de citoyens, et tant qu'il en sera ainsi elle n'a aucune chance sérieuse de gouverner, sauf à avoir pour seule ambition de « ramasser » un pouvoir exsangue au milieu d'une économie en lambeaux dans une France ruinée.* »

Le projet du P.D.F., selon M. Gennesseaux, devrait « *casser l'illusion de la séparation en deux blocs gauche-droite* » et conduire l'opposition à définir une « *majorité de principes* » (principes de la liberté d'entreprendre, de la non-socialisation des risques, d'une Europe forte), que le P.D.F. veut opposer à la « *majorité marxiste* ».

Le parti démocrate français se veut « *profondément européen* » ; il estime qu'après les municipales son implantation sera assez large et ses structures suffisamment consolidées pour qu'il puisse se lancer dans de bonnes conditions dans la bataille des élections européennes. Bien qu'il la critique vivement, le P.D.F. ne veut pas « *jouer contre* » l'opposition. Le pourrait-il d'ailleurs ? Il a renouvelé, samedi, son appel à tous les partis de l'ancienne majorité en faveur de la création d'un « *comité de liaison* », qui favoriserait l'élaboration d'un « *projet politique commun* ». Pour l'instant, le P.D.F. n'a eu des contacts qu'avec le R.P.R. et le CNIP, mais il a bon espoir d'être reçu prochainement par M. Méhaignerie, président du C.D.S., lequel avait lancé l'idée d'un « *comité national* » de l'opposition. Dans cette hypothèse, il reste à savoir la place que l'opposition envisagerait d'accorder à un nouveau parti, dont le « créneau » n'apparaît toujours pas bien clairement.

C. F.-M.

★ P.D.F., 9, rue Thérèse, 75001 Paris. Tél. : 296-23-03.

● *M. Paul Quilès*, membre du secrétariat national du P.S. a estimé dimanche 17 octobre que l'opposition, en « *faisant table rase de réformes réalisées par la gauche* », « *n'avance rien de sérieux pour combattre la crise* ».

M. Quilès, qui prenait la parole à l'occasion de la « fête de la Rose » organisée à Sées (Orne) a également a déclaré : « *On assiste à une compétition accrue entre les familles de la droite ; après dix-huit mois marqués par la domination des chiraquiens sur les giscardiens, le rapport de forces commence à s'équilibrer entre les deux courants. La guerre des chefs longtemps contenue va reprendre de plus belle entre une droite démagogique, corporatiste et revancharde, emmenée par Jacques Chirac, et une droite conservatrice mais moins vindicative et plus soucieuse de la tradition républicaine* ».

DÉFENSE

La mort du général Antoine Béthouart

Le général Antoine Béthouart est mort, dimanche 17 octobre, à Fréjus. Il avait quatre-vingt-treize ans. Ses obsèques auront lieu, le jeudi 21 octobre, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

Marie-Antoine-Émile Béthouart, né à Dôle (Jura) le 17 décembre 1889 entra à Saint-Cyr en 1909. Officier d'infanterie, trois fois blessé, il sort capitaine de la guerre de 1914-1918 et entame une carrière à l'étranger : contrôle des administrations allemandes, mission auprès de l'armée finlandaise. Puis il sert dans les troupes de montagne pendant huit ans.

De 1931 à 1933, il est en mission auprès de l'armée yougoslave, puis de 1934 à 1938 attaché militaire à Belgrade : il est dans la suite du roi Alexandre lorsque celui-ci est assassiné à Marseille en même temps que le ministre des affaires étrangères, Louis Barthou.

En avril 1938, il commande la 5e demi-brigade de chasseurs alpins à Chambéry. Il est chargé, au début de 1940, de mettre sur pied une brigade de haute montagne en vue d'opérations contre les Soviétiques en Finlande. Le corps expéditionnaire français sera en fait envoyé en Norvège. Général de brigade à titre temporaire, Antoine Béthouart y débarque en avril, à Namsos, puis prend à Harstad le commandant des troupes françaises du secteur de Narvick où il dispose outre de sa brigade, devenue division légère, de la 13e demi-brigade de la légion étrangère et de divers autres éléments.

Le 13 mai il dirige un débarquement appuyé par la flotte britannique, avec succès. Le 23 mai arrive l'ordre d'évacuation. Avec l'accord des Anglais, Béthouart n'en prend pas moins Narvick, le 18, et accule à la frontière suédoise le général allemand Dietl. Le corps expéditionnaire se rembarque sans pertes pour l'Angleterre où Béthouart rencontre de Gaulle, l'approuve, mais regagne la France.

Il se retrouve au Maroc où il mène une action anti-allemande quasi ouverte, à la tête notamment de la division de Casablanca. Averti de l'imminence du débarquement allié du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, il encercle avec ses troupes le palais du résident général de France au Maroc, le général Noguès, pour le forcer à se rallier. C'est un échec. Béthouart est arrêté et traduit en cour martiale à Meknès le 10 novembre.

Libéré après l'arrêt des hostilités, il est nommé en décembre 1942 chef de la mission militaire française à Washington où il négocie les livraisons de matériel américain à l'armée française.

En 1944, il devient, à Alger, chef d'état-major de la défense nationale et, en septembre, commandant du premier corps d'armée de la première armée du général de Lattre de Tassigny. A sa tête il lance, le 14 novembre, l'attaque de la trouée de Belfort, enlève Héricourt, Montbeliard, Delle et libère Mulhouse. En janvier, le premier corps d'armée achèvera la libération du sud de l'Alsace. Le 16 avril il franchit le Rhin. Il atteindra le Danube, enlèvera Constance, Ulm, Friedrichshafen, Bregenz et terminera la guerre au col de l'Arlberg, en Autriche.

Le 8 juillet 1945, Béthouart est nommé commandant en chef français puis, en octobre 1946, haut commissaire de la République française, poste qu'il occupera jusqu'en 1950. Le 28 juin 1955 il est élu par l'Assemblée nationale sénateur (M.R.P.) des Français du Maroc. Il sera réélu avec la même étiquette le 5 mai 1959 sénateur représentant les Français établis hors de France (section Afrique) et du 8 juillet 1959 au 6 mars 1961 sénateur de la Communauté. Réélu le 4 octobre 1962, il est inscrit au groupe centriste des démocrates de progrès.

En 1965 et 1968 il est vice-président de la délégation française à la conférence des parlementaires de l'OTAN et en avril 1966 secrétaire de commission des affaires étrangères du Sénat. Il quitte en 1971 la vie publique. En 1969 il avait été candidat malheureux au fauteuil de Jean Paulhan à l'Académie française.

Le général Béthouart était grand croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, médaillé militaire et titulaire des plus hautes distinctions alliées. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « La bataille pour l'Autriche » (Presses de la Cité, 1966) et « Cinq années d'espérance » (Plon 1968).

Le Monde

régions

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un procès à Mende contre la Compagnie générale des eaux

De notre correspondant

Mende. – La Compagnie générale des eaux a-t-elle transgressé à Mende, en Lozère, le blocage des prix instauré par le plan Barre en 1976 ? Cette question sera débattue lors de l'audience du tribunal correctionnel de Mende le 18 novembre. Ce jour-là comparaîtra M. Guy Dejouany, soixante-deux ans, polytechnicien, et P.-D. G. de la C.G.E., la cinquième entreprise française par son chiffre d'affaires.

Dans la paisible préfecture lozérienne, une ville de douze mille habitants, « l'affaire » fait aujourd'hui grand bruit. Tout commence en juin 1979. M. Michel Galfré, trente-deux ans, commis à l'équipement, crée avec quelques amis l'Union des consommateurs de la Lozère, affiliée à l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.). « *A Mende,* dit-il, *l'eau avait souvent un goût désagréable et une couleur bizarre. Dans le département des sources, une telle situation devenait intolérable. Nous avons décidé d'agir et d'alerter les services compétents, notamment la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.* »

Le directeur de cet organisme répondit que l'eau de la ville, bactériologiquement potable, « *ne présentait aucun danger pour les gens bien portants. Cependant, des précautions étaient à prendre dans le cas d'affections graves mais rares nécessitant le recours à des techniques de soins très spécifiques* ».

Pour sa part, le docteur Pierre Couderc, maire de la ville, affirmait : « *L'eau de Mende, je la bois comme tout le monde. Elle me fait moins mal que le porto.* »

Les Mendois, rendus méfiants, se précipitaient sur les bouteilles d'eau minérale, dont les ventes grimpaient. Quelques mois plus tard, les travaux effectués à la station de traitement et la mise en service de nouvelles installations donnaient de bons résultats. L'Union des consommateurs s'en félicitait.

La controverse allait se développer sur un autre terrain : celui du prix de l'eau. Selon les associations de consommateurs, celui-ci avait augmenté à Mende de 166 % entre 1974 et 1979. « *A la fin de l'année 1976,* rappelle M. Galfré, *le plan Barre bloquait les prix. En 1977, une loi limitait l'augmentation à 6,5 %. Résultat : 45 % de hausse à Mende. En 1978, une autre disposition modérait la hausse normale résultant du contrat d'affermage passé entre la C.G.E. et la commune. Nouvelle hausse de 48 %.* » Le 12 mai 1980, l'U.F.C. portait plainte contre le P.-D. G. de la C.G.E., qui fut inculpé un mois plus tard et traduit devant le tribunal correctionnel par le juge d'instruction en septembre dernier. La C.G.E. précisait aussitôt que « *les hausses de tarif intervenues à Mende ont été tout à fait officiellement autorisées par le préfet. Elles étaient justifiée par les travaux considérables pris en charge par la compagnie pour remettre en état le réseau de distribution d'eau, particulièrement vétuste* ».

JEAN-MARC GILLY.

Les parcs naturels régionaux à l'épreuve de la décentralisation

Correspondance

Murat-le-Quaire. – A l'occasion de leur première journée nationale réunie les 13, 14 et 15 octobre en Auvergne, les représentants des vingt et un parcs naturels régionaux se sont principalement interrogés sur leur avenir à l'heure de la décentralisation.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, et M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, sont venus les rassurer. Comment ? En soulignant la volonté du gouvernement de prendre en considération la spécificité de structures qui ont fait, dans l'ensemble, la preuve de leur efficacité en matière d'aménagement du territoire.

M. François Giacobbi, président de la Fédération des parcs, a réclamé une clarification de la situation dans la cadre de la régionalisation. Les parcs souhaitent une légitimité dans le cadre de la loi.

M. Michel Crépeau a rallié les suffrages en demandant la constitution rapide d'un groupe de travail appelé à avoir des liens avec celui qui s'occupe des parcs nationaux dirigé par M. Edgard Pisani. Les propositions rassemblées déboucheront sur la mise en place d'un organisme de concertation nationale : « *Il doit comprendre les élus des parcs, des départements et des régions, se substituer à la commission interministérielle, qui n'est plus efficace, et disposer d'un pouvoir de proposition, de contrôle et d'arbitrage* », a déclaré M. Crépeau.

Le concept de parc naturel régional est encore en discussion après quinze années d'existence. Mais il s'oriente aujourd'hui plutôt vers la notion large d'aménagement d'un territoire que vers celle – restrictive – de protection de la nature. M. Maurice Pourchon, président du conseil régional d'Auvergne, a résumé l'opinion générale : « *Pour nous, par exemple dans le Massif Central, la meilleure façon de protéger la nature, c'est d'y installer des gens.* » Insérés dans des zones fragiles, les parcs tentent de mener de front développement et protection. Ils se veulent acteurs à part entière dans la réanimation des zones rurales. Leurs dirigeants pensent que l'image de « *réserve d'Indiens* » dont on souffert les parcs tend à s'estomper.

Quels seront les moyens des P.N.R. dans le cadre de la décentralisation ? Des interrogations subsistent à ce sujet. En revanche, il semble que les pouvoirs publics veuillent clarifier la situation des personnels des parcs et M. Michel Crépeau s'est prononcé pour leur intégration à la fonction publique territoriale.

LLIBERT TARRAGO.

FAITS ET PROJETS

Le rendez-vous des fibres optiques

Du sommet d'une nouvelle tour hertzienne de 120 mètres de haut qu'il inaugurait le 16 octobre, à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a pu s'entretenir avec le millionième abonné du téléphone dans le Pas-de-Calais : un fleuriste de Liévin.

Dans son allocution, M. Mexandeau a parlé du projet de réseau national de télédiffusion par câble qui est soumis au gouvernement : « *Ce projet faisant appel aux fibres optiques pour la constitution d'un vaste réseau de vidéo-communication, ma conviction est que le maître d'ouvrage et la gestion des infrastructures doivent revenir à l'Etat, mais que l'initiative du câblage doit venir des collectivités locales, à l'exemple de la communauté urbaine de Lille. Tout cela doit être coordonné au plan national, le fonctionnement et le contenu relevant des collectivités locales. Le choix des technologies, câble coaxial ou fibre optique, dépendra du rythme, mais nous ne raterons pas le rendez-vous avec les fibres optiques.* »

Pour ce qui est de la quatrième chaîne de télévision, M. Mexandeau a déclaré que l'utilisation du « 819 lignes » pourra se faire expérimentalement dans la région du Nord, peut-être dès 1983.

Après cette manifestation, M. Mexandeau s'est rendu à Lille à la présentation du timbre émis à l'occasion du cinquantenaire du beffroi de la capitale des Flandres. – *(Corresp.)*

● *La Joconde sur le mur.* – La Mairie de Paris vient de confier au peintre Yvaral (le fils de Vasarely) le soin de peindre sur un mur pignon, situé 53 ter, rue du Louvre, entre la rue Etienne-marcel et la rue Montmartre, un portrait de la *Joconde.*



Mini-référendum dans les Pyrénées

Les habitants d'Accous, un petit village pyrénéen à 30 kilomètres au sud d'Oloron-Sainte-Marie, dans les Pyrénées-Atlantiques, ont repoussé le 16 octobre un projet qui leur aurait assuré quarante emplois pendant quarante ans, de peur de vivre « *dans un univers de poussière et de bruit* ».

M. Gaston Larrensou, le maire de la commune, avait organisé une consultation populaire, un « mini-référendum » ouvert aux seuls 360 habitants inscrits sur les listes électorales. Une question : faut-il continuer à étudier le projet d'exploitation d'un gisement d'ophite, une pierre qui devait notamment servir au renforcement du ballast de la S.N.C.F ?

Les habitants d'Accous ont répondu massivement par la négative (207 non sur 274 votants). Le « bureau du comité de défense du Pouey », la colline qui contient le gisement, ne voulait pas voir défigurer le paysage. « *De nombreuses personnes,* expliquait-il, *passent quelques mois à Accous et rénovent les maisons en ruine, faisant ainsi travailler les artisans locaux. Ils envisagent de venir s'installer à Accous au moment de leur retraite. Si on rase le Pouey, si le bruit et la poussière s'installent, ils partiront* ». Au contraire, certains habitants estimaient que ce projet permettrait de redonner du travail et de la vie à un village qui meurt.

170 millions de francs pour le port de Rouen

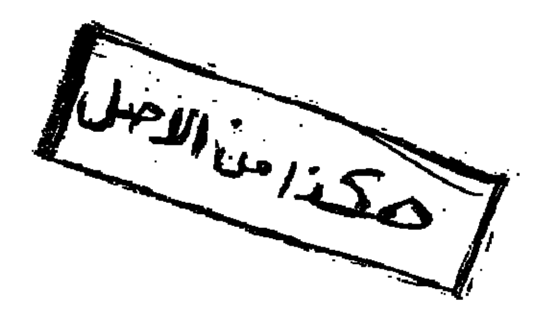
Après une visite du port de Rouen, le 14 octobre, M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, a annoncé le lancement d'un programme de travaux de 170 millions de francs, sur trois ans, destinés à l'approfondissement du chenal dans la Seine. Ces améliorations devraient permettre d'accroître de 20 % les possibilités d'accueil du port de Rouen, qui, en dépit de succès, notamment pour l'exportation des céréales et le trafic des conteneurs, devrait voir son trafic diminuer de 20 % en 1982.

Le président du port autonome, M. Henry de Rocheboüet, a regretté que les travaux d'amélioration du réseau fluvial à grand gabarit vers l'Est et vers le Rhin soient régulièrement reportés. *(Corresp.)*

● *Un procès pour défendre les phoques.* – Le premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, le ministre canadien des pêcheries M. Roméo Leblanc, le ministre norvégien de la pêhe M. Thor Listau seront « *jugés* » le 2 novembre prochain à Genève par le tribunal des droits de l'animal au cours d'un « procès » organisé par les Nations unies des animaux, organisme fondé par l'écologiste suisse Franz Weber. Aux accusés, il est reproché de « compromettre par leurs agissements la survie des phoques ».

Les juges de ce procès, qui fait suite aux procès des corridas organisé en mai dernier (voir *le Monde* du 2 juin 1982), seront deux américains, MM. Belton Mouras et Cleveland Amory, fondateurs d'associations de protection animales aux États-Unis.

● *Les secrétaires généraux des villes et la décentralisation.* – Le Syndicat des secrétaires généraux des villes de France a réuni son congrès national à Toulouse. Les congressistes « *partisans de la décentralisation* » ont exprimé « *un réflexe de défense* » devant l'éventualité de l'entrée de fonctionnaires d'Etat dans les postes municipaux. « *Nous craignons,* a indiqué M. Panabière, président du syndicat, *que ces fonctionnaires, qui sont surtout des hommes de dossiers, ne continuent de travailler dans l'état d'esprit centralisateur qui est celui de la fonction publique.* »



Ile-de-France

L'IMBROGLIO IMMOBILIER

Les « affaires immobilières » dans la capitale ont fait, ces jours derniers, la « une » des journaux parisiens. Elles ont suscité de nombreux commentaires politiques mais, dans un domaine purement technique, de nombreuses interrogations subsistent. Comment se reconnaître dans ces assemblages et ces croisements compliqués d'aménageurs, de concepteurs, de promoteurs ? Ne parlons pas des bureaux d'études... Comment, en fin de course, les intérêts des principaux intéressés, les habitants, peuvent-ils être préservés ? Nous avons demandé à nos correspondants d'essayer de démonter trois opérations de genres différents en Ile-de-France.

CERGY, DANS LE VAL-D'OISE

Trois tuteurs pour un quartier

DANS n'importe quelle commune de France plusieurs générations ont été nécessaires pour « faire » un quartier, *a fortiori* une ville. Mais dix ans seulement auront suffi pour donner forme aux villes nouvelles créées au début des années 70 ; trente ans permettront de les finir. Mais combien d'études et de concours auront été nécessaires pour en arriver là et mettre d'accord les trois « entités » responsables d'une ville nouvelle comme, par exemple, celle de Cergy-Pontoise dans le Val-d'Oise.

Ces trois entités, ce sont : la commune de base, partie intégrante de la ville nouvelle et qui, pour les quartiers construits en zone d'agglomération nouvelle sur son territoire, signe les permis de construire ; le syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.), qui est la municipalité de toute la zone d'agglomération nouvelle et qui, à ce titre, décide le lancement d'un quartier ; l'Etablissement public d'aménagement (EPA), enfin, cré en 1969 pour construire la ville nouvelle.

C'est l'EPA qui achète les terrains agricoles destinés à la nouvelle agglomération et suit les opérations jusqu'à la réalisation des différents quartiers d'habitation. Maître d'ouvrage direct ou délégué pour le compte de l'Etat ou du syndicat communautaire d'aménagement, il est présent à chaque étape de la construction d'un quartier.

Première étape : l'achat des terrains. Elle a lieu à l'amiable ou après expropriation à partir d'une déclaration d'utilité publique. C'est à ce moment que l'EPA « invente » le quartier. Par exemple, celui de Cergy-Saint-Christophe comptera quatorze mille logements, deux gares, vingt-trois écoles, un lycée, quatre collèges, une piscine, des gymnases et autres équipements sportifs, une maison de quartier, environ 10 000 mètres carrés de commerces, une bibliothèque, une église (la première en ville nouvelle), 160 hectares de « zone d'activités », 200 000 mètres carrés de bureaux. Les plans d'urbanisme, les études générales, sont réalisés par une équipe d'architectes et d'ingénieurs appartenant à l'EPA, qui définit les différentes procédures sur lesquelles portent ces études (S.D.A.U., ZAC) avant de les soumettre à l'approbation des membres du syndicat communautaire.

Les travaux peuvent alors commencer avec, tout d'abord, l'équipement des terrains : voirie, réseaux d'assainissement, etc. Les études techniques sur ces infrastructures sont confiées à des bureaux d'études extérieurs mis en concurrence ou à la direction départementale de l'équipement, pour la voirie par exemple. Les travaux sont alors confiés à des entreprises choisies après appel d'offres selon le code des marchés publics. Si l'appel d'offres est infructueux, l'EPA peut être amené à négocier de gré à gré avec les entreprises les mieux placées.

Deuxième étape : les équipements publics. Le syndicat communautaire, qui est ici le maître d'ouvrage, choisit, toujours selon le procédé de l'appel d'offres, un architecte, à partir d'une liste de candidats désignés sur référence. Chacun de ces candidats aura dû dessiner le projet, et c'est un jury composé d'élus du syndicat d'aménagement et de techniciens de l'EPA qui désignera le lauréat.

Eviter le clientélisme

Voici maintenant la construction proprement dite des habitations. L'EPA choisit les promoteurs sur concours, bien qu'aucun texte ne l'y oblige, après avoir fixé au préalable le prix de vente des terrains découpés en parcelles de près de 2 hectares chacune. Cinq à six équipes de promoteurs-architectes sont ainsi désignées et peuvent acquérir chacune une parcelle sur laquelle on édifiera une centaine de logements.

Cette apparence d'éparpillement entre de nombreux promoteurs pour « faire » un quartier comme celui de Saint-Christophe s'explique, selon M. François Bertière, directeur technique de l'EPA, par « *un souci de déontologie et de diversité* ». « *Il ne s'agit pas*, dit-il, *de faire une ZUP, mais un quartier et une ville.* » La grande majorité de ces promoteurs sont des promoteurs publics. En ce qui concerne le quartier de Saint-Christophe, où le logement social est dominant, on trouve l'office H.L.M. départemental, l'office H.L.M. interdépartemental Val-d'Oise - Yvelines, le Foyer du fonctionnaire et de la famille, la SCIC, la société H.L.M. des Trois-Vallées et le Logis social du Val-d'Oise. « *Il faut éviter le clientélisme* », souligne encore M. François Bertière.

Lorsqu'il sera construit, le quartier passera des mains de l'EPA dans celles des élus du syndicat communautaire, qui récupéreront ainsi, après ce long parcours, la propriété et la gestion de la ville nouvelle.

JACQUELINE MEILLON.

PÉRIGNY, DANS LE VAL-DE-MARNE

Quatre-vingts projets pour agrandir le village

PERIGNY, village de la zone verte à la frontière du Val-de-Marne avec la Seine-et-Marne, comptait quatre cents habitants à la fin des années 60. Aujourd'hui, les Pérignons sont mille six cents, sans différence entre anciens et nouveaux. C'est le résultat d'une politique d'urbanisation en douceur.

« *Le fait générateur, c'est une volonté de la collectivité de développer harmonieusement le village* », explique le maire, M. Michel Lucas (P.R.). « *Si on n'avait rien voulu faire, il n'y aurait rien eu.* » A la fin des années 60, les villageois voyaient se développer sous leurs fenêtres toute une série de grandes opérations : le val d'Yerres, La Varenne-Jarcy, Mandres, l'expansion de Brie-Comte-Robert. « *Ici nous avons commencé par tout bloquer*, explique encore le maire. *J'ai été élu parce que je me suis opposé à la réalisation de quatre bâtiments H.L.M. En refusant la caution communale à l'organisme constructeur, disproportionnée avec les finances de la commune. De 1967 à 1971, quatre-vingts projets se sont succédé ; tous ont été mis au réfrigérateur ou refusés.* »

La seule arme dont disposaient alors les élus était un P.D.U.I. (plan d'urbanisme intercommunal), approuvé, mais non opposable aux tiers. En 1971, nouvelle élection. Un programme peut être alors proposé aux Pérignons : le village peut raisonnablement se développer avec, au maximum, un quadruplement de sa population sur une dizaine d'années. Les conditions sont dès lors fixées : le village sera sauvegardé, pas d'immeuble collectif mais des habitations individuelles sur des parcelles agglomérées au bourg, avec le souci de proposer des maisons à un prix raisonnable.

Les élus représentants des habitants

L'espace constructible est alors délimité : en aucun cas on n'abattra les arbres d'un coteau qui constitue un des charmes du lieu, et on ne « mange pas » les 200 hectares d'espace agricole. Le programme est alors quantifié selon diverses données. « *Par exemple, si nous construisions plus de trente logements*, explique M. Lucas, *notre école de deux classes devenait insuffisante. Mais comme il n'existe pas d'écoles de trois classes, il fallait sauter directement à quatre.* »

Les cent deux maisons de la Résidence des roses, à l'ouest, sont réalisées en 1972 par la société Fougerolles pour le compte d'une S.C.I. Les prix variaient de 180 000 F pour un quatre pièces à 220 000 F pour un six pièces. La Résidence Champagne, avec quarante-huit pavillons, voyait le jour à l'est. En dehors de la taxe locale, la seule participation demandée fut un bout de terrain pour la construction de l'école et la prise en charge d'un raccordement d'eaux usées. L'usage aurait été de dire : on fait une zone d'aménagement concertée (ZAC), et vous payez l'école. Mais la municipalité s'est toujours refusée à créer une telle zone. « *C'est une solution de facilité. L'élu s'en remet à l'aménageur qui lui dit dans un premier cas : « Nous vous réalisons ce quartier. Nous équilibrerons l'opération, elle ne coûtera rien à la commune. » Et, dans un second cas : « On passe dans le bilan tel ou tel équipement dont la communauté a besoin. » On fait ainsi du rattrapage. Lors du lancement d'une opération, les élus sont les représentants des futurs habitants. Ils doivent prendre leur décision en leur lieu et place. Je ne me sens pas le droit de me dessaisir de mon mandat sur un aménageur. Il faut que tout le monde soit concerné. Une ZAC est une greffe qui, neuf fois sur dix, ne prends pas.* »

Ce principe guidera encore l'action des élus en 1979, lorsque la commune, après avoir « digéré » ses nouveaux habitants, semble prête à en absorber cinq cents de plus. C'est alors la réalisation de la Résidence des cottages, à l'est (cent huit maisons). Une exploitation horticole se trouve alors en difficulté. Ses 5 hectares permettent d'assurer le plus gros de l'opération, sans toucher aux terres de culture proprement dites. Le terrain est alors « zadé ». La mairie a donc un droit de préemption, ce qui lui permet d'être en contact avec les demandeurs et de discuter avec eux. Finalement, le projet de la société Bouygues est retenu. Pour maîtriser totalement l'opération, le terrain avait été classé en zone non constructible. Ainsi la mairie a-t-elle pu intervenir avec le propriétaire et l'acquéreur pour la fixation du prix de cession, qui est tombé de 180 F à 80 F le mètre carré. « *Nous nous sommes sentis responsables jusqu'à la constitution de la copropriété* », dit la mairie, qui a suivi la construction, puis la commercialisation, participant à la rédaction des documents publicitaires. Elle a aussi demandé la transmission des noms des acheteurs, « *pour les réunir, faire leur connaissance et faire en sorte qu'ils se connaissent entre eux.* »

Aujourd'hui, Périgny compte mille six cents habitants et douze associations. La greffe a pris entre l'ancien village et les nouveaux arrivants.

FRANCIS GOUGE.

FONTAINEBLEAU, EN SEINE-ET-MARNE

Les embûches de la rénovation

DEVANT la dégradation de nombreuses demeures centenaires proches du palais, la municipalité de Fontainebleau a envisagé, en 1978, de lancer une opération de rénovation. Elle en a pris la décision à la suite de l'étude réalisée par l'IAURIF (Institut d'architecture et d'urbanisme de la région Ile-de-France). Il apparaissait, en effet, que, malgré une réhabilitation spontanée opérée par certains propriétaires, l'inconfort des logements du centre-ville n'aurait pas disparu avant une quinzaine d'années. Cette étude démontrait, en outre, que le développement de l'activité commerciale dans ce quartier à vocation touristique entraînait la transformation de logements en réserves commerciales, leur rentabilité à la location étant jugée trop faible par les propriétaires.

« *A Fontainebleau, nous ne disposons pas de terrains vierges, donc pas de possibilités de construction nouvelle*, explique le maire et sénateur (centriste) M. Paul Seramy. *Cette rénovation de l'habitat existant était donc pour nous une nécessité vitale. En lançant notre opération, nous avons voulu montrer le chemin aux propriétaires.* »

Actions d'accompagnement

A la mairie, on insiste beaucoup sur le rôle de la municipalité dans cette affaire. « *Les élus ont été à l'origine du programme qui portait sur la réhabilitation de deux cent quatre-vingt-dix-neuf logements*, dit M. Moalik, secrétaire général adjoint, *mais ils ont tenu à séparer l'équipe d'animation du maître d'œuvre. Ce dernier étant choisi, tout comme l'entrepreneur, par le propriétaire lui-même. On a voulu éviter toute ambiguïté...* »

L'animation a donc été confiée à des associations « loi de 1901 » : l'ARIM (Association pour la restauration immobilière de Fontainebleau), tout d'abord, constituée de membres du conseil municipal, et, au-dessus, sa « grande sœur », l'ARIM-Service 77, qui dépend du CAL Pact 77 (Comité d'aide au logement), lui-même liée au CIL (Comité interprofessionnel du logement).

Dans le cadre d'une convention d'opération programmée d'aide à l'habitat (OPAH) passée entre la ville de Fontainebleau, le Fonds d'aide à l'urbanisme et l'Agence national de l'amélioration de l'habitat, le CAL Pact 77 a donc été amené à réaliser toutes les études préalables en contact avec l'architecte des Bâtiments de France. Ses spécialistes ont rencontré les propriétaires et les locataires et se sont chargés de l'établissement des dossiers de demande de subvention et de prêt. Ce sont surtout les propriétaires-bailleurs (la majorité des personnes concernées) qui ont bénéficié de l'opération programmée. Par le jeu des majorations et des conventions, ils ont pu couvrir la totalité du coût des travaux ; les locataires ayant droit, de leur côté, à l'aide personnalisée au logement.

La ville a aussi profité de l'opération pour mettre en œuvre des actions d'accompagnement (aménagement de places au centre-ville, rénovation de l'éclairage public, ravalement des façades...).

En quatre ans, le CAL Pact 77 aura touché de la ville près de 1 million de francs pour ses services dans une opération dont le montant global est évalué à près de 10 millions de francs. A un an de la fin de l'opération, cent trente logements ont été entièrement réhabilités ; une trentaine de dossiers sont à l'étude et la ville de Fontainebleau a réhabilité, de son côté, dix-neuf logements, répartis en quatre immeubles. On est encore loin des deux cent quatre-vingt-dix-neuf logements prévus initialement. « *En ce moment, les dossiers stagnent*, reconnaît M. Moalik. *Certains propriétaires redoutent les effets de la loi Quilliot et d'autres ont peur de tomber sous le coup de l'impôt sur la fortune...* »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

L'AFFAIRE DE MŒURS DU « CORAL »

Témoignages, polémiques et rumeurs

Les trois responsables du « lieu de vie » le Coral, à Aimargues (Gard), spécialisé dans l'accueil des enfants et adolescents en difficulté, devaient être présentés ce lundi 18 octobre, en début d'après-midi, devant M. Michel Salzmann, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Une information contre X avait été ouverte par le parquet de Paris, il y a une semaine, pour *« attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans et incitation de mineurs à la débauche »*. Un mandat d'arrêt visant trois personnes du centre : M. Claude Sigala, trente-neuf ans, directeur ; M. Alain Chiapello, trente-cinq ans, médecin psychiatre et un jeune homme, Jean-Noël Pardy, vingt-six ans.

Ces trois personnes, arrêtées mardi 12 octobre, ont aussitôt fait l'objet d'un mandat d'amener délivré par M. Salzmann et assorti d'une demande au parquet de Montpellier d'une mise au secret des trois hommes dans des cellules séparées. D'autre part, la police a saisi des documents et le fichier des abonnés du journal *Possible*.

Il y a une quinzaine de jours, les policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme de la préfecture de police de Paris entendaient, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de photographies pornographiques d'enfants, M. Claude Krief, vingt-cinq ans, qui aussitôt mettait en cause le centre Coral, lequel, selon lui, était à l'origine d'un réseau organisant des réunions pour des pédophiles. Il citait à l'appui une liste de noms qui comprenait outre les trois personnes arrêtées un certain nombre de personnalités. Claude Krief mettait en cause notamment un dentiste de Chartres, plusieurs intellectuels parisiens, un membre de cabinet ministériel et même un ministre. Il livrait à la police un lot de photographies sur lesquelles figuraient des enfants ayant séjourné au Coral et où l'on pouvait reconnaître les lieux. Selon les enquêteurs, qui ont procédé pendant quatre jours à de nombreux interrogatoires, des enfants du centre, dont il faut se souvenir qu'ils sont pour la plupart perturbés — il s'agit d'enfants psychotiques, de délinquants, de drogués, — auraient avoué certaines pratiques douteuses. Les policiers, d'autre part, auraient pu établir les passages, au cours de week-ends plus ou moins fréquents, de certaines des personnes citées par Claude Krief.

Au cours de l'enquête à Paris les policiers se sont étonnés de ce que certains journaux aient pu être informés avant même que les enquêteurs de la B.S.P. aient pu se rendre sur les lieux et entendre les suspects. Pour 50 000 mille francs, un hebdomadaire avait pu se procurer un procès- verbal de police dans lequel une des personnalités mises en cause citait nommément un ministre du gouvernement. Une courte enquête du journal a permis d'établir que ce procès-verbal était un faux que Michel Krief, le frère de Claude, un jeune homme au passé psychiatrique chargé, proposait de monnayer à la presse.

Selon les enquêteurs, il n'en demeure pas moins que de graves présomptions pèsent contre les trois personnes arrêtées. On évoque plusieurs faits troublants. Il y a environ un mois, deux enfants du Coral se seraient plaints de certaines pratiques sexuelles, et le direction de l'action sanitaire et sociale du Gard les aurait retirés du centre pour les confier à des familles.

Cependant, de nombreux témoignages se prononcent en faveur de Claude Sigala et de son équipe et rejettent les accusations portées contre ce « lieu de vie » implanté dans la région depuis 1976. Les habitants d'Aimargues ne se sont jamais plaints et de nombreux visiteurs font l'éloge de l'institution — il y a eu depuis le début de l'expérience thérapeutique plus de cinq cents personnes venues pour se rendre compte sur place du travail entrepris. Une association de parents s'est constituée pour la défense du Coral.

On reconnaît que la personnalité de Claude Sigala, un homme entreprenant, dynamique, mais aussi parfois cassant et maladroit, a pu lui attirer des inimitiés. Si la D.D.A.S.S. du Gard a émis des réserves à propos du Coral, c'est, dit-on, parce que la thérapie nouvelle qui s'y épanouit dérangeait les pratiques plus traditionnelles des foyers de l'enfance.

Dans une déclaration à la presse, M. Gilbert Mignacca, coresponsable du Coral, a expliqué ce lundi 18 octobre : *« Le Coral reçoit des enfants qui sont rejetés de toutes parts. Nous avons ouvert pour eux une autre voie, car l'institution elle-même ne correspond pas à toutes les demandes. C'est un lieu de travail basé sur la réflexion en commun. »* Puis il a ajouté : *« Nous avons, certes, des problèmes, comme partout, mais nous ne pouvons supporter la boue dans laquelle on veut nous traîner. Depuis quatre jours, un travail de six ans a été durement touché. »* Selon les responsables du centre, qui reste ouvert, la personnalité de Claude Krief suffirait à expliquer l'affaire. Il s'agirait en fait d'un mythomane qui a effectivement séjourné au Coral aux mois de février et de mars 1982 et qui, par la suite, s'est fait confier des enfants de la D.D.A.S.S. en se prévalant de l'association. Pendant son séjour dans le centre, Claude Krief avait pris de nombreux films et photographies sans toutefois que les responsables aient pu constater une attitude trouble envers les enfants. Enfin, toujours selon M. Mignacca, si effectivement les pratiques thérapeutiques de l'association ont inspiré à M. Abeil, directeur de la D.D.A.S.S., des réserves, celui-ci aurait qualifié de *« ridicules »* les accusations portées.

Au cabinet de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État chargé de la famille, où l'on prépare une circulaire sur l'organisation des « lieux de vie », on s'interroge sur le caractère politique que prend cette affaire. On souligne que le centre Coral se trouve dans la circonscription de Mme Dufoix. On s'explique mal comment un faux procès-verbal de police a pu échouer sur le bureau de certaines rédactions.

Après la publication d'informations sur cette affaire pendant le week-end, plusieurs personnalités, notamment MM. Bertrand Boulin, Félix Guattari, René Schérer et Gabriel Matzneff ont adressé au garde des sceaux une lettre pour protester contre l'attitude du juge d'instruction, spécialisé dans les enquêtes sur les affaires de pédophilie depuis de nombreuses années.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Mandat d'amener et inculpation

L'arrestation, depuis le mercredi 13 octobre au soir de M. Claude Sigala, du docteur Alain Chiapello et de M. Jean-Noël Pardy, sans qu'ils aient encore été présentés devant un juge d'instruction ce lundi 18 octobre au matin, appelle plusieurs explications juridiques. Si l'on se réfère au code de procédure pénale, ces trois personnes ont été placées en garde à vue pour quarante-huit heures à partir du moment de leur interpellation et entendues dans les locaux du service régional de la police judiciaire de Montpellier. Cette garde à vue achevée, le juge d'instruction parisien, sur la foi des documents saisis ou des témoignages recueillis a alors délivré trois mandats d'amener à l'encontre de ces personnes. Dès lors, policiers et magistrats ont dû se référer à l'article 127 du code de procédure pénale : *« Si l'inculpé recherché en vertu d'un mandat d'amener est trouvé à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction qui a délivré le mandat, il est conduit dans les vingt-quatre heures soit, avec son accord, devant le juge d'instruction qui a délivré ce mandat, soit devant le procureur de la République du lieu de l'arrestation. »*

Dans l'affaire du Coral, les trois inculpés — puisque pour les juristes le mandat d'amener vaut inculpation — ont certainement choisi la dernière solution, à savoir être conduits dans les vingt-quatre heures devant le procureur de la République du lieu de leur arrestation. Dans ce cas, le magistrat les a interrogés sur leur identité et reçu d'éventuelles déclarations. Les trois hommes ont alors pu être écroués puisque le mandat d'amener, en matière criminelle, implique la détention. Les trois inculpés ont pu, au terme de leur garde à vue, contacter leurs avocats.

Des enfants fragiles

C'est du mouvement de l'antipsychiatrie que sont nés, depuis une vingtaine d'années, les *« lieux de vie »* et autres institutions dont la visée, à l'origine, était claire : *« désaliéner »* les malades et handicapés mentaux. Les fondements théoriques du mouvement étaient multiples : en Grande-Bretagne, autour de Ronald Laing et David Cooper, s'étaient organisées des institutions, de petites structures insérées dans le tissu urbain où de grands malades mentaux vivaient en dehors des asiles. Le mouvement antipsychiatrique anglais, d'ailleurs, était fort d'un appui officiel qui encourageait de telles expériences, puisque les pouvoirs publics, outre-Manche, avaient adopté le principe du dépérissement de l'asile.

En Italie, un mouvement identique est né quelques années plus tard, notamment autour de Franco Basaglia et de l'expérience de Trieste : l'hôpital psychiatrique de cette ville, en 1977, avait pu être fermé et les malades répartis dans de petites structures de thérapie ouverte. Le mouvement trouvait une consécration retentissante, en 1978, lorsque le Parlement italien décida du principe de la suppression des asiles. Depuis, la mise en œuvre de cette loi soulève bien des difficultés. Beaucoup lui reprochent son caractère abrupt, l'insuffisance de préparation à laquelle elle a donné lieu et surtout l'absence, ou la rareté, des mesures transitoires.

En France, le mouvement désaliéniste a, lui aussi, une longue histoire. Né après la guerre, des réflexions d'un noyau de psychiatres, il a, depuis, suscité bien des émules et donné naissance, entre autres, à un courant qui conteste la médicalisation de la maladie mentale.

De ce courant sont issues des réalisations de pointe, qui font certainement progresser la recherche de nouveaux moyens thérapeutiques et la prise en charge efficace d'un certain nombre de malades. Mais cette recherche a, aussi, donné naissance à des « expériences » où tout semble autorisé puisque la maladie mentale, dit-on, n'est que le fruit de la répression. Le « Collectif réseau alternatif », dont le Coral est la référence et qui groupe une vingtaine de ces structures d'accueil, essentiellement dans le Sud-Est, souffre assurément de la perte de toutes références théoriques. Nées de la contestation de l'asile, ces structures se sont développées le plus souvent sans cadre juridique et, généralement, sans grande médicalisation. Destinées à accueillir des enfants fragiles, elles sont elles-mêmes, généralement, des enfants fragiles...

CLAIRE BRISSET.

JUSTICE

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ
POUR L'AUTEUR D'UN QUADRUPLE MEURTRE

Une tuerie passionnelle

De notre correspondant régional

Lyon. — La cour d'assises du Rhône a condamné, vendredi 15 octobre, Jean-Charles Romeni, trente-six ans, meurtrier, le 10 novembre 1980, de l'amant de sa femme, Antonio da Rocha, dix-sept ans, de la mère de celui-ci, de sa sœur, quinze ans, et de son frère, neuf ans, à la réclusion criminelle à perpétuité, peine requise par l'avocat général.

Le verdict a été accueilli par les mouvements divers d'un public très nombreux, mais sans un mot par le meurtrier, à qui ont été refusées les circonstances atténuantes. Seul survivant du massacre, le père, Norberto da Rocha, a posé pendant les deux jours du procès son regard sur l'homme qui, il y a deux ans, s'est précipité dans son domicile de Grigny, un revolver 22 long rifle à la main et a tué successivement son épouse et trois de ses quatre enfants.

Dans le box, Jean-Charles, ou « Karl », ou « Giancarlo », l'accusé, de nationalité et de père allemands, et de mère italienne, regarde Annie, sa femme, trente-sept ans, venue à la barre vêtue de noir. Un regard d'amour — et de répulsion à la fois — entre deux êtres qui ont vécu dix ans ensemble. Elle trompait son mari. Il a été le dernier à le savoir. Mais le *« vaudeville teinté de bovarisme »*, comme le dira l'avocat général — Madame aimait les jeunes gens ; l'un d'entre eux est venu témoigner courageusement — s'est achevé par une terrible vengeance.

Avec ou sans préméditation ? *« Avec »*, ont conclu les jurés qui ont, sur les données matérielles, dû retenir les menaces antérieures du meurtrier et les coups qu'il avait déjà portés à son épouse infidèle, notamment le jour où il l'a surprise, nue, en compagnie de son jeune amant. Romeni avait aussi préparé les balles meurtrières en les entaillant *« pour qu'elles soient plus silencieuses »*. *« Non*, est venu dire un expert, *elles étaient surtout plus dangereuses en se dispersant... »*

Difficile aussi de savoir si le meurtrier avait mûri son geste. Douze mois s'étaient écoulés entre la découverte de la liaison et le geste quatre fois homicide. Deux mois après le flagrant délit d'adultère dans l'arrière-boutique de la parfumerie qu'il avait achetée à sa femme, Romeni surprend une conversation. Contrairement aux « promesses » d'Antonio, sans doute extorquées sous la menace, le couple illégitime avait repris ses relations. Annie n'était *« pas fière d'elle »* à l'écoute d'une bande magnétique enregistrée au téléphone par le mari méfiant. *« Il faut mettre de la mort aux rats pour cette vermine »*, disait Antonio à propos de Jean-Charles. *« Oui, c'est ça, de la mort aux rats »*, répétait en riant la propre fille d'Annie et de Jean-Charles.

« Trop travailleur »

Dans ce contexte, Romeni a acquis la certitude que sa femme continuait à mentir. Quarante-huit heures avant le drame, lui, « Monsieur Trop », *« trop travailleur, trop fidèle »*, plaidera Me André Soulier, répare un moteur électrique. Elle est partie danser. Deux jours plus tard, alors qu'il avait fait part à son entourage de projets professionnels ou de promenade, la dernière dispute violente éclate : Annie sera sauvée de la strangulation par la présence de leur fillette. Jean-Charles Romeni part, fait une dizaine de kilomètres en voiture, tire seize balles — quatorze toucheront les victimes, — et se rend à Chambéry chez ses parents *« pour voir son fils une dernière fois »*, et se laissera arrêter sans résistance. *« Il était sous l'effet conjugué d'un somnifère et de l'alcool »*, a affirmé Me Soulier.

« Le cas de Romeni dépasse nos compétences, dira l'expert psychiatre. *Il y a des moments où notre science doit se retirer sur la pointe des pieds. »* L'argumentation serrée de la défense ne pourra rien contre le souvenir de quatre victimes. *« Romeni, vous avez tué l'innocence »*, avait conclu Me Jacques Grange, partie civile.

CLAUDE RÉGENT.

CORRESPONDANCE

Après la mort d'un détenu opéré à Fresnes

Après la mort d'un détenu, décédé des suites d'une opération chirurgicale pratiquée à l'hôpital des prisons de Fresnes (« le Monde » du 7 octobre), et les déclarations du professeur Huguenard, nous avons reçu du docteur Jean-François Lellièvre, assistant de chirurgie de l'hôpital central des prisons de France, la lettre suivante :

Faisant actuellement fonction de chef de service en chirurgie à l'hôpital central des prisons de France, je désire porter à la connaissances de vos lecteurs, l'émoi, la peine, et même l'écœurement de mes infirmières et infirmiers devant les propos du Pr Huguenard que vous avezrapportés.

Mes infirmières et infirmiers font preuve, en effet, d'un dévouement tout à fait exemplaire, certains travaillent à l'hôpital des prisons depuis vingt-cinq ans, dans l'abnégation la plus totale ; ils ont été émus aux larmes par les propos outranciers qu'ils ont pu lire.

Les conditions de travail de notre personnel hospitalier sont souvent fort délicates, en raison du caractère extrêmement difficile de bien des détenus (que ce soit au début de l'engrenage qui les a conduit en prison, ou que les conditions carcérales en soient responsables, peu importe) ; une fois dans notre service, ils sont l'objet des mêmes attentions que dans les hôpitaux civils.

Heureusement, il nous arrive d'avoir de vraies joies en soignant et en guérissant, par exemple, des détenus qui traînaient leur maladie ou leur infirmité depuis des années, voire depuis l'enfance (par une espèce de fatalisme, ils n'ont jamais eu recours au système médical extra-carcéral) ; ce fait est apparu clairement lors de notre congrès de médecine pénitentiaire de novembre 1981.

Par ailleurs, je tiens à vous signaler qu'un détenu ne peut être opéré par nos soins que s'il en a fait la demende écrite à son juge d'instruction ; et, s'il est condamné, il ne peut être opéré que sur sa demande formelle.

Les « ragots » que vous citez rendent un très mauvais service à nos prisonniers, car ils gênent le recrutement de jeunes infirmières et infirmiers, alors que nous avons besoin, tant à l'hôpital que dans les infirmeries, de jeunes aussi enthousiastes que pour effectuer une mission avec Médecins sans frontières.

Faits divers

● *Catastrophe aérienne évitée à Genève.* — Une catastrophe a été évitée de justesse le dimanche 17 octobre, dans l'après-midi, lorsqu'un Boeing-707 d'Egyptair qui assurait la liaison régulière Le Caire-Genève, avec 174 passagers et 10 hommes d'équipage à son bord, a raté son atterrissage à l'aéroport de Cointrin, en touchant le sol à 60 mètres du début de la piste.

Deux passagères helvétiques souffrent de fractures. L'aéroport a été fermé jusqu'au 18 octobre. *(A.P.)*

ÉDUCATION

LES ASSISES NATIONALES DU P.C.

Bâtir l'école de la nouvelle croissance

Les « assises nationales pour l'école », organisées le 16 et 17 octobre, à Nanterre par le parti communiste, ont rassemblé plus de douze cents participants venus d'horizons très divers. Diversité géographique, mais surtout professionnelle, puisque le P.C. avait pris l'initiative de réunir pour débattre de l'école non seulement des enseignants et des chercheurs, mais aussi des jeunes (lycéens et étudiants), des parents d'élèves, des ouvriers, des techniciens, des élus locaux, des parlementaires...

Diversité politique aussi. Certes le P.C. avait ouvert les débats — préalablement préparés par des assises locales — d'abord à ses adhérents et aux militants des mouvements ou des syndicats qui lui sont proches (la C.G.T., les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale animés par la tendance Unité et action). Mais il avait invité aussi des non-communistes, dans les limites bien sûr de la gauche unie. Une diversité que ne démentait pas le choix des ministères officiellement représentés à la tribune à l'ouverture des assises : éducation nationale, formation professionnelle, recherche et industrie. En revanche, l'absence de la C.F.D.T., invitée « trop tard » était due, selon M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C., à une « erreur ».

La lutte contre l'échec scolaire, l'évolution des contenus scientifiques et technologiques, les rapports entre l'enseignement et le monde du travail à l'heure de la « nouvelle croissance française », la mise en œuvre d'une « nouvelle citoyenneté » dans une « démocratie autogérée », tels étaient les principaux thèmes de réflexion débattus, sans dissimuler les contradictions inhérentes à la diversité des participants.

Mais au-delà de la réflexion sur le fond, ces assises s'inscrivent dans la stratégie du P.C. à l'intérieur de la majorité gouvernementale. Sensibiliser, mobiliser, « agir, a conclu M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, pour que la gauche au pouvoir réussisse, trouve les solutions attendues, aille résolument de l'avant dans le sens du progrès social et national, afin d'être fidèle aux engagements prix devant le pays ». L'éducation et la formation, a-t-il affirmé, sont « une des clés principales de cette rénovation ». Or, un an et demi après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les communistes ne sont pas seuls à manifester leur impatience, à demander au gouvernement d'annoncer en ce domaine de « grandes perspectives ».

« La cote d'alerte est atteinte, l'heure a sonné d'avoir une grande ambition pour l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, le gouvernement de la gauche ne peut le manquer. Il y va de la réussite même du changement. Il y va de l'avenir de la nation ». Cette réflexion de M. Guy Hermier, utilisée par d'autres orateurs, illustre bien la volonté qui a animé tous les participants aux assises quelle que soit leur place dans le système éducatif ou dans l'activité économique, quelles que soient aussi leurs convictions politiques. L'école il est vrai mérite d'être considérée de ce point de vue comme un enjeu stratégique non négligeable. C'est un thème populaire puisque tous les Français sont concernés. C'est aussi le lieu où doivent se transmettre les connaissances et qualifications dont le pays a besoin. C'est enfin le milieu dans lequel le gouvernement dispose du relais qui lui fait cruellement défaut dans d'autres domaines : des syndicats forts.

L'école est en crise, tout le monde aujourd'hui en convient. Il n'est que de constater l'ampleur de l'échec scolaire qui atteint majoritairement les milieux les plus défavorisés. *« C'est grave pour les jeunes, pour les familles, pour le pays »*, a affirmé Mme Hélène Luc, sénateur communiste. *« Echec scolaire et chômage vont de pair*, a-t-elle précisé.

Pour le P.C. comme pour l'ensemble de la gauche, la crise spécifique de l'école provient de *« l'héritage de la politique des gouvernements de droits »*, et il serait *« injuste de l'imputer au corps enseignant »*. Instituteurs et professeurs ont néanmoins entendu quelques vérités peu agréables de la part de parents d'élèves, de lycéens ou de salariés extérieurs à l'école. Ainsi

Surtout, l'école et ses enseignants se sont vu reprocher leur ignorance des réalités du monde du travail, des nécessités économiques. Des contenus d'un *« haut niveau scientifique »*, des formations professionnelles adaptées à l'évolution des technologies et donc des emplois, telles sont les revendications déjà anciennes des communistes pour l'école. Aujourd'hui qu'ils participent à la majorité gouvernementale, ils voient dans ces revendications un élément décisif de la lutte contre la crise économique.

Intégrer la culture ouvrière

Le choix, par le gouvernement, d'un ministre communiste à la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, et, à la tête du ministère de la recherche et de l'industrie, de M. Jean-Pierre Chevènement — l'un des principaux négociateurs du programme commun — ne peut que les encourager à développer la mobilisation sur ce thème. Forts de ces encouragements, les communistes vont plus loin dans une définition même de la culture générale véhiculée par l'école qui devrait intégrer la *« culture ouvrière »*, la *« transmission organisée des savoir-faire des travailleurs »* et la formation de futurs citoyens.

Si les objectifs sont communs, tous les partenaires n'ont pas la même stratégie politique. *« Il n'est pas possible de bouleverser tout ce qui existe »*, a rappelé, au nom de M. Savary, M. Yvon Robert.

S'il soutient l'action « positive » de M. Savary — et notamment sa prudence sur le dossier de l'enseignement privé, — le P.C. éprouve néanmoins le besoin de créer une *« mobilisation populaire »* pour obtenir une *« volonté politique nationale plus nette, plus forte, plus cohérente »*. L'absence de grandes perspectives, le report de décisions urgentes sur des sujets tels que le collège (*« où les problèmes sont les plus aigus »*), l'insuffisance de choix budgétaires en faveur de la formation des maîtres, sont aujourd'hui cause pour les communistes *« de la désillusion de la déception »* qui gagnent les enseignants. Jusqu'à la FEN et à son Syndicat des instituteurs (SNI-P.E.G.C.), dont la participation courageuse aux assises du P.C. est plus que symbolique.

Les *impatiences ne vont certes* SNI-P.E.G.C., est en ce sens d'autant plus que les revendications (sur la laïcité ou les collèges par exemple) se doublent de tensions internes entre les courants de pensée animés soit par les communistes, soit par les socialistes à l'intérieur de la F.E.N. Tous, en tout cas, attendent du ministre de l'éducation nationale qu'il tranche. La conclusion de M. Barbarant, membre du bureau national du S.N.I.-P.E.G.C., est en ce sens significative : *« Les occasions historiques sont rares. »*

CATHERINE ARDITTI.

MÉDECINE

LE CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE POUR L'AVENIR DE LA MÉDECINE

La santé, « banc d'essai » du collectivisme ?

Il faut à la société française « un ultime redressement ». Il le lui faut « pour épargner à la France l'expérience irréversible de la démocratie populaire ». Ces propos vigoureux, et quelques autres, auront émaillé sans faiblir le congrès annuel de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM), réuni à Paris, le samedi 16 octobre, sous la présidence du dirigeant de l'organisation, le docteur Bernard-Claude Savy.

Pour l'UNAM, en effet, qui revendique sept cent mille adhérents — professionnels de la santé et assurés sociaux, — défendre la médecine libérale, c'est entraver la mainmise progressive du totalitarisme marxiste car, ainsi que le souligne le docteur Savy, « le monde de la santé est le terrain de prédilection, le banc d'essai de choix du collectivisme ».

Cette évolution était déjà perceptible depuis plusieurs décennies, à mesure que se sont étendus les systèmes de progrès social. Certes, ces systèmes ont permis un progrès médical et social ; mais ils ont été aussi, selon l'UNAM, les véhicules d'une *« idéologie totalitaire »* que les dirigeants précédents étaient parvenus à contenir et qui, à présent, a le champ libre. *« Il faut être lucide »*, ajoute le docteur Savy. *« Nous vivons aujourd'hui une révolution. »*

Pour illustrer cette thèse, les responsables de l'UNAM avaient convié les représentants de systèmes « socialistes » étrangers, quoique le *« malheur des autres ne console pas »*, comme l'a souligné le docteur Savy. Mais il s'agit d'une *« pathologie contagieuse »* dont il convient d'être averti.

Aussi, se sont succédé à la tribune bon nombre d'opposants déterminés de plusieurs systèmes étrangers, à commencer par l'exemple le plus célèbre, le « précédent » le plus redouté : le modèle britannique. Ainsi, a déclaré le docteur George Jantet (Londres), le système national de santé anglais est devenu, avec un million de salariés, le premier employeur de Grande-Bretagne. Les syndicats y règnent en maîtres, *« provoquant constamment des grèves, n'hésitant pas à mettre en danger le bien-être, et même quelquefois la vie, des malades »*.

Même « collectivisme » en Allemagne fédérale, en Suède, en Autriche, au Portugal, en Italie, ont estimé tour à tour les orateurs réunis par l'UNAM. L'idéologie socialisante s'est même introduite, a-t-on entendu dire samedi, là où on l'attendait le moins : en Suisse. La Suisse où, a déclaré le docteur Truffer (Genève), *« la liberté d'entreprendre et la liberté de travailler rétrécissent quotidiennement sous l'effet de l'idéologie dominante actuelle »* ; où s'est développé le salariat médical dans les hôpitaux ; où la médecine ambulatoire elle-même fait à présent l'objet de conventions. Cette évolution est due à *« l'abandon de la conception hippocratique de l'exercice médical qui permet non seulement toutes les aberrations mais encore toutes les perversions et les abominations médicales. De la médecine des camps de concentration nazis à l'asile psychiatrique soviétique »*. Privée de l'éthique hippocratique, qui impose de ne tenir compte que de l'individu malade, *« la médecine finit toujours, à court ou à moyen terme, en médecine vétérinaire »*.

Orateur de la dernière heure, M. Raymond Barre a mis ses propos en accord avec l'attente de son auditoire, qui lui a réservé un accueil enthousiaste. Pourtant, l'ancien premier ministre a peu parlé du système de santé, si ce n'est pour rappeler la nécessité d'en maîtriser la croissance et les coûts. C'est un discours de politique générale qu'a tenu M. Raymond Barre, appelant à la *« résistance dans le respect des lois »* afin de *« préparer l'alternance »*.

Une alternance qui se produira inéluctablement lorsque la France, enfin éclairée sur l'*« insuffisance éclatante et l'irresponsabilité stupéfiante »* du pouvoir actuel, *« se ressaisira »*. Il faudra vaincre alors l'affaiblissement de l'économie, l'*« altération du sens de l'effort »*, restaurer les *« quatre grandes libertés »* — celles d'enseigner, d'informer, d'entreprendre, de soigner. Restaurer le libéralisme, a conclu l'ancien premier ministre, ce ne sera pas reconstituer une société d'assistés, ce sera ajuster *« au nouvel état du monde »* des sociétés *« qui étaient devenues folles de la prospérité »*.

Du discours de M. Raymond Barre il faut retenir aussi certains de ses silences. A quarante-huit heures de la présentation devant l'Assemblée nationale par M. Bérégovoy du plan de redressement de la Sécurité sociale, l'ancien premier ministre n'a fait allusion à aucun moment à des mesures d'austérité dont certaines sont dans le prolongement direct des thèses qu'il a soutenues jusqu'en mai 1981, en particulier l'instauration d'un *« budget global »* dans les hôpitaux.

Certes, la philosophie générale de ce plan de redressement n'est assurément pas assimilable à celle de M. Barre. Il reste que les propos tenus samedi par l'ancien premier ministre n'étaient pas de nature technique mais politique, comme est politique le discours de ceux pour qui le système de santé est devenu le champ clos de la lutte idéologique.

CLAIRE BRISSET.

SPORTS

VOILE

LA COURSE AUTOUR DU MONDE EN SOLITAIRE

« La longue route » de Philippe Jeantot

Parti de Newport, au nord de New-York, le 28 août avec seize autres concurrents, le navigateur français Philippe Jeantot est arrivé en vainqueur, jeudi 14 octobre, au Cap, terme de la première étape de la course autour du monde en solitaire. Avec son voilier de 17 mètres en aluminium, construit spécialement pour cette épreuve de 27 000 milles avec le concours financier du Crédit agricole, il est arrivé à la pointe Sud de l'Afrique avec une avance estimée à une semaine sur ses plus proches rivaux.

Le départ de la deuxième étape qui mènera les solitaires à Sydney, est fixé au 6 novembre. Il restera ensuite aux concurrents, à rallier Rio-de-Janeiro, puis Newport, où sera jugée l'arrivée après huit mois de course.

De notre correspondant

Le Cap. — Qu'est-ce qui a bien pu pousser un grand adolescent de trente ans comme Philippe Jeantot, à se lancer dans pareille aventure ? Une impulsion ? L'appât du gain ? Les feux de la gloire ? Non, un livre. C'est avec un livre dévoré deux fois en une nuit, il y a quinze ans, que tout a commencé pour Philippe. L'ouvrage était signé Bernard Moitessier et s'intitulait *la Longue Route*. Il y était question de la mer et des voyages. Il racontait l'histoire d'un grand marin, l'auteur, qui au beau milieu d'une course décidait de larguer définitivement les amarres, de ne plus jamais regagner son port d'attache. Les anciens voyageurs des années 60, lecteurs assidus de *Sur la route*, de Jack Kerouac, comprendront parfaitement Philippe Jeantot. A la lecture ininterrompue de Moitessier, le jeune homme, fils d'un cadre de banque, développe une furieuse envie d'échapper aux guets-apens de la quotidienneté. C'est alors qu'il décide de sillonner les mers pour gagner sa vie et de la passer en croisière, sinon en vacances.

Mais, dans les années 70, en France, il ne suffit plus d'être né à Concarneau et d'habiter Quimper pour devenir capitaine. Quand Philippe sort de l'armée en 1971, il n'a rien. Pas de métier, pas d'argent, pas de bateau. Il ne connaît alors de la mer, que les cailloux bretons qu'il rase dans un ketch d'amis ou explore avec un masque et des palmes. Mais il est dit que la grande bleue sait parfois être généreuse avec ses courtisans. A quelques mois de là, Philippe Jeantot, sans qualifications particulières, mais avec du culot et de la chance, est engagé comme scaphandrier à la Comex.

Réveil toutes les heures

Bientôt, après avoir, au passage, établi en équipe un nouveau record du monde — non homologué — du travail en profondeur (500 mètres, alors que les compagnies américaines détenaient celui du 325 mètres), il est assez riche pour s'offrir un bateau à tempérament. Il acquiert des plans et entreprend lui-même la construction. Plusieurs millions de centimes, et de longs mois plus tard, l'homme aux semelles de plomb hisse enfin les voiles de *Cœur-du-Vent*, élégante « roulotte » de plaisance dont les 13,50 mètres vogueront trois ans durant autour du monde. *« Trois ans de vrai bonheur »*, se souvenait-il au Cap, jeudi 14 octobre, après sa victoire d'étape.

Cette victoire, bien sûr, Philippe Jeantot a fait tout le nécessaire pour la remporter. Mais il n'a pas forcé. *« Ni sur mes capacités ni sur celles du bateau »*, assure-t-il. On lui avait bien dit, à deux semaines du Cap déjà, qu'il avait plusieurs jours d'avance sur ses concurrents, mais il croyait à une erreur. Sincèrement. Impitoyable pour ses adversaires, il explique que la première étape de ce tour du monde en solitaire (1) l'a même *« un peu déçu »*. Il s'attendait à de grands coups de tabac et s'était préparé à affronter de gros grains.

L'individualiste breton, qui n'a jamais manifesté de sa vie *« parce que le monde, on le prend comme il est ou on le quitte »*, n'a pas vraiment souffert de la solitude. D'abord, il y a les radios amateurs qui bavardent avec vous, et puis, *« a bord, il y a toujours quelques chose à faire, une voile à réparer, un crochet à fixer »*. N'empêche l'autre soir, après quarante huit jours en tête démâté. Mais il s'en est fallu de blement très heureux de voir du monde. Sous ses longs cheveux ruisselants de pluie, les yeux bleu délavé étaient un peu hébétés, mais remplis de chaleur humide. Il avait l'air d'aimer tout le monde. Il coutait chacun et voulait répondre à tous en même temps.

Non, contrairement à certaines informations alarmistes, il n'a pas démâté. Mais il s'en est fallu de peu lorsque les deux pataras se sont brisés. Il dormait environ six heures par jour, *« avec un réveil toutes les heures pour vérifier si tout allait bien »* et, le reste du temps, quand c'était possible, Georges Brassens, en cassette, lui tenait compagnie. Oui, il a eu peur à certains moments. Mais non, l'idée d'abandonner ne l'a jamais effleuré. Même quand il s'est aperçu qu'il avait perdu deux cents litres d'eau à la suite d'une fuite ? Non, il a alors songé à se dérouter sur le Brésil pour refaire de l'eau, mais, devant le retard que ce détour pouvait lui occasionner (trois ou quatre jours), il a préféré tenter sa chance en se rationnant.

Toutes ces aventures ne font pas de Philippe Jeantot, un gagneur. Il donne l'impression de pouvoir réaliser des exploits en s'amusant et sans vraiment se prendre au sérieux. Bien sûr, il va faire tout son possible pour remporter les prochines étapes. Mais l'essentiel, pour lui, c'est réellement de participer. Sa première et surprenante victoire ne lui est pas montée à la tête. Ses commanditaires du Crédit agricole, eux, après s'être fait tirer l'oreille pour cofinancer l'entreprise de Jeantot-l'inconnu (2), débordent maintenant d'enthousiasme et envisagent de se lancer carrément dans les grandes courses avec Jeantot-la-vedette, bien sûr. C'est la rançon du succès. Promis par contrat préalable à faire du charter avec son bateau pour les cadres de la *« banque du bon sens »*, le « capitaine » Jeantot pourrait bien désormais, si les vents continuent de lui être favorables, se retrouver propulsé dans des compétitions plus prestigieuses.

PATRICE CLAUDE.

(1) Contrairement à la course décrite dans le film *les 40e Rugissants*, les concurrents ont le droit cette fois de s'arrêter où et quand ils le souhaitent, les jours perdus affaiblissant évidemment les chances de remporter la victoire.

(2) Après avoir vendu son ancien bateau et son appartement, Philippe Jeantot a investi toute sa fortune (800 000 F) dans l'entreprise. Le Crédit agricole lui a fait signer un contrat de quatre ans et a apporté en échange une somme équivalente.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

1 000 KILOMÈTRES DE BRANDS HATCH

Le Belge Jacky Ickx et le Britannique Derek Bell sur Porsche 956 ont remporté le 17 octobre, les 1 000 kilomètres de Brands Hatch, dernière épreuve du Championnat du monde d'endurance, avec 4 secondes d'avance sur les Italiens Riccardo Patrese et Téo Fabi, sur Lancia. Ce succès permet à Ickx de s'assurer le titre mondial, devant Patrese.

RALLYE D'ANTIBES

Bernard Béguin et Lenne ont gagné le rallye d'Antibes, sur Porsche 911 SC, avec 3 min. 27 sec. d'avance sur Kaby et Arthur (Vauxhall Chevette), et 7 min. 35 sec., sur Almeras-Tuber (Porsche 911). Quatrième, à 10 min. 12 sec., Jean-Luc Thérier associé à Vial, sur Renault 5 Turbo, devient champion de France des rallyes.

Football

Deuxième division

GROUPE A

*Rennes et Alès	1-1
*Châteauroux et Valenciennes	1-1
*Nîmes b. Angers	6-1
Racing Paris b. Corbeil	2-1
*Angoulême b. Guingamp	4-3
*Le Havre b. Montpellier	3-1
*Béziers b. Viry-Châtillon	1-0
*Limoges b. Abbeville	1-0
*Nœux et Libourne	0-0

Classement. — 1 Rennes, 20 pts ; 2. Nîmes, Valenciennes, 17 ;

GROUPE B

*Martigues b. Nice	1-0
*Toulon b. Marseille	1-0
*Reims b. Blénod	3-0
*St. Français b. Fontainebleau	2-0
Dunkerque b. Besançon	3-2
*Grenoble et Orléans	1-1
*Cuiseaux-Louhans et Gueugnon	1-1
*Cannes b. Thonon	2-1
Red Star b. *Montceau	3-2

Classement. — 1. Nice, 20 pts ; 2. Toulon, 19 ; 3. Reims, 18 ;

Voile

CHAMPIONNATS DU MONDE

Les septièmes championnats du monde féminins se sont achevés, le 18 octobre à Acapulco par les succès de la Néo-Zélandaise Sanda Patel en Windglider, des Italiennes Anna Bocchiepa et Monica Nive en 470 et de la Suédoise Marit Suderstrom, qui a conservé son titre en Laser. Les Françaises ont pris quelques places d'honneur avec Véronique Defust, deuxième en Windglider, tout comme Christine Brian et Claire Fontaine en 470. Carole Reitzer et Corinne Auinette ont terminé respectivement quatrième et cinquième en Laser.

ATHLÉTISME

Boxberger devant 25 000 coureurs

Quatre éditions, cela suffit pour créer une tradition : les quatrièmes Vingt Kilomètres de Paris, organisés par l'Association sportive et culturelle de l'air, ont donc ressemblé à s'y méprendre aux cavalcades précédentes à travers la capitale, en dépit des efforts louables pour mettre bon ordre au déroulement des opérations.

Bousculade au départ des vingt-cinq mille concurrents, contingents de tricheurs, stands de ravitaillement épuisés après une heure de course, concert de klaxon des automobilistes exaspérés de rester coincer aux carrefours, tel a été le lot de cette course pour les anonymes du peloton qui s'étira pendant près de quatre heures, avec ses petites misères ou ses drames personnels.

En tête cependant, la course fut superbe. Regroupés d'emblée, les favoris virent filer au cinquième kilomètre le Djiboutien Abdillahi Charmake. Vainqueur l'an passé, Bouster organisa la chasse, coupant au plus court dans les virages. Il réussit à faire la jonction vers le quinzième kilomètre mais paya aussitôt ses efforts.

Son coéquipier Levisse passe alors à l'offensive avec le Britannique Ford et l'Italien Pimazzoni. Espoir déçu du demi-fond, le Sochalien Boxberger, qui avait surmonté une défaillance à mi-course, resta en embuscade jusqu'à 1 500 m de l'arrivée. Il attaqua alors Levisse qui resta sans réaction et gagna dans le temps excellent de 57 min. 47 sec. A trente-trois ans, une nouvelle carrière se dessine pour Boxberger sur les longues distances. — A. G.

CYCLISME

Pascal Jules dans la roue de Sarroni

L'Italien Giuseppe Sarroni a confirmé son titre de champion du monde en gagnant au sprint le Tour de Lombardie, dernière classique de la saison, samedi 16 octobre, sur un parcours fortement accidenté de 255 km tracé entre Milan et Côme. Au sein du groupe de tête, qui comprenait notamment Vandenbroucke, Baronchelli, Moser et Visentini, ne figurait qu'un seul Français, Pascal Jules. Mais le jeune néo-professionnel de l'équipe Renault-Gitane s'est classé encore une fois deuxième. Il avait déjà obtenu un résultat identique à l'issue du récent Paris-Bruxelles et, deux jours avant le Tour de Lombardie, dans le Tour du Piémont remporté par l'Espagnol Ruperez.

Bernard Hinault a abandonné, quant à lui, vers le centième kilomètre. — J. A.

TENNIS

Noah bat Wilander

Les championnats de Suisse sur courts couverts, disputés à Bâle, tournoi doté de 200 000 dollars et comptant pour le Grand Prix, ont été brillamment enlevés, dimanche 17 octobre, par Yannick Noah. La victoire du numéro un français est d'autant plus spectaculaire qu'elle a été remportée en trois sets secs (6-4, 6-2, 6-3) sur le Suédois Mats Wilander (dix-huit ans), jeune champion des Internationaux de France 1982 et vainqueur la semaine passée du tournoi de Barcelone où il avait successivement éliminé Clerc, Lendl et Vilas.

Servant le plomb, couvrant le filet de sa grande envergure et faisant le forcing à la volée, Noah ne laissa pas Wilander imposer la régularité de métronome qui est son fort au fond du court : trop bousculé par des anticipations-éclair, il ne put davantage ajuster ces passing-shots tirés au cordeau qui transpercèrent Vilas dans la fameuse finale de Roland-Garros. Il reste encore à Wilander à trouver un feu d'attaque s'il veut suivre l'exemple de Borg, son grand aîné, quand celui-ci entreprit de gagner Wimbledon.

Quant à Noah, il a trouvé maintenant une autonomie qui lui permet, dans le domaine technique, de varier ses coups dans tous les compartiments du terrain et, dans le domaine psychique, de témoigner un moral de vainqueur qui s'impose à ses adversaires les plus cotés (Wilander est septième joueur du monde au classement A.T.P. des joueurs professionnels). Reste à savoir si la confiance qui l'anime actuellement lui permettrait de se surpasser contre un McEnroe : réponse le mois prochain en finale de la Coupe Davis. — O. M.

RUGBY Les trois coups d'une dure saison

Sept mille spectateurs seulement ont soufflé les cent bougies du Racing Club de France servies sur un plateau de rugby composé par deux capitaines de légende, le tricolore Jean-Pierre Rives et le All Black Graham Mourie. Les absents de cette fête ovale n'ont pas eu tout à fait tort, car le rugby-champagne qui devait couler à flots pour cette rencontre d'une sélection du challenge Yves-du-Manoir et des Barbarians britanniques, s'avéra quelque peu éventé.

Aussi brillantes que soient des individualités triées sur un volet d'une tradition très britannique pour leur élégance sur le terrain, ces Barbarians (neuf Gallois, trois Néo-Zélandais, un Anglais, un Ecossais et un Irlandais) constituaient plus un ensemble hétéroclite qu'une équipe soudée. Les exploits personnels de Mourie (essais à la vingt-septième et à la quarante-deuxième minutes), puis de George (essai à la soixante-quinzième minute) ne compensèrent pas un manque certain de cohésion et la stérilisation du jeu qui s'ensuivit pour limiter les dégâts occasionnés par les attaques de la sélection française. Celle-ci souffrait aussi de l'inégalité de condition de ses membres. Toutefois les nostalgiques de Skrela, sorti de sa retraite internationale, ont pu mesurer aussi le talent de Blanco, ailier puis arrière et maintenant centre, mais toujours à la parade : il marqua les deux premiers essais (sixième et vingt-deuxième minutes) comme un renard en maraude dans une basse-cour. Quant au Voultain Didier et Guy Camberabero, il confirma qu'il était bien de la lignée des Lilian avec une dextérité de prestidigitateur (essai à la soixante-sixième minute) et un coup de ped de grand buteur (deux transformations et deux pénalités).

22 à 17 pour finir, en faveur de la sélection française. C'était pour rire. Des choses autrement sérieuses attendent le quinze national, d'abord en Roumanie (le 30 octobre), ensuite avec la tournée des Pumas argentins (du 30 octobre au 20 novembre) enfin dans le Tournoi des cinq nations (du 15 janvier au 19 mars 1983) tandis que des « affaires » agitant le petit monde du rugby se cristallisent autour de la personnalité du président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse...

« Ferrasse désavoué. » Robert Paparemborda, le pilier du quinze de France, tend au président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), le journal à la manchette accusatrice : *« Désavoué, tiens donc, il ne manquait plus que cela. »* Et le bonhomme pose la gazette sur un coin de table en écrasant de sa masse le fauteuil d'un grand hôtel parisien. *« Je suis avec un journaliste. »* Les membres du bureau fédéral, blaser bleu marine et cravate club, vont s'installer à l'écart.

M. Ferrasse attend les questions. C'est un rhinocéros qui ne craint pas les flèches des chasseurs. Il faut avoir la peau dure pour apprendre sans broncher, à l'heure du petit déjeuner, que le premier quotidien sportif du pays vous « taille » quelques heures avant un match international alléchant comme un gâteau d'anniversaire.

Cette force tranquille, il la porte sur le visage : mâchoire carrée, nez cassé, oreilles chiffonnées, et une petite lueur malicieuse qui filtre sous les paupières lourdes. Dans les années 40, il s'est tanné le cuir sur les terrains sous les couleurs d'Agen : deuxième ligne. A ce poste, il compensera sa taille moyenne par ce qu'on appelle, pudiquement, la virilité. La finale du championnat de France en 1947, où il opéra aux côtés de Landes contre le Stade toulousain, fut interrompue tant son hardeur à la bataille était grande. Il en a gardé une réputation de « distributeur de pignes ». *« Les vieux joueurs disent que je n'étais pas tendre. C'est vrai, je ne me laissais pas manœuvrer facilement. En fait, j'étais le chien berger de l'équipe. Mais j'aimais trop le jeu pour le salir. Je n'ai jamais reculé, ce n'est pas pareil ! »*

Difficile à manœuvrer sur le terrain, il l'est tout autant dans les fonctions de dirigeant qu'il occupe à des degrés divers depuis qu'il a laissé ses crampons au vestiaire. C'est un monument cet homme qui, régulièrement, va prendre les eaux et les truites de Capvern (Hautes-Pyrénées) pour éliminer les toxines accumulées par son bon quintal : *« Je ne fais aucun régime »*, dit-il fièrement, à soixante-cinq ans dont quatorze ans de présidence de la Cité d'Antin (siège de la Fédération française) derrière lui.

Installé dans la vie comme dans le rugby, Ferrasse : *« Je suis le fils d'un cheminot. J'ai été collé à l'Ecole normale. Cela ne m'a pas empêché de réussir dans les affaires. D'ailleurs, il n'y a pas de joueurs de qualité qui ne réussissent pas. Certes, ils ne font pas des carrières de polytechnicien, mais, regardez maintenant les situations de Rives et de Fouroux (deux capitaines de l'équipe de France). Le rugby se prête à cela. C'est normal puisque, dans d'autres sports, ils auraient pu devenir millionnaires comme Platini ou Noah. »*

Régime présidentiel

Ainsi fonctionne en effet la république rugbystique des copains qui se tapent sur leur panse de notables après s'être tapé dessus sur la pelouse. Une république qui a tourné au régime présidentiel. Certains ont surnommé le président Ferrasse *« le roi Albert »*. Sous-entendu : il décide de tout, en despote. Du choix du terrain et des arbitres pour la phase finale du championnat, du sélectionneur de l'équipe de France et même des joueurs. L'affaire Pebeyre en est le meilleur exemple : cumulant les fonctions de vice-président de la Fédération et de sélectionneur, M. Elie Pebeyre est limogé de celle-ci après une cuisante défaite à Bucarest (15-0) en 1980 puis exclu de celle-là sans trouver un seul avocat le mois dernier. *« Affaire classée, je ne veux plus en parler, mais je ne m'étais jamais entendu avec Pebeyre. Je ne partageais pas ses conceptions du jeu. Quand Basquet l'a choisi pour lui succéder, j'ai laissé faire. Le conflit était inévitable. C'était comme dans certains ménages où une soupe trop cuite suffit à provoquer le divorce. »*

Curieusement, M. Pebeyre, ancien international, jouait trois-quarts, comme la plupart des personnes qui ont eu des problèmes avec M. Ferrasse. Eternel conflit entre avants et attaquants ? *« Ah oui, c'est drôle, mais les grands dirigeants sont presque tous des avants : à Pau, Lourdes, Toulouse, Bègles... Les avants ont plus l'habitude des batailles, du contact. »* Et le président de la F.F.R. ne craint pas de monter en première ligne quand il a des problèmes. *« Ce n'est pas dans mon tempérament de tirer les ficelles. »* Or, des problèmes, ce n'est pas ce qui manque actuellement dans le rugby.

— L'inauguration du nouveau stade à Toulouse : l'équipe de France n'a pas participé aux cérémonies parce que Mme Avice, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, n'avait pas été invitée à présider le match d'inauguration. Les maires de Bordeaux et de Toulouse figuraient seuls sur les cartons d'invitation. *« Chaban, je le connais bien, j'ai joué avec lui. Il a fait beaucoup pour la construction de ce stade. Mais ne pas inviter le ministre, c'était faire de la politique. Nous ne faisons pas de politique. J'ai donc retiré l'équipe. »*

La licence de Jean-Pierre Rives, le capitaine du quinze de France, transféré de Toulouse à Paris où il travaille : Rives ne peut jouer en équipe première du Racing-Club de France en raison du règlement qui inflige un an de purgatoire aux internationaux changeant de club. L'équipe parisienne aurait grand besoin de ce renfort pour redorer son blason après avoir regagné sa place dans le groupe A du championnat. Des dérogations ont naguère été accordées. Mais pas dans ce cas. *« C'est le règlement. On a décidé depuis deux ans de ne plus passer outre. Sinon la tentation était trop forte pour certains dirigeants qui auraient fait des bêtises. »* Un ange vient se recueillir sur la dépouille de l'amateurisme. *« Les Britanniques sont de plus en plus sourcilleux avec ces histoires d'argent. D'ailleurs, nous n'avons pas les moyens du professionnalisme. »*

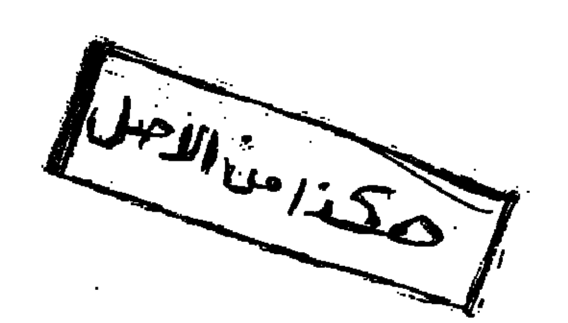
— La tournée de l'équipe de France en Afrique du Sud prévue pour 1983. En dépit du blocus sportif qui s'est instauré autour des pays de l'apartheid, M. Ferrasse continue d'y envoyer ses joueurs. *« Les organisations anti-apartheid font utilement pression sur le gouvernement de Pretoria. Mais ils ont tort de me traiter de raciste. Nous poursuivons le même but. Grâce au rugby, qui est le symbole du nationalisme sud-africain, il y a eu des concessions. Nous avons emmené en tournée Bourgarel qui est noir. Maintenant des noirs sud-africains jouent avec les Springboks. Et puis, nous ne pouvons pas nous passer des relations rugbystiques avec un tel pays, alors que les échanges commerciaux et diplomatiques sont maintenus. »*

Re-belote

Il a réponse à tout, le père Ferrasse. Le « ruby », c'est son fils. Il le connaît bien, l'aime bien, alors il le fait marcher avec une poigne de fer. Sans gant de velours. *« L'important, c'est d'être au courant de tout. »* C'est par téléphone qu'il s'informe, décide et, au beosin, met ensuite au courant les membres du comité directeur. Une heure ou deux de conversation quotidienne. Après, sur le coup de midi, il va faire une belote avec Guy Basquet, son « Père Joseph ». *« C'est de notoriété publique cette partie. Et on n'y joue pas des haricots. Mais on ne boit que de l'eau. Tenez, on vient de changer de café. Maintenant, on joue chez un ancien pilier. Devant l'ancien bistrot, il n'y avait plus de place pour se garer »*, précise-t-il comme s'il lâchait un « scoop ».

Paternalisme et roublardise. Le prospère négociant provincial en matériaux sanitaires préside l'ovale comme il gère sa P.M.E. Navigant à vue au milieu de la crise. *« Le rugby est un jeu difficile de contact qui effraye les parents. Il y a deux fois plus de clubs et trois fois plus de joueurs qu'en 1965, mais on ne pourra pas aller plus loin. Il ne faut pas dramatiser la situation. La semaine du rugby a beaucoup intéressé les jeunes. »* S'inquiétant pour l'avenir : *« Il y a trop de jeunes qui ne font pas de sport. Encore une fois, le gouvernement qui va diminuer les crédits pour 1983, ne se rend pas compte de ce qu'il pourrait faire avec le sport pour lutter contre la délinquance, par exemple. »* Jugeant sans complaisance son entourage : *« Pendant de nombreuses années, on a constitué une équipe sans failles. Mais il y a l'usure du pouvoir. Certains ont perdu l'enthousiasme, ont vieilli. »* Mais pas lui. Dans deux ans, Ferrasse envisage de se succéder à lui-même. Alors seulement il préparera sa succession, même s'il regarde déjà comment se débrouille le président du comité d'Alsace, Jean-Louis Boujon, un Toulousain qui a perdu l'accent.

ALAIN GIRAUDO.



ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC qualifie d'« inacceptable » le projet de budget 1983

L'an dernier, les anciens combattants avaient salué avec un bel enthousiasme la mise en œuvre du plan de rattrapage de 14,26 % des pensions militaires, dont le bien-fondé avait été admis par la majorité des membres de la commission spéciale chargée de l'application du rapport constant mais sur lequel le gouvernement Barre avait fait la sourde oreille. Une première tranche de 5 % avait été débloquée et les anciens combattants s'attendaient à ce qu'une autre suive.

Ils s'interrogent aujourd'hui en constatant que le projet de budget 1983 ne comporte aucun crédit réservé à ce rattrapage, ce qui le rend «inacceptable» selon le terme employé par l'Union française des associations de combattants (UFAC), groupant plus de deux millions d'adhérents, qui a tenu son assemblée générale annuelle à Nîmes, les 9 et 10 octobre.

L'UFAC demande que *« le prochain budget comporte une nouvelle mesure de rattrapage de 5 % à compter du 1er janvier 1983, le solde de 4,26 % devant être garanti à partir du 1er janvier 1984 »*. Les anciens combattants et victimes de guerre, affirme le communiqué, *« sont fondés à demander le respect des engagements gouvernementaux à leur égard et, en premier lieu, l'achèvement dans les meilleurs délais de la réparation de la spoliation de 9,26 % dont leurs pensions et la retraite du combattant sont encore actuellement l'objet »*.

Le ministre des anciens combattants, M. Jean Laurain, qui est aussi leur meilleur avocat, a suscité une certaine déception à Nîmes en situant à la fin de 1986 seulement la dernière étape du rattrapage. C'est qu'entre la promesse faite pendant la campagne électorale du printemps 1981 et les difficultés économiques et financières de l'automne 1982 le thème de la « compression des dépenses » s'est substitué à celui de l' « équité », même envers ceux dont on a coutume de dire qu'« ils ont des droits sur nous ».

Une démarche commune

Le 14 septembre, une délégation de l'UFAC s'est rendue chez M. Laurent Fabius, ministre du budget, afin de lui exposer les incidences qu'aurait, sur les ayants droit, le reniement de cet engagement. L'UFAC a fait également des démarches auprès des groupes parlementaires, qui ont eu déjà un résultat : le blocage du budget des anciens combattants dans le cadre de la discussion préparatoire du budget 1983 par la commission des finances, ainsi que par la commission sociale, familiale et culturelle de l'Assemblée.

Pour les anciens combattants, l'espoir d'obtenir un « petit quelque chose » semble devoir venir du Palais-Bourbon. Au reste, depuis le 23 septembre, l'Assemblée nationale s'est concilié les bonnes grâces des anciens combattants en Afrique du Nord en assouplissant, comme l'avait admis le Sénat auparavant — rompant ainsi avec la tradition, — les conditions d'attribution de la carte à cette troisième « génération du feu ».

Ce vote, acquis à l'unanimité, concerne la proposition de loi modifiant la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Il est ainsi désormais rédigé : *« ... la qualité de combattant peut, en outre, être reconnue, par dérogation aux principes visés à l'alinéa précédent, aux personnes ayant participé à six actions de combat au moins ou dont l'unité aura connu, pendant leur temps de présence, neuf actions de feu ou de combat »*.

A ce jour, sur près de trois millions cinq cent mille mobilisés en Afrique du Nord, on estime que 20 % seulement ont pu bénéficier de la carte du combattant (contre 50 % au moins dans les autres conflits). On peut situer entre soixante-dix mille et cent cinquante mille le nombre de ceux qui pourraient être concernés par les nouvelles conditions fixées par la loi.

CLAUDE DURIEUX.

HISTOIRE

TÉMOIGNAGE

Il y a quarante ans au Mont-Valérien l'exécution de cent seize otages

Ce fut l'exécution la plus massive de toute l'occupation.

En septembre 1941, le maréchal Keitel, chef de la Wehrmacht, ordonnait de recourir, *« en cas de révolte contre les forces d'occupation allemandes »*, à l'exécution massive d'otages, *« une vie humaine n'ayant souvent aucune valeur dans les pays en question »*. Pour la France le code des otages, promulgué le même mois par le général Otto von Stülpnagel, déterminait les groupes de Français parmi lesquels pouvaient être dressées les listes d'otages : *« Les intellectuels portant leurs efforts pour la diffusion de la pensée communiste »* précèdent les auteurs d'attentats ; il en est de même dans le paragraphe suivant consacré aux prisonniers gaullistes.

Si des otages sont fréquemment exécutés par petits groupes à la suite d'attentats, les premières applications de ces ordonnances seront les exécutions de 48 otages à Nantes le 21 octobre 1941 (dont les 27 de Châteaubriant) et de 50 autres à Bordeaux, trois jours après, en représailles du meurtre d'un Feldkommandant dans chacun des cas. Les attentats se poursuivent néanmoins. Le 14 décembre, von Stülpnagel dénonce les éléments à la solde des Anglo-Saxons, des juifs et des bolcheviks et annonce l'imposition d'une amende d'un milliard de francs aux juifs de la zone occupée, la déportation vers l'Est de « criminels judéo-bolchéviques » (dont seront victimes 5 892 hommes et 185 femmes dirigés en six transports sur Auschwitz à partir du 27 mars 1942) et l'exécution de 100 juifs, communistes et anarchistes dont 70 fusillés au mont Valérien le 15 décembre 1941, parmi lesquels 53 retirés de Drancy.

Ces représailles n'ayant pas l'effet escompté entraînent von Stülpnagel à démissionner en février 1942 de sa fonction de « Militärbefehlshaber in Frankreich ». Hitler en profite pour créer le poste de chef supérieur des S.S. et de la police, confié à Oberg, qui sera installé à Paris par Heydrich le 7 mai 1942.

Entre-temps, les attentats sont sanctionnés par des condamnations à mort ou par des exécutions fréquentes d'un nombre réduit d'otages. Pour frapper la population, Oberg édicte le 10 juillet 1942 sa fameuse ordonnance qui stipule que tout proche parent masculin d'un auteur d'attentat en fuite sera fusillé. Mais son application ira au-delà, puisque parmi les 88 fusillés du 11 août 1942 il y aura des parents d'un membre de la famille parfois déjà arrêté ou même déjà exécuté ; 67 des 70 Français exécutés ont été arrêtés par la police française, contrairement aux accords conclus trois jours plus tôt entre Oberg et Pierre Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, précisant qu'en échange de la collaboration de la police française, les personnes arrêtées par elle ne pourront être désignées comme otages. C'est un bel exemple de la vanité de la politique vichyssoise.

Le 3 septembre 1942, la décision est prise de regrouper pour la région parisienne tous les otages au fort de Romainville. Ils vont constituer une catégorie spéciale de détenus tombant sous le décret N.N. (Nuit et Brouillard). Les attentats se multiplient en effet, dix sont dénombrés entre le 11 août et le 17 septembre, les six derniers à Paris (dont l'attentat contre le Rex, transformé en Soldatenkino), au cours desquels étaient tués ou blessés 58 Allemands. Dans les journaux du samedi 19 septembre paraît alors, sous forme de placard, l'avis d'Oberg indiquant : *« J'ai fait fusiller 116 terroristes communistes »* (2 otages par Allemand tué ou blessé). D'importantes mesures de déportation y sont aussi annoncées, ainsi que l'établissement d'un couvre-feu, le dimanche 20 septembre, à partir de 15 heures, par crainte de manifestations pour la commémoration de la victoire de Valmy.

A partir de la fin de la liste

Cet avis est lu par les détenus de Romainville, notamment par ceux sortis de casemate quelques jours auparavant pour être mis dans la salle 209. Pensant donc à la déportation, ils ne seront pas étonnés de voir certains d'entre eux appelés à retourner en casemate le dimanche après-midi. Sur une liste dressée par le SS-Hauptsturmführer Dr. Linn, un adjoint du SS Lischka jugé il y a peu à Cologne, comportant 54 noms, le Sonderführer Trappe en appela d'abord 39, jusqu'à la lettre M, sur les 47 de la pièce 209 classés alphabétiquement, puis 7 autres désignés en remontant à partir de la fin de la liste, notamment deux condamnés à mort qui auraient dû être fusillés le 11 août. Nous restions ainsi quelques-uns aux noms en queue d'alphabet dont il ne reste que deux survivants, Moulignier, de Ruffec, et moi-même, au nom alors orthographié à l'allemande avec un « S » devant le « C ».

C'est au cours de la nuit que nos malheureux 46 compagnons furent avertis de leur sort. Leur départ le lendemain 21 septembre 1942 vers 7 heures du matin, chacun flanqué d'un SS, dans des cars vitrés, devait éveiller nos soupçons, et je revois toujours dans l'aube naissante leur silhouette et j'entends encore leur voix entonnent une vibrante « Marseillaise ». Il fallut attendre l'arrivée d'un convoi de Bordeaux comportant les survivants d'une exécution de 70 otages dans cette ville ce même 21 septembre pour comprendre : 116 — 70 = 46. Les 46 avaient bien été fusillés au Mont-Valérien. Retournant nous-mêmes ultérieurement dans cette casemate, nous pûmes déchiffrer des graffiti suivis de leurs noms : « Nous sommes 46 qui attendons la mort avec courage et confiance en la victoire. Vive la France ! »

Pour rappeler leur mémoire, un livre (1), il y a quelques années, les a tirés de l'oubli. Si la plupart d'entre eux étaient d'opinion communiste au sens large, je voudrais évoquer ici le souvenir de certains qui ne l'étaient guère, comme ces deux professeurs du collège de Royan, aux courageuses convictions antinazies, amis jusque dans la mort, Robert Dartagnan et Léonce Laval qui, dans un admirable ultime message à ses collègues et élèves, déclarait qu'ils auront été deux Enjolras dignes l'un de l'autre. A sa famille, il ajoutait : *« Qu'on ne se méprenne pas sur mon calme. Personne n'a jamais porté aussi haut et aussi loin toute la tendresse dont un cœur puisse être gonflé. Mais il faut faire semblant d'oublier pour mieux mourir... »*

Les attentats continuèrent cependant de plus belle : 16 jusqu'au 16 octobre 1942, date d'une note de la Gestapo consacrée aux préparatifs de l'exécution envisagée pour le 21 ou 22 octobre 1942 de 128 otages, dont le reliquat de Romainville. Mais brusquement, le 19 octobre, une décision est prise de surseoir aux exécutions massives d'otages (elles ne recommenceront qu'en octobre 1943) qui gênent la poursuite d'enquêtes policières s'avérant efficaces. Il s'agit également de ne pas aller contre le recrutement de forces de travail pour l'Allemagne. Les otages survivants seront déportés, pour la plupart en tant que « N.N. ».

Quelles qu'en soient les raisons, la police nazie en était donc venue, après la Wehrmacht, à modifier sa politique de représailles, les exécutions massives des années 1941 et 1942 ayant tout au contraire suscité le développement d'actions incessantes contre les forces d'occupation et de multiples collaborateurs. Les otages ne moururent pas en vain, espérons avec S. Klarsfeld* que la mémoire des Français leur restera fidèle.

P.-S. CHOUMOFF,
ancien déporté.

(1) S. Klarsfeld, *le Livre des otages*, les Éditeurs français réunis, Paris (1979), notamment pp. 35, 36, 259 et archives du Centre de documentation juive contemporaine.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. - SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

culture

THÉATRE

« LA VIE EST UN SONGE » au Français

Boutté le galérien

La vie est un songe de Calderón figure au nombre des chefs-d'œuvre incontestés du théâtre universel. Des milliers de penseurs ont commenté ce qu'exprime cette pièce sur le vrai et l'imaginaire, la paternité, le pouvoir, la révolte, etc. Les Espagnols estiment que le dialogue de la *La vie est un songe* manifeste une haute poésie. Bref il n'est pas de metteur en scène, en France comme ailleurs, qui, entre Shakespeare, Molière, Sophocle, Ibsen, Tchékov, Buchner, Goethe, ne se décide, un jour ou l'autre, à monter, comme tout un chacun, *La vie est un songe*, de Calderon.

Eh bien ! tout cela ne peut empêcher qu'une fois traduite en français, et jouée en France, *La vie est un songe* constitue un monument d'ennui.

Les propos que cette pièce développe ont perdu nouveauté, vitalité. Le scénario est froid, rectiligne, d'une symétrie incolore. Les protagonistes sont des figures de style, porte-parole disciplinés du maître d'œuvre. Et si poésie il y a, elle ne passe pas les Pyrénées. Il n'y a pas de dynamique, pas de ton, pas d'univers. On dirait une pièce fictive, du Shakespeare sans génie, du Corneille sans nerf, du Hugo sans globules rouges ni mauvais goût.

Pour faire passer ce chef-d'œuvre espagnol hors des frontières, il faudrait le traduire en toute infidélité, comme Hugo von Hofmannsthal avait osé le faire. Presque une autre pièce. Mais la traduction de Céline Zins, à présent jouée au Français, quoique très incomplète, reste d'une fidélité navrante.

Il faut qu'une pièce soit aussi endormante que cette traduction de *La vie est un songe* pour ôter à Jorge Lavelli la quasi-totalité de ses merveilleux moyens, lui dont les mises en scène, d'habitude, foisonnent de beautés, de surprises, d'insolences. Le décorateur Roberto Plate en perd le nord, lui aussi. Et dans la fine équipe d'acteurs, seul Jean-Luc Boutté rame comme un beau diable, comme un galérien survolté, puisque aucun vent ne se lève sur ce théâtre comme tombé en syncope.

Pour ne pas périr de découragement, les spectateurs qui ont le sentiment de la nature se raccrochent aux yeux sombres, à la voix claire, à la présence attachante, de Ludmila Mikaël.

MICHEL COURNOT.

Comédie Française, 20 h 30.

« MÈRE COURAGE » à Créteil

Les hasards de la guerre

La terre est brune, elle est de boue durcie, de sang noirci (un beau décor de Batifoulier). Une terre que la guerre – guerre pourrie de tranchées – a ruinée, dont elle a fait ce magma fangeux et funèbre, plein de trous, plein d'ornières. La charrette de Mère Courage y cahote et brinquebale au long du voyage d'enfer où elle perd son avenir et ses enfants, elle qui voulait simplement les protéger. Assurer leur subsistance dans le petit commerce de la guerre en négociant de modestes rapines avec les soldats frigorifiés qui serrent autour de leurs épaules leurs capotes vert-de-gris élimées.

Jean Gillibert cite par images les guerres qui nous sont proches et s'en tient là. Trois heures pour dire que jouer au plus fin avec la guerre est un jeu de dupes, c'est beaucoup. On ne trouve pas trace dans sa mise en scène de point de vue global, de parti pris, sinon celui d'aligner côte à côte les séquences. Elles s'enchaînent de façon assez lâche et nettement maladroite. Habituellement, la maladresse de Jean Gillibert, l'obstination avec laquelle il ignore et piétine la politesse théâtrale font de ses spectacles des objets rugueux, dérangeants parce qu'ils envoient sur la face cachée des textes un éclairage étrange, étranger.

Cette fois, c'est le contraire. Les mots défilent tout en surface, comme des bavardages entrecoupés par les « songs », et la musique de Paul Dessau est bien difficile à chanter juste. Si on parvenait à discerner une idée directrice, on pourrait espérer que la situation s'améliore au cours des représentations. Mais si cette idée existe, elle est bien secrète. Les comédiens eux-mêmes ne semblent pas au courant. Ils pataugent énergiquement, mais à vide, à l'exception de Josette Boulva, comédienne vraiment rare.

Josette Boulva joue avec sa voix profonde, son sourire carnassier, ses mouvements racés, avec surtout une intelligence sensible des situations. Elle s'y installe, creuse les mots, crée un personnage de femme indépendante, indomptable. Elle est lumineuse et redoutable parce qu'elle promène en elle, autour d'elle, une sensualité hautaine, une sorte de joie cruelle, l'humour sauvage de la liberté. Elle se transforme sous les coups du sort sans jamais se perdre et fait apparaître des ouvertures insoupçonnées dans cette fable réduite à l'état linéaire. Le spectacle existe quand elle est sur scène, et on se prend à rêver au « vieux théâtre » qui se fabrique franchement avec des comparses autour d'un rôle-titre omniprésent.

COLETTE GODARD.

★ Créteil, Maison des Arts, 20 h 30.

CINÉMA

« MEURTRES A DOMICILE » de Marc Lobet

L'ange du bizarre

Tiré d'un roman de l'écrivain fantastique Thomas Owen, ce film franco-belge raconte une série de crimes commis dans un immeuble délabré, inquiétant, dont le propriétaire, Daniel Emilfork, est tout aussi étrange que ses locataires : un « laveur de cadavres », une voyante pratiquant l'envoûtement et sa nièce un peu folle, un photographe d'oiseaux, un sculpteur, un comédien interprétant *Othello*.

Seule Anny Duperey tranche sur ce milieu auquel elle est mêlée. Inspectrice à la P.J., elle est chargée de l'enquête et, tandis que les cadavres s'accumulent, largue les voiles de cette fantaisie bien personnelle qu'elle apporte à la plupart de ses rôles, quitte à terminer sur une scène d'amour blessé.

Le mélange de comédie et de fantastique prend mal. Marc Lobet cultive avec ostentation l'ange du bizarre par une mise en scène décorative et des images morbides. L'intrigue, qui devrait être irrationnelle, est tout bonnement incompréhensible. Auprès d'Anny Duperey, Bernard Giraudeau est le seul à apporter une note de mystère, de déséquilibre intérieur, dans la psychologie des profondeurs du mal.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

CONCERTS STOCKHAUSEN

« Le Rêve de Lucifer » à Bobigny

Les échos de la création, au Festival de Metz (1981), du Rêve de Lucifer *(ou* Klavierstück XIII*) avaient été passablement alarmants pour ceux qui n'y étaient pas. Stockhausen, notamment, demandait à son interprète – sa fille Majella, en l'occurrence, – de jouer du piano non seulement avec les mains et les poings mais encore avec le pied et la cuisse... Les spectateurs, à la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, n'en ont rien vu, ou si peu. Certes, ils ont souri lorsque la pianiste a lancé quelques fusées-jouets en direction de son partenaire, la basse Matthias Hölle (Lucifer), et se sont demandé comment il fallait interpréter cet enfantillage. Ils le sauront lorsqu'ils assisteront aux représentations de* Licht, *opéra en sept journées dont le* Rêve de Lucifer *n'est que la première scène du samedi. Admettons donc provisoirement qu'il s'agit d'un effet, sans importance musicale mais justifié par le contexte dramatique.*

L'idée d'un opéra envisagé comme un concert théâtralisé est en elle-même plus intéressante. Ainsi, les acteurs de Licht *ne sont pas seulement des chanteurs, mais des instrumentistes solistes ou en formation orchestrale. Chaque « acte » prévoit un effectif différent et l'action est directement liée à une pratique musicale. Ici, ce pourrait être le récital piano-chant, ailleurs le concerto, le double concerto, etc. On devine tout ce qu'un esprit audacieux peut concevoir à partir de cela.*

Musicalement parlant, ce que ce treizième Klavierstück *apporte de nouveau – puisque, à l'exemple des quators de Bartok, chacun représente la synthèse des acquisitions précédentes et l'aboutissement d'une recherche spécifique, – c'est un souci de consonance dans l'harmonie, d'une cristallisation fréquente de l'élément mélodique autour du centre d'attraction et, d'une façon générale, un parti pris d'évidence (retour d'éléments déjà entendus, articulation claire du discours) qui produit l'impression d'une musique redondante, facile et sans nécessité.*

Ce n'est pas la première fois qu'une œuvre nouvelle de Stockhausen provoque un sentiment de malaise. Stimmung, Trans, Mantra, Inori, Sirius, *qui avaient pu sembler « décadents » lors de leur création, sont devenus classiques aujourd'hui, en ce sens que l'évolution récente de la musique leur a donné gain de cause. Provisoirement ou de manière durable, à tort ou à raison, personne ne saurait le dire, pas même le jugement de la postérité, puisque celle-ci ne retient que ce qui la fait vivre en la parant de toutes les vertus.*

D'ailleurs, le Klavierstück XIII *n'est pas, objectivement, moins riche que les autres. Il contient des passages aussi remarquables, tant par l'originalité de l'écriture pianistique que par la qualité d'écoute qu'ils savent provoquer, mais on le dirait destiné à des oreilles plus paresseuses, à des esprits plus lents, à des dilettantes, soit le contraire exact des premiers* Klavierstücke, *dont la compréhension semblait réservée à des auditoires d'élite, plus attentifs que nous ne saurions l'être. Faut-il y voir, de la part de Stockhausen, un constat d'échec ?*

En trente ans, l'oreille a évolué : aucune dissonance ne la choque réellement ; elle est donc devenue indifférente aux innovations et se soucie fort peu de faire un effort d'attention, puisqu'elle se croit ouverte à tout. Peut-être le génie de Stockhausen, qui répondait si bien à l'attente d'une génération avide de découvertes, prête à sacrifier le plaisir immédiat au profit d'une compréhension acquise de haute lutte, se trouve-t-il en porte à faux avec le courant dominant des exigences actuelles, car ce Rêve de Lucifer *n'est pas réellement facile, il ressemble plutôt à une crème anglaise qu'on aurait confectionnée en allongeant une petite tasse de café turc : la saveur est plus douce, mais le marc râpe toujours le palais.*

Au même programme figuraient deux œuvres plus anciennes. Tout d'abord, Mixtur *pour ensemble instrumental, générateur de sons sinusoïdaux et modulateurs à anneau (1964-1967), dont les membres de l'Ensemble intercontemporain ont donné, sous la direction de Peter Eötvös, une interprétation mémorable, tant par l'équilibre des timbres que par la finesse des détails et, surtout, la subtilité des transitions d'un groupe instrumental à l'autre ou d'une séquence à la suivante. Cette partition offre une variété inouïe d'effets sonores, et l'on devine ce qu'une familiarité plus grande nous permettrait de saisir.*

Beaucoup plus simple d'écriture, Adieu *pour quintette à vent (1966) pose des difficultés de réalisation, dont les interprètes n'ont pas toujours conscience, aussi Stockhausen a-t-il pris le parti de diriger l'exécution. Le résultat était à la hauteur des moyens et nous a valu un quart d'heure de délectation musicale d'autant plus précieux que le public, conscient de la solennité de l'événement, a retenu son souffle d'un bout à l'autre.*

GÉRARD CONDÉ.

La vie profonde de la Terre

(Suite de la première page.)

Devant nous s'entrecroisent les saisons, les signes du Zodiaque, les planètes, les éléments, les âges de l'existence, les heures du jour et les cycles de la nature.

Toute la vie profonde et mystérieuse de la Terre passe à travers les tensions fécondes qui s'exercent entre les quatre personnages symboliques : la basse (*le nord, la terre, l'homme, la nuit, la semence, l'hiver*), la trompette (*l'est, le feu, l'adolescent, le matin, le bourgeon, le printemps*), la soprano (*le sud, l'eau, la femme, le midi, la fleur, l'été*) et la clarinette basse (*l'ouest, l'air, l'ami et l'aimée, le soir, le fruit, l'automne*), accompagnés par les messages (sans doute émis de Sirius) d'une musique éthérée réalisée sur synthétiseur.

Les douze signes du Zodiaque défilent, avec chacun sa mélodie et son poème définissant son caractère (*« Lion, ardent esprit de soleil, roi de cœur, souverain du monde... »*), au milieu d'un entrelacs plus complexe composé des quatre mélodies principales, celles des saisons, qui se compénètrent en fonction de l'avancement de l'année : au milieu du Lion (23 juillet-22 août), le thème de l'automne se fait jour, et quatorze pauses indiquent une sorte d'hésitation du temps en équilibre, avant le moment où l'été va verser vers l'automne et l'hiver (qui, lui aussi, apparaît pour rappeler que la Roue, bientôt, s'inclinera vers lui). Et au cœur de l'hiver, un long fil d'or immobile de la trompette annonce déjà que le printemps est à l'œuvre. Mais ce ne sont là que les signes les plus voyants, alors qu'une transmutation continuelle se produit entre les thèmes principaux, notamment dans la fascinante musique électronique.

Toute l'œuvre est ainsi tissée à partir d'éléments musicaux et poétiques en travail incessant comme les forces de la nature, en un développement prodigieux du système sériel, principe d'une « multiplication de transpositions, de permutations et de métamorphoses », que Stockhausen utilise avec une liberté créatrice souveraine.

Il renouvelle le style et les formes à chaque épisode, écrivant ici des polyphonies confuses où chacun s'affaire de son côté, là des madrigaux d'une pureté contrapuntique parfaite ; les vocalises inextinguibles de la soprano dans l'aigu s'opposent au remâchement perpétuel de la basse ; dans certaines pages fusent des répliques de théâtre, des blagues ou des disputes familières ; d'autres sont purement instrumentales, comme les merveilleux dialogues de la trompette avec la musique des sphères du synthétiseur ou le sublime solo de clarinette basse qui achève l'été ; de grandes pages contemplatives interrompent les combats fratricides entre les saisons, tel ce vent immense qui précède l'hiver ou le développement lumineux qui semble annoncer un espoir éternel au début du printemps.

Mais il faudrait analyser page par page cette œuvre qui a les pieds sur la Terre et la tête dans les étoiles, qui est bon enfant, humoristique, tendre, amoureuse, méditative, religieuse et même mystique : car, si elle a déjà célébré au cœur de l'hiver *« la nuit la plus longue, nuit du Christ, nuit de Sirius, nuit du salut »*, elle s'achève par une *« Annonciation »*, empruntée à un texte de Jacob Lorber (de 1961), qui dit notamment : *« Moi, Créateur de tous les mondes, parmi les deux cents millions de soleils qui tournent autour de ce soleil central* (Sirius), *j'ai choisi votre terre pour y devenir moi-même homme. C'est ici que je veux, pour tous les temps et les éternités à venir, éduquer des enfants qui me soient tout à fait semblables et qui, un jour, régneront avec moi sur l'infini tout entier. »*

Quoi qu'il en soit de cette révélation ou de ce mythe poétique, énoncé comme une sorte de ballade légendaire pour éviter une solennité trop pompeuse, peu d'œuvres aujourd'hui revêtent une telle plénitude de sens en même temps qu'une maturité artistique aussi certaine. Il faut aller l'entendre, car elle exige un dispositif technique et surtout des solistes si exceptionnels (Annette Meriweather, soprano, Suzanne Stephens, clarinette basse, Boris Carmeli, basse, et Markus Stockhausen, trompette) qu'elle ne sera sans doute pas reprise de sitôt.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Dernières auditions à l'IRCAM, les 18, 20 et 21 octobre (à 20 h 30). « *Sirius* » a été enregistré par Deutsche Grammophon (2 disques, 2707.122). Cf. *le Monde* du 25 septembre 1976 (sur une audition partielle à la Sainte-Chapelle) et du 10 août 1977 (création de la version intégrale au Festival d'Aix-en-Provence), ainsi que l'entretien avec Stockhausen, du 21 juillet 1977.

■ **Theodor Guschlbauer succède à Alain Lombard, à Strasbourg, aux fonctions de directeur de la musique et de directeurs de l'Orchestre philharmonique.**

Mort du ténor Mario del Monaco

Mario del Monaco, l'un des plus fameux ténors de l'après-guerre – sans doute le plus héroïque – vient de mourir d'un infarctus du myocarde, dans sa propriété de Trévise (Vénétie), où il s'était retiré. Il était âgé de soixante-sept ans.

Les fervents du *bel canto* n'oublieront pas de sitôt, grâce au microsillon, le clairon ensoleillé de celui qui marqua ses rôles tonitruants de Don José, du Trovatore, d'Othello ou d'André Chénier. Car Mario del Monaco poussait le *contre-ut* de tous ses poumons athlétiques avec une force que son rival Guiseppe di Stefano n'osait pas délivrer. Ayant commencé à chanter dans le registre du baryton, à l'image de son idole Caruso, ce Toscan – il était né à Florence en 1915 – incarnait comme personne le type du ténor à voix dont les foules italiennes raffolent et qui connaissent la popularité universelle des toreros en Espagne. Mario del Monaco avait été l'un des rois de la Scala de Milan, sans parler de toutes les scènes mondiales du théâtre lyrique qui s'arrachaient ses engagements, et c'est à la Scala qu'il avait ses triomphes, jusqu'à ce qu'une certaine Maria Meneghini-Callas vînt l'empêcher, à grands renforts de coups de pied bas ou de pinçons, de prendre toute la scène scaligère pour lui au moment du « rideau » des fins d'opéras.

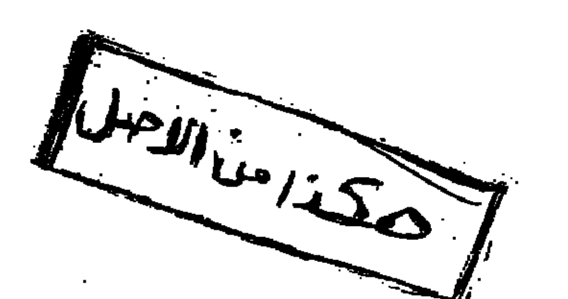
Le sourire « cheese » de Mario del Monaco, qui mettait une clarté éblouissante dans la belle face sonore, était célèbre. Connue de ses seuls familiers, en revanche : sa façon, dans la vie courante, de susurrer pour ménager son précieux organe – et aussi de soigner sa soufflerie en pratiquant les sports, notamment la natation. Et puis un jour de 1963, au volant d'une petite Toppolino – lui qui avait piloté des Ferrari – il avait été victime d'un très grave accident de la circulation à Rome, dont il ne s'était jamais remis. Après deux ans d'absence de la scène lyrique, il n'avait plus triomphé des époumonnements sublimes qui avaient fait sa renommée. Il avait tenté les opéras wagnériens, puis le chant religieux. Finalement, il s'était remis à la peinture. C'est devant une de ses dernières toiles qu'il a rendu le dernier soupir – une plainte inaudible.

OLIVIER MERLIN.

■ **On pourra entendre exceptionnellement le mardi 19 octobre à 20 heures, au grand auditorium de Radio-France, le légendaire musicien des rues de New-York, Moondog l'aveugle, diriger lui-même ses compositions. Moondog fait figure de pionnier parmi les minimalistes invités par Daniel Caux pour l'Atelier de création radiophonique, à l'occasion de la XIIe Biennale.**

■ **Louis Bertignac, le guitariste du groupe Téléphone, a été hospitalisé à Montpellier le vendredi 15 octobre à la suite d'une triple fracture de la clavicule. Jean-Louis Albert, Corinne Marienneau et Richard Kolinka ont improvisé un concert à trois après avoir annoncé que la tournée française serait reportée mais que toutes les dates prévues seront honorées au courant du mois de novembre.**





SPECTACLES

théâtre

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ICI ET LA (18 h 30), ELLE LUI DIRAIT DANS L'ILE (20 h 30). – *Comédie de Paris* (281-00-11).
LE CIRQUE. – La Huchette (326-38-99) 22 h 30.
LE RADEAU D'ASPHALTE. – Tourtour (887-82-48) 22 h 30.
ON N'EST PAS DES PIGEONS. – Sentier des Halles (236-37-27) 20 h 15.
LE REGARD OBSERVE. – Egragay-sur-Oise, Théâtre de l'Usine 20 h 30.
LA CROISADE DES ENFANTS. – Gennevilliers, galerie Edouard-Manet (799-86-68) 20 h 30.
DOM JUAN. – Ecole des beaux-arts (260-34-57) 20 h 30 (14).
LE RETOUR DU HÉROS. – Tristan-Bernard (522-08-40) 20 h 30.
UN AMOUR. – L'Épicerie (272-27-03) 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) : 19 h 30 : Roméo et Juliette.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : les Corbeaux.
CHAILLOT (727-81-15), le Foyer : 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec AndréFrénaud.
BEAUBOURG (277-12-33), cinéma-vidéo, 17 h : Trente ans de cinéma expérimental en France (1950-1980), 13 h, 16 h, 19 h : Nouveaux films, B.P.I. ; Concerts, 18 h : Cycle IRCAM (Stockhausen).
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 18 h 30 : Nouvel Orchestre de chambre français, Fl. Boffard ; L. Corbey (Vivaldi, Mozart, Leclair) ; 20 h 30 : Philharmonica Hungarica (Dir. Uri Segal) (Haydn, Kodaly, Bartok).

Les autres salles

ASTELLE - THÉATRE (238-35-53). 20 h 30 : le Malentendu.
CITÉ INTERNATIONALE, Grand théâtre (589-38-69), 20 h 30 : Don Quichotte.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 18 h 30 : le Funambule unijambiste ; 22 h : Kadoch.
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 ; le Cri dans la chapelle. – II. 18 h 30 : Noces de sang ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Tchoufa. – Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.
MAISON DES AMANDIERS (366-42-17), 14 h et 21 h : le Baladin du monde occidental.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Sado et Maso.
PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : Nuit de rêve : Bertrand.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Flock.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'Écume des jours.
TANGO (272-17-78), 20 h 30 : les Horreurs de la victoire.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage ; 20 h 30 : le Mal court.

Les concerts

ATHÉNÉE, 21 h : C. Ludwig, E. Werba (Beethoven, Schumann, Mendelssohn, Brahms, Dvorak).
ÉGLISE SAINT-JULIEN LE PAUVRE, 21 h : Ensemble Les ombres errantes (Purcell, Haëndel, Bull, Simpson).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chorale Vittoria d'Argenteuil, dir : M. Piquemal ; Orchestre français d'oratorio, dir : J.-P. Lore (Mozart).
GAVEAU, 20 h 30 : G. Kremer.
LUCERNAIRE, 19 h 45 : Duo Villaume (Sardetto, Haendel, Hal Vorsen).
RADIO-FRANCE. Auditorium 106, 20 h 30 : M. Sadanowsky (Bach).
SALLE CORTOT, 21 h : Ensemble vocal Rasquier-Wickham (Schubert, Schumann, Mendelssohn, Verdi...).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX, 21 h : G. Chelon, B. Sauvat.

Lundi 18 octobre

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) : H. Singer, J.-P. Sasson.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : les Diplomates.
CHEVALIERS DU TEMPLE (277-40-21), 22 h et 24 h : les Etoiles.
HIPPODROME DE PARIS (205-25-68), 20 h : Imagination.
NEW MORNING (523-51-41) (mer., d.), 20 h 30 et 23 h : Phil Woods.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Dixie Stompers.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-L. Longnon, D. Huck, G. Arvanitas, M. Michel, M. Sabini.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) : 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine ?
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz : Tout a changé ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. – II : 20 h 15 : les Bonniches ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ?
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) : I, 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 18 h 30 : Pas de fantaisie dans l'orangeade ; 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Paris-Paris.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 : les Grandes Sartreuses.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 15 : le Retour de l'Arlésienne ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.

Les festivals

XXe FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS (723-47-77)

Centre George-Pompidou (277-12-33) à partir de 18 h 30, Forum de la danse.

En région parisienne

ASNIÈRES, Grand Théâtre (790-63-12), 20 h 45 : R. Magdane.
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 20 h 30 : Récitations : Th. des Malassis.
IVRY, Studio (672-37-43), 20 h 30 : le Voyage immobile.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

(Séance réservée aux abonnés), 21 h : Hommage à Miklos Rozsa : Providence, d'Alain Resnais.

BEAUBOURG (278-35-57)
LUNDI 18 OCTOBRE

15 h : la Fête et les Invités, de J. Nemec ; 17 h : le Corbeau, de M. Berri, 1974 ; Ligne continue, de P. Stampfli, 1974 ; Yan Boe, de D. Avron et J.-R. Brunet, 1975 ; Robert F. Lying, de R. Bouquerel, 1975 ; F.S.C.T.Q., de G. Martedi et A. Bonnamy ; 19 h : Hommage à J. Schatzberg : l'Épouvantail.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e, (633-79-38) ; U.G.C. Danton, 6e, (329-42-62) ; Normandie, 8e, (359-41-18) ; Marignan, 8e, (359-92-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15e, (544-25-02). – V.f. : Rex, 2e, (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
DE LA VIE DES ESTIVANTS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
ELIA KAZAN OUTSIDER (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), mer.
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.
ET TOUT LE MONDE RIAIT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e, (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA FIÈVRE DE L'OR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES GAMINS D'ISTANBUL (Turc, v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).
LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
GEORGIA (A., v. o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).
LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Richelieu 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
HAMMETT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62), mer. et j. ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
ILS APPELLENT ÇA UN ACCIDENT (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03), mer. et j. ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
JAGUAR (Phil., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).
KILLER OF SHEEP (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LÉGITIME VIOLENCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LES FILMS NOUVEAUX

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, film américain de Woody Allen. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Bastille, 12e (347-79-17).
MEURTRES A DOMICILE, film franco-belge de Marc Lobet. Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (326-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE PETIT JOSEPH, film français de Jean-Michel Barjol. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
VICTOR, VICTORIA, film américain de Blake Edwards. V.o. : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
MAMAN IXE (**), film français de Lionel Soukaz. Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
MAMAN (QUE MAN) (**), film français de Lionel Soukaz. Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
MAD MAX II (Austr., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) – V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) : Murats, 16e (651-99-75). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE MARQUIS S'AMUSE (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).
MEURTRES EN DIRECT (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71).
PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) mer. et jeu. ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).
PASSION (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
POLENTA (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
PORKY'S (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) matinée.
POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ETRE HEUREUX ? (Fr.) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
REDS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LA TRUITE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
LES YEUX DE LA FORÊT (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 13 h 45 et 16 h 10.
L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Templiers (272-94-56), 19 h 30.
AU-DELA DU RÉEL (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
CHINATOWN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.
DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h.
DODES CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), hor. spéc.
L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
EN ROUTE VERS LE SUD (Holl., v.o.) : Chatelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 55.
HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.
LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.
JACK LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h.
JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 10.
MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 10.
MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
MALICIA (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h.
MASCULIN-FÉMININ (Fr.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18), 12 h, 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 10.
PRIMA DELLA REVOLUZIONE (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 20.
RAGTIME (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 40.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82), 14 h, 15 h 40.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 05 et 0 h 20.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 12 h et 18 h 15 ; Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 20.
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Regarder français

Ce qu'il doit être vexé, Jack Lang – du moins il le serait s'il n'avait pas mieux à faire que de traîner devant la télé, – en voyant le véritable raz de marée qui déferle sur nos antennes avec une force redoublée depuis que précisément il a tapé du pied en prétendant l'arrêter. C'est bien simple : du samedi au dimanche en fin d'après-midi, on a eu droit, sur les deux premières chaînes, à sept séries américaines. Fabuleux, non ?

Et ce n'est pas tout. Le succès sur A 2 d'« Incroyable mais vrai », emprunté en grande partie à une émission célébrissimme dans le monde entier, une émission inspirée du Guiness Book of Records, *une émission* made in *U.S.A., a incité Pierre Bellemare à singer Jacques Martin en présentant la même chose, à la même heure, sur TF 1. Ainsi a-t-on pu applaudir, entre deux chansons de Nana Mouskouri, l'adresse d'un grutier du Middle-West, capable de poser 3 tonnes d'acier sur un œuf sans le briser.*

Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. Nos propres productions ont elles-mêmes atteint un tel record de médiocrité prétentieuse et mollassonne que le meilleur moment de cet interminable week-end, c'est avec « Starsky et Hutch » – toujours eux ! – qu'on l'a passé. Le samedi soir, dans un grand élan de patriotisme rétrospectif, on a pris une décision pleine de risques, une décision à vrai dire héroïque en préférant à « Dallas » « Deuil en vingt-quatre heures », ce feuilleton tiré du roman de Pozner sur la guerre de 40. On a tenu bon pendant trente-cinq minutes. Et puis, découragé, épuisé par la lenteur piétinante du récit, par l'absence de rythme et l'insidieux ennui que distillait cette évocation, pourtant prometteuse, d'une page (un peu oubliée déjà ou encore mal connue) de notre récent passé, lâchement, on a filé rejoindre J.R. en jurant bien qu'on ne nous y reprendrait plus.

Que voulez-vous, il n'y a rien à faire : nous ne sommes pas capables de raconter une histoire sans chichi, sans bla-bla, sans temps morts, une histoire lancée d'une main experte et preste, qui rebondisse et fasse des ricochets, fixe et retienne l'attention jusqu'au générique de fin. Si les directeurs de programmes choisissent d'accrocher à la grille de nos week-ends ces produits d'importation, ce n'est pas qu'ils soient particulièrement bon marché. « Dallas » coûte tellement cher que la B.B.C. a dû renoncer à en poursuivre la diffusion. Non, c'est parce que nous les aimons. On ne demanderait pas mieux que de regarder français. Il suffirait qu'on nous en donne l'occasion. Une bonne occasion.

CLAUDE SARRAUTE.

LE VIIIe VIDCOM A CANNES

Se placer sur le marché de la vidéocassette

Cannes. – La prochaine redevance sur les magnétoscopes (471 F) prévue par le budget 1983 contribuera à l'équilibre des comptes des chaînes de télévision, a indiqué le 16 octobre M. Georges Fillioud, ministre de la communication, à l'occasion de sa visite au Vidcom (marché international de la vidéocommunication), qui se tient à Cannes du 15 au 19 octobre. Cette taxe permettra également de compenser les pertes de recettes découlant de l'exonération de la redevance T.V. des huit cent mille personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu. Ce n'est, a précisé le ministre, qu'à partir de 1985 que cette redevance sera affectée à la création de programmes.

Evoquant les projets de la quatrième chaîne, M. Fillioud a laissé entendre qu'une formule mixte serait retenue pour les programmes grand public diffusés aux heures de large audience : système à péage pour certains soirs, accès libre pour d'autres.

Le huitième Vidcom est en tout cas marqué par la multiplication des sociétés de distribution de programmes qui proposent aux détenteurs de magnétoscopes des catalogues de plus en plus variés.

De notre envoyé spécial

De 150 000 en 1980, les ventes en France de vidéo cassettes préenregistrées atteindront cette année le chiffre de 900 000, et on attend le doublement pour 1983. Pour se placer sur de tels marchés, il ne faut s'y lancer ni trop tôt ni trop tard. Hachette, pour ne citer que ce grand groupe, et d'autres en ont fait dans la précédente décennie la douloureuse expérience. Mais ceux qui ont raté le coche ces deux ou trois dernières années auront du mal à remonter la pente, car les places sont en passe d'être prises. Il y a les « majors » intégrés, de la production de films à la distribution de vidéocassettes : Polygram, R.C.A., Columbia, voire Gaumont. Il y a quelques grands groupes, comme Filipacchi, qui distribue les titres de la société américaine Warner, et la Compagnie luxembourgeoise de télévision. Il y a ceux qui se réveillent avec retard : Hachette, Havas, Publicis. Il y a enfin quelques jeunes firmes françaises, telles Cinéthèque et, surtout, Régie Cassette Vidéo.

Lancée en 1979 par M. Yves Rousset-Rouard, l'heureux producteur du film *Emmanuelle*, *R.C.V. couvre aujourd'hui le tiers du marché français de l'édition et de la distribution de vidéocassettes. De 15 millions de francs en 1980, son chiffre d'affaires (T.T.C.) frôlera les 200 millions cette année et devrait atteindre 400 millions de francs en 1983 (1).*

« Surface financière »

A l'origine, simples reproducteurs et distributeurs de films grand public, les sociétés d'édition de vidéocassettes sont contraintes aujourd'hui d'élargir leur catalogue, de proposer au public de plus en plus de titres, de plus en plus de genres. Voire de se lancer dans la production des films. Bref, c'est la course aux programmes, d'où la multiplication des accords avec des sociétés qui disposent de « gisements intellectuels ».

Ainsi, R.C.V. a annoncé à Cannes une série d'opérations spectaculaires. Un accord avec l'Institut national de l'audiovisuel pour reproduire d'anciennes émissions télévisées (*le Monde* du 11 septembre) va lui permettre de proposer six nouvelles collections : des feuilletons T.V. célèbres comme *Jacquou le Croquant* » ; des émissions de variétés (notamment celles de Jean-Christophe Averty), littéraires, musicales, théâtrale, etc. Avec les Presses universitaires de France, R.C.V. a l'intention d'adapter des titres de la collection « Que sais-je ? » en vidéocassettes. Un accord est en préparation avec Antenne 2 pour diffuser une trentaine de pièces de théâtre et des opéras. Enfin, R.C.V. propose un premier vidéodisque avec un magazine de reportages sur divers pays.

Parallèlement, la société a mis au point une banque de données qu'elle va relier progressivement aux points de vente. Elle va dans un premier temps équiper – à ses frais – cinq cents des deux mille cinq cents vidéoclubs de France de terminaux reliés à son outil informatique. Chacun de ces vidéoclubs pourra se renseigner sur le catalogue et l'état des stocks de R.C.V. et lui passer directement commande par téléinformatique.

Il y a – ce VIIIe Vidcom en témoigne – beaucoup de candidats qui souhaitent se faire une place sur ce nouveau marché de la vidéo. Pourtant, chacun en est conscient, il n'y aura finalement que peu d'élus. Seuls subsisteront ceux qui présenteront les catalogues les plus larges ou les mieux « ciblés » et qui pourront amortir les frais sur le marché international. Mais subsisteront également ceux qui auront la surface financière suffisante. D'où la présence dans le capital de R.C.V. – à hauteur de 35 % – d'un groupe comme les Editions mondiales, ou dans celui de Cinéthèque de la Compagnie financière Edmond de Roth-schild.

Quant aux dizaines de petites firmes qui ont proliféré depuis deux ans, on peut craindre que bon nombre d'entre elles ne disparaissent, avec l'espoir cependant pour certaines de se faire racheter au prix fort. Bref, le marché de la vidéo risque fort de suivre le même chemin que celui du livre.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Lire notamment « R.C.V. : la politique du ballon » dans *le Monde-Dimanche* du 26 septembre.

Antenne 2 développe sa production de vidéogrammes

A l'occasion du Vidcom, Antenne 2 a annoncé la signature d'accords importants pour l'édition sur vidéogrammes d'un certain nombre de ses programmes. Les œuvres théâtrales y occupent une place privilégiée, l'édition de cassettes de vingt et un spectacles de l'Opéra de Paris, coproduits par Antenne 2 et le théâtre national de l'Opéra durant le mandat de M. Rolf Lieberman, faisant actuellement l'objet d'une négociation.

« *Le premier objectif de la chaîne*, explique M. Jean Rouilly, directeur adjoint pour les affaires internationales et commerciales d'A 2, *est d'assurer aux œuvres télévisuelles une audience maximale et pallier ainsi l'aspect éphémère du passage à l'antenne. Le second souhait est d'ordre financier, puisque l'opération doit pouvoir bénéficier à la fois aux auteurs, dont la garantie des droits était un critère essentiel de toute négociation, et pour la chaîne qui peut y trouver une nouvelle source de financement. Cela fait partie d'une stratégie globale d'Antenne 2 dans laquelle entre aussi le développement des coproductions* ».

Une collection « Vidéo-Théâtre » (cinémathèque) proposera prochainement treize œuvres théâtrales coproduites par les Artistes français associés et enregistrées par Antenne 2, parmi lesquelles « *le Tour du monde en 80 jours* », « *le Canard à l'orange* » ou « *Lorsque l'enfant paraît* », ainsi que deux spectacles proposés par Silvia Monfort. Une collection Théâtre (R.C.V.) réunira trente œuvres théâtrales sélectionnées dans le catalogue d'A 2. Un premier tome des « Grands Moments de la caméra invisible et de la caméra cachée » (la Guéville vidéo) coproduit par l'INA et une série de cassettes consacrées à l'émission hebdomadaire « Gym Tonic » (société Claude Carrère) et au « Grand Échiquier » (Hachette vidéo) compléteront cette série de vidéogrammes d'Antenne 2. D'autres accords sont actuellement en cours de négociation, parmi lesquels celui portant sur l'émission « Apostrophes ».

PRESSE

M. ROLAND LEROY : il faut abroger l'article 39 bis

Dans un éditorial du quotidien *la Marseillaise*, M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, traitant du pluralisme de la presse écrite, estime qu'« *il faut reconstituer une diversité qui a été systématiquement défaite.*

« *Giscard d'Estaing et Chirac avaient bâti une législation au service des plus riches. Mais ce qui était naturel sous leur pouvoir ne peut plus l'être aujourd'hui : il faut abroger leurs textes et particulièrement l'article 39 bis du code des impôts qui fait profiter de dégrèvement fiscaux les journaux qui font des bénéfices* », poursuit M. Leroy qui demande que « *les économies réalisées par la suppression de cette injustice soient affectées aux journaux non bénéficiaires – dont les journaux régionaux d'opinion – qui en ont un besoin criant* ».

[L'article 39 bis du code général des impôts permet aux entreprises de presse de constituer, en exonération d'impôts, pour investissements à hauteur de 60 % des bénéfices pour les quotidiens et 40 % pour les périodiques (autrefois 100 %). Cette disposition a permis aux entreprises de se moderniser une première fois après la guerre, puis une seconde fois lors du passage, ces dernières années, à la photocomposition et à l'impression offset.

● *M. Charles Laprévote (l'Est républicain)* a été élu président du Syndicat des journalistes C.G.C. au terme d'un congrès réuni à Strasbourg. Il remplace M. Marc Coulet (*Var Matin*). Le nouveau président sera assisté de MM. Daniel Pautrat (TF1), délégué général Paris) et Louis Cagnol (*Nice Matin*, délégué général province), qui a été reconduit dans ses fonctions. Les nouveaux secrétaires respectifs sont MM. Jacques Rebèche (*Cadres et Maîtrise*) et Jacques Daudin (*l'Est républicain*). Mme Françoise Varenne (*le Figaro*) a été élue trésorière.

Lundi 18 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Cinéma : La Course à l'échalote.
Film français de C. Zidi (1975), avec P. Richard, J. Birkin, M. Aumont, A. August, H. Deus, L. Rego, C. Dauphin (rediffusion).
Un fondé de pouvoir modèle, remplaçant le P.-D.G. de la banque où il travaille, poursuit trois travestis de l'Alcazar qui se sont emparés d'une mallette contenant un document important. Sa petite amie anglaise et un commissaire de police participent à ses aventures rocambolesques.
Thème bien connu de la « course-poursuite » assaisonnée, ici, de quiproquos et de gags, façon Zidi de la bonne époque. Le réalisateur tient le rythme jusqu'au bout et Pierre Richard joue un farfelu qui aurait pris des leçons chez les Marx Brothers.

22 h 10 Magazine : l'Enjeu.
De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller.
Les raisins de la reconquête ; La concurrence en mer ; Le difficile pari de l'investissement ; l'Angleterre : l'interminable purge.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel. Ceux qui font le spectacle.
Autour de Michel Sardou, Michel Audiard, Bernard Blier, Claude Lelouch, Marcel Jullian, Jacques Ruffié, professeur au Collège de France...

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Le Petit Prof. (rire du lundi).
Film français de C. Rim (1958), avec D. Cowl, B. Altariba, Y. Robert, C. Barry, E. Beauchamp, V. Verlhac, F. Blanche (N.).
La vie et les mésaventures d'un Français moyen, né en 1925, le jour de la signature du pacte de Locarno et destiné à connaître, en principe (!) le règne de la paix éternelle.
Darry Cowl – excellent, sans bafouillage – est le héros, optimiste malgré tout, d'une suite de sketches satiriques s'exerçant sur l'histoire de France et les mœurs de la petite bourgeoisie. Un film d'auteur qu'on n'avait pas revu depuis longtemps.

22 h Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
Emission de Georges Pernoud, « La vocation maritime du lac Léman ».

23 h Musiclub.
Hommage à Robert Casadesus : Année Beethoven, 9e « sonate pour violon et piano » opus 47 en la majeur.

FRANCE-CULTURE

20 h Carte blanche : « Les Blouses », de R. Boutefeu.
20 h 30, Copyright one : « La Séparation ou le mutant volant », de C. Pereira.
21 h L'autre scène ou les vivants et les dieux.
22 h Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Centre musical de Los Angeles) : « six pièces, op. 6 », de Webern ; « concerto à la mémoire d'un ange », de Berg ; « symphonie n° 9 », de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles. Dir. : C.-M. Giulini. Soliste : I. Perlman.
23 h La nuit sur France-Musique : aspects de la musique française (Rabaud, Satie, Lejeune).

Mardi 19 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Météorologie.
12 h 10 Juge Box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Automobile : le prix des pièces détachées.

20 h 35 La galaxie industrielle an 2000 : une révolution inachevée.
Emission de Jean Boissonnat et Jean Labib.
Il s'agit avant tout d'un « spectacle » et « non d'une émission d'histoire ou d'un documentaire », dit le réalisateur. La révolution industrielle est ici un spectacle où chacun joue son rôle : Watt et sa machine, Henri Ford, des entrepreneurs japonais et bien d'autres.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 5 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.

15 h 50 Reprise : Chantez-le moi.
(Diffusée le 17 octobre à 20 h 35.)

16 h 50 Entre vous.
De Louis Bériot.

17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Automobile : prix des pièces détachées.

20 h 35 Cinéma : Les bidasses en folie.
Film français de C. Zidi (1971), avec J.-G. Fechner, G. Rinaldi, L. Rego, G. Philipelli, J. Sarrus, M. Game.
Nés le même jour, en 1951, dans un village normand, cinq garçons deviennent des amis inséparables, décident de former un groupe de pop-music et, appelés au service militaire, se distinguent par leurs blagues et leur anticonformisme.
Premier film de Claude Zidi avec les Charlots pour interprètes. Une comédie qui connut un très grand succès commercial grâce à la fantaisie délirante des cinq lurons et à une mise en scène menant les gags à toute allure.

22 h 5 Magazine : Lire, c'est vivre.
De P. Dumayet. « La Vie d'un simple », d'Emile Guillaumin.
La Vie d'un simple *est un livre publié en 1904 par un paysan écrivain du dimanche. Ce témoignage est une peinture de toute une classe sociale à la fin du dix-neuvième siècle. Pierre Dumayet a recueilli les impressions de lecture des habitants de La Villedieu, Ribelles et Lachamp en Lozère.*

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre : Fédération sportive et gymnique du travail.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.

20 h 35 Magazine : La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités Gaumont : 20 h 45, Dessin animé : Tom et Jerry.

20 h 55 Cinéma : L'Étrange créature du lac Noir.
Film américain de J. Arnold (1954), avec R. Carlson, J. Adams, R. Denning, A. Morenno, N. Paiva, W. Bissel, B. Chapman.
Une expédition scientifique américaine découvre, en Amazonie, un monstrueux homme-poisson qui, après de violents affrontements, s'empare de l'assistante d'un biologiste et l'emmène dans son repaire.
Film d'épouvante – reprenant, d'une certaine façon, le thème de King Kong *– avec d'impressionnantes prises de vues sous-marines. Tourné en 3 D – impression et relief – ce film avait été exploité en France dans sa version « plate ». On le verra en relief, à la télévision, avec les lunettes spéciales rouges et vertes.*

22 h 35 Journal.

22 h 45 Cinéma : Bagarres au King Créole.
De Michael Curtiz.
Film américain de M. Curtiz (1958), avec E. Presley, C. Jones, D. Hart, D. Jagger, L. Montevecchi, W. Matthau.
Un jeune homme travaillant dans un cabaret de La Nouvelle-Orléans, devient, un peu malgré lui, chanteur à succès. Il est pris dans les rivalités de gangsters qui veulent se l'attacher, l'exploiter.
Elvis Presley, tout en gardant sa légende, montrait des dons de comédien dans ce « film noir » à l'ambiance lourde et dramatique.

0 h 35 Prélude à la nuit.
Concert Corre et Exerjan (pianistes), sonate de F. Poulenc.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Etranger mon ami.
11 h 2, Musiciens français contemporains (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : métros.
14 h 5, Un livre, des voix : Un amour de soi, de Serge Doubrovsky.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; 15 h 30, Points cardinaux ; 16 h 30, Micromag.
17 h, Le voyage du dalaï-lama en France.
18 h 30, Feuilleton : Gaspard des montagnes.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Douze clés pour la physique.
20 h, Dialogues franco-allemands : Goethe et la science.
21 h, Musiques de notre temps : Ebauches pour un alphabet : Michaël Levinas.
22 h, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

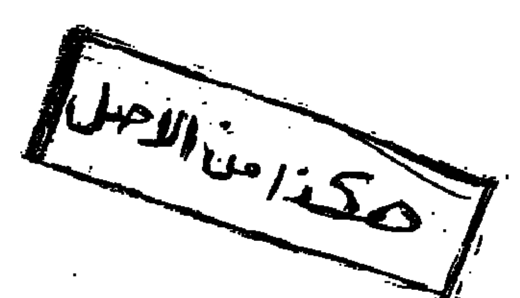
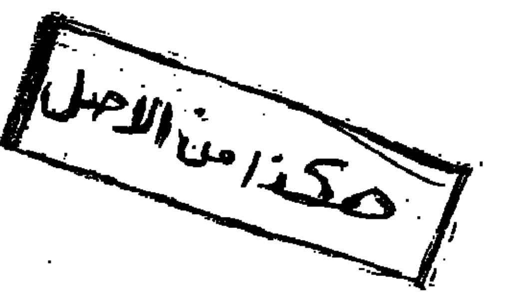
9 h 5, D'une oreille l'autre : musiques de Belgique, un début de siècle : œuvres de Lekeu, Absil, de Greef, Benoit, Vieuxtemps, Jongen, Ysaye ; les orgues de Wallonie.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui
12 h 35, Le jazz en France.
13 h, Opérette : « Zémire et Azor », de Gretry.
14 h 4, Boîte à musique : « Cantique de Moïse », de Moulinié, par l'ensemble Les arts florissants ; 14 h 30, les Enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : 400 ans de musique hollandaise, œuvres de Ockeghem, van Blackenburg, Meder, Fodor, Loevendie.
17 h 2, Spécial Festival de Hollande 1982.
18 h, Concert (en direct du pavillon Saint-Sauveur à Lille) : œuvres de François, Stockhausen et Meyering, par l'Ensemble Horizons sonores, dir. P. Mestral.
19 h 5, Les grandes voix du Nord : œuvres de Gounod, Charpentier, Ravel, Rossini, Poulenc, Bizet, Verdi, Saint-Saens, Berlioz, Thomas.
20 h 30, Concert (en direct du Grand Théâtre de Lille) : « Capriccio », de Keuris ; « Mond open, ogen dicht », de Van Manen ; « Quatre satires », de Satie ; « Sérénade n° 10 Gran Partita », de Mozart, par le Nederland Blasers Ensemble.
23 h, La nuit sur France-Musique : Jazz club, en direct du Vegastore.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 19 OCTOBRE

– *Mgr Dom Helder Camara*, archevêque de Récife (Brésil) et *M. Menotti Bottazzi*, secrétaire général du C.C.F.D. (Comité catholique contre la faim et pour le développement) sont invités au journal de 12 h 45, sur Antenne 2.

● *La Haute Autorité de la communication audiovisuelle* vient de nommer les représentants du personnel aux conseils d'administration des différentes sociétés (sauf à Radio-France internationale et à la Société de radio et télévision d'outre-mer, où ils seront désignés ultérieurement. Il s'agit de : MM. Stéphane Manier (C.F.D.T.) et Gérard Marguenaux (F.O.) à TF 1 ; MM. Alain Cafot (C.F.D.T.) et Jean-Pierre Marchand (C.G.T.) à Antenne 2 ; Mme France Delahalle (C.G.T.) et M. Jean-Pierre Courbet (SCORT, syndicat de cadres) à FR 3 ; MM. Pierre Noguera (C.G.T.) et Alain Ménargues (F.O.) à Radio-France ; MM. François Courtin (C.G.T.) et Michel Subiela (C.F.D.T.) à la S.F.P. ; Mme Jacqueline Alary (C.G.T.) et MM. Henri Gillet (C.F.D.T.) et Lucien Robert (SCORT) à T.D.F. ; MM. Georges Horn (C.F.D.T.) et Jean-Paul Roux (C.G.T.) à l'INA. Soit six représentants de la C.G.T., cinq de la C.F.D.T., deux de F.O. et deux du SCORT.

CARNET

Décès

JEAN MAIREY

Geneviève Mairey, née Schmidt, son épouse.
François et Madeleine Mairey,
André, Denise et Aude Mairey, ses fils, belles-filles et petite-fille.
Marcelle Schmidt, Georges et Georgette Anderla, Madeleine Sutterlin, ses belles-sœurs et beau-frère,

ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 16 octobre 1982 à Montbard (Côte-d'Or), dans sa soixante-seizième année, de

Jean MAIREY,
agrégé de l'Université,
commissaire de la République honoraire,
ancien secrétaire général du ministère de l'intérieur,
compagnon de la Libération,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes.

La cérémonie funèbre aura lieu le mercredi 19 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Urse, à Montbard (Côte-d'Or).

« Patriam servando victoriam tulit. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né à Dijon en 1907, militant des jeunesses socialistes de cette ville, agrégé d'histoire et géographie, professeur à Lyon, M. Mairey est entraîné dans la Résistance par Georges Bidault. Il milite au mouvement Combat avant de prendre le maquis dans le Morvan et d'appartenir au MUR (Mouvements unis de la Résistance). Il sera fait compagnon de la Libération en 1945.
En 1944, il entame une carrière préfectorale en devenant commissaire de la République pour la Bourgogne et la Franche-Comté. Il est ensuite successivement préfet de la Seine-Inférieure, directeur général de la Sûreté nationale en 1954 (nommé à ce poste par M. Mitterrand, alors ministre de l'intérieur), secrétaire général du ministère de l'intérieur en 1957 et quelques mois plus tard préfet de la Gironde.
Au retour du général de Gaulle, en 1958, M. Mairey est de nouveau nommé secrétaire du ministère de l'intérieur. Il milite au sein de l'Union démocratique du travail, groupement de gaullistes de gauche allié à l'U.D.R. En 1960, de Gaulle le charge d'organiser le voyage en France de M. Khrouchtchev.
De 1961 à 1964, M. Mairey occupe les fonctions de président-directeur général d'Avenir-Publicité, filiale de l'agence Havas. Il est nommé préfet hors cadre en 1964. Il était président de la Société d'entraide des compagnons de la Libération. En 1974, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, il appelle les électeurs qui ont voté pour M. Chaban-Delmas au premier tour à reporter leurs voix sur M. Mitterrand.]

— Mme Colette Bayen,
Les docteurs Françoise Bayen et Daniel Allée,
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Bricout et leurs enfants,
Mme Yvonne Ravillon-Bayen,
M. et Mme Roger Bayen,

Les familles Bayen, Ravillon, Brochard et Dupré,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile BAYEN,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
rappelé à Dieu, dans sa soixante-dix-septième année, le 15 octobre 1982.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 19 octobre, à 14 heures, en l'église d'Heiltz-le-Maurupt (Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

— *Mme Ferny Besson, son épouse,*
M. et Mme Jean-Pierre Besson, ses enfants,
Eric, Claire, Valérie Besson, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Raoul BESSON,
ingénieur E.P.C.I.,

survenu à Paris, le 13 octobre 1982.
Il repose auprès de son fils,

Gérard BESSON,

mort pour la France le 17 février 1958.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Vaudoy-en-Brie, dans la plus stricte intimité.
26, rue des Plantes, 75014 Paris.

— Mme Maurice Daroussin, son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Journé et leurs enfants,
M. et Mme Jean Torrès et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DAROUSSIN,
directeur honoraire à l'Assemblée nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,

survenu le 15 octobre 1982, à l'âge de soixante-dix ans.
Le service religieux, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris (16e), sera célébré le mercredi 20 octobre 1982, à 8 h 30, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Poissy (Yvelines).
Cet avis tient lieu de faire-part.

162, boulevard Malesherbes,
75017 Paris.

— Mme Walter Goldschmidt,
Mme Fanny Steindecker,
M. et Mme Yves Khan et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Jacob et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Walter GOLDSCHMIDT.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.
Cet avis tient lieu de faire-part.
6, rue Puvis-de-Chavannes, Paris.

— M. et Mme Alain Griotteray et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Paul Giudicelli,
M. et Mme Jean Barthelemy,
M. et Mme Maury Perseval,

Mme F. B. White et ses enfants,
M. et Mme Patrick White,
M. et Mme Martin Bradford,

M. et Mme Bernard Leclair et leur fille, Mlle Stéphanie Leclair,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mlle Claude GRIOTTERAY,

leur sœur, belle-sœur et tante, enlevée à leur affection le jeudi 14 octobre 1982.
Priez pour elle.
Une messe de requiem sera célébrée le mardi 19 octobre 1982 en l'église Saint-Pierre de Charenton, sa paroisse, où l'on se réunira à 10 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Auteuil dans l'intimité familiale.

71, rue de Paris,
94220 Charenton-le-Pont.

— *Les président et anciens présidents* du conseil d'administration,
Ainsi que le personnel de la Compagnie financière de Suez
ont le profond regret d'annoncer le décès de

M. Michel HOMOLLE,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
Directeur général honoraire de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez,
ancien administrateur de la Compagnie financière de Suez,
survenu accidentellement à Neuilly-sur-Seine, le jeudi 14 octobre 1982.
1, rue d'Astorg, 75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre LOCHET,
journaliste,
survenu le 15 octobre, dans sa soixante et unième année.
Les obsèques auront lieu en l'église de Faverolles (Loir-et-Cher), mardi 19 octobre, à 14 h 30.
La levée du corps aura lieu mardi 19 octobre, à 7 h 45, 22, rue Bruand, Paris (13e).
De la part de :
Mme Pierre Lochet, son épouse,
Catherine, Jean, Véronique, Jean-Michel, Pierre-Yves, Maryse, Marie, Jean-Baptiste, ses enfants et petits-enfants.
11, rue Jules-Lemaître, Paris (12e).

— Mme Robert Logerot, née Andrée Cosserat,
M. et Mme Jean-Marie Logerot et leurs enfants,
M. et Mme François Logerot et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert LOGEROT,
professeur honoraire,
ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud,
croix de guerre 1939-1945,
officier des Palmes académiques,
survenu le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le 19 octobre 1982.
88580 Saulcy-sur-Meurthe (Vosges),
Rue Raymond-Panin.
92200 Neuilly-sur-Seine,
51, rue Madeleine-Michelis.
75007 Paris,
36, rue de Bellechasse.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Charlotte PÉPIOT-FOVEL,
Lenoir dans la Résistance,
De la part de sa fille Geneviève et de ses petits-enfants.
De la part également de Philippe et Pierre Bernier à qui elle a consacré une vie de dévouement, de courage et d'affection.
Enfin de la part de ses anciens camarades des maquis F.F.I.-F.T.P. du Lot.
Endormie à quatre-vingt-seize ans, dans la paix du Seigneur, munie des sacrements de l'Eglise, elle repose dans le caveau de la famille Bernier, à l'ancien cimetière Parisien de Saint-Ouen.
Ni fleurs ni couronnes. Ses amis sont invités, comme elle le souhaitait, à verser leurs dons à Médecins sans frontières ou à Amnesty International.
271, rue Saint-Jacques, Paris.

— M. et Mme Michel Grenouilleau,
M. et Mme Jacques Valette,
Mme E. Millet,
Mme A. Appigli,
M. et Mme M. Burgun,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, sœur et grand-mère,
Mme Marthe VALENTIN,
directrice honoraire de lycée à Tunis,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu à Boug-de-Péage (Drôme) le 16 octobre 1982.
99, avenue du Général-Leclerc,
94700 Maisons-Alfort.
1, rue Marius-Moutet,
26300 Bourg-de-Péage.

— Mme Roger Viellefosse, ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger VIEILLEFOSSE,

survenu le 14 octobre 1982, suite à une cruelle maladie, dans sa soixante-treizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 Octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris (7e).
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

13, villa Croix-Nivert,
75015 Paris.

— La direction et le personnel des *Laboratoires Septodont* ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger VIEILLEFOSSE,
directeur scientifique des Laboratoires Septodont,

survenu le 14 octobre 1982, dans sa soixante-treizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, Paris (7e).
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

Remerciements

— M. Marcel Quiblier, président général,
Et le bureau de la *Fédération nationale de l'industrie et des commerces en gros des viandes,*
profondément touchés par les très nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçu à la suite du décès du
président LEMAIRE-AUDOIRE,
adressent leurs très sincères remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Pour le vingtième anniversaire de
Robert FOSSORIER,
le 18 octobre 1962, sa femme et ses enfants demandent une pensée amicale à ceux qui l'ont connu et apprécié.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le samedi 23 octobre 1982 en l'église Saint-Denys de Vaucresson (Hauts-de-Seine), à l'intention de
Patrick DARNAUD,
décédé accidentellement le 23 mars 1982, à Los Angeles (U.S.A.), dans sa vingt-sixième année.
Nous tous qui l'aimions, nous vous invitons à vous unir par la pensée et par la prière.

— Une messe à la mémoire du
Père André Jean FESTUGIÈRE,
de l'Ordre des Frères prêcheurs,
membre de l'Institut,
décédé le 13 août 1982, sera célébrée en l'église du couvent de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, le mercredi 27 octobre, à 18 h 30.
De la part
Du Povincial des dominicains de Paris,
Des Frères du couvent Maydieu,
De Mme Laurent Bailif,
Mme Etienne Hudault,
M. et Mme Jean Scalbert,
Et de toute leur famille.

Communications diverses

— **Nane STERN**
vous invite au Grand Palais pour la FIAC 1982, où elle présente les peintures de
Raymonde GODIN, IVACKOVIC, KALLOS,
du 22 octobre au 1er novembre 1982 et prête sa galerie à
Christian LAMBERT,
du 19 au 30 octobre 1982, pour une exposition de ses maîtres miniaturistes d'Indonésie, de 15 h à 20 h 30 sauf dimanche et lundi.
25, avenue de Tourville,
75007 Paris,
Tél. : 705-08-46.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur liquidation de biens au Palais de Justice à Paris
le JEUDI 21 OCTOBRE 1982, à 14 heures - EN TROIS LOTS
1er Lot - PETITE PROPRIÉTÉ
comp. PAVILLON élevé s/cave d'un r.-d-ch. comp. véranda, ent., gde cuis. am. plac. de rang., dég. int. p. accès à s. d. bains, 5 pl. de rang., séj. av. esc. rustique et tablettes de rangt., studio av. L., gde porte vitrée ayant un acc. s/jard., pte terrasse, perron, ch. contiguë et d'un ét. comp. de 2 ch. mans. - jardin d'agr. et fruit. - 2 gar. poulailler, pig. et clap. - pt bassin et rocher - LOUÉ
3, av. André-Dreyer à CHAMPIGNY-S-MARNE (Val-de-M.)
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
à MERLIMONT (Pas-de-Calais)
2e Lot - TERRAIN « Lieudit le Parc »
Bd. de Stella-Plage sans numéro et av. du Parc sans numéro cadastré section E, no 1002, pour 800 mètres carrés
MISE A PRIX : 10.000 FRANCS
3e Lot - TERRAIN « Lieudit La Plage »
Av. de Belgique sans numéro et rue de la Canche sans numéro cadastré section E no 39 pour 676 mètres carrés
MISE A PRIX : 10.000 FRANCS
S'adr. à Me LYONNET DU MOUTIER, av., 182, r. de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 260-48-09. Me Bernard MEILLE, synd., 79, r. du Temple, Paris 3e.
Au greffe des criées du T.G.I. de Paris, où le cahier des charges est déposé
Et sur les lieux pour visiter

VENTE *s/saisie immobilière au Palais de justice* CRETEIL
le JEUDI 4 NOVEMBRE 1982, à 9 h. 30
PAVILLON D'HABITATION à LIMEIL-BRÉVANNES
(94) 27, rue du Tertre, compr. rez-de-ch., 1 ét., grenier avec jardin et garage. CONTENANCE 720 m².
M. à P. : 130 000 F - S'adr. Me Léopold-Couturier
et BETHOUT, avoc. assoc., 14, r. d'Anjou, Paris-8e. Tél. : 265-92-75.
Tous avocats près tribunal grande instance Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.
Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au *Palais de Justice* de BOBIGNY
le MARDI 2 NOVEMBRE 1982 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT :
UN PAVILLON D'HABITATION
sur un TERRAIN cadastré section A no 658 pour 437 m²
à LIVRY-GARGAN (Seine-Saint-Denis)
21, allée Vendôme - Mise à prix : 25.000 Francs
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. 854-90-87.

Vente sur licitation au Palais de Justice de Créteil (94)
le jeudi 28 octobre 1982, à 9 h 30 — EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ A CACHAN
comprenant un pavillon d'habitation de 5 pièces principales, cuisine, dépendance, terrain. Le tout d'une contenance de 3 a. 59 ca.
RUE NOUVELLE NUMÉRO 10
MISE A PRIX : 250 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à Me Y. BECOGNÉE, P. COURNOT et O. SERS, avoc. ass. à PARIS (5e), 11, rue Soufflot. Tél. : 325-84-80. — Me OUSSEDIK et BENACHENHOU, avoc. à PARIS (5e), 22, boul. Saint-Germain. Au Greffe des Criées du T.G.I. de CRÉTEIL, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 4 novembre 1982, à 14 h.
EN SEIZE LOTS :

1) LOCAL	COMMERCIAL, rez-de-ch. compr. BOUTIQUE sous-sol atelier	M. à P. : 150.000 F
2) APPART.	au 2e ét., compr. entrée, 4 pièces, cuisine, penderie, WC	M. à P. : 150.000 F
3) APPART.	au 2e ét., compr. entrée, 4 pièces, cuisine, s.d.b., dégagement, WC	M. à P. : 200.000 F
4) APPART.	au 4e ét., compr. entrée, 5 pièces cuisine, s.d.b., dégagement, WC	M. à P. : 200.000 F
5) APPART.	au 5e ét., compr. entrée, 4 pièces cuisine, penderie, WC	M. à P. : 150.000 F
6) APPART.	au 5e ét., compr. entrée, 4 p., cuis., s.d.b., débarras, dégagement, WC	M. à P. : 180.000 F
7) APPART.	au 6e ét., compr. entrée, 3 pièces, cuisine, penderie, WC	M. à P. : 100.000 F

8) CHAMBRE au 6e étage, WC communs - M. à P. : 20.000 F
9 au 14) CAVE au sous-sol - M. à P. : 500 F chaque
15) ARRIÈRE-BOUTIQUE, rez-de-chaussée - M. à P. : 30.000 F
16) BATIMENT profession., rez-de-chaussée, compr. 6 BUREAUX et CUISINE — M. à P. : 120.000 F
dans un immeuble à PARIS (18e)
67, BD BARBÈS et 57, RUE MARCADET
S'adr. Me VERSINI-CAMPINCHI, avocat à la cour, 242 *bis*, bd Saint-Germain, PARIS (7e), tél. 544-03-73. — Ts avocats pr. trib. grande instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Le Monde

ECONOMIE

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

De nouvelles et importantes réductions des capacités de production paraissent indispensables

La consommation européenne d'acier est au plus bas depuis trente ans. Les Dix, qui déjà, conformément aux dispositions du traité de la CECA, contingentent leurs productions afin de tenir les prix, s'emploient maintenant à restructurer de façon concertée leur sidérurgie. Le 30 juin, en application du « code des aides » approuvé à la demande pressante des Allemands par les ministres de l'industrie de la Communauté en 1981, les programmes de rationalisation préparés par les entreprises ont été transmis à la Commission de Bruxelles. Ce code des aides — code de conduite d'une retraite que l'on voudrait en bon ordre — contient deux dispositions principales : des aides publiques ne pourront être accordées à la sidérurgie que si elles s'accompagnent de réductions des capacités de production. Au-delà de 1985 toute subvention sera interdite, ce qui veut dire que d'ici là les entreprises aujourd'hui « au rouge » auront dû retrouver la voie de la rentabilité. La Commission européenne, chargée de mettre en œuvre de façon coordonnée ce code des aides, estime à 20 % la réduction nécessaire des capacités de production. Faute de quoi, l'offre resterait excédentaire par rapport à une demande dont il est exclu, même en cas de reprise, qu'elle retrouve les niveaux de jadis. A cela diverses raisons : productivité accrue, installation d'aciéries dans le tiers-monde, et, surtout, mutation technologique. Condition absolue pour éviter les dérobades, la Commission doit aussi s'assurer que le sacrifice sera supporté de manière équitable par chacun des Etats membres producteurs. Exercice difficile car le sacrifice promet d'être considérable, affectant souvent des régions déjà très touchées par la crise économique.

FRANCE : des fermetures dont on ne parle pas encore

TROIS « plans acier » en cinq ans ont réduit de plus d'un tiers les effectifs de la sidérurgie française, ramenés de 156 000 à moins de 100 000 personnes. Parallèlement, les prévisions de la production d'acier n'ont cessé d'être révisées en baisse, passant de 31 millions de tonnes à 28 millions de tonnes, puis à 24 millions de tonnes pour le plan qui vient d'être adopté à l'horizon 1985. Encore ce dernier chiffre est-il jugé excessif par certains experts, qui préfèrent tabler sur 21 à 22 millions de tonnes. Les modalités de ce plan ont déjà été longuement exposées dans ces colonnes (*le Monde* du 13 juillet et daté 26-27 septembre 1982). La suppression de 12 000 emplois supplémentaires a été décidée, et deux fermetures totales ou partielles interviendront d'ici à 1984 : celle de l'usine de Vireux-Molhain, dans les Ardennes, pour le groupe Usinor, avec 800 suppressions d'emplois, et celle de Pompey pour le groupe Sacilor, où 2 300 emplois sur 3 500 disparaîtront.

D'une manière générale, les deux groupes entendent concentrer leurs moyens sur leurs structures industrielles les plus résistantes : Dunkerque pour Usinor et l'ensemble Gandrange-Sollac pour Sacilor, en Lorraine, où la rénovation de l'outil va être entreprise. Le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, vivement attaqué par les syndicats, qui dénoncent une nouvelle « dégradation de l'instrument de travail », rétorque d'abord que la suppression d'emplois sera « intégralement compensée », ensuite que le montant annuel des investissements va être supérieur de 50 % à ce qu'il était les cinq années précédentes, et qu'un formidable effort de rénovation et de modernisation va faire de la sidérurgie française une industrie performante. Les deux groupes précités, qui auront perdu plus de 5 milliards de francs cette année, après un déficit de 6 milliards de francs en 1981, devront redevenir bénéficiaires en 1985. En attendant, le coût des investissements (18,5 milliards de francs en tout), celui du comblement des pertes des entreprises et les dépenses au titre de la convention sociale se traduisent par une charge annuelle de 10 milliards de francs.

Jugeant ce plan, un expert de la sidérurgie qualifie de « dérisoire » le chiffre de 12 000 suppressions d'emplois, estimant que plusieurs « cas » sensibles ont été délibérément passés sous silence, pour des raisons hautement politiques ; celui de l'usine de Neuves-Maisons, où l'aciérie toute neuve, et néanmoins ruineuse, devrait être fermée, et celui de Longwy, où l'arrêt des trois hauts fourneaux et de la production de fonte s'imposerait de toute façon. Ces deux usines sont situées en Lorraine, rappelons-le. Par ailleurs, à Bruxelles, on estime que le maintien de la capacité de production de « fil machine », sur un marché structurellement excédentaire, risque de poser problème, de même que la mise en chantier, en Lorraine, d'un grand train de laminoir à poutrelles, susceptible d'entrer en compétition féroce avec les installations similaires de l'Arbed, le gros producteur luxembourgeois.

DEPUIS 1974, LA PRODUCTION D'ACIER DE LA CECA* A DIMINUÉ DE 19%
(Production en millions de tonnes)

ACIER BRUT — PRODUITS FINIS

*Communauté européenne du charbon et de l'acier

R.F.A. : une rationalisation déjà bien avancée

LES services de la Commission européenne sont déçus par les programmes de restructuration des entreprises sidérurgiques allemandes que vient de leur soumettre le gouvernement fédéral. En moyenne les réductions de capacité de production projetées — en produits finis, car c'est cela qui compte — sont très inférieures à 10 %, soit un effort sensiblement moins important que celui consenti dans plusieurs autres Etats membres et surtout très inférieur à l'objectif moyen de 20 % que la Commission considère comme un strict minimum. Au pays du comte Lambsdorff, immuable ministre de l'économie et principal artisan de l'adoption par les Dix en 1981 d'un code des aides européen, les industriels résistent donc, comme partout, devant la perspective des sacrifices qui leur sont réclamés. La restructuration de la sidérurgie en République fédérale ne se présente assurément pas de manière aussi dramatique que chez certains voisins, et notamment qu'en Belgique. Mais cela est désormais clair : elle n'ira pas sans sérieux conflits entre les entreprises et la puissance publique, entre Bonn et la Commission de Bruxelles.

Intégration vers l'aval

Pour expliquer l'insuffisance des programmes de restructuration qu'ils ont reçus, les services de M. Davignon, le vice-président de la Commission chargé des affaires industrielles, font valoir qu'ils leur ont été transmis par un gouvernement intérimaire, lequel, de ce fait, ne s'estimait pas en mesure d'opérer les arbitrages nécessaires.

L'argument n'est qu'à moitié convaincant, car le dialogue entre les entreprises, Bonn et Bruxelles était engagé depuis de longs mois. Il reste à voir de surcroît si la nouvelle coalition, plus proche du patronat que la précédente et attentive à son soutien électoral, aura la volonté d'imposer aux industriels un effort supplémentaire, alors que ceux-ci, avec une impressionnante bonne conscience estiment volontiers qu'il appartient surtout aux autres, au Benelux, aux Italiens, aux Français, de verser au pot commun.

La sidérurgie allemande, et en écho le monde politique qui l'entoure, joue en effet volontiers la carte de l'irréprochabilité. « *Personne ne met en question chez nous la nécessité de rester très compétitifs, de fabriquer dans les meilleures conditions les produits de haut de gamme, de nous développer vers l'aval et d'atteindre ainsi, prêts à la concurrence internationale, les années 90* », nous ont affirmé dans des termes pratiquement identiques nos interlocuteurs d'outre-Rhin.

De fait, la sidérurgie allemande, à quelques exceptions près, bien identifiées, est composée de firmes efficaces, « orientées vers le marché », comme on aime à dire en R.F.A., et dont la situation financière ne s'est vraiment dégradée que depuis 1980. Une des forces de ces entreprises, volontiers soulignée mais bien réelle, est d'être intégrées vers l'aval, vers la métallurgie, vers la mécanique. Il est courant que les groupes sidérurgistes allemands fassent plus de 30 % de leur chiffre d'affaires en dehors des produits de la CECA, ce qui les rend moins sensibles à la conjoncture.

Deuxième affirmation, sans cesse répétée, liée à la précédente : l'industrie a compris bien avant la crise la nécessité de s'adapter à un marché en pleine mutation. « *Nous avons accompli depuis les années 60 une politique continue de restructuration ; notre capacité de production a déjà été sensiblement diminuée* », explique ainsi M. Vondran, un des dirigeants de l'organisation professionnelle de la sidérurgie fédérale. Et d'ajouter qu'entre 1972 et 1974 les maîtres de forges allemands réduisaient déjà leur personnel (et le reclassaient alors sans difficultés majeures) alors que leurs concurrents de la CECA continuaient à embaucher. Il reste que les statistiques sur l'évolution de la main-d'œuvre, qu'elles proviennent de Düsseldorf ou de Bruxelles, révèlent que les sidérurgies française, belge, luxembourgeoise, britannique, ont au total, depuis le début des années 70 jusqu'à aujourd'hui, bien davantage réduit leur personnel que la sidérurgie allemande (voir l'encadré ci-contre).

De 1974 à 1981 LES EFFECTIFS ONT AUGMENTÉ DE 5 % EN ITALIE ET DIMINUÉ DE 52 % EN GRANDE-BRETAGNE

Voici l'évolution des effectifs, de 1974 à 1981, dans les principaux pays producteurs de la CECA :

— Italie + 5 % ;
— R.F.A. — 17 % ;
— Belgique — 30 % ;
— France — 36 % ;
— Luxembourg — 39 % ;
— Royaume-Uni — 52 %.

Ces statistiques, soulignons-le, doivent être interprétées avec précautions. S'agissant d'une industrie lourde, c'est sur une longue période qu'il faut juger de l'évolution qu'elle a connue dans les différents pays. En 1974, année de départ choisie arbitrairement par les services de Bruxelles, la situation n'était pas la même, par exemple, dans l'industrie française, qui avait eu, notamment, à souffrir d'un blocage des prix, et dans l'industrie allemande, qui avait déjà entrepris un gros effort de restructuration. De même, la sidérurgie britannique était particulièrement mal armée pour aborder la crise.

Les cigales voisines

Pour compléter le tableau qu'ils brossent de premiers de classe méritants, les industriels allemands accusent les « sidérurgies subventionnées » (comprenez les Belges, les Français...) de ne plus s'être pliés, dans un passé récent, aux disciplines de prix convenues par les professionnels au plan européen. Critique sans doute exacte. Mais, ajoute-t-on, conciliant, l'affaire est en voie de règlement.

De ce sentiment d'avoir « déjà donné », de s'être préparés à temps pour les jours difficiles, les Allemands tirent la conclusion qu'il serait injuste d'exiger d'eux maintenant un effort de rationalisation aussi important que celui que devraient accomplir les cigales voisines. « *Nous craignons que la Commission ne s'oriente vers une réduction quasi linéaire des capacités de production, qui ne tiendrait pas compte des efforts de modernisation déjà réalisés* », souligne M. Jochimsen, le ministre de l'économie du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, c'est-à-dire d'une région qui, Ruhr incluse, compte treize millions d'habitants, réalise 70 % de la production d'acier de la R.F.A. et 3 % du volume du commerce mondial. Ce souci de mettre en relief l'absurdité d'une thérapeutique chirurgicale appliquée de façon semblable d'un bout à l'autre de l'Europe de l'acier est général.

(Lire la suite page 25.)

BELGIQUE : un scénario de cauchemar

COCKERILL-SAMBRE (C.S.), principal outil industriel d'une Wallonie elle-même en dérapage continu, court à la catastrophe, c'est-à-dire à la faillite, à l'éclatement, avec le risque que les entreprises performantes du groupe sombrent en même temps que celles qui le sont moins. Ce scénario de cauchemar, s'il devenait réalité, secouerait brutalement tout le pays : les manifestations « dures » des sidérurgistes dans les rues de Bruxelles, en mars dernier, constituent à cet égard un avertissement non équivoque. Il paraît difficilement évitable à la lecture presque quotidienne des mauvaises nouvelles provenant du géant malade de la sidérurgie belge. L'enveloppe de 22 milliards de francs belges (environ 3,2 milliards de francs français) fixée par le gouvernement pour couvrir les pertes d'exploitation jusqu'à ce que l'entreprise soit redevenue rentable sera quasiment épuisée dès la fin de 1982. Faute de trésorerie, l'entreprise éprouve déjà les plus vives difficultés à faire face à ses échéances mensuelles. Flamand, c'est-à-dire — pensent les francophones — *a priori* mal disposé à l'égard du gouffre que représente la sidérurgie wallonne, M. Syskens, ministre de l'économie, annonce que l'Etat ne versera pas un sou de plus que ce qui a été promis, alors que pourtant les perspectives désastreuses du marché pour 1983 empêchent d'espérer un redressement rapide.

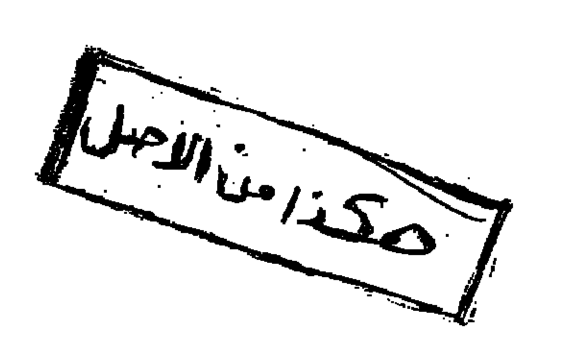
Les Bénéluxiens visés tout particulièrement

Le groupe C.S., qui résulte de fusions successives, appartient désormais pour l'essentiel à l'Etat. Les deux bassins rivaux, Liège et Charleroi, se disputent les investissements. Les « Carolos », comme on dit, semblent rêver de se séparer des Liégeois, plus mal en point. La Commission européenne, qui a la mission de superviser l'adaptation aux nouvelles donnes du marché de la sidérurgie communautaire, a partiellement refusé les programmes de restructuration de C.S. que lui a soumis le gouvernement en mars dernier, bloquant ainsi un certain nombre d'investissements que M. Vandestrick, P.-D.G. désigné au printemps pour sauver l'entreprise, affirme encore être indispensables.

La restructuration de la sidérurgie en Belgique tourne autour de C.S., c'est là que l'essentiel des efforts devront être faits : C.S., victime désignée, victime quasi inévitable du remodelage qui promet d'être cruel ! Voyons pourquoi. Quelques données macro-économiques d'abord. La Commission européenne considère que, pour restaurer la viabilité de la sidérurgie des Dix, il faut parvenir à une réduction moyenne de capacité d'au moins 20 %. Or les programmes transmis par la Belgique aboutissent à une diminution se situant entre 17 et 19 % pour ce qui est de C.S., et 10 % seulement lorsqu'on considère l'ensemble des entreprises sidérurgiques du pays.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 26.)



LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

ITALIE : un outil moderne surendetté

MEME la sidérurgie légère n'est plus épargnée en cet automne 1982 par la crise de l'acier. Pour la première fois, les Bresciani, dont les petites aciéries spécialisées dans la production de ronds à béton et de poutrelles légères faisaient l'admiration de leurs concurrents européens, devront avoir massivement recours au chômage technique. *« A Brescia, la quasi-totalité des entreprises seront obligées d'arrêter la production trente jours par trimestre »*, constate M. Ugo Calzoni, administrateur délégué de la Bisider, l'une des sociétés du groupe Lucchini (l'un des plus importants). Mais, une fois de plus, c'est la sidérurgie lourde, contrôlée essentiellement par l'Etat, qui est la plus touchée.

La rechute du marché et la sévère réduction des quotas de production décidée, en conséquence, par la Commission de Bruxelles risquent même de remettre en cause le timide début de rétablissement financier des entreprises dépendant de la Finsider, holding d'Etat, qui, en 1981, avaient accumulé près de 2 300 milliards de lires de pertes (11,5 milliards de francs). Près de 13 000 salariés seront mis en chômage technique pour trois mois dans l'ensemble du groupe Finsider. Ce recours à la Cassa integrazione — une caisse d'assistance qui rembourse à plus de 90 % les heures chômées — touchera l'ensemble des centres sidérurgiques, aussi bien les aciéries ultramodernes Italsider de Tarente (800 des 17 000 salariés) que les établissements sidérurgiques de Gênes (Cornigliano, 800 des 3 500 salariés), mais surtout le centre Italsider de Bagnoli, à Naples, où seront mis en chômage technique pour neuf mois plus de 6 000 des 7 500 ouvriers. Il s'agit d'une mesure conjoncturelle destinée à compenser, au quatrième trimestre, par une réduction accrue de la production, l'excédent des mois précédents en fonction des nouveaux quotas fixés par Bruxelles. *« Il faut distinguer notre plan de restructuration et d'assainissement de la sidérurgie d'Etat d'avec la question spécifique du recours au chômage technique pour trois mois »*, a tenu à souligner M. Gianni de Michelis, ministre socialiste du secteur à participation d'Etat. Ces décisions de mises en chômage partiel, d'une ampleur sans précédent au cours des vingt dernières années, n'en ont pas moins suscité de vives protestations syndicales, notamment à Naples.

Des demandes limitées

Le 2 octobre, un cortège d'ouvriers d'Italsider marchant vers le centre-ville et cherchant à occuper la gare s'est violemment heurté aux forces de l'ordre. Le maire communiste, M. Maurizio Valenzi, n'a pas hésité à déclarer : *« En tant que maire, je vous assure qu'une opération de ce genre et en un tel moment est mortelle pour la ville. C'est un coup de poignard dans le dos. Cela réduit à néant les efforts que nous avons faits ces dernières années. »* A tort ou à raison, on craint que cette mesure ne prélude à un « dégraissage » définitif de main-d'œuvre.

Si la crise de la sidérurgie lourde italienne est réelle, comme en témoigne l'ampleur de ses pertes financières, elle n'en est pas moins structurellement différente de celle de ses concurrentes européennes. Comme on le souligne au ministère des participations d'Etat, les requêtes communautaires de fermeture d'établissements sidérurgiques ou d'implantations de production dépassés restent très limitées : le laminoir à bande étroite de Bagnoli, celui pour produits longs à Terni, un autre à Gênes, ainsi que deux petits établissements, l'un à San-Giovanni - Valdarno (Toscane), l'autre à Marghera (Venise).

Quant au problème de la main-d'œuvre, le plan quinquennal de restructuration du secteur prévoit un « allégement » de dix mille à douze mille emplois sans licenciement par le biais de mises à la retraite anticipée et de blocage de l'embauche.

Pourquoi la sidérurgie italienne serait-elle en mesure d'échapper au sort commun de ses consœurs européennes ? *« Elle est l'une des plus modernes du monde et a déjà payé sur le plan de l'emploi, il y a plus de vingt ans, le prix de sa restructuration, alors que d'autres pays restaient immobiles »*, constate M. Paolo Perugino, coordinateur pour la F.L.M. (Fédération unitaire des métallurgistes) des questions de la sidérurgie. En effet, au cours des années 50, grâce au plan Sinigalia, la sidérurgie lourde italienne s'était profondément rénovée avec l'implantation de hauts fourneaux en bord de mer, à Tarente et à Gênes, et l'emploi de technologies extrêmement avancées.

Une recapitalisation

Un des experts du ministère pour le plan acier souligne, à ce sujet, que la Communauté définit — pour les produits plats — comme bons ou excellents 59 % des hauts fourneaux italiens (contre une moyenne de 32 % pour le reste de la C.E.E.), 100 % des aciéries (contre 69 %) et 80 % des laminoirs à larges bandes (contre 38 %). A la direction d'Italsider, on insiste sur le fait que l'établissement de Tarente — qui, à lui seul, produit plus de 9 millions de tonnes de produits plats, soit plus des trois quarts de la production de l'ensemble de la société — est l'un des plus modernes d'Europe.

« Nous ne pensons vraiment pas être ceux qui ont créé les problèmes majeurs à la sidérurgie européenne », affirme M. Magliola, président de l'Italsider. Il souligne que le rapport entre production et consommation italiennes de produits plats est de 0,95 %, c'est-à-dire que la production est légèrement inférieure à la consommation, alors que la moyenne pour les autres pays communautaires est de 1,45 %. Pour ces mêmes produits, le rapport entre capacités de production/consommation est de 1,58 %, le plus bas de la Communauté. D'où la critique italienne de la conception communautaire *« d'une liaison automatique entre subventions et réductions de production »*.

Si, du point de vue technologique, la sidérurgie lourde italienne n'est pas en trop mauvaise posture, il n'en est pas de même en ce qui concerne ses coûts de production et surtout sa situation financière. En octobre 1981, annonçant la prochaine publication du plan de sauvetage d'une sidérurgie d'Etat qui perdait plus de 2 000 milliards de lires par an (10 milliards de francs), le ministre du bilan et du plan, M. La Malfa, affirmait que *« le coût de cette opération serait sensiblement identique à celui des dommages créés par le tremblement de terre qui avait dévasté l'Italie du Sud un an plus tôt »*.

En tout, d'ici à 1985, la collectivité devra débourser pour sauver l'acier d'Etat plus de 7 000 milliards de lires (35 milliards de francs). 4 200 milliards (20 milliards de francs) seront versés directement par le gouvernement — en différentes tranches — afin d'assurer l'indispensable reconstitution du capital d'une sidérurgie publique dont le rapport capital investi/fonds propres était, en 1980, pour l'ensemble du groupe Finsider de 5 %. 1 850 milliards de lires seront fournis au titre des lois 675 (reconversion industrielle) et 183 (interventions pour le Sud). En outre, l'IRI recevra pour son secteur sidérurgique 2 000 milliards sous forme d'obligations.

Cette recapitalisation doit-elle être considérée dans sa totalité comme une forme d'aide étatique ? Sur ce point, les positions du gouvernement italien et de la Commission de Bruxelles sont bien évidemment divergentes.

Si la sidérurgie italienne subit elle aussi les contrecoups de la chute du marché, elle est en outre pénalisée par l'héritage d'une politique financière erronée et le recours systématique à l'endettement auprès des banques. En 1980, près de la moitié des 7 564 milliards de lires (38 milliards de francs) d'endettement de la Finsider étaient à court terme et une grande partie des pertes financières dues au paiement des intérêts. Il faut préciser, à la décharge des dirigeants de la Finsider, que, ces dernières années, les lenteurs bureaucratiques et les retards dans l'attribution par l'Etat des fonds de dotations les ont souvent obligés de recourir, contre leur gré et systématiquement, au marché financier.

Des pertes réduites

Paradoxalement cette année, malgré une nouvelle chute au second semestre de la consommation d'acier, la sidérurgie d'Etat italienne devrait réduire de moitié ses pertes par rapport à l'année précédente. Celles-ci, selon les prévisions de la Finsider, devraient osciller entre 1 000 et 1 200 milliards de lires (5 et 6 milliards de francs). Ce sont là les premiers effets du déblocage des fonds du plan acier (650 milliards de lires en juillet 1981, 350 milliards en janvier 1982). Cependant, les sommes dues pour mars et juillet n'ont pas encore été versées. La Finsider a dû de nouveau avoir recours aux prêts bancaires, et cela n'est pas sans peser lourdement sur son bilan de fin d'année, puisqu'elle devra payer 340 milliards de lires en plus d'intérêts normaux. Mais l'excessif endettement de la Finsider n'est pas le seul point noir de la sidérurgie publique italienne. Elle est aussi pénalisée par ses coûts de production.

Des techniciens japonais

Il y a encore dix ans, les dirigeants de l'IRI pensaient à une croissance continue de la demande d'acier. Leur politique d'investissements a été conçue dans cette perspective, axée davantage sur le développement des capacités de production que sur la rationalisation et les économies d'énergie. Les nouveaux investissements prévus par le plan de sauvetage de la sidérurgie publique seront pour une part destinés à rattraper le temps perdu, notamment le développement de la coulée continue, qui, pour le moment, ne représente que 58,6 % de l'ensemble. D'autres expériences sont d'ores et déjà en cours, comme à Tarente, où, après un accord de collaboration avec le Nippon Stell, soixante-dix-huit techniciens japonais participent depuis un an à la gestion et la rationalisation de la production. Le succès de l'assainissement des comptes de la Finsider, ces prochaines années, dépend, en définitive, de l'évolution de la consommation d'acier. Le plan de sauvetage a été calculé sur une prévision de 26 millions de tonnes de consommation intérieure, soit une croissance de 20 % par rapport au chiffre de 1981. Les experts du secteur auront-ils une fois de plus péché par optimisme ?

Le problème est d'autant plus grave que, y compris sur le marché intérieur, la sidérurgie publique est pénalisée par la faiblesse de sa politique commerciale. Au cours du premier semestre 1982, les importations d'acier ont augmenté de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente.

MARC SEMO.

EUROPÉENNE

GRANDE-BRETAGNE : espoir déçu de voir le déficit disparaître en 1983

QUE faut-il blâmer ? La crise générale, le protectionnisme américain, la rigueur de l'hiver et les grèves des chemins de fer ? Les patrons de la sidérurgie et les syndicats cherchent des boucs émissaires à la situation catastrophique d'un secteur qui fit jadis la gloire de l'économie britannique. Malgré les efforts entrepris depuis vingt ans et les coupes claires effectuées au cours des deux dernières années, aucune reprise n'est en vue, au mieux il faut s'attendre à une stagnation prolongée. British Steel Corporation (B.S.C.), qui contrôlait autrefois 90 % de la production d'acier en Grande-Bretagne et réalise encore 70 % du chiffre d'affaires total de la métallurgie, ne sortira pas du « rouge » à la fin de l'année prochaine comme l'espérait M. Ian MacGregor, président de B.S.C. détaché de la banque Lazard de New-York pour la modique somme de 1,8 million de livres (22 millions de francs...) versée seulement au cas où il réussirait.

Pour M. Bill Sirs (« Battling Bill »), leader du Syndicat de la métallurgie, la situation de l'acier britannique a deux causes principales : les hauts coûts de l'énergie, qui selon lui seraient 44 % plus élevés qu'en Europe continentale, et les importations — à des prix de dumping, affirme-t-il — en provenance de la C.E.E. et des pays tiers.

Moitié moins d'emplois

La Grande-Bretagne, dit-on ici, a plus souffert des décisions de la Commission de Bruxelles que ses partenaires, car elle les a appliquées avec plus de zèle. Le gouvernement de Mme Thatcher est, en principe, opposé aux quotas et aux limitations volontaires de production, contraires aux « lois du marché », mais il n'en poursuit pas moins sa politique de réduction des capacités, de compression de personnel et de modernisation des installations pour que B.S.C., entreprise nationalisée, retrouve le seuil de la rentabilité.

A vrai dire, le processus de rationalisation a commencé il y a une vingtaine d'années et il continue. Au mois d'août dernier, B.S.C. et la société privée John and Firth Brown ont fusionné leurs activités de forge, ce qui, selon les syndicats, devrait entraîner la suppression de plus d'un millier d'emplois.

En une dizaine d'années le nombre d'emplois dans la sidérurgie a diminué de moitié, passant de deux cent mille à cent trois mille. Dix mille postes de travail devraient être perdus en 1983, l'objectif étant d'atteindre au plus tôt soixante quinze mille salariés. Dans le même temps, la productivité a augmenté de 40 %, et dans certaines aciéries elle a même été multipliée par deux. Les experts estiment cependant que la productivité de la sidérurgie britannique est encore inférieure à celle de ses concurrentes européennes ou japonaise. Mais cette affirmation est contestée par les syndicats.

La Grande-Bretagne produira cette année un peu plus de 14 millions de tonnes d'acier. Ce chiffre constitue, selon M. MacGregor, la « ligne d'El-Alamein », qui sera défendue. La production est en sensible augmentation si on la compare au creux de 1980-1981 (11,9 millions de tonnes). Au premier trimestre de cette année, elle a augmenté de 12 %, mais ce redressement n'est pas acquis, les carnets de commandes s'étant dégonflés.

Le marché britannique absorbe 12,5 millions de tonnes contre 20 millions il y a dix ans. British Steel s'est fixé un objectif d'exportations de 3 millions de tonnes par an, 500 000 tonnes sont vendues aux Etats-Unis (deux fois moins qu'en 1975) ; les Américains ont menacé d'imposer des taxes à l'importation de 40 % sur l'acier britannique, un taux qui correspond, selon eux, aux subventions publiques accordées à la sidérurgie. Il semble toutefois que ces taxes seront ramenées à 20 %.

Au cours des sept premiers mois de cette année, les importations ont augmenté de 39 % en provenance de la Communauté européenne (2,5 millions de tonnes au total), et de 92 % en provenance des pays extérieurs à la C.E.E. (814 000 tonnes).

45 % du marché intérieur

La part de British Steel sur le marché britannique est tombée au-dessous de 45 % et l'assainissement de sa situation financière est compromise. Après avoir enregistré des pertes de 668 millions de livres pendant l'année fiscale 1980/1981, la compagnie nationale a ramené son déficit à 338 millions de livres en 1981/1982, et elle s'était fixé pour objectif 225 millions cette année. Mais la grève des chemins de fer au mois de janvier et la rigueur de l'hiver ont déjà porté à 175 millions de livres les pertes des six premiers mois. B.S.C. avait obtenu du gouvernement 730 millions de livres de subventions en 1981 ; elle ne devrait en recevoir que la moitié cette année.

Pour sortir du « rouge » B.S.C. devrait réduire encore d'un quart ses coûts de production. Des menaces de fermeture pèsent sur un des cinq hauts fourneaux encore en fonctionnement. La victime pourrait être l'usine de Redcar dans le nord-est de l'Angleterre, qui a coûté 400 millions de livres et n'est ouverte que depuis trois ans. Elle devait produire l'acier le moins cher d'Europe, mais elle ne travaille qu'au tiers de sa capacité. Le laminoir de Ravenscraig, qui emploie cinq mille salariés, est également menacé. M. MacGregor attend la fin de ce mois et la réunion des « maîtres de forges » du monde entier à Tokyo pour annoncer la prochaine phase de son plan de redressement.

DANIEL VERNET.



R.F.A. : une rationalisation déjà bien avancée

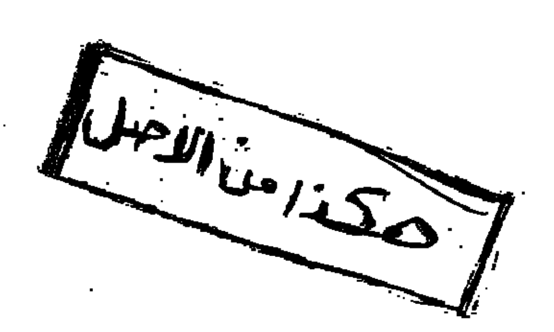
(Suite de la page 23.)

M. Vigier, dirigeant chez Korf, une entreprise indépendante très performante qui produit du fil machine et des ronds à béton (deux produits où la surcapacité en Europe est considérable, et où les petits producteurs semblent mieux armés que les grandes entreprises intégrées), nous explique les difficultés auxquelles se heurte son groupe dans le dialogue avec Bruxelles. *« Nous avons entrepris des efforts de rationalisation considérables ; en 1981, nous avons supprimé un four électrique dans notre usine de Hambourg et un autre dans notre usine de Kehl. Dans nos deux usines, nous travaillons maintenant avec deux équipes au lieu de trois. Mais cette compression, en matériel et en hommes, s'est accompagnée d'une forte augmentation de notre productivité, si bien qu'en réalité notre capacité de production, loin de décroître, a augmenté. Maintenant, la Commission nous dit : ce n'est pas ce que nous voulons ; il faut diminuer de façon effective votre capacité de production. Le faire équivaudrait à rendre notre entreprise moins efficiente. Ce serait absurde, alors que, dans le même temps, de grands groupes intégrés soumettent à la Commission des propositions d'investissement en fil machine qui, même après modernisation, ne leur permettraient pas de produire à des prix de revient plus bas que les nôtres. »*

Au reste, la Commission est passablement critiquée outre-Rhin. On lui reproche de n'avoir rien fait pendant des années pour imposer dans l'ensemble de la Communauté l'indispensable restructuration de l'appareil de production et même, aujourd'hui, de ne pas être suffisamment claire sur ce qu'elle veut obtenir de chacun. M. Jochimsen souligne le « *rôle considérable* » qui lui est maintenant dévolu du fait du code des aides. Le ministre de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui espère que le Parlement européen va suivre avec attention cette affaire essentielle, redoute les pertes de temps. L'échéance du 30 juin 1983 (fixée par les Dix) lui semble dangereusement lointaine.

L'écart entre les plans qui viennent d'Allemagne et ce que souhaite Bruxelles semble cependant exclure une conclusion rapide. Le tableau de la restructuration de la sidérurgie fédérale fait apparaître des difficultés de type classique. Des entreprises techniquement dépassées géographiquement mal situées au centre de régions déjà frappées par le chômage, et fabriquant des produits très difficiles à vendre, prouvent une situation inextricable. C'est le cas, dans le bassin de la Sarre, de Saarstahl, fusion de Roechling, de Bubach et de Weinkirsch. Le groupe appartient à l'Arbed et pose le casse-tête tout particulier d'une production de fil machine apparemment très inefficace. Autre cas de site difficile : l'entreprise Peine-Salzgitter, près de la frontière de la R.D.A. Et puis vient la Ruhr, où l'attention se porte d'abord sur la naissance, longue sinon difficile, du groupe Ruhrstahl, résultat du mariage entre Hoesch (récemment divorcé du Néerlandais Hooghovens) et Krupp : quelques incertitudes à ce sujet et en particulier à propos de la nouvelle aciérie que Hoesch projette de construire à Dortmund. Mais la Commission semble confiante : *« Hoesch et Krupp ont déjà réduit*, fait-on remarquer dans ses services, *leur capacité de 2 millions de tonnes en 1981, fermant plusieurs installations. »* Un bon point donc. L'inquiétude presque paradoxale a trait au numéro un de la sidérurgie allemande, au groupe Thyssen, moderne, régulier, efficace, et qui, pour toutes ces bonnes raisons, boude l'idée d'une diminution de sa capacité de production. Cas exemplaire qui illustre parfaitement un des problèmes centraux auxquels va se trouver confrontée l'initiative bruxelloise. *« Même les entreprises saines doivent contracter leur appareil de production ; il faut comprendre qu'elles ne resteront pas saines s'il n'est pas accompli un effort général de rééquilibrage entre l'offre et la demande »*, explique-t-on au siège de la Commission. Assurément, un discours difficile à vendre.

Ph. L.



LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

BELGIQUE : un scénario de cauchemar

(Suite de la page 23.)

C'est dire si M. Davignon, le vice-président de la Commission chargé des affaires industrielles, est loin du compte avec ses compatriotes. C'est dire qu'en tout état de cause l'année qui vient sera tendue dans le monde de la sidérurgie belge. Comment ne pas redouter que la trêve sociale actuelle, acquise en mai dernier par M. Vandestrick, soit bientôt rompue et la Wallonie à nouveau agitée, en proie à des troubles de rue. Car il ne peut être question d'un traitement plus ou moins privilégié en faveur de la Belgique. Au contraire, est-on tenté d'écrire : les entreprises de la CECA qui n'ont pas de marché national important ont devant elles les perspectives de souffrir comme les autres, en raison du repli plus ou moins orchestré par les gouvernements des « gros » utilisateurs allemands, français, britanniques, italiens, vers leurs fournisseurs nationaux; en raison aussi de la chute des exportations que provoquent le protectionnisme américain et les politiques d'austérité auxquelles sont contraints de se résigner les pays du tiers-monde. Traduite en termes de restructuration, cette situation signifie qu'on s'attend à Bonn, à Paris, à Londres, comme au siège de la Commission, que l'effort de réduction des capacités accompli par les sidérurgistes béné-luxiens soit plus net qu'ailleurs.

En Belgique, où « couper » au-delà de ce qui est prévu dans les programmes transmis à la Commission ? Il n'y a, bien sûr, à ce stade, pas de réponse précise. Tout le monde a peur de parler, de déchaîner des réactions de colère, mais peut-être les langues vont-elles se délier, les discours devenir plus francs après les élections communales qui viennent de se dérouler. Trois noms cependant reviennent de façon lancinante dans les conversations : Seraing, Valfil et Clabeck.

Une aciérie politique

Seraing, c'est, près de Liège, l'une des quatre aciéries que possède C.S. Le programme de restructuration transmis par l'entreprise à la Commission prévoit de la doter d'une coulée continue, un équipement important qui accroîtrait sensiblement la production de l'installation. La Commission européenne a refusé cet investissement. Selon ses experts, l'acierie de Seraing n'a pas les débouchés suffisants : ne vient-on pas de fermer le T.B.O., l'un des deux trains à large bande de la région liégeoise qu'elle approvisionnait ? Elle constituerait un poids insupportable pour l'équilibre financier du groupe. Cet avis est très largement partagé : par le gouvernement, par bon nombre de professionnels et, ce qui est peut-être le plus important, par la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.). « *Cockerill-Sambre produit actuellement entre 5 et 6 millions de tonnes par an. Quatre aciéries sont-elles nécessaires ? Si l'on veut sortir du rouge, il faudra se limiter à trois. Ce qu'il faut dynamiser, c'est l'aval, renforcer les points forts : à Liège, le froid et le continu ; à Charleroi, le chaud, c'est-à-dire les tôles fines* », nous a déclaré M. Doyen, l'un des dirigeants de la Confédération chrétienne des métallos.

Les gens de Charleroi pensent depuis longtemps que Seraing ne pourra pas tenir. Même à Liège, dont Seraing est la banlieue, les esprits semblent en train d'évoluer. « *La C.S.C. liégeoise est maintenant d'accord*, ajoute M. Doyen, *mais que fera Gilon ?* » Gilon, c'est le patron charismatique, démagogue, selon ses adversaires, de la F.G.T.B. liégeoise, le syndicat socialiste majoritaire, jusqu'ici résolument opposé à la fermeture de Seraing... De même que M. Vandestrick, le P.-D.G. de C.S., « *Seraing, c'est une aciérie politique* », commente encore M. Doyen. Il est vrai que cette aciérie ce sont trois mille cinq cents personnes, donc trois mille cinq cents emplois menacés, alors que le programme de restructuration actuel prévoit déjà la suppression de quatre mille cinq cents postes de travail d'ici à 1985.

Aux yeux de beaucoup, l'élimination de l'aciérie de Seraing constitue donc bien un passage obligatoire, une des données de base pour le retour à la rentabilité de l'entreprise. Cependant, même décidée, elle ne conduirait pas chez C.S. au nécessaire rééquilibrage entre l'offre et la demande de produits finis. Resterait encore à statuer sur le cas beaucoup plus complexe de Valfil. Evoquer les menaces qui pèsent sur Valfil, laminoirs modernes construits il y a moins de dix ans en aval de l'aciérie de Seraing, s'apparente au sacrilège, même si l'on reconnaît un peu partout qu'« *aujourd'hui on ne ferait plus Valfil* ». Indéniablement, l'usine, qui fabrique du fil machine — produit très largement excédentaire dans la CECA, — pose un problème que ne suffit pas à résoudre le récent accord passé par C.S. avec l'Allemand Klöckner en en vertu duquel celui-ci s'est dessaisi au profit de C.S. de ses droits de production de fil machine, C.S. faisant de même au profit de Klöckner pour une partie de sa production de larges bandes à chaud. Telle est la constatation que tout le monde fait, la Commission en tête, sans que la moindre solution soit pour l'instant en vue.

En dehors des difficultés spécifiques et considérables de C.S.L., il faut réduire la capacité de production au niveau du pays. « *La restructuration doit se limiter à C.S.* », nous dit M. Doyen. On ne le pense pas à la Commission. Mais, alors, que faire ? Sidmar à Gand, en Flandre, qui appartient à Arbed, est une entreprise moderne, performante, dont on ne voit guère, sans même aborder l'aspect politique, comment on pourrait, sans nuire à sa rentabilité, réduire la capacité de production. Il reste alors les « indépendants » (Boel, les Forges de Clabeck), et les « petits ». Pour donner de l'oxygène à C.S., certains rêvent de fermer Clabeck. « *Les syndicats chrétiens sont résolument contre* », note M. Doyen. Clabeck exploite un train de fil fort, produit difficile à vendre. Mais réduire sa capacité signifierait fermer l'usine, et par-là même condamner trois mille cinq cents emplois dans une région, autour de Tubize, non loin de Bruxelles, déjà transformée en désert industriel. Inextricable problème que certains professionnels pensent pouvoir régler par des accords de coopération transnationale, dont ils sont pourtant bien incapables de préciser les contours. De solution impossible en solution impossible, une seule évidence : la Belgique est loin, très loin, de concevoir un programme de rationalisation de l'ampleur qu'estime nécessaire l'exécutif européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

LUXEMBOURG : le chômage ne pourra plus être évité

L'ARBED, principal contribuable, principal employeur, représente encore plus de 20 % du P.N.B. du Luxembourg. C'est dire son importance pour le grand-duché, où le groupe, dernière multinationale de la sidérurgie communautaire, produit 43 % de son acier européen. L'ARBED en Europe, c'est encore Saarstahl, un malade pénible à trainer, et à Gand, Sidmar, la dynamique, la flamande. La compagnie possède également des intérêts importants au Brésil.

Au cours des années 70, l'ARBED a entrepris la modernisation de ses aciéries : la crise l'a empêchée de mener à son terme celle des laminoirs. S'agissant de ceux-ci, des efforts de rationalisation ont cependant été entrepris avant 1980. Quelques fermetures alors. La Commission estime néanmoins qu'ils sont trop anciens pour être recensés dans la comptabilité sévère des réductions de capacité à laquelle les gouvernements membres l'ont chargée de se livrer. L'ARBED a presenté à Bruxelles un plan d'investissement de 36 milliards de francs belges. Une première tranche de 13 milliards incluant des aides publiques de 6 milliards a été acceptée par Bruxelles, qui refuse en revanche les investissements que le groupe prévoit d'affecter aux produits plats.

Le train à feuillards

Les réductions de capacité résultant du programme actuel n'atteignent pas 10 %. La Commission, s'agissant d'une sidérurgie sans marché national pour laquelle il est vital plus que pour d'autres que la CECA soit sauvée, le recloisonnement des frontières évité, exige au moins 20 %. Le train à feuillards de Differdange est fermé ou sur le point de l'être, conséquence d'un accord d'échange de quotas, c'est-à-dire un véritable troc conclu avec les Belges de Charleroi (CARLAM), qui se chargent des produits plats, l'ARBED fournissant les produits longs. Mais le grand-duché compte encore trois trains pour produits plats : celui à large bande de Dudelange et les deux trains à feuillards de Belval. « *Ces deux derniers sont condamnés par la technologie ; voyez Usinor, qui, confronté à la même situation, ferme un train à feuillards à Réhon, près de Longuy* », nous commente un expert.

Un débouché captif

L'idée est claire : à moyen terme, la Commission estime que la production de tôle plate devrait disparaître du grand-duché. Les accords de synergie, comme on dit — échange de quotas de production — seraient possibles, nous explique-t-on, avec Sacilor : des produits plats supplémentaires pour les laminoirs lorrains et, en contrepartie, du fil machine pour l'ARBED. Celle-ci, pour ce produit réputé difficile, a l'avantage de posséder un débouché « captif » : sa propre tréfilerie.

Le chômage, pratiquement inconnu au Luxembourg, va apparaître. L'ARBED, l'opération mériterait d'être décrite plus en détails, a créé voici quelques années la division anti-crise (D.A.C.). Les ouvriers sidérurgistes qui ont dû être licenciés sont employés à des travaux d'intérêt public. Les autorités nationales prennent en charge une partie du coût, mais l'ARBED y contribue très largement. Elle éprouve, semble-t-il, des difficultés à poursuivre, et en tout cas à étendre, l'expérience.

Ph. L.

BIBLIOGRAPHIE

L'art de la dérégulation selon Paul Mentre

TROP d'Etat ? Pas assez ? Éternel débat. M. Reagan a taillé dans la jungle des règlements. M. Mitterrand en a rajouté. Le parti bourgeois suédois avait cru pouvoir libérer le pays des excès de l'administration. M. Olaf Palme vient d'être réélu et va reprendre le bâton du socialisme protecteur.

M. Paul Mentre ne cache pas son drapeau dans le livre *Gulliver enchaîné* (1) qu'il vient de publier dans la nouvelle collection « Les idées de la liberté » dirigée par M. Jean-François Deniau. Il faut libérer les Français de la plupart des liens tissés par ces Lilliputiens de la fonction publique, estime-t-il. Et comme ces multiples filets coûtent cher, les coups de ciseaux permettront de soulager le contribuable.

Sans doute, l'auteur est suffisamment conscient de l'évolution de la société pour admettre dans de larges domaines économiques et sociaux l'intervention de l'État. Il en recense cinq : la production de « biens non marchands » ; la redistribution des revenus ; l'animation de la concurrence, la prise en compte des « externalités » (coûts ou bénéfices dont n'ont pas conscience les acteurs du marché) ; la sauvegarde des grands équilibres.

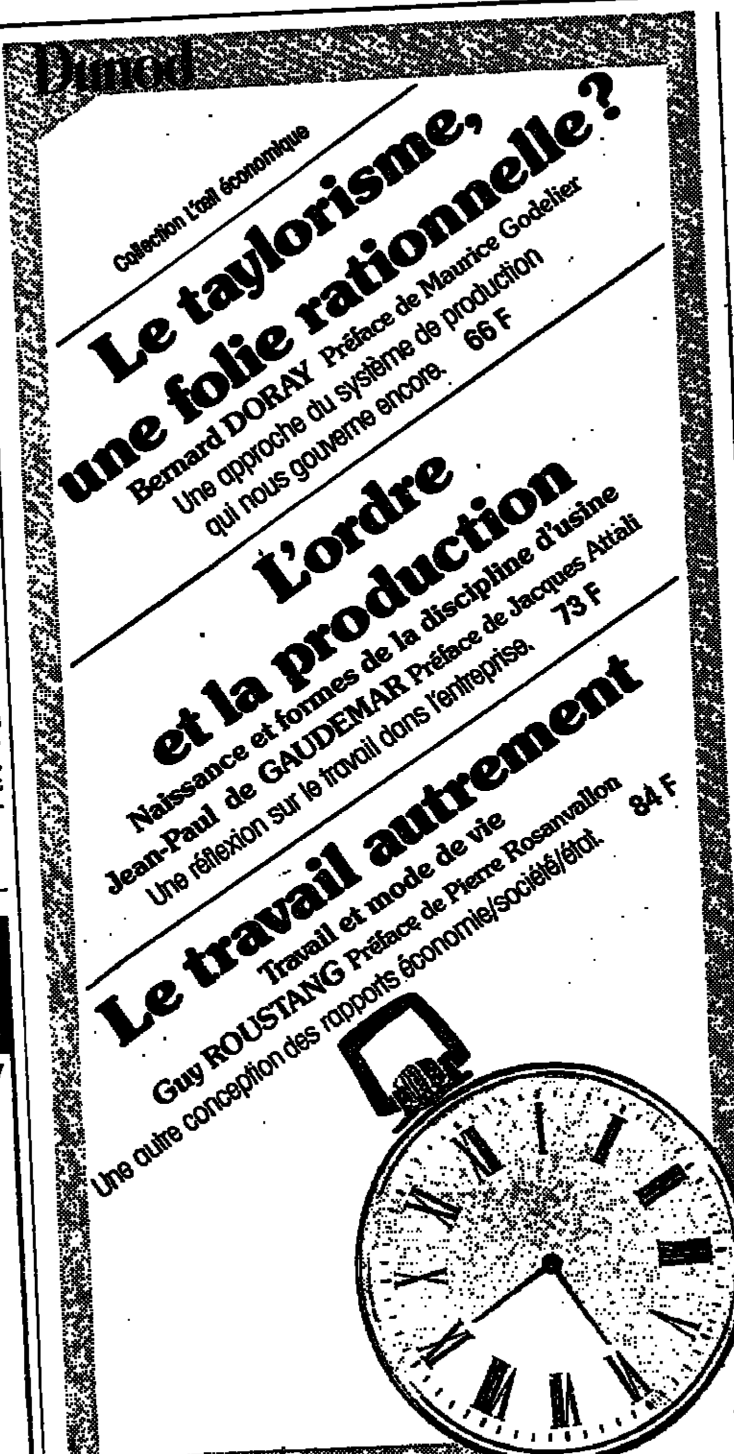
Cela dit, il ne faut pas que la réglementation devienne une marée noire, et l'auteur s'appuie sur l'exemple de la « dérégulation » aux Etats-Unis dans les secteurs du transport aérien, les télécommunications, l'informatique, la banque, le pétrole, pour montrer l'« appel d'air » ainsi provoqué. Une source de documentation fort intéressante.

Pourquoi la France ne suivrait-elle pas ce chemin ? se demande l'auteur. On reprochait à l'opposition de manquer de programme. En voilà un bon bout : dénationalisations non seulement des nouvelles entreprises publiques, mais de certaines anciennes, abrogation de la loi de 1928 sur le pétrole, bien sûr libération des prix, dégagement de l'État du secteur de l'information, sous réserve du maintien des chaines de radio et de T.V. publiques, mais soumises à la concurrence de chaînes privées, etc.

Du Gulliver enchaîné au libéralisme déchaîné... M. Paul Mentre a l'âme d'un croisé. Il a beaucoup regardé du côté des Etats-Unis. L'effet des mesures prises n'est pas hélas aussi convaincant. On « régule » par les taux d'intérêt élevés, la croissance reste faible, les chômeurs très nombreux et M. Reagan après avoir taillé dans les impôts a dû pour éviter le pire, c'est-à-dire un déficit budgétaire massif, recourir à nouveau à l'arme lourde de la fiscalité.

P. D.

(1) *Gulliver enchaîné ou Comment déréglementer l'économie*, par Paul Mentre. Éditions la Table ronde, 175 pages, 73 F. M. Paul Mentre travailla aux côtés de M. Giscard d'Estaing de 1971 à 1973 puis fut nommé délégué général à l'énergie (1974-1978) et représentant de la France auprès du Fonds monétaire international (1978-1981).





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur général adjoint — 500.000 F

Cette société française, spécialisée dans la production et la commercialisation de biens durables de consommation, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de francs et produit de très bons résultats financiers. Titulaire d'un Oscar à l'exportation (plus de la moitié du chiffre d'affaires), elle jouit d'une notoriété mondiale. Elle recherche pour son siège à Paris, son Directeur Général Adjoint. Véritable bras droit du Président, il constitue avec celui-ci la Direction Générale d'une entreprise qui se caractérise par des structures souples, légères et opérationnelles. Le Directeur Général Adjoint supervise directement les domaines financier, comptable, administratif, juridique, fiscal, social et l'informatique mais participe surtout à la réflexion et à la définition de la stratégie de la société (marketing, développement industriel...). Ce poste important et susceptible d'évolution, s'adresse à un cadre dirigeant, âgé d'au moins 37 ans, diplômé d'enseignement supérieur, ayant acquis une excellente maîtrise des aspects financiers, administratifs, sociaux... d'une entreprise, et possédant l'envergure et les connaissances économiques générales d'un Directeur Général. Il aura l'expérience des affaires internationales et la pratique de l'anglais. La rémunération annuelle tiendra essentiellement compte de la valeur et du potentiel du dirigeant retenu et pourra être de l'ordre de 500.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2297M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur marketing et commercial — Alsace

Biens d'équipement - Une entreprise industrielle de réputation internationale et intégrée à un grand groupe, recherche son directeur marketing et commercial qui sera basé en Alsace. Rendant compte à la direction générale il sera responsable des services marketing, vente, administration des ventes, montage extérieur et Après-vente. Homme de réflexion (marketing stratégique et opérationnel), il saura faire évoluer les structures et les moyens existants pour les rendre plus performants afin de réussir le lancement commercial des produits nouveaux. Homme d'action, il dirigera efficacement ses équipes avec le souci du respect des objectifs quantitatifs et qualitatifs (chiffre d'affaires, marge, image de marque, etc.). Le candidat recherché, âgé de 38 ans au moins, est diplômé d'une grande école d'ingénieur et son expérience antérieure s'appliquait nécessairement à des biens d'équipement commercialisés en France et à l'exportation. La connaissance du milieu textile constituerait un avantage supplémentaire. En plus de l'anglais la pratique d'une seconde langue étrangère est vivement souhaitée (allemand ou espagnol). Le niveau de rémunération lié à cette fonction ne saurait être inférieur à 350.000 francs compte-tenu des exigences requises. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6153M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



TIP, leader mondial en location de semi-remorques, recherche son Directeur Commercial, chargé de développer ses activités en France.

Basé en proche banlieue parisienne, il rendra compte directement au siège européen.

Bénéficiant d'un soutien efficace de la part du groupe, il sera un homme de terrain dynamique, qui saura animer sa force de vente ainsi qu'assurer personnellement les contacts à haut niveau.

Il devra impérativement justifier d'une très bonne expérience dans la location ou leasing de véhicules industriels.

Age de 32 ans environ.
Il aura une parfaite maîtrise de l'anglais.

La rémunération annuelle, comprenant une prime d'objectifs et participation aux bénéfices sera de l'ordre de 300 000 FF mais pourra atteindre 400 000 FF en fonction des résultats. Une voiture de fonction sera fournie.

Si vous êtes l'homme qui possède le profil décrit, adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à Monsieur Jim Cleary, TIP Location, BP 49 Zone de Fret Nord, Aéroport du Bourget, 93350 Le Bourget. Tel. (1) 837 63 63



Colin Guillard & Ass



Directeur publicité — 300.000 F

Presse - Un important quotidien national recherche son Directeur de la Publicité. Membre du comité de direction, il aura la responsabilité de la conception et de l'application de la politique du quotidien concernant la publicité sous tous ses aspects, à savoir, aussi bien la direction et le développement de la régie, que les problèmes de communication et de positionnement propres au titre lui-même. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et disposant d'une expérience solide et complète de la publicité soit en agence, soit chez un grand annonceur, soit en régie. Une forte motivation pour la presse est nécessaire. La rémunération, de l'ordre de 300.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2222M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur de l'informatique — Alsace

Une très importante entreprise alsacienne (3.000 personnes), de notoriété internationale, recherche son directeur de l'informatique. Rendant compte à la direction générale il aura la responsabilité d'animer l'ensemble du service en optimisant les moyens humains et techniques selon les besoins de la société. Il définira le schéma directeur de traitement de l'information en rationalisant les diverses applications existantes pour en déduire les plans informatiques et bureautiques concernant les différentes activités de l'entreprise. Il pilotera ensuite la réalisation des plans et assurera l'interface avec les utilisateurs. Le candidat recherché, âgé d'au moins 35 ans, est diplômé de l'enseignement supérieur et peut faire valoir une expérience réussie de direction de service (plus de 30 personnes) et de développement de projets d'envergure notamment en gestion de production. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée et la familiarité avec les matériels IBM (4341, 34, 38) est indispensable. Le niveau de rémunération offert pourra se situer à 350.000 francs pour un candidat répondant à l'ensemble des exigences du poste. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6152M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

JCD

JC Decaux

Première Société Européenne de mobilier urbain recherche pour

Marseille - Dijon et région parisienne

DIRECTEUR COMMERCIAL REGIONAL H/F

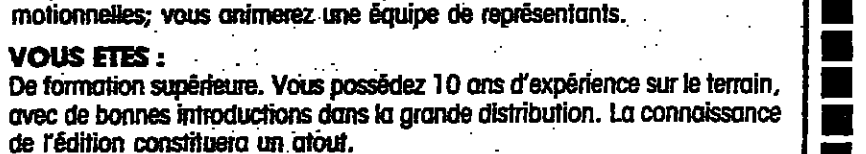
Responsable de la commercialisation de supports publicitaires **abris et mobiliers urbains**
Il devra, sur son secteur : développer et prospecter la clientèle en recherchant des marchés (ventes d'espaces publicitaires) à la fois pour des **campagnes nationales** et des **campagnes d'affichage locales.**
Le candidat devra :
- avoir une solide expérience de vendeur
- être ambitieux, rigoureux, méthodique
- faire preuve d'une grande disponibilité.

Son activité s'exercera dans le cadre **d'un réseau de mobiliers existant.**
La rémunération proposée comprend
- un salaire **fixe**
- des **primes** importantes liées aux résultats.

Adresser votre candidature (lettre + CV + Photo) en indiquant expériences professionnelles et rémunération souhaitée à Société J.C. DECAUX B.P. 11 - 78373 - PLAISIR Cédex.

media-system





Directeur des ventes — 250 000 F

L'OFFRE :
Les ventes de nos collections grand public représentant une progression de 25 % par an.
Responsable de cette activité, vous définirez les objectifs et les actions promotionnelles; vous animerez une équipe de représentants.

VOUS ETES :
De formation supérieure. Vous possédez 10 ans d'expérience sur le terrain, avec de bonnes introductions dans la grande distribution. La connaissance de l'édition constituera un atout.

NOUS SOMMES :
Un grand éditeur parisien; notre progression nous amène à élargir notre structure.
Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 203129 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

SUPERIOR à Besançon

L'un des premiers fabricants français de bagages modernes, nous cherchons

notre directeur d'usine

Grâce à un bagage dont l'industrialisation est très poussée, nous avons pris, en un an, 25% du marché français et 5% du marché européen. Nous préparons un nouveau produit encore plus performant. Voulez-vous nous aider à mettre au point son industrialisation et à améliorer encore la productivité de notre usine (150 p. fabriquant des bagages rigides par injection de thermo-formage, au rythme de 1200 et 400 unités par jour)?

Ingénieur, AM par exemple, vous avez à 30-35 ans une première expérience de l'animation d'un atelier de production, de préférence dans la transformation des matières plastiques. Vous êtes aussi attiré par la résolution des problèmes techniques (conception de machines, automatismes...).

Homme d'avenir, vous avez la fibre créatrice; notre équipe développement a beaucoup d'idées, mais les vôtres sont les bienvenues.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 794 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT TECHNIQUE
futur dirigeant
240.000 F +

Lieu de travail : proche banlieue sud

Nous sommes :
Un des plus importants organisme de formation technique dans le domaine de la logistique.

Nous recherchons :
UN INGENIEUR DIPLOME (CENTRALE, A.M...)
ayant tenu des postes à responsabilités techniques et hiérarchiques dans des fonctions logistiques.

Nous proposons :
Les plus larges initiatives dans les domaines suivants :
- études et conseil en organisation du travail.
- développement de l'informatique à des fins pédagogiques,
- formation du personnel d'encadrement,
- information technique (congrès, publications).

Nous envisageons :
une évolution de carrière à moyen terme vers un poste de **Direction Générale de l'Organisme.**

Nous demandons :
- une compétence dans la conduite de projets informatiques,
- les qualités de relations et de conception d'un patron de cabinet conseil en organisation du travail.

Merci d'adresser un courrier manuscrit avec CV, photo et prétentions s/réf. 3411 à : INTER PA BP. 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui trans.

Nous sommes une P.M.I. (75 pers.) ayant acquis une solide réputation sur le marché des installations électriques et des automatismes en milieu industriel. Notre C.A. — 20 MF — en constante progression est un gage de notre dynamisme et de notre compétitivité. Pour répondre aux besoins de notre expansion, nous créons un poste de

directeur général

En étroite assistance avec le P.D.G., il participera à la politique de l'entreprise, en définira et en élargira les objectifs. Ses responsabilités impliquent une large autonomie d'action et de décision qui va du contact commercial à la recherche de solutions techniques et à leur mise en œuvre.
Pour ce poste, situé à 150 km au nord de Paris, nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant acquis impérativement son expérience dans l'électronique et les automatismes industriels. Outre une grande disponibilité et une autorité naturelle, il possède un esprit d'entreprise.
La rémunération annuelle de départ est de 220 000 F + une voiture : elle peut évoluer rapidement.

Adresser C.V. + photo + courte lettre manuscrite précisant votre n° de tél., sous réf. 820 LM à : Rosie SCHWARTZ, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
Banlieue Nord de PARIS, recherche son

DIRECTEUR DU PERSONNEL
H/F

± 250.000 F.

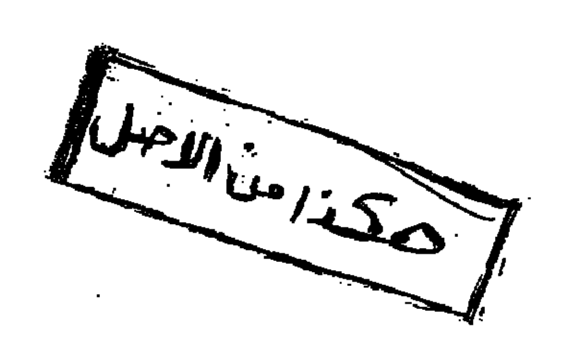
LE POSTE :
- est rattaché à la Direction Générale
- couvre l'ensemble de la fonction (500 personnes)
- est passionnant, car il est à créer
- sera autonome et évolutif.

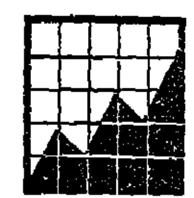
Cette fonction est considérée comme un élément fondamental de la Direction Générale de l'Organisme.

LE TITULAIRE :
- Est un spécialiste des questions de personnel avec un minimum de 5 années d'expérience passées dans un poste similaire du tertiaire.
- De formation supérieure juridique de préférence, il est souple de caractère et possède de grandes facultés d'adaptation.
- Il aura pour mission d'élaborer une politique sociale moderne.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 82107 M au Cabinet CLAUDE VITET, 20, rue de la Trémoille 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour une de ses Filiales en
COTE D'IVOIRE

LE DIRECTEUR DE SA DIVISION ADMINISTRATIVE, COMPTABLE ET FINANCIERE

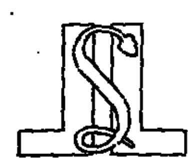
Titulaire du DECS ou équivalent

Ayant expérience de l'informatique, de l'Entreprise Industrielle et si possible de l'AFRIQUE.

Nous lui offrons de partir en famille avec le salaire et les avantages liés à *l'expatriation.*

Envoyer CV et photo à No 49713 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transm. Discrétion assurée.

directeur de production



laboratoire lachartre

HÉGOR Vicks Clearasil *Rogé Cavaillès* Hydrelle

Nous sommes la filiale Française du Groupe International RICHARDSON VICKS. Notre usine de BLOIS fabrique des produits pharmaceutiques, d'hygiène et de beauté. Nous recherchons un collaborateur pour prendre en charge la direction des productions (environ 150 personnes dont 6 cadres), incluant la fabrication et le conditionnement, le planning de production, l'entretien et les travaux neufs, les responsabilités administratives, budgetaires d'investissement, et de personnel y afférent. Ce poste convient à un Ingénieur (Ecole de Chimie ou de Génie Chimique) ou à un Pharmacien industriel pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de direction des productions automatisées de produits pharmaceutiques, alimentaires... ou détergents... etc., parlant Anglais. Ce poste, rattaché au Directeur d'Usine, nécessite une personnalité d'envergure, capable d'animer une équipe de qualité et de rechercher l'efficacité ("result oriented"). La résidence est BLOIS.



Chantal Baudron. s.a.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 198.82 M à notre conseil
61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

IMPORTANTE INDUSTRIE TEXTILE
EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

recherche

DIRECTEUR MARKETING

connaissant les textiles et l'ennoblissement,
contrat d'expatrié, logement,
retraite cadres France assurés.

Langue anglaise exigée.

Ecrire avec C.V. et photo sous nº 7.432 à :
C.M.I.,
64, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une Entreprise Métallurgique,
filiale d'un groupe Multinational renommé
- C.A. 2 Milliards -
Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

Bilingue Français/Anglais, vous devrez avoir une expérience d'au moins 5 années dans une fonction analogue.

Si, vous avez une expérience de la gestion financière, relations bancaires, établissement de budgets prévisionnels, *c'est vous que nous recherchons.*

Nous souhaitons rencontrer une forte personnalité, capable de *s'intégrer à notre équipe de Direction Générale.*
Rémunération à la hauteur des responsabilités.
Age indifférent.
Faites-nous parvenir votre candidature (CV, photo) à Nº 49035 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Votre confiance sera totalement respectée.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

OTH INTERNATIONAL

18, bd de la Bastille 75579 PARIS Cedex 12
recherche pour
HELSINKI (FINLANDE)
LES INGENIEURS D'ETUDES SUIVANTS :

INGENIEUR AIR CONDITIONNE

INGENIEUR ELECTRICIEN

Lieu de travail : HELSINKI

Voiture et logement fournis par la Société + prime d'expatriation.

Anglais indispensable.

MISSION : Contrôle pour le compte du maître d'ouvrage d'études faites par des bureaux d'études finlandais pour d'importants projets à l'étranger.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo à Direction Générale OTH INTERNATIONAL.

ALGER - ADJOINT DIRECT. TECHN. bâtiment. 200.000 F net. Téléphone : (4) 445-14-85 21 et 22-10-1982, 14 à 20 h.

STÉ FRANÇAISE DE T.P. IMPLANTATION INTERNATIONALE

CHEF METREUR

pour chantiers importants FRANCE ET ETRANGER

Expér. min. 15 ans dans T.P. ou bâtiment T.C.E.
Format. B.T., B.T.S. ou F.P.A.

170.000 F.

Écrire sous réf. 325/M., SWEERTS B.P. 289, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Responsable administratif et financier

Travaux Publics — Afrique Anglophone

Vous parlez couramment l'anglais, vous avez envie de vous expatrier, avec ou sans votre famille, et vous avez bien sûr une expérience confirmee de ce type de poste ?

Nous vous proposons la responsabilité administrative et financière de l'un de nos grands chantiers en **AFRIQUE ANGLOPHONE.**

Vous serez tout d'abord formé, sur le site, aux différents aspects de la fonction : coordination des services administratifs et comptables, étude de contrats divers, gestion de la trésorerie, relations avec les banques, transferts de fonds, prévisions budgétaires, recouvrement des décomptes de travaux, gestion des expatriés.

Vous prendrez ensuite toute l'autonomie dont vous serez capable. Notre groupe peut en effet vous permettre une evolution de carrière a la hauteur de vos ambitions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre candidature, sous référence 2920 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYRTEC
GRENOBLE

NEYRTEC *conçoit et realise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) et des matériaux, agrégats et minerais (broyage et concassage)*
NEYRTEC *est l'un des établissements du groupe* ALSTHOM-ATLANTIQUE :
42000 personnes
16 milliards de chiffre d'affaires
NEYRTEC *recherche*

JEUNE INGENIEUR

Débutant ou quelques années d'expérience - formation ENSAM, ENSERG, ENSEEIHT, SUP.ELEC ou équivalent.

Connaissances sérieuses exigées en physique générale, électronique, instrumentation et automatisme en vue applications Laboratoire et Industrie dans domaine mécanique des fluides.
Connaissances appréciées en optique cohérente, holographie.
Qualites humaines, esprit d'équipe - dynamique ordonné.
Possibilités de déplacements France et Etranger.
Anglais lu et parlé couramment.

Adresser C.V. à NEYRTEC - B.P. 61 X
Service du Personnel 38041 *Grenoble Cedex.*

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
250Km au Sud de PARIS,
recherche

INGENIEUR ENTRETIEN-MAINTENANCE

ARTS ET METIERS OU INSA

Il sera responsable d'une équipe et participera aux programmes d'investissements, aux projets et leurs concrétisations.

Adresser c.v., photo et prétentions sous référence 769 à Axial Publicité 27, rue Taitbout - 75009 Paris - qui *transmettra.*

LES HOSPICES CIVILS DE LYON

recherchent pour leur
Département informatique

4 INGÉNIEURS D'APPLICATION

Expérience Systèmes transactionnels (G.C.O.S., T.D.S.) ou mini souhaitée

Adresser lettre manuscrite (*en précisant rémunération*) C.V. *et photo*
HOSPICES CIVILS DE LYON
DEPARTEMENT INFORMATIQUE
61, boulevard Pinel. B.P. 40
69671 BRON CEDEX.

Sud du Jura

Entreprise transformation plastiques, 1 000 personnes, 5 unités de production recherche un

Secrétaire Général

à vocation financière et audit

Membre d'une équipe de *direction caractérisée par sa* jeunesse et son esprit de concertation, en contact étroit avec les conseils extérieurs, il exercera ses fonctions dans les domaines suivants :
- finances : animation des services comptables, analyse des comptes d'exploitation, relations bancaires en liaison avec la *direction générale,*
- administration : contentieux, assurances, relations avec organismes et partenaires divers,
- contrôle permanent des procédures et des filiales.

Ce poste nécessite une formation supérieure type ESC ou similaire, de bonnes connaissances financières et une expérience vécue en milieu industriel.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion, sous réf. 102, par Josette Vanden Borre.

v.d.b conseil
Chamandre - 01340 Foissiat.

média-system

usinor

recherche pour son usine de

valenciennes

un

INGENIEUR DEBUTANT

ayant une bonne formation en Mécanique et Electricité, acquise dans une Grande Ecole (*Centrale Lyon, Arts & Métiers, ICAM, ESME, HEI, ...*)

Il s'agit, dans une usine d'environ 850 personnes, en cours de mutation (développement, automatisation et informatisation) de faire partie de l'équipe du Service d'entretien mécanique, électrique et électronique chargée également des Etudes et Travaux neufs.

La taille du groupe garantit à terme des évolutions de carrière intéressantes.

Adresser lettre de candidature et CV à l'attention personnelle du Directeur de l'Usine
Usinor Valenciennes - BP. No 25
59125 TRITH-SAINT-LEGER



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FILIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE

recherche dans le cadre du développement de ses activités un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

SPECIALISTE HAUTES FREQUENCES

Basé au siège près de LYON et sous l'autorité du Responsable du Département Electronique, il se verra confier l'étude et le développement de systèmes de communication sans fils destinés à des applications inédites dans le domaine de l'électronique grand public.

Cette création de fonction s'adresse à un jeune Ingénieur électronicien justifiant impérativement d'une première expérience dans le domaine des circuits H.F sur le plan de la conception et de l'élaboration de prototypes.

Il s'agit d'une opportunité très motivante au sein d'un département en expansion.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 3220
à **PIERRE LICHAU S.A.,**
12, rue Président Carnot — 69002 Lyon
qui transmettra.



ANNECY (Haute Savoie)
La Société Nouvelle de Roulements
Mécanique de Précision
4200 Personnes 4 Usines
Filiale Régie Renault

Recherche :

UN CONTROLEUR GESTION FILIALES

Il sera chargé, dans le cadre de la direction financière du contrôle de gestion et du contrôle comptable des filiales commerciales étrangères. Il participera également au contrôle comptable au niveau de la maison mère.

Formation : Grandes Ecoles Commerciales option finances et comptabilité.
Expérience dans une entreprise industrielle de 3 à 5 ans souhaitée.

Anglais nécessaire. Deuxième langue appréciée.

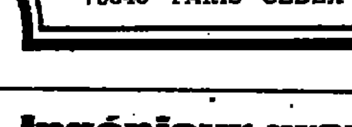
Ecrire avec CV détaillé et photo à : SNR Service Emploi Réf. CGF 1, rue des Usines BP 17 - 74010 ANNECY Cédex.

ORGANISME REGIONAL
recrute

SON RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

pour développer ses activités à l'étranger, il aura obligatoirement la maîtrise de l'Anglais et une connaissance des pratiques commerciales des pays en développement sera appréciée.

Faire acte de candidature par C.V. détaillé + lettre manuscrite d'accompagnement à l'attention de M. BARTOLI



ANPE

12, place de la Croix-de-Bourgogne
54042 NANCY CEDEX

Une importante société d'électronique

recherche pour une de ses unités de production (800 personnes) implantée en
SEINE MARITIME

un chef des services administratifs et du personnel

rattaché au Directeur de l'établissement et en liaison avec le Siège Social, il aura la responsabilité des fonctions de personnel, de la coordination des services généraux et des liaisons avec les autorités locales.
De formation supérieure il aura acquis en milieu industriel une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Adresser CV et prétentions sous référence 39364 à
projets publicité
12 rue des Pyramides
75001 Paris
qui transmettra.



Gestion financière — Alsace

Adjoint au directeur administratif et financier - Une grande entreprise industrielle située en Alsace et appartenant à un groupe d'envergure recherche un financier de talent pour seconder son directeur administratif et financier. Il sera appelé à intervenir sur l'ensemble des domaines de la fonction avec pour objectifs prioritaires d'améliorer l'efficacité des services comptables et de mettre en place un système de contrôle de gestion harmonisé au niveau du groupe. Par la suite, il approfondira les questions administratives, juridiques et de montage des dossiers commerciaux (70% d'activité à l'exportation) afin d'élargir sa compétence et d'être notamment en mesure de représenter la société au plus haut niveau. Ce poste ne peut intéresser qu'un diplômé d'une grande école de gestion pouvant justifier d'une compétence du management des ressources financières, acquise au travers d'une expérience d'une dizaine d'années au moins, dans une entreprise de taille importante et d'organisation moderne. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la pratique de systèmes informatisés est une condition nécessaire. Le niveau de rémunération se situera entre 250 et 300.000 francs pour un candidat de valeur auquel des perspectives d'évolution seront offertes. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6151M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Responsable organisation et informatique — Machine-outil

Ce groupe (430 personnes) poursuit dans le secteur de la machine-outil un redressement spectaculaire et prépare le futur en modernisant l'outil de production (50 millions de francs d'investissement prévus sur trois ans). Il renforce l'encadrement et recherche son responsable organisation et informatique. Dépendant du directeur financier du groupe, il interviendra sur les deux unités de production basées respectivement à Châteaudun et Maubeuge. En étroite relation avec les directeurs d'usine et les utilisateurs, il aura pour mission de conduire et de superviser l'informatisation dans chaque unité, d'une part de la gestion de production, d'autre part des applications classiques de gestion (comptabilité, administration des ventes...). Il pourra à terme, s'il le souhaite, accéder à une fonction opérationnelle en gestion de production. Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant acquis une première expérience en informatisation de gestion de production de biens d'équipement. Il devra être disponible et mobile. Sa rémunération annuelle sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2294M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

INSTITUTION DE PREVOYANCE
1000 personnes - 40 établissements
recherche pour ses services centraux de
CHARTRES

CHARGÉ D'ORGANISATION

Formation supérieure
(Ecole de Commerce, Sciences Eco ou CNAM)
Expérience d'au moins 3 ans dans le secteur tertiaire, de préférence assurances groupe.
Pratique de l'informatique de gestion (analyse ou conduite de projets).

Déplacements de courte durée.
Position Cadre - 120 000F annuel.
Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec CV, photo et prétentions No 49313 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Assistants marketing — Alsace

La Société Alsacienne de Construction de Matériel Textile, implantée à Mulhouse, conçoit, réalise et vend des équipements de réputation internationale. Au sein de la direction Marketing et Commercial deux postes d'assistants sont à pourvoir. Le premier poste concerne une fonction d'ETUDE MARKETING : recherche permanente de données auprès de la force de vente, conduite d'études spécifiques, participation au plan marketing, etc. Le second poste concerne une fonction de MARKETING DE COMMUNICATION : communication commerciale en général, actions promotionnelles et publicitaires, participation aux manifestations extérieures, etc. Dans les deux cas, les titulaires seront responsables de la gestion des budgets correspondant à leurs missions. Les candidats recherchés sont diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de 28 ans au moins, et peuvent justifier d'une première expérience professionnelle en marketing industriel. La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand serait appréciée. Ces postes évolutifs sont à pourvoir rapidement. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6154M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Ingénieur grande école pour notre bureau d'études armement

130 000 – 150 000+

Notre usine (450 personnes, 15 cadres) appartient à un groupe industriel solide, leader de sa branche. Pour développer notre activité armement, nous créons un service spécifique études et méthodes pour lequel nous recherchons un jeune ingénieur généraliste grande école qui, sous l'autorité du directeur de division dirigera une équipe d'une dizaine de dessinateurs et techniciens compétents.

Votre formation, votre expérience d'au moins 3-4 ans des bureaux d'études (mécanique, électronique, petits moulages plastiques), votre esprit d'équipe et votre aptitude à manager un tel service sont des atouts indispensables pour participer au sein de la division, à nos efforts, et profiter de notre avenir serein. Nous serons heureux de vous accueillir dans le calme de notre usine-parc de 50 ha, à 200 kms au sud-est de Paris... surtout si vous pratiquez l'anglais.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. 2652M, *1 rue de Berri, 75008 Paris.*



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

Une importante société d'ingéniérie des transports recherche pour
MARSEILLE

UN CADRE RESPONSABLE DE TRANSIT 150/200.000 F. +

Collaborateur du directeur du département « **transit de projets clés en main** », il sera chargé de la coordination, à partir de Marseille, des transports de projets « **bout en bout** » et des procédures de transit.

Pour ce faire, il sera secondé au siège par une équipe de 15 personnes et par tous les agents de la société à l'étranger.

Cette fonction à responsabilités, qui comprend une part importante de négociations à tous les niveaux, conviendrait à un professionnel de 35 ans minimum, organisé, précis et doué d'un grand sens de l'initiative.

Le caractère international de cette activité suppose une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V. détaillé) sous réf. 1101 M à **PIERRE LICHAU S.A.,**
116 rue E. Rostand 13006 Marseille qui transmettra.



Discrétion absolue garantie.



Notre société, leader sur le marché de l'électro-nucléaire, recherche

Ingénieurs

Vous avez :
- une expérience industrielle en fabrication ou sur chantier dans les domaines mécanique, soudure, électricité.
- si possible la connaissance du fonctionnement et des systèmes de chaudière PWR.

Nous vous proposons d'assurer :
- la surveillance et le suivi de nos interventions en centrales (modifications, réparations, démontage, montage).
- le contrôle et le respect des documents techniques applicables.
- l'évaluation des résultats des contrôles.

Postes basés à **LYON** avec déplacements sur chantiers.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5224 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

En Lorraine... Le dauphin de notre directeur production

400 personnes, 160 millions de F de CA, 2 usines, nous sommes une entreprise nancéenne d'envergure internationale, solide, spécialisée dans la production et la commercialisation de matériels techniques de second-œuvre nécessitant la transformation de métaux et de plastiques.

Collègue du responsable des achats et de celui de la fabrication, vous assurerez la logistique et la gestion de la production sous l'autorité du directeur production. Au départ de ce dernier (6 mois après votre entrée en fonction), vous lui succéderez, avec l'ensemble de ses responsabilités, au sein de notre équipe de direction.

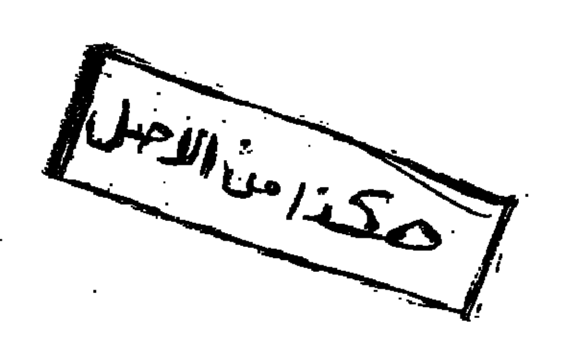
Ingénieur généraliste d'environ 35 ans, grâce à votre expérience réussie en usine, vous avez su atteindre vos objectifs, faire évoluer votre outil de production dans les meilleures conditions de coût, de productivité, de climat social et de sécurité. Industriel éclairé, organisé et entreprenant, notre PDG et son équipe vous proposent de partager leur réussite... surtout si vous parlez anglais.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. 2645M, en précisant votre souhait de rémunération, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur marketing

EMP - ECP - ESE - ENSERG...
HEC - IEP Paris - ESSEC - ESCP.



HEWLETT PACKARD
GRENOBLE

C'est à Grenoble qu'est implantée notre **division** *européenne* de support du groupe informatique. Son Département Marketing a pour *objectif de promouvoir* du **service clientèle en logiciel et matériel** ceci par l'intermédiaire et en obtenant la contribution de notre *réseau européen* d'ingénieurs de vente.

Le poste que nous créons aujourd'hui se caractérise par de *nombreux* points forts : son **caractère européen, les contacts** nombreux *et variés qu'il offre*, avec des entités et des personnes différentes (usines, réseaux commerciaux, services après-vente, clients...), par son point de vue **technique** (vue très large de tous les produits de la gamme informatique d'HP), son *aspect créatif : définition et mise en* place de programmes de marketing pour toute l'Europe, **organisation** *et structuration* de la communication avec différents pays (formation, informations, assistance...).

Ce poste, extrêmement varié et très vivant est de ce fait particulièrement formateur, permettant ainsi au candidat qui y fera ses preuves d'avoir par la suite un choix très étendu pour son évolution de carrière (tant sur le plan des entités, des champs d'action que des fonctions elles-mêmes).

Si vous parlez couramment l'anglais, si vous êtes disponible, soucieux de votre développement professionnel, attiré par les techniques de pointe, motivé par un poste exigeant, écrivez à Claire BACHELARD sous référence CAJ 009 Département du Personnel HEWLETT PACKARD GRENOBLE, 5 avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

Les Hommes de Personnel nouvelle génération

Ce sont ceux qui ont découvert au travers de leurs expériences que la clarté, la franchise, l'équité étaient leur meilleur allié. Oui, le nécessaire fondement de toute politique sociale aujourd'hui.

Ce sont aussi tous ces jeunes ingénieurs et universitaires que, il y a quelques années, les grands groupes industriels ont entrepris de sensibiliser à la fonction personnel en leur faisant faire leurs premières armes en usine. Par cette présence dans les ateliers auprès de la base, ils ont appris l'art et la manière du dialogue à tous les niveaux. Ils ont compris que c'était là le seul moyen de rapprocher des points de vue aussi différents que ceux de l'encadrement préoccupé d'une production à sortir et des salariés aspirant à être entendus.

C'est l'un de ces hommes que nous voudrions voir rejoindre notre équipe de responsables de personnel. Une équipe soudée faisant vivre, dans la chimie, au sein d'un groupe industriel de taille moyenne, très profitable et désireux aujourd'hui de bien passer la crise, une politique de personnel volontariste.

Il se verra confier, dans un premier temps, le service du personnel d'une usine située à 200 kms au nord de Paris. Cinq cents personnes réparties en un grand nombre de sous-groupes à la culture propre : ceux des labos, ceux de l'entretien, ceux de tel type de production ou de tel autre, ceux en travail posté.
Tout en étant le proche collaborateur du Directeur de l'usine, il assumera, à la tête d'un service d'une huitaine de personnes, la totalité de la fonction.

Les candidatures à ce poste seront étudiées rapidement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS qui connaissent bien notre entreprise. Si vous vous sentez concerné par notre approche et si vous avez, bien sûr, déjà une expérience de chef de personnel écrivez-leur sous référence 192 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267 35 11

SOFRANCE

GROUPE P.M. LABINAL

Société implantée dans la Région
DE LIMOGES
et spécialisée dans la fabrication de filtres de haute technicité
recherche pour prendre en charge la fonction METHODES

UN INGENIEUR

de formation A.M. ou équivalent

Possédant une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire.
Il devra également posséder des connaissances en physique chimie.
Anglais indispensable.
Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions à P.M. LABINAL
Direction des Relations Sociales - 5, avenue Newton
78390 Bois d'Arcy.

ÉCONOMISTE

EN LORRAINE
SCIENCE CO, E.S.C., I.E.P...
avec un minimum de 5 ans de pratique professionnelle,

- ayant eu à traiter des problèmes d'urbanisme, et/ou *d'entreprise, et/ou* économie locale et régionale,
- avec un sens aigu de la négociation et celui du dialogue avec des *élus*,
- une capacité à animer et diriger,
- l'habitude d'établir des rapports et le goût de la rédaction.

Adresser curriculum vitae + photo sou la référence 2.150 à *P.* LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 *Paris* Cedex 02, qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES
recherche

2 INGÉNIEURS HYDRAULICIENS

5 ans d'expérience pour :
- Est de la France, hydrologie et hydraulique fluvial.
- Etranger. Espagnol indispensable.

Ecrire sous le nº T 035.976 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TURBOMECA



Brevets SZYDLOWSKI

4 500 personnes, à la pointe de la technologie des Turbines Aéronautiques de petite et moyenne puissances, menant une *stratégie mondiale* (65 % du C.A. à l'exportation, filiales et licenciés dans le monde entier), recrute pour son établissement principal, situé à proximité de PAU :

1° - Pour son **Département TURBINES INDUSTRIELLES :**

Responsable ingénierie

Chargé de prendre en mains le Service Ingénierie constitué de *dessinateurs, d'électriciens et d'une équipe* de montage-réparation, soit une quinzaine de personnes.
Rattaché au Responsable du Département, il contrôlera les études techniques de mise en groupe et d'*installation de turbines*, étudiera les dossiers d'appel d'offres et participera au chiffrage des propositions *correspondantes avec les commerciaux*, s'engagera sur les délais et la rentabilité des contrats. Le développement *des activités à l'exportation nécessitera la formation* et le soutien de metteurs en groupes à l'étranger.
Ce poste intéressera un **Ingénieur Mécanicien (Centrale, AM, INSA...)**, 30 ans minimum, polyvalent par ses compétences techniques et une première expérience de la réalisation de projets (installations, équipements) dans des secteurs tels que le pétrole et l'industrie en général. La connaissance des moteurs et *turbines et de leurs utilisations* constituera un atout supplémentaire. Ce poste sera évolutif pour un candi*dat apte à mener une équipe motivée et compétente*. Anglais indispensable (réf. 2529/LM).

Ingénieur électricien-électronicien

Chargé de problèmes électriques liés aux diverses utilisations des turbines à gaz : choix d'équipements industriels nouveaux, étude et développement d'un boîtier de commande contrôle à microprocesseur...
Appartenant à une section de 4 personnes rattachée au Service Ingénierie du Département, il participera à l'étude des dossiers d'appel d'offres et au chiffrage de la partie électrique des propositions.
Ce poste intéressera un **Ingénieur Electricien-Electronicien (Sup Elec ou équivalent).** *Une courte expérience dans une petite entreprise industrielle serait appréciée. Le candidat doit pouvoir, à terme, être le responsable électrique du service. Anglais souhaitable* (réf. 2530/LM).

2° - *Pour son* **Service MISE AU POINT MECANIQUE** (60 *personnes*) :

Ingénieur débutant

De **formation type INSA, AM, ESNICA ou équivalent,** connaissant bien les technologies mécaniques et les techniques de mesure, de profil expérimentateur et ayant le goût du travail en équipe.
En position d'adjoint au responsable du service, il participe à toutes les activités : expertises sur des prototypes ou des moteurs d'essai en exploitation, mesures et études de solutions, conceptions de moyens d'essais appropriés.
Ouvert aussi sur les avants-projets et les autres services techniques, ce poste présente un réel intérêt pour un candidat pragmatique (réf. 2531/LM).
Merci d'adresser vos candidatures avec lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence choisie à **OCS** notre Conseil qui procédera aux entretiens à PARIS et à BORDEAUX.







Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

LYON

Importante société de transport recherche pour prendre la responsabilité d'une

fonction méthodes et temps

INGENIEUR

Agé de 28 ans minimum, de formation généraliste type AM, INSA..., il possède une première expérience en méthodes, ordonnancement ou planning ; ou dans une fonction organisation et logistique exercée dans une grande entreprise industrielle.

Animateur d'une équipe de 12 personnes, il sera chargé d'analyser et d'optimiser les processus de fonctionnement des moyens en personnel et en matériel de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, à notre conseil Algoe, en mentionnant votre rémunération actuelle (réf M 725).

ALGOE 9 bis route de Champagne 69130 Ecully

Membre de Syntec

THOMSON - BRANDT

GROUPE GRAND PUBLIC
Ensemble industriel de
2 000 personnes.
leader européen du lave-linge
crée à LYON, *le poste de*

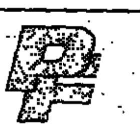
Jeune ingénieur électronicien

ayant une première expérience ou débutant. il intégrera une équipe au sein d'un laboratoire d'assurance qualité aux *normes internationales*. Chargé de l'homologation des nouveaux composants, il les suivra à partir du fournisseur, en fabrication et jusqu'au SAV compris avec une grande autonomie permettant la meilleure fiabilité de nos produits de grandes séries à base de microprocesseurs. L'*importance* du Groupe et ses structures lui permettront d'envisager une carrière formatrice et ouverte à une évolution. Anglais écrit et oral parfaitement *maîtrisé*.

Ecrire au CABINET GATIER, sous réf. 720 M, 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

média-system

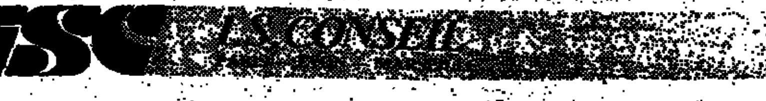


futur secrétaire général

Marseille **130.000 F +**

Profroid S.A., 200 personnes, activité importante à l'exportation, recherche un candidat qui, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier sera chargé de superviser la comptabilité générale, analytique, et la *gestion du personnel*. Il développera le *contrôle de gestion et assurera la gestion financière*.
Le candidat de formation E.S.C. possède une expérience similaire, de 3 à 5 ans, *une bonne connaissance de l'outil informatique* (l'entreprise disposant d'un système très performant), ainsi que de bonnes qualités « d'homme de gestion ».
Ce poste présente de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser C.V. manuscrit + photo sous réf. *1005/82* à :
I.S. CONSEIL — 34, cours Gouffé — *13286 MARSEILLE Cédex 6.*



ENTREPRISE FRANÇAISE DIVERSIFIEE
300 Personnes - C.A. + 20 à 25 % par an, financièrement très solide renforce ses structures et recherche :

Adjoint au Directeur des Achats

- *Formation Ingénieur, de préférence chimiste*
- *Expérience 2 à 5 ans dans l'industrie*
- *Habitué aux contacts humains et sachant travailler en équipe.*

Dans un premier temps, il prendra la responsabilité de l'administration des achats
Dans un deuxième temps, il participera à une importante action d'organisation administrative achats/production, en liaison avec les services informatique et organisation.

Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.
Poste à pourvoir en BOURGOGNE.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 8102 M sur enveloppe à : JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

Une importante *Société de Tourisme*
recherche

un(e) Chef d'Antenne

pour le département des **VOSGES**

- basé à Epinal, *il(elle) aura à diffuser et à promouvoir les produits de la* Société à travers le *réseau du département* (5 millions de CA)
- *organisé(ée) et méthodique dans sa gestion, il(elle) devra répondre à toutes les demandes du réseau avec rapidité et efficacité car il(elle) sera seul(e) responsable*
- *une première expérience réussie en agence ou chez un T.O. et le BTS de* Tourisme sont les conditions exigées pour ce poste autonome et à fort potentiel de développement.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **5656** à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra-

LEVI TOURNAY PUB

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Etre chef de service comptabilité en Provence - Côte-d'azur

Notre entreprise (1.000 personnes), 450 millions de C.A., filiale régionale d'un groupe international, recherche le chef de son service comptabilité.
Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable des comptabilités analytique et générale, de l'élaboration du bilan, de la gestion de la trésorerie et de l'encadrement d'une équipe de 10 personnes. De formation supérieure (type DECS), à la fois rigoureux et homme de contact, il a l'expérience de la fonction et la connaissance des applications informatiques.

Adresser C.V. et photo sous référence 2803 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Les FROMAGERIES BEL

recrutent pour leur usine
DES LAUMES (CÔTE-D'OR)

CHEF DU PERSONNEL

Il collabore étroitement avec le Directeur pour définir et suivre l'application de la politique sociale de l'Entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions d'amélioration de conditions et de prévention d'accidents du travail, de restructuration des tâches, de formation permanente.

Il assure également les relations avec les partenaires sociaux, gère le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une première expérience dans la fonction personnel.

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo à
FROMAGERIES BEL
Service du Personnel
4, rue d'Anjou - 75008 PARIS

responsable du service comptabilité générale

REGION NORD **160.000 F +**

Une société française (450 MF de CA) fabriquant et commercialisant des biens intermédiaires, occupant une des premières positions sur ses marchés, et exportant plus du quart de ses produits recherche le Responsable du Service Comptabilité Générale.

Rendant compte au Responsable Administratif et Financier, ce cadre animera une équipe d'une dizaine de personnes et prendra en charge l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'établissement des comptes annuels. Il gèrera par ailleurs la trésorerie à court terme. Ce poste, basé dans la région Nord, intéresse un candidat âgé de 28 ans au moins, possédant un DECS ainsi qu'une expérience réussie de 5 ans minimum, de préférence en milieu industriel. Il sera familiarisé avec l'outil informatique. La connaissance des problèmes liés à l'exportation constituerait un atout supplémentaire. Les perspectives de carrière sont intéressantes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7271-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER REGIONAL
à caractère Social
Région Nord-Ouest recherche son

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

pour remplacer le titulaire actuel qui doit partir en retraite dans quelque temps.
Agé d'environ 40 ans, le candidat devra justifier d'une expérience de gestionnaire de haut niveau, assumer une mission de gestion et de développement de budgets importants, de recherches et d'études en matière d'investissements, de relations avec les administrations, les entreprises et organismes clients, d'encadrement et d'animation d'une équipe.
Formation H.E.C., E.S.S.E.C. ou Ingénieur..

Envoyer lettre de candidature et C.V. sous No 49259, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Important groupe industriel français (30 000 personnes), leader dans son secteur d'activités, recherche :

Adjoint au chef du personnel

5 500 personnes

De formation supérieure (Sciences Po, sciences humaines...), vous possédez environ 4 ans d'expérience de la fonction personnel dans un établissement du secteur industriel.

Le Chef du Personnel d'un de nos plus importants établissements (CAEN) vous offre l'opportunité de développer votre maîtrise de la fonction en vous associant directement à son action.

Outre les secteurs qui vous seront directement rattachés :
- recrutement, emploi et formation,
- qualification et rémunération,
- réglementation sociale,

vous serez amené à le représenter dans tous les aspects de la fonction.

Une expérience réussie dans ce poste vous offrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Si vous êtes intéressé par cette opportunité, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence MBR/ML 1 à

ISCO Conseil en Recrutement
10, Rue Auber 75009 PARIS

MEDIA PA

Unité industrielle 850 personnes

CHEF DU PERSONNEL

Cette filiale d'un puissant groupe industriel français largement diversifié est intégrée dans l'une de ses Divisions (9 000 personnes). L'ensemble des services administratifs et commerciaux (100 personnes) est également présent sur le site industriel (750 personnes).

Rattaché au Directeur du Personnel de l'ensemble des Sociétés de la Division, il propose et met en oeuvre une politique sociale qui intègre à la fois la volonté de communiquer de la Direction Générale, les capacités économiques de l'Entreprise et les impératifs légaux. Il anime personnellement l'ensemble des instances permettant le dialogue social (CE, CHS, relations avec les délégués du personnel...). Il conseille les différentes hiérarchies opérationnelles et il gère son service (23 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (juridique, technique) de 30 ans minimum. Il a acquis, en milieu industriel impérativement, une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine des relations humaines. Outre ses qualités «techniques», son aptitude à communiquer, à travailler en équipe, à s'intégrer dans un milieu industriel exigeant (3 × 8 continu), sa personnalité affirmée sera particulièrement appréciée. Mobile et disponible, il pourra évoluer à l'intérieur de la Division ou du Groupe.

Ce poste évolutif est basé dans une ville universitaire situé à 100 km de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 4314 AC à

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Entreprise moyenne dynamique
spécialisée en assainissement traitement des eaux
équipement sanitaire collectif

recherche

UN « PATRON »

POUR SA RECHERCHE DÉVELOPPEMENT QUI EST ACTIVE ET AMBITIEUSE.

Conviendrait à chercheur universitaire ou ingénieur de bon niveau créatif et réaliste d'environ 35 ans, ayant une bonne connaissance des disciplines correspondantes.

Le poste est à NANTES.

Écrire avec curriculum vitae à : M. RÉGENT
SOAF Boîte Postale 363
44012 NANTES CEDEX.

CHARGE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES EN MEUSE

ORGANISME ECONOMIQUE recrute pour BAR-LE-DUC un technicien d'études et d'enquêtes ayant expérience vie de l'entreprise.
Salaire début : 85/110.000 F.
Situation stable et d'avenir.
Tél. : au (8) 335-42-63.
Ou écrire sous référ. P 4987.
Cabinet CLAUDE BLIQUE.
B.P. 3097-54013.
NANCY-CEDEX.

JOURNAL SUD-OUEST BORDEAUX

recrute

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Responsable de l'atelier mécanique générale (28 personnes)

IL A POUR MISSION :
MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE
– Des automatismes hydrauliques et pneumatiques des rotatives et matériels de conditionnement dont leur entretien préventif, assisté par ordinateur ;
– De l'installation froid (photocomposeuse et ordinateur).

NOUS RECHERCHONS :
Un professionnel de la mécanique industrielle complexe et de l'animation d'une équipe (O.M., CNAM ou équivalent) acceptant les contraintes de la presse (travail nocturne) à qui nous offrons de s'insérer dans une équipe et des conditions de travail attrayantes.

Ecrire au DIRECTEUR DU PERSONNEL SUD-OUEST, 33094 Bordeaux Cedex.

CHEF DE SERVICE

Automatismes industriels
Normandie

La Société est une importante entreprise de Normandie spécialisée dans l'étude et la réalisation d'automatismes industriels et d'installations électriques.
Profitant de son excellente image de marque, elle veut développer ses activités dans le domaine de l'automation appliquée aux techniques nouvelles de fabrication et de régulation (robotique, économie d'énergie,...).
Pour diriger son Service «Industrie» (130 pers.), elle recherche un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** (ESE, IEG, AM...) ayant l'expérience de l'étude et de la réalisation d'installations électriques et d'automatismes dans l'industrie. Optimum 35ans.

Adresser CV détaillé s/réf. 222/11M à :

France Cadres 22 rue St Augustin 75002 Paris.

GROUPE LEADER SUR SON MARCHÉ TRANSPORTS DE VOYAGEURS

RECHERCHE POUR L'UNE DE SES FILIALES (250 PERSONNES)

UN CADRE COMMERCIAL

IL ASSURERA :
– La gestion et l'analyse des résultats commerciaux,
– Les études de marchés et enquêtes, servant à la définition d'une politique produits et développement.

De réelles opportunités d'évolution existent pour un candidat motivé, débutant ou ayant une à deux années d'expérience ; diplômé de l'enseignement supérieur du niveau Grande Ecole.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à M. Le Directeur de la S.T.D.C., place du Canada, 14000 CAEN.

SOCIETE FINANCIERE - Nantes - offre poste de

chargé de mission analyste financier

à jeune diplômé dynamique ayant le goût des contacts, du dialogue avec les chefs d'entreprises régionaux.

Le poste convient à un homme de 25 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, ou ingénieur intéressé par les problèmes de gestion, qui joint à son goût de l'analyse celui de la responsabilité de son volume d'affaires.

Situation évolutive pour candidat de classe intellectuelle et personnelle.

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 1865 à Mme A. GARRET 11, rue Mauvoisins, 44200 NANTES.

LYON

Importante société d'ingénierie nucléaire recherche

Ingénieur mécanicien débutant

Centrale, A et M,...

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il se verra confier des missions d'étude dans les domaines suivants :
- mécanique,
- thermohydraulique,
- dimensionnement de matériel sous irradiation.

La société offre d'intéressantes possibilités de formation et de réelles possibilités de carrière.

Pour un premier contact, adresser CV et photo sous réf. 5225, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra

média-system

Groupe Industriel Français de premier plan
Implantation Internationale

recherche
pour région OUEST :

UN INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

chargé des relations avec les clients et différents services du groupe.

Ce candidat doit avoir une parfaite connaissance de l'Anglais.

Expérience souhaitable en moteurs de rechanges Diesel.

Age souhaité : 30-40 ans.

Ecrire sous numéro 950.104 à H.A.P.
hall des Petites Annonces, 7 X, 44040 NANTES CEDEX.

Labo CNRS
dispose
bourse d'industrie
pour la préparation
d'une thèse
de physico-chimie
macromoléculaire.

Domaine
de recherche :
IGNIFUGATION
DE POLYMÈRES.

Écrire à G. CLOUET
CRM, 6, rue Boussingault,
67083 Strasbourg Cedex.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

Ch. accordeur piano, bon salaire. Ecrire La Maison de la P.A. s/nº 498, B.P. 2.355, 69216, LYON Cedex 02.

RECHERCHONS
ORGANISATEURS
100/200.000 F
GRANDES ECOLES
COMMERCE ou INGENIEUR
INGENIEURS ANALYSTES
CHEFS de PROJETS
M.I.A.G., ECOLE D'INGENIEUR
100/200.000 F +
Conception et réalisation
Logiciel sur Digital équipment
H.P. 3000, D.P.S. 7
Postes à Paris
POUR CAMBRAI
INGENIEUR SYSTEME
120/180.000 F
Matériel I.B.M. sur
logiciel M.V.S.
AFIPEC Conseil
1, cité Paradis, 75010 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Promodès Caen
Notre responsable des réseaux informatiques.

Groupe de la distribution (CA 17 000 MF), nous prenons résolument le virage de l'informatique car c'est la clé de notre rentabilité. Nous disposons déjà d'un parc de matériels disséminés sur l'hexagone: HB 61 et 64, DPS 7, 4331, QUESTAR, MICRAL... Il faut les relier par des réseaux: connecter les terminaux MSI aux MINIS 6, mettre en place une architecture DSA; et ce n'est qu'un début.

Vous êtes ingénieur ESE, ENST... ou équivalent et avez accumulé en 7 ans, ou plus, une solide compétence en techniques réseaux (protocoles, télécoms...), êtes familiarisé avec DSA ou SNA et savez relier des micros et des minis à des main-frame. Venez créer chez nous la fonction réseau.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4168 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



DIVISION AÉROSPATIALE ÉLECTRONIQUE



RECHERCHE

Usine de SAINT-OUEN (93)
INGÉNIEUR QUALITÉ
Confirmé

Formation Ingénieur Mécanicien ou Électromécanicien.
Sous la responsabilité du Chef du Service Assurance Qualité, il aura la charge des revues de projets à dominante mécanique et assurera les relations «Qualités» avec le Bureau d'Études.

Usine de SAINT-OUEN (93)
INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES
Confirmé

Possédant une expérience de 3 à 4 ans.
Connaissant bien les problèmes d'asservissements analogiques et numériques.

Usine de SAINT-OUEN (93)
INGÉNIEUR FIABILITÉ
Confirmé

Formation Ingénieur Généraliste.
Affecté au Service Assurance Qualité, il aura à effectuer les calculs de fiabilité prévisionnelle et constatée des matériels aéronautiques.

Usine de VIRE (14)
INGÉNIEUR MÉCANICIEN OU ÉLECTROMÉCANICIEN

Pour assurer la mise en place de la gestion de production automatisée dans l'Usine.
Une expérience de quelques années dans ce domaine est souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL
Direction des Relations Sociales, 5, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY

Conseiller notre Direction du Personnel

La Direction du Personnel d'une des premières banques françaises souhaite s'adjoindre un

JURISTE DE HAUT NIVEAU
– spécialiste du Droit Social –

Susceptible d'intervenir sur toutes les questions juridiques qui peuvent se poser à la Direction du Personnel d'une telle entreprise, son rôle de consultant interne s'étendra aux aspects stratégiques des problèmes.

Agé d'au moins 40 ans, le candidat souhaité possède une très solide expérience en Droit Social, et est attiré par la résolution des problèmes de Droit Social à l'échelle d'une très grande entreprise.

Les conditions de rémunération et d'évolution sont motivantes, et tiendront compte de l'expérience et du potentiel du candidat.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74977 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Jeune ingénieur électronicien : A LA BASE DU MARKETING PRODUIT ...

En amont de la commercialisation des nouveaux produits TV de THOMSON BRANDT Branche Grand Public : leur faisabilité, qu'il convient de prouver puis de «vendre» à l'équipe Marketing opérationnel.

Adjoint de l'un des Responsables de notre Division Marketing International, vous allez concrétiser nos idées au plan technique, afin d'en déterminer : la faisabilité, les brevets à déposer, la concurrence éventuelle, les sous-traitants nécessaires, ... La coordination de tous ces éléments va vous permettre d'établir les premiers croquis, puis une fiche de définition : en résumé, un dossier «en beton», déterminant pour le Marketing.

Ce poste requiert l'intervention rigoureuse et méthodique d'un(e) jeune ingénieur électronicien semi-débutant, ouvert et assez imaginatif pour participer activement à la concrétisation de «ses» nouveaux produits.

L'anglais courant est bien sûr indispensable pour une fonction nécessitant des déplacements assez fréquents à l'Etranger.

Ce poste est à pourvoir au Siège Social (Paris 20ème).

Assurée d'une absolue discrétion et d'une réponse, votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) est à adresser sous réf. 8364 M à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.





Mobil

recrute pour son Siège Social de PARIS-LA DEFENSE (92)

CADRES COMPTABLES ET FINANCIERS

DEBUTANTS(ES) OU 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

HEC, ESSEC, ESCP + DECS complet

POSTES EVOLUTIFS ET OFFRANT DE GRANDES POSSIBILITES D'AVENIR.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Adresser sous référence No 49.516, lettre manuscrite, C.V. et photo (restituée) à
MOBIL OIL FRANCAISE, Service Central Recrutement - Tour Septentrion
92081 PARIS-LA DEFENSE Cedex 9.



LEADER NATIONAL EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE
C.A. 850 MF. 2400 PERSONNES DONT 280 INGÉNIEURS ET CADRES NOUS DÉVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYTÈMES ÉVOLUÉS DE BUREAUTIQUE ET DE TÉLÉMATIQUE.

recherche

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

pour assurer le contrôle de gestion d'un établissement commercial de 300 personnes situé à FRESNES (Val-de-Marne).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce ou équivalent, ayant un sens développé des contacts humains.

De réelles possibilités de carrière pourront être proposées à un candidat de valeur, tant au sein de la Société elle-même que du Groupe C.G.E.

Adresser C.V. et prétentions au siège social :
TÉLIC-ALCATEL - Direction du Personnel - 206, route de Colmar
BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

chef de groupe "video"

SONY. Au sein de SONY FRANCE, la Division Grand Public commercialise 3 gammes de produits : Hifi, Audio et Video, au travers du circuit des revendeurs et de la Grande Distribution. Pour assurer le développement de nos produits Video et Télévision, nous créons le poste de Chef de Groupe. Ce nouveau collaborateur directement rattaché au Directeur de la Division, élabore le plan Marketing et les prévisions de ventes de tous les produits Video Grand Public et Télévision ; il participe à l'élaboration de la politique publicitaire, assure le suivi des opérations lancées et coordonne les actions de son équipe (2 Chefs de Produit). Nous avons besoin d'un professionnel, 35 ans environ, de formation supérieure et ayant acquis une solide expérience du Marketing des produits de consommation et de la Grande Distribution (alimentaire, cosmétologie...) et possédant parfaitement l'anglais. *Le développement de ce secteur d'activité nous incite à choisir un collaborateur de fort potentiel, capable de grandir avec nous.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 200.82 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

L'un des premiers groupes français d'électronique renforce sa Direction du Contrôle Interne et recrute un

AUDITEUR

Il intervient dans les unités du groupe en France et à l'étranger dans les domaines comptables, financiers, informatique et au plan des procédures et systèmes administratifs.

De formation Grande École de Commerce (HEC, ESSEC....) et/ou du niveau expertise comptable, le candidat a une expérience d'au moins 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet.

Anglais ou Allemand courant indispensable. Espagnol souhaité.

Ces postes situés à Paris impliquent de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre curriculum vitae à HAVAS CONTACT, 1, Place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 31262 qui garantit la plus grande discrétion.

HAVAS CONTACT

Nous sommes un groupe français de dimension internationale et nous réalisons 35 % de notre CA hors de France. Nous recherchons

Auditeur interne (réf 331 RT)

Assistant principal du responsable du service, il prendra en charge des missions d'audit dans les 9 pays d'implantation du groupe. Il sera amené à effectuer de nombreux déplacements en France et à l'étranger.
De formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co ou Université), le candidat retenu aura une expérience de 2/3 ans réalisée au sein d'un cabinet d'audit international ou d'une grande entreprise.
La pratique de l'anglais et/ou de l'italien serait un atout supplémentaire.

Contrôleur de gestion débutant (réf 332 RT)

Diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, Sup. de Co) ou d'une Faculté, il viendra renforcer notre équipe actuelle et sera destiné à s'inscrire après quelques années d'expérience de la fonction dans la hiérarchie opérationnelle du groupe.
Ces 2 postes sont basés à **PARIS**. Nous offrons une rémunération motivante et la possibilité de réaliser une carrière intéressante dans un groupe dynamique en pleine évolution.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée

METROLOGIE

Importante Société d'importation et de distribution de matériel informatique

recherche
dans le cadre de son expansion

CONTROLEUR DE GESTION HF

De formation supérieure, il dispose d'une expérience pratique de la gestion informatique. Il sera chargé de l'élaboration des budgets de la Société, de l'établissement des tableaux de bord mensuels et de l'analyse des écarts.

REF. 047 M

CHEF COMPTABLE HF

Titulaire du D.E.C.S., de plusieurs années d'expérience et d'une bonne pratique de l'anglais, il se verra confier la responsabilité de la fonction comptable, des déclarations fiscales et de l'établissement du bilan.

REF. 048 M

Ces 2 postes sont à pourvoir immédiatement, pour le Siège Social à ASNIERES

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :

Minh TRAN
METROLOGIE – Tour d'Asnières
4 Avenue Laurent Cély 92606 Asnières Cédex

METROLOGIE

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS X, MINES, ECP, AM

Dans les domaines
DEVELOPPEMENT, ETUDES et QUALITE,
la diversité des techniques, des produits et des marchés concernés permet d'offrir à de jeunes candidats des perspectives d'évolution de carrière dans un groupe de dimension humaine, en dépit de son importance.

Une bonne connaissance de l'anglais et un sens profond du travail en équipe sont indispensables pour ces situations qui sont proposées dans plusieurs usines de la région parisienne et du Centre.

Votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) est à adresser sous référence 1810 M à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac 75008 PARIS

hutchinson

notre expérience, votre enthousiasme: un avenir à bâtir.

Pour développer à travers le monde nos techniques de pointe :

- dans l'électronique industrielle - concevoir et réaliser les systèmes d'automatisme pour le contrôle-commande des procédés;
- dans l'informatique temps réel - développer les logiciels du contrôle industriel : régulation, automatisation, optimisation des procédés;

nous recherchons des

JEUNES INGENIEURS

Systèmes - Développement - Affaires - Industrialisation - Chantiers.

Les 2 700 ingénieurs de notre Groupe, en France ou basés dans nos 38 filiales de l'étranger, vous invitent à contacter :

Direction du Personnel et des Relations Sociales
13 rue Antonin Raynaud - 92309 Levallois-Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13. - poste 4119.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE 44 avenue de Chatou 92506 Rueil-Malmaison.



Jeune responsable méthodes de contrôle — Banlieue sud-ouest

Cette PME (90 personnes, chiffre d'affaires de 20 millions de francs) est basée à Limours (91). Filiale du groupe MATRA, elle fabrique des produits composites et des ensembles de câblage dont les exigences de fiabilité impliquent un contrôle de qualité rigoureux à tous les stades de la fabrication. Elle recherche l'homme capable de créer et superviser le service méthodes de contrôle qualité. Rattaché au responsable du contrôle qualité et au sein d'une petite équipe, il devra après intégration dans les ateliers, proposer, mettre en place et constamment perfectionner des méthodes de contrôle qualité. Celles-ci devront être adaptées et intégrées aux différentes lignes de fabrication (montage de composants électromécaniques, câblages électriques, production de matériaux composites). Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien ou électromécanicien, ayant développé si possible au cours d'une première expérience industrielle des qualités personnelles de rigueur et d'organisation dans le travail. Sa réussite dans cette fonction pourra lui permettre à terme d'évoluer dans ce groupe dynamique. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2291M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

CONCEPTION ET REALISATION D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Premier producteur européen de pierre naturelle *(50 carrières, 20 ateliers de transformation)*
recherche pour son développement :

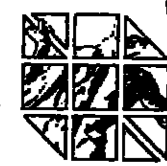
ingénieur
(Arts & Métiers ou équivalent)

Il participe au choix de nouveaux matériels électromécaniques, pneumatiques et hydrauliques pour l'extraction en carrière et la fabrication de produits finis. Il définit leur conception *(étude, cahier des charges)*, dirige leur réalisation et leur mise en opération.

Le poste est créé à PARIS - LA DÉFENSE.
Notre développement dans les marchés export et grands chantiers bâtiment garantit des possibilités d'évolution importantes.

amp

ROCAMAT



Les candidatures seront adressées personnellement à :
M. Guy NEYRON, Directeur du Personnel - 5, rue Bellini
92806 PUTEAUX CEDEX.

Professeur

Langue maternelle américaine

Une société internationale, basée en banlieue Sud-Ouest de Paris, recherche un professeur de langue maternelle américaine.

Il sera chargé des cours d'anglais et du suivi pédagogique de tout le personnel. Une expérience d'enseignement en entreprise, même courte, est indispensable. Il devra avoir une bonne présentation, une grande ouverture d'esprit et la volonté de s'intégrer à un personnel dynamique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2731 à :

Organisation et Publicite
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE

banlieue Sud Paris - desservie par RER
recherche
pour son service du personnel

UN AGENT ADMINISTRATIF

DUT - gestion option administration du personnel.
libéré O.M.

Adresser C.V., prétentions et photo sous réf. 1462 Ma :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

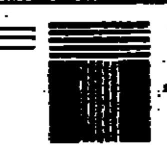
recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
ECP. MINES. PONTS. SUPELEC. ARTS ET MÉTIERS. HEC...

- Debutant, pour un poste d'Ingénieur en Automatisation Industrielle
  Après formation à Paris, implantation en Bourgogne et participation a la realisation de projets integres de systemes de production
- Debutants et confirmes, pour postes d'Ingenieur en Genie Industriel (organisation, coordination, automatisation).
  Apres formation a l'Entreprise, participation a de grands projets industriels a Paris et en Bourgogne
- Debutant, pour poste d'Ingénieur en Informatique de Gestion
  Après formation, participation à la réalisation de grands systemes de gestion (bases de donnees, temps reel, telecommunication)

Postes très évolutifs. - Anglais impératif.

Ecrire avec C.V., photo, pretentions sous ref. 47352 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - *(qui transmettra)*



TECHNICON

Groupe International, leader mondial dans les techniques d'analyse en flux continu et en spectroscopie proche infra rouge, cherche, en raison de la progression importante de sa filiale française et de l'arrivée de 3 nouveaux produits pour son

DEPARTEMENT INDUSTRIE ET RECHERCHE

Ingénieurs commerciaux

Leur mission consistera à développer, sur leur secteur, le CA de matériels d'analyse destinés au contrôle dans les industries agro-alimentaires, chimiques, pharmaceutiques.

Il convient à un titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou de Docteur 3ème cycle en chimie ou biochimie. Une expérience de Vente serait appréciée.

La fonction exige une personnalité affirmée, autonome, rompue aux négociations à haut niveau, ayant le goût des contacts, un esprit combatif, le sens de l'organisation. Elle nécessite de nombreux déplacements.

La rémunération (fixe + bonus) est motivante et une voiture de société est fournie.

Une formation approfondie facilitera l'intégration dans une équipe performante.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à P. SEROT ALMERAS CEGOS V.O.C. Tour Chenonceau, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne Cedex avant le 3 Novembre 1982. Les candidats seront convoqués pour une journée complète le 8 ou le 9 Novembre 1982, dans nos bureaux.

JOURDE

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN TÉLÉINFORMATIQUE ET LOGICIEL DE BASE

recherche pour ses activités et celles de ses clients

INGÉNIEURS
INFORMATICIENS (NES)

EXPERTS :
Professionnels de haute technicité ayant des connaissances approfondies en téléinformatique (architecture de réseaux, protocoles de transmission, ...) et possédant une réelle expérience d'encadrement.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE :
Deux ans d'expérience minimum, connaissances réelles des logiciels de base et réseaux nécessaires.

Adresser curriculum vitae à ARN INFORMATIQUE, 60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

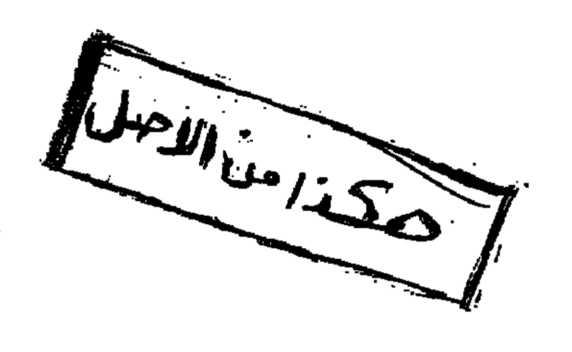


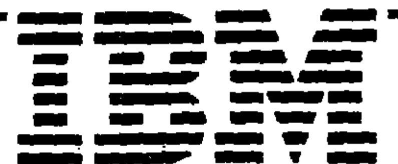
Cii Honeywell Bull

Pour sa Division Affaires Immobilières
recherche

CADRE TRANSACTION ET NEGOCIATION EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Une bonne expérience de 3 à 4 ans dans un poste similaire, le goût des déplacements et des relations extérieures seraient appréciés.
Connaissances nécessaires: droit immobilier, règlements d'urbanisme, technique du bâtiment et notions de comptabilité et de gestion budgétaire
Poste basé à Paris.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 459 M à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C
94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20





USINE DE CORBEIL-ESSONNES - 91

MICRO-ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE A L'INFORMATIQUE, RECHERCHE

Pour assurer le support technique de ses fabrications de circuits intégrés haute densité :

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- **Electroniciens (Etudes/projets, tests/équipements...)**
- **Généralistes (Méthodes de fabrication/production...)**

Cette annonce s'adresse à des jeunes diplômés débutants sans emploi et dégagés des obligations du service national. **Anglais souhaité.** Possibilité de séjours aux États-Unis.

Ces postes de début de carrière peuvent évoluer ultérieurement selon les aptitudes et les goûts, vers des activités industrielles différentes et permettre un intéressant développement de carrière.

Adresser candidature et C.V. détaillé à IBM France - Service Recrutement des Cadres, 224 bd John Kennedy, 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

Ingénieurs électroniciens



Un marché porteur, une société en expansion

Filiale du groupe **MATRA,** *nous développons et industrialisons des* ***systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électronique.*** *Dans le cadre de notre expansion (ouverture récente d'une unité de production et industrialisation de produits nouveaux), nous proposons à des ingénieurs électroniciens, débutants ou expérimentés, des opportunités de développement professionnel dans un environnement à forte technicité.*

Ces postes sont à pourvoir en :

Moyens de test

Au sein du département Méthodes, nous proposons la responsabilité de l'**étude,** du **suivi de la fabrication** et de la **mise en place des testeurs** destinés au contrôle final des produits.

Ce poste implique de bonnes connaissances en **logique programmable** *et l'aptitude à animer une équipe de techniciens.*

Lieu de travail : Châteaudun (bord de Loir, 130 km au Sud-Ouest de Paris) (réf. M/42.1).

Développement de logiciel

Nous souhaitons renforcer notre équipe chargée de concevoir et de développer des **systèmes en temps réel** dans les domaines de la **commutation privée** (nouvelle génération d'autocommutateurs).

Une expérience de 2 à 3 ans en software sera un atout valorisant.

Lieu de travail : Rungis (94) (réf. M/42.2).

* * * * *

Pour des candidats impliqués et à fort potentiel, des perspectives d'évolution sont possibles compte tenu de la taille et de l'expansion du groupe.

Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **TPL**
Service du Personnel
B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN,
en précisant la référence du poste de votre choix.

PICART LEBAS



GROUPE MATRA

MEDIA PA

Importante Société Région Parisienne recherche des:

Ingénieurs d'affaires

pour projets d'usine clés en main, industrie lourde à l'exportation, notions en ingénierie et / ou informatique souhaitées.
Des déplacements sont à prévoir à l'étranger.
De bonnes connaissances en anglais sont indispensables.

Adresser votre dossier de candidature, C.V. détaillé + photo + prétentions sous référence 9999 à Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Importante société d'ingénierie 5000 personnes recherche

Cadre de gestion

Adjoint du responsable gestion de notre division travaux,

il coordonnera les actions d'un service de 85 personnes dont 20 cadres assurant :
- l'administration générale des chantiers,
- la gestion budgétaire et le contrôle des coûts affaires,
- l'exploitation des systèmes informatiques de gestion traitant des investissements, marchés...

L'expérience d'une fonction similaire avec encadrement de personnel est indispensable pour réussir dans ce poste.

Adresser CV et prétentions, sous réf 5146 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

média system

Gestion de portefeuilles de valeurs mobilières

Société financière française multinationale : avec 3 milliards de valeurs mobilières dont les 3/4 à l'étranger, nous sommes en relations d'affaires avec le monde entier. Notre département des investissements recherche un

Gérant de portefeuilles

Il participe à la conception, à l'exécution et au suivi des politiques de placements et d'investissements du groupe. Il intervient spécifiquement dans le domaine des actions, en France et à l'étranger.

Une expérience de 3 à 5 ans de la gestion d'un portefeuille d'actions dans une banque ou un établissement financier est nécessaire. Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. R4619M
1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

FOURNIER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALISÉE

recherche

UN INGÉNIEUR

Responsable d'un laboratoire de chimie appliquée dont l'activité est orientée vers la recherche appliquée et l'analyse minérale en solution.

Formation ingénieur chimiste + *TEA DE CHIMIE ANALYTIQUE,* option minérale.

Première expérience souhaitée : thèse, premier emploi.

Lieu de travail : **BANLIEUE NORD.**

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photographie à :
RÉGIE PRESSE sous nº 246.774.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La Société FORD FRANCE recherche pour son Siège Social, un

ADJOINT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

En priorité, il s'agit de traiter les recrutements du Département Ventes Voitures. Dans un deuxième temps, devenir l'interlocuteur privilégié de ce Département tant sur le plan des ressources humaines (formation, développement de carrières) que des relations sociales. Bien sûr, cet adjoint participera également de près à la gestion du personnel de l'ensemble du siège.

Nous souhaitons un candidat de formation supérieure commerciale (ESSEC, HEC, ESC) ou juridique avec une première expérience professionnelle - indispensable - du recrutement en entreprise ou en conseil.

Afin d'éclairer votre choix, sachez que nous sommes solides : 5 milliards de C.A. en 1981, nombreux : 4 000 personnes en France, diversifiés : Ventes Voitures, Poids Lourds, Pièces Détachées, Tracteurs, Fabrications et surtout extrêmement dynamiques.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions à la Direction du Personnel : 344 avenue Napoléon Bonaparte - 92506 Rueil Malmaison Cédex.

média system

Ford

Nous sommes une importante société industrielle et commerciale opérant en Afrique Occidentale.

Le développement et la réorganisation de nos opérations nous conduisent à rechercher le

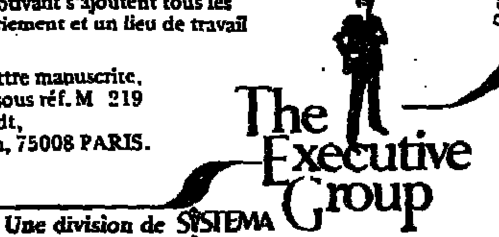
CHEF DU SERVICE METHODES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Il sera l'animateur capable à la fois
- d'élaborer et de mettre en place ou d'améliorer les systèmes administratifs, comptables, financiers et de gestion à partir des objectifs de structures de la Direction Administrative et Financière,
- d'harmoniser et de formaliser les règles, méthodes et pratiques comptables par l'établissement d'un manuel de procédures,
- de rechercher les programmes informatiques permettant de développer la fiabilité et l'efficacité des opérations financières.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction acquise au sein d'une entreprise appliquant des procédures performantes ou dans un cabinet international d'audit. Les qualités d'organisation, d'adaptation ainsi que la pratique des systèmes informatisés seront particulièrement recherchées.

A un traitement très motivant s'ajoutent tous les avantages liés à l'expatriement et un lieu de travail attrayant.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel sous réf. M 219 à Rudolph von Raesfeldt, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.



Une division de SYSTEMA

Desseln

F.N.S.A.F.E.R.

Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural,

recrute pour son service de formation

INGÉNIEUR FORMATION

- Suivi des besoins.
- Conception des actions de formation.
- Réalisation de supports pédagogiques.
- Animation de sessions.

NIVEAU :
- Formation de base : Ingénieur agronome.
- Expérience de quelques années en entreprise souhaitée.

Envoyer C.V., photo, salaire demandé à :
F.N.S.A.F.E.R., 3, rue de Turin, 75008 Paris.

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.
Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
nous recherchons pour notre
DIVISION ÉLECTRONIQUE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants à 2 ans d'expérience, connaissances Software.
Pour définition, étude, intégration et mise au point d'ensembles électroniques complexes faisant appel à des technologies de pointe. **(Référence 8068 A)**

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRONICIENS

Formation D.U.T. ou B.T.S., 2 à 6 ans d'expérience.
Pour étude et mise au point de processeurs spécialisés à base de microprocesseurs en tranches.
Ces postes nécessitent une solide expérience en électronique numérique et en micro-programmation.
Connaissances système 29 et famille 2900 appréciées. **(Référence 8068 B)**

TECHNICIENS ELECTRONICIENS D' INTEGRATION

Formation D.U.T. ou B.T.S., 1 à 3 ans d'expérience.
Pour intégration et mise au point d'ensembles électroniques faisant largement appel aux microprocesseurs en tranches, électronique numérique, micro-programmation. **(Référence 8068 C)**

Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de coordination d'études ou de coordination technique de projets.

Lieu de travail : PARIS-OUEST.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à : JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

ATELIERS CLE EN MAINS A L'EXPORT

Un groupe d'ingénierie industrielle recrute son

INGENIEUR MECANICIEN DE BUREAU D'ETUDES

A.M. – ENSI ou équivalent

Le candidat a 5 à 10 ans de pratique industrielle et connaît la langue anglaise. Son activité concerne des installations livrées clé en mains à l'exportation, telles que ateliers de réparation de véhicules automobiles, ou de matériel aéronautique. Il est chargé dans un bureau d'études pluridisciplinaires de la conception des ateliers, de leur implantation, des spécifications techniques et des matériels.

Il acceptera de se déplacer outre-mer pour de courtes durées.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous No 49359, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.



JC Decaux

Première Société Européenne de Mobilier Urbain recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

Secteur région parisienne

pour la négociation et le suivi de Conventions auprès des Collectivités locales et la vente de Mobiliers urbains, sur un secteur déterminé.

Homme de relation, bon négociateur, le candidat devra :
- être ambitieux, rigoureux, méthodique,
- faire preuve d'une grande disponibilité.

La rémunération proposée comprend
- un salaire fixe
- une prime liée aux résultats.

Adresser votre candidature (lettre + CV + Photo) en indiquant expériences professionnelles et rémunération souhaitée à Société J.C. DECAUX - B.P. 11 - 78373 PLAISIR Cédex.

média-system



CNEH

Jeune Ingénieur organisation

Le Centre National de l'Equipement Hospitalier recrute un jeune ingénieur dans le cadre du développement d'un Département chargé d'équiper les hôpitaux en matériel médico-technique.
Rattaché au Directeur de Département, il aura pour mission d'optimiser la méthodologie d'intervention, en vue de rassembler les éléments constitutifs de différentes bases de données.
Ce poste intéresse un jeune ingénieur généraliste, diplômé d'une grande école, un ou deux ans d'expérience, motivé par les problèmes d'organisation administrative et de traitement de l'information. Connaissances en informatique et télétraitement appréciées. Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.
A terme, possibilité d'évolution en prenant en charge des responsabilités plus opérationnelles au sein du département.

Candidature à envoyer sous référence 22064/M à M.L. GUIOMAR, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Assistante technique

bilingue anglais pour seconder le P.D.G.

Les manifestations que nous organisons (salons, marchés, colloques et congrès) ont une audience internationale et sont réputées dans le monde entier. Le poste proposé convient à une collaboratrice de 30 ans minimum, ayant une bonne expérience professionnelle du secrétariat de direction, aisance et savoir-faire dans les contacts humains, une grande disponibilité (notamment pour des déplacements à l'occasion des manifestations dans le Midi de la France), le goût des responsabilités, le sens de l'organisation, la capacité à faire face aux imprévus.
Formation BTS secrétariat de Direction ou équivalent.
Lieu de travail : Paris (proche de l'Etoile).
Rémunération très motivante. Statut cadre.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73625/M à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC



Division Conseil et Réalisations
recherche

2 assistantes techniques

à mi-temps

25 ans minimum pour participer au développement d'actions de formation.
Il est nécessaire d'avoir une formation supérieure : Sciences Politiques, Licence de lettres ou équivalent, et première expérience professionnelle de 1 à 2 ans.
Formation assurée dans la cadre de la Société.
Rémunération très motivante comportant un fixe + un intéressement. Lieu de travail : PUTEAUX.
Nous avons demandé à Mme CLÈRE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73821/M à Mme CLÈRE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

PUBLIVAL



MEESCHAERT
SOCIETE DE GESTION FINANCIERE

Dans le cadre de notre expansion nous créons le poste de :

RESPONSABLE LOGISTIQUE

HF

que nous voulons confier à un diplômé de l'enseignement supérieur :

INGENIEUR + FORMATION COMPLEMENTAIRE DE GESTION

Ce cadre de haut niveau, assisté d'une équipe déjà en place, prendra rapidement en charge la responsabilité des fonctions administratives et informatiques.
Il devra dominer parfaitement l'outil informatique moderne mis en place dans la Société, conçu pour des utilisations essentiellement tournées vers le commercial et le marketing.
Il lui sera donné toute latitude pour mettre en œuvre la politique administrative et informatique, au plan de la gestion, de l'administration et de l'organisation.
Nous souhaitons rencontrer un « opérationnel » doté d'un esprit « entrepreneur » possédant le goût et les aptitudes aux contacts, à l'animation, à la négociation et à la gestion.
Le poste offre une rémunération motivante et une réelle autonomie pour des candidats à fort potentiel désirant valoriser une expérience réussie de trois à cinq ans, par exemple de coordination d'un service administratif moderne et informatisé.

Adresser lettre de motivations + C.V. + prétentions à M. CEYROLLE — MEESCHAERT S.A. — 12, rue Chauchat — 75009 PARIS.

CAISSE DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET FINANCIER

Vous avez au moins 40 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ou comptable et vous avez l'expérience d'un poste similaire.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 246.720, à RÉGIE-PRESSE *le Monde*, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

ARTHUR ANDERSEN & CIE CONSEILS EN ORGANISATION

Pour continuer à faire face à notre expansion rapide, nous recherchons plusieurs

INGÉNIEURS CONSEIL EN INFORMATIQUE

désireux de se perfectionner dans les techniques les plus récentes (réseaux, télématique, C.A.O., robotique, génie logiciel) au contact des spécialistes de notre département « Informatique Avancée ».
- Travail motivant et varié au sein d'une équipe jeune.
- Séminaires de spécialisation à intervalles réguliers, en France et aux USA.
- Progression rapide des responsabilités et de la rémunération en fonction des performances.
- Évolution progressive vers le conseil de haut niveau en stratégie informatique.

Profil recherché

- Diplômé X, Mines, Centrale Paris, Supélec, Télécom, Ponts, INSA, ENSIMAG.
- Première expérience de réalisation informatique (2 à 3 ans).
- Esprit rigoureux et sens des contacts humains.
- Désir et capacité de progresser rapidement.



ARTHUR ANDERSEN & Cie
CONSEILS EN ORGANISATION
Envoyer lettre de candidature à Arthur Andersen & Cie
Tour Gan - Cedex 13 - 92082 Paris-La Défense

HAVAS CONTACT

PHILIPS

Data Systems

recherche pour son CENTRE TECHNIQUE ET INDUSTRIEL de FONTENAY AUX ROSES (92)

ingénieurs électroniciens

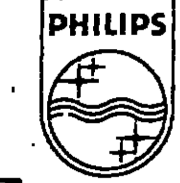
Réf. M1

Pour la conception sur silicium de systèmes VLSI technologies NMOS, CMOS, Bipolaires

ingénieurs concepteurs de systèmes

Réf. M2

Informatiques à base de microprocesseurs. Les candidats, débutants ou expérimentés devront avoir :
- une formation de haut niveau
- la pratique de l'anglais



Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions à
PHILIPS CTI
Service du Personnel
4 à 16, av. du Général Leclerc
92260 FONTENAY aux ROSES

Juriste d'entreprise

Votre **formation juridique en droit des affaires** (D.E.A. ou niveau équivalent) vous permettra de traiter certaines opérations fiscales, juridiques et douanières entrant dans la compétence du siège à Paris : droit des obligations, droit des sociétés, propriété industrielle...

3 à 6 années d'expérience dans ces domaines acquise en **secteur industriel et commercial** sont indispensables.



Nous souhaitons un **sens réel des relations humaines,** une parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale. La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel du **C.N.E.S.** - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

MEDIA PA

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Grande banque américaine internationale recherche pour PARIS

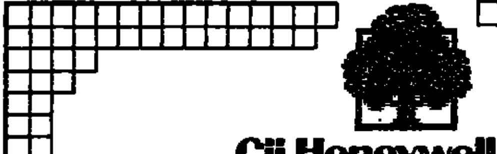
ANALYSTE FINANCIER DEBUTANT

Vous avez une formation maîtrise de gestion Dauphine ou Ecole Supérieure de Commerce (Rouen, Amiens ou Lyon) option gestion financière. Vous parlez couramment anglais et surtout maîtrisez la rédaction de cette langue.

Le poste proposé vous permettra d'acquérir une formation en analyse financière et une bonne connaissance des grandes entreprises françaises.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Média System en mentionnant sur l'enveloppe la référence 8290, 104, rue Réaumur 75002 Paris.

média-system



Une importante société de produits cosmétiques (CA : 200 millions FF), filiale d'un groupe de renommée mondiale, recherche son :

Responsable des services financiers, comptables et fiscaux

(PARIS)

Rattaché directement au Secrétaire Général, il coordonnera, contrôlera et animera l'ensemble des services financiers et comptables (comptabilité générale et trésorerie, contrôle de gestion et comptabilité analytique). Il sera de plus chargé d'assurer la mise en oeuvre des procédures comptables permettant la consolidation suivant les normes américaines, d'établir et suivre les budgets annuels, et de conseiller l'entreprise en matière fiscale.
Expert-comptable mémorialiste, il possèdera une expérience de plus de 5 ans, acquise dans un cabinet d'audit et dans une entreprise.
Agé de 30 minimum, il aura également une bonne connaissance de l'informatique et de la langue anglaise.
La rémunération proposée est attractive. Une évolution de carrière est possible. Les candidats enverront leur curriculum vitae (sous référence M 82102) en indiquant leurs prétentions, au cabinet de conseil chargé de cette recherche :

Ernst & Whinney Conseil
150 Boulevard Haussmann 75008 Paris.

média-system

CONTROLEUR DE GESTION

Banlieue Sud

Par un réseau d'agences couvrant tout le territoire français, la Société commercialise des appareils distributeurs automatiques fabriqués dans une société filiale. Avec un effectif de 200 personnes, elle réalise un C.A. voisin de 150 M.F. Son marché est en forte progression et sa croissance régulière.

Elle crée le poste de Contrôleur de Gestion dont la mission principale sera d'améliorer le contrôle de la gestion des services du siège et des agences, l'établissement des budgets et le suivi des objectifs.

Sa responsabilité s'étendra ultérieurement aux agences à implanter à l'étranger.

Poste évolutif.

Formation HEC, ESSEC, IEP ou similaire. Anglais et allemand souhaités. Rémunération 185.000 F.+

Age environ 30 ans.

Adresser CV détaillé s/réf.222/40M à



22, rue St-Augustin 75002 Paris.

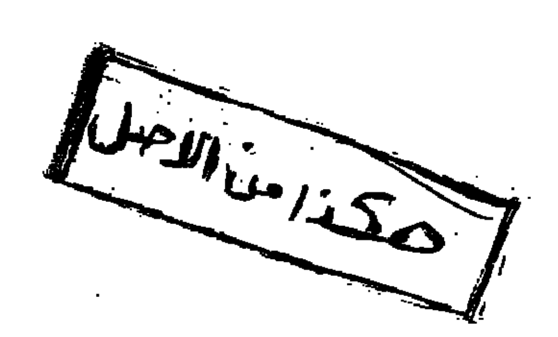
Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherche, un

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE APPLIQUEE

Microprocesseurs - Fibres Optiques

Le candidat qui aura 2 ou 3 années d'expérience participera à la définition du protocole et des stations d'un réseau local connecté par fibre optique à très haut débit.
Lieu de travail : les Clayes-sous-Bois (78)
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 460 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

intercontrôle Filiale du C.E.A.

spécialisée en contrôles non destructifs (secteur nucléaire)

recherche pour son service **INSPECTION**

Un Ingénieur RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

(autodidacte accepté)

Il aura la responsabilité de la préparation de l'organisation et du bon déroulement d'opérations de C.N.D. sur centrales nucléaires.

Ce poste s'adresse à un responsable ayant 5 à 10 ans d'expérience dans l'encadrement d'équipe de techniciens et possédant de bonnes connaissances en électronique et en électromécanique.

Une grande autonomie (60 % de déplacements) ainsi que des qualités d'animateur (équipe de 30 techniciens) lui seront demandées

Salaire très motivant + prime de déplacement + frais.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., + photo, en indiquant la référence : RO/M1

à notre adresse :
15, rue des Solets - Silic 433
94583 RUNGIS CEDEX

Banquier, de l'opérationnel à la stratégie financière

Banquier vous l'êtes et nous vous proposons de continuer à l'être en rejoignant au cœur de PARIS l'organisme central d'un des plus importants groupes bancaires privés.

Jusqu'ici, vous avez été essentiellement un praticien. Vous avez l'expérience des problèmes d'engineerie financière : augmentations de capital, émissions d'emprunts, refinancements sur les marchés monétaires, français comme internationaux.

Les produits bancaires classiques, les produits financiers : actions, obligations, SICAV, fonds de placement, etc... vous les avez pratiqués et en connaissez toutes les incidences.

Les techniques anglo-saxonnes ne vous sont pas étrangères. A ce titre votre pratique courante de l'anglais a été un atout.

Aujourd'hui nous vous invitons à aller plus loin, passant de l'action à la réflexion. En effet, tout ce savoir-faire va vous permettre de contribuer à la définition des politiques financières de notre groupe et des différents établissements qu'il fédère. Vous rejoindrez, avec cette technicité propre dont vous serez pratiquement le seul tenant, une équipe restreinte mais de très haut niveau, ouverte et diversifiée, qui appuie la direction générale dans l'élaboration de ses orientations, dans sa stratégie financière. D'ailleurs, même lorsque les problèmes que vous aurez à aborder présentent un caractère spécifique ou ponctuel, vous aurez à vous placer à un niveau réflexion politique pour les traiter.

Vous avez compris tout l'intérêt de ce poste, une création, pour vous qui envisageriez volontiers de mettre vos connaissances au service d'une reflexion sur l'ensemble des équilibres bancaires et leurs aspects financiers, juridiques et fiscaux. Et rien n'empêche que plus tard vous retrouviez dans notre groupe un poste opérationnel. C'est notre souhait.

Nous avons confié à Claude EGNELL le soin d'étudier les candidatures. Vous pouvez compter sur sa discrétion. Ecrivez-lui au cabinet CLEAS sous référence 194 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267 35 11.

GIRATEV GROUPE EX-O.R.T.F.

Dans le cadre de l'AUDIOVISUEL français GIRATEV informatique du groupe EX-ORTF équipé de matériels puissants et variés IBM 3033/N, MVS-IMS (plus de 100 terminaux), 8100, R 2000, Mini 6, Micro 6000, Solar 16, Micral R2E, accroît son potentiel d'études en informatique de gestion (contexte d'architecture distribuée micros, minis, télécom) et en ingénierie des technologies audio-visuelles nouvelles (télématique en particulier). Pour cela, il recherche plusieurs

INGENIEURS INFORMATICIENS

Professionnels expérimentés ou ingénieurs même débutants issus des Grandes Ecoles ou des Ecoles Spécialisées. Ils auront à :

- concevoir et développer de nouveaux projets et en faire assurer la maintenance
- animer des équipes de réalisations (analystes et programmeurs)
- assurer les relations des sociétés actuelles et à naître du Service Public Audiovisuel.

Plan de formation complémentaire personnalisé assuré.
Salaire de 150 à 180 000 F selon expérience.
Avantages sociaux d'un grand groupe.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION 8 rue de Sèze 75009 Paris.

média system

Europe Informatique Selection



Banque étrangère quartier Opéra recherche

1 CHEF DE SERVICE ENGAGEMENTS CLASSE IV ou V

pour assurer le montage et la gestion de crédit particulier et entreprise. Niveau I.T.B. *minimum*. Excellent technicien. Ecrire lettre *manuscrite*, C.V., photo, prétentions à T.D. Port de la Conférence, 75008 PARIS.

Vous avez une solide formation à l'informatique vous débutez dans la vie professionnelle

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous proposons de devenir

ingénieur informaticien

MIAGE, école avec *option ou spécialisée* en informatique



Dans notre département études, après adaptation à nos techniques et systèmes : MVS, IMS, DL1, sur matériels de grande puissance, vous serez associé(e) à la réalisation *d'un projet*, avec évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement. *Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) ss réf. M 114 à :* G I E - *Direction du Personnel - Tour Franklin* 92001 Paris La Défense, Cedex 11.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DRANCY recherche

PROGRAMMEUR

- expérience COBOL - ANS
- connaissant 64-DPS si possible.
- IOF - TDS expérience 2 ans minimum.

Restaurant d'entreprise - mutuelle - avantages sociaux.

Tél. pour R.V. : 838.11.12

THOMSON-CSF

Centre de production doté de puissants moyens informatiques **IBM 3033 AP** *et compatibles* **MVS, TSO, VSPC, CICS,** *réseau de* **500** *terminaux.*

RECHERCHE

UN INGENIEUR SYSTEME M 421

- Formation **MAITRISE** ou grande école, option informatique.
- Il sera amené à participer dans le cadre d'une équipe système, à la mise en place, au suivi et aux *évolutions du moniteur* **TP CICS-DL1.**
- Connaissance souhaitée de **DL1** et **CICS.**
- 2 années d'expérience seraient appréciées.
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

UN INGENIEUR APL M 422

- De formation **MIAGE,** Sciences Économiques ou équivalent.
- Tourné vers l'infocentre, il sera intégré à une équipe d'assistance technique aux utilisateurs.
- Connaissance de l'**APL** indispensable.
- Une première expérience de deux ans dans ce domaine serait un atout souhaitable.
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

UN INGENIEUR INFORMATICIEN M 423

- *Justifiant de trois à cinq ans d'expérience sur gros système dont un an au moins sur* **IBM.**
- Il aura pour mission l'assistance technique aux utilisateurs de **TSO.** Orientation scientifique (Fortran-TSO-JCL) en vue d'optimiser les moyens en place.
- *Le candidat recherché allie le sens du contact à une technicité de haut niveau.*
- Lieu de travail : COURBEVOIE.

Nous vous remercions d'adresser CV + photo et prétentions en précisant la référence correspondante à Joëlle LE MENN - Département Recrutement - GROUPE FIPINLAC 30, rue du Château 92200 Neuilly-sur-Seine.

FIPINLAC

Homme de publicité musique classique

Une société de disques, filiale d'un groupe international, recherche pour développer l'action publi-promotionnelle du département « répertoire classique » un publicitaire.

Il assure à ce titre :
- la gestion du budget;
- la conception et le suivi des campagnes qu'il va réaliser pour chaque produit;
- la *rédaction des dossiers de communication.*

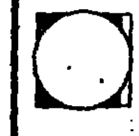
Il définit également les supports et les cibles visées.

Ce poste s'adresse à un candidat (H/F) âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure.

Une expérience de 3 à 5 ans en agence ou dans un service de publicité intégré, portant sur des produits culturels ou de luxe, lui a permis de faire preuve d'imagination, de créativité et d'initiatives. *La connaissance de l'anglais* est un atout complémentaire de réussite.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature (en précisant votre niveau actuel de rémunération) qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5043.

MEDIA BK



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49.

BANQUE D'AFFAIRES PRIVÉE
Quartier Champs-Elysées
recherche pour sa
DIRECTION INTERNATIONALE

ANALYSTE-CRÉDIT

Ce poste requiert :
- Une très bonne expérience de service crédit acquise auprès d'une ou plusieurs banques à fortes activités internationales.
- Une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand.
- Une excellente maîtrise des principes et usages comptables anglo-saxons et allemands.

Ce poste de haut niveau comporte, à terme, des possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous réf. 8311 à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION

CMG ORSAY

Depuis 1975, nous connaissons une progression constante et très forte. 20 Millions de CA en 1981... *40 Millions en 1982. Ce développement, réussi et maîtrisé, nous le devons à nos ressources humaines : 70 ingénieurs et cadres...* Nous faisons appel aujourd'hui à de *nouveaux collaborateurs dont les compétences et le dynamisme nous permettront d'évoluer vers une position de leader dans nos activités.*

• INFORMATIQUE DE GESTION

Ingénieur analyste

De formation supérieure : Universitaire (MIAGE, SCIENCES ECO...) ou Ecole d'Ingénieurs, avec si possible une expérience de la conduite de projets sur mini-ordinateurs. Il aura rapidement en charge l'animation d'une petite équipe pour la mise en œuvre d'applications variées de gestion et le développement de progiciels (gestion de production, planning d'atelier, horaires variables, suivi de projets...) (Réf. AM)

Analyste-programmeur

Pour seconder efficacement le responsable de projet et participer à l'analyse organique, à la programmation et à la mise en place du logiciel. (Réf. BM)

• MICRO-INFORMATIQUE

Ingénieur commercial

Chargé de prospecter, suivre et développer une clientèle dans le domaine des terminaux et micro-ordinateurs. Ingénieur diplômé : INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE, MECANIQUE, *débutant ou 2 ans d'expérience.* (Réf. CM)

• INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieur logiciel micro

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura si possible une expérience 8085, 68000, MDS pour participer à des projets industriels en micro-informatique et évoluer à court terme vers un poste de CHEF de PROJET : un poste où les aspects humains et commerciaux sont déterminants. (Réf. DM)

Ingénieur logiciel mini

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura si possible une expérience sur HP, DEC, SEMS... ou télécommunications.
Il sera amené à travailler avec indépendance et responsabilité sur des projets industriels ou télécommunications. (Réf. EM)

Ingénieur électronicien

De formation Grande Ecole ou équivalent, il aura une expérience en électronique rapide : acquisition analogique, microprocesseur et éventuellement systèmes d'exploitation Temps-Réel.
Il concevra et réalisera des systèmes électroniques rapides associés à des calculateurs, créera et animera son équipe. Dynamique, indépendant, il aura un sens commercial prononcé. (Réf. FM)

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, en précisant la référence du poste choisi à Pierre de BANTEL - CMG
Z.A. de Courtabœuf - B.P. 38 - Avenue du Parana - 91942 LES ULIS Cedex.

GRANDE BANQUE
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche un **CADRE** (Classe VI ou VII),
pour devenir son

Chef du service titres

Les candidats, âgés d'au moins 40 ans, devront avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans un service Titres de Banque, et des connaissances approfondies *en matière de titres étrangers et d'euro-émissions.*

Une bonne maîtrise de l'Anglais lu, écrit et parlé est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 2908 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

Une importante société du secteur tertiaire (proche banlieue Ouest de Paris) cherche pour son département informatique (60 personnes)

son responsable des études

L'informatique de cette société fait appel à des techniques avancées : bases de données, télétraitement.

Cet ingénieur aura pour mission de diriger, animer et renforcer l'équipe de chefs de projets.

De formation grande école, il a une dizaine d'années d'expérience de projets informatiques dans un environnement IBM grands systèmes et la pratique de l'encadrement d'équipes de réalisation.

Adresser CV + prétentions sous référence 10098

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS



ÉTUDES ET RECHERCHES EN MARKETING

Notre Société, filiale d'un important groupe chimique et pharmaceutique international, propose au sein de sa Division Pharmaceutique le poste de

responsable du service études de marché

à un

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE
(HEC, Centrale,...)
OU UNIVERSITÉ
(Doctorat de Gestion, Médecin ou Pharmacien avec Diplôme de 3è Cycle en Gestion)

Ayant une première expérience similaire *(2-3 ans)* de préférence dans un secteur comportant des produits de prescription *(pharmaceutiques ou autres)*.
Formation en informatique et statistique souhaitée.
Anglais courant indispensable.
Fortes perspectives d'évolution dans le groupe en FRANCE ou à l'étranger.
Lieu de travail : ORSAY.

Écrire : **LABORATOIRES PFIZER**
Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.
(Joindre C.V., photo et prétentions).

amp



ORGANISATION-INFORMATIQUE

Notre Société, filiale d'un des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, recherche un

responsable organisation et études

pour sa Division Pharmaceutique

Le candidat retenu sera

DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE
(Centrale, HEC, X)

et aura une première expérience *(2-3 ans)* réussie en organisation et en informatique.

Directement rattaché au Directeur de la Division Pharmaceutique, il sera chargé de l'ensemble des missions d'organisation pour les différents services de la Division. Il travaillera en liaison étroite avec le Directeur du Département Informatique de notre Groupe, notamment pour la rédaction du cahier des charges et la mise en route de chaque application.
Une personnalité associant diplomatie et efficacité aura de fortes possibilités d'évolution dans le Groupe en FRANCE et à l'étranger.
Anglais courant indispensable.
Lieu de travail : ORSAY.

Écrire : **LABORATOIRES PFIZER**
Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.
(Joindre C.V., photo et prétentions).

amp

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
recherche

Ingénieurs d'Affaires

A ce poste de haute responsabilité technique et budgétaire, ils auront la double mission :

- d'analyser les besoins de nos clients et futurs clients, de concevoir des solutions techniques adaptées et d'en évaluer le coût,
- de conduire la mise en œuvre de ces solutions en coordonnant les actions internes et externes à notre Société, jusqu'au démarrage réussi du système.

Si vous avez une bonne formation de base enrichie par plusieurs années d'expérience en informatique (de préférence en réseaux SNA – DSA - TRANSPAC, ou en systèmes de gestion transactionnelle), ainsi que la volonté de faire aboutir des projets importants mais concrets avec large autonomie d'action et décision, notre Société vous offre une réelle opportunité de carrière.

Le lieu de travail est situé en banlieue sud de Paris, facile d'accès.

Si notre proposition vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite accompagnée de votre C.V. + prétentions sous référence 8657 M à :
ALINEA 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Le groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution d'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards 45000 personnes) renforce ses équipes d'Ingénieurs pour faire face à son développement tant en France qu'à l'étranger et recherche :

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Ces Ingénieurs débutants (première expérience appréciée) se verront confier après formation des responsabilités en France ou à l'étranger qui leur permettront d'aborder tout ou partie des activités suivantes :

- étude et / ou réalisation de travaux d'extension de réseaux et / ou d'installations de traitement
- définition de programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées
- surveillance et entretien des usines de production ou de traitement et des réseaux.

Ingénieur confirmé eau potable

Cet Ingénieur diplômé d'une grande école possèdera une pratique d'environ 5 années dans un service de distribution d'eau potable où il aura acquis une expérience en matière d'études et de travaux.
Il sera affecté au Bureau d'Etude et se verra confier la responsabilité complète de la gestion et de l'exécution d'études dans le domaine de l'alimentation en eau (besoins, pompage, traitement, adduction, distribution) tant en France qu'à l'étranger.

Les études dont il aura la responsabilité couvrent les aspects études générales, plans directeurs d'alimentation en eau d'une ville ou d'une région, avant projets et dossiers de consultation des entreprises, surveillance des travaux.

Ingénieur confirmé assainissement

Cet Ingénieur diplômé d'une grande école possèdera une pratique d'au moins 5 années dans le domaine de l'assainissement au cours desquels il aura acquis une solide expérience de la définition des filières de traitement et de la gestion des stations et des réseaux.
Il pourra se voir confier des responsabilités et des missions tant en France qu'à l'étranger.

Outre les capacités techniques évidentes nous apprécierons chez les candidats les qualités humaines indispensables pour assurer les meilleures relations tant avec les équipes de travail qu'ils auront la charge d'animer qu'avec les Collectivités Locales, les Administrations ou les abonnés avec lesquels ils seront en contact. Une bonne connaissance de l'Anglais et / ou de l'Espagnol sera recherchée pour la plupart des postes à pourvoir. La rémunération proposée aux débutants sera de l'ordre de 120.000 F. par an; pour les autres candidats elle sera appréciée en fonction de l'intérêt de l'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.L.E.E. - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - 45, rue Cortambert 75769 PARIS CEDEX 16.

COFAP



groupe lyonnaise des eaux

Schweppes France recherche un Chef de service H/F

Achats et planning production

capable de mettre en place une gestion informatisée de la production

A partir des prévisions du Marketing, il établit les plans mensuels de production, en optimisant le rapport coût des stocks/coûts de production.
Il gère les stocks en contact étroit avec les Directeurs des 2 usines, qui dépendent, comme lui, du Directeur de Production.
Il est responsable des achats de matières premières et packaging (100 MF). Il négocie les meilleures conditions de coût dans le respect des spécifications de qualités définies par le Groupe.
Ce poste évolutif, dans une société à taille humaine (effectif : 400 personnes - 250 MF), est attractif pour un(e) **diplômé(e) d'étude supérieure (école de gestion, maîtrise, ingénieur...)** ayant au minimum 3-4 ans de pratique industrielle.
Anglais nécessaire - Lieu de travail PARIS (avec déplacements).
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence APS/1/ M à notre Conseil qui garantit une totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

WABCO
Freinage de Véhicules S.A.

Spécialiste dans le domaine du freinage véhicules industriels leader sur le marche international. Notre niveau de développement nous conduit à rechercher pour notre département organisation et systèmes

Chef de projet réf. 113 C

Assurer la mise en oeuvre de projets depuis leur conception jusqu'à leur installation. Animer aux plans technique et humain l'équipe dont vous avez la responsabilité, ainsi que les relations nécessaires avec les utilisateurs.

C'est la mission qui vous est proposée.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans en tant que chef de projet en secteur industriel. Vous maitrisez parfaitement les techniques d'évaluation et de planification correspondantes. Une expérience réussie d'installation de modules COPICS sera fortement appréciée.

Responsable de la production informatique réf. 113 D

Assumer la complète responsabilité de la production informatique dans un environnement Téléprocessing en expansion, participer à l'évolution des matériels, contrôler l'ensemble de l'exploitation, s'assurer de la fiabilité de l'outil et des aspects sécurité et continuité du service, animer la fonction système intégrée à l'équipe.

C'est la mission qui vous est proposée.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiez d'une réelle expérience en milieu industriel. (IBM 370/138 puis 43 x x sous DOS-VSE, CICS, DL1).

OC conseil
Ressources humaines

Ces 2 postes sont à pourvoir à Claye-Souilly (77).
Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous référence choisie à OC Conseil 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

média system

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Chefs de projets

Définir et coordonner l'étude et la réalisation de simulateurs

Ingénieurs grandes écoles

3 à 7 ans d'industrie

Electronique - Informatique - Génie énergétique

Vous serez **responsable** de la conduite d'un projet :

- Coordination d'études et de réalisations, suivi du budget, relations techniques avec le client.

Vous serez également chargé d'animer des travaux de préparation de propositions techniques devis et de définitions de matériels adaptés aux besoins opérationnels des clients.

Pour en savoir plus, immédiatement, vous pouvez écrire à Alain de BEJARRY en indiquant la ref. IC 82/14 M - **THOMSON-CSF** - DIVISION SIMULATEURS - Etablissement de **CERGY** - 26, chaussee Jules-Cesar - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX.

MEDIA PA



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

ALSTHOM ATLANTIQUE

représente 42000 personnes en France dans 43 établissements, a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 Milliards de Francs.

Le plus grand constructeur sur le marché français - 1er exportateur français de transformateurs de puissance, réducteurs de mesures et transformateurs de distribution, en tête de la production française de condensateurs de puissance

TRANSFORMATEURS CONDENSATEURS

recherche pour son ETABLISSEMENT DE SAINT-OUEN (Métro)

INGENIEURS D'ETUDES

MISSION :
Etudier, préparer, réaliser les calculs techniques et économiques du matériel à concevoir et à fabriquer par le Département.

PROFIL :
Grandes Ecoles
Connaissance en électrotechnique
Débutants acceptés.

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

MISSION :
Poste comportant des activités de prospection, étude, appel d'offres, rédaction de propositions techniques et commerciales, négociation des contrats.

PROFIL :
Diplôme d'Ingénieur
Formation électrotechnique ou électromécanique
Anglais indispensable, 2è langue souhaitée
Goût du contact - rigueur de pensée - diplomatie - faculté d'adaptation à des situations très diverses. Débutant accepté.

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

MISSION :
Maintenance de machine et d'équipement automatisés,
en connaît le fonctionnement,
recherche les pannes et y remédie,
gère un stock de pièces,
assure, vérifie et remet en état le matériel.

PROFIL :
Bac F2 minimum + stage pratique en maintenance ou BTS électronique.

AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

MISSION :
Sous l'autorité d'un Ingénieur,
étudie les appels d'offre
prépare et rédige les propositions
assure le suivi des commandes.

PROFIL :
Bac F3 minimum - BTS électrotechnique ou niveau équivalent
Rigueur technique
Souplesse commerciale pour intégration dans équipe jeune.
Débutant(e) accepté(ée).

Lettre de candidature accompagnée d'un C.V. à adresser à ALSTHOM ATLANTIQUE Savoisienne - Service Personnel - B.P. 169 — 25, rue des Bateliers 93404 SAINT-OUEN.



DE LA DEMONSTRATION A LA FORMATION ET A L'ASSISTANCE ...

RESPONSABLE D'UNE EQUIPE D'ASSISTANTES BUREAUTIQUE

Vous êtes, dans ce domaine, un véritable professionnel. Jeune mais confirmé(e), vous avez une expérience réussie dans la fonction, un tempérament commercial, du leadership, un sens inné de l'animation d'une équipe.
En un mot, DE LA PRESENCE !

En intégrant notre entreprise, vous allez trouver un terrain propice à la réussite : une société qui conçoit, réalise et commercialise ses produits, où le dynamisme n'est pas un vain mot, basé sur la qualité des 1 600 Ingénieurs et Techniciens (moyenne d'âge 32 ans), qui font
NOTRE FORCE ET NOTRE VITALITE.

Pour le poste que nous vous proposons, l'ANGLAIS est indispensable. Basé(e) à MASSY (20' par l'autoroute, à 5' du RER), vous serez amené(e) à de courts déplacements en région parisienne, sur l'hexagone, voire à l'Etranger. Un véhicule personnel est nécessaire pour garantir votre autonomie.

Catherine BONNIER étudiera avec intérêt et discrétion votre candidature. Ecrivez-lui rapidement (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) sous réf. 1810 M à TRANSAC ALCATEL - Direction des Relations du Travail - 1 / 7, rue Ampère 91300 MASSY

Lesieur

jeunes diplômés, démarrez par l'informatique de gestion !

VOUS ETES TITUL[illegible]RES D'UN DIPLOME DE GR[illegible]COLE SCIENTIFI[illegible]ERCIALE

Nous vous pr[illegible] formation aux techniques e[illegible] les systèmes d'information[illegible] groupe,

de vous intégre[illegible]tes pour développer de nouvelle[illegible] et gérer des systèmes opérationnels.

L'expansion de notre G[illegible]pe, l'intérêt des projets confiés, et la qualité des relations vous assurent un travail enrichissant et une carrière évolutive.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à Lesieur - Recrutement Cadres - 122, av. du Gal-Leclerc - 92103 Boulogne.

La chanson française sur les ondes

Lancer de nouveaux artistes sur les radios périphériques est l'objectif numéro un que doit atteindre

L'homme radio

que nous recherchons.

Il participe à l'élaboration de la stratégie « variétés » et, par sa rapidité de réaction, ses idées et ses relations :
- assure avec efficacité la promotion des nouveautés;
- conforte l'image de cette société phonographique.

Homme de métier, âgé d'au moins 28 ans, vous avez une première expérience réussie de la promotion et des relations publiques auprès des radios. Votre formation supérieure, vos facultés d'imagination et d'adaptation vous permettent d'évoluer à terme vers des responsabilités plus élargies au sein d'une Société dont le répertoire « variétés » est en plein développement.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature (en précisant votre niveau actuel de rémunération) qu'il traite confidentiellement sous la référence 5042.



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA PA

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE

SUEZ

recrute un

JEUNE CADRE

HEC, ESSEC ou MBA, INSEAD pour collaborer avec le responsable des systèmes d'information de direction, chargé de la gestion de tableaux de bord sur les sociétés filiales et de missions de conseil dans le groupe.

Ce poste conviendrait à un cadre débutant de fort potentiel et de grande rigueur, prêt à saisir une opportunité exceptionnelle.

Des connaissances en informatique de gestion seraient appréciées.

Merci d'envoyer votre candidature par lettre manuscrite + C.V. à la direction du personnel de la Compagnie financière de Suez, 1, rue d'Astorg, 75008 Paris.

DEPARTEMENT GRAND EXPORT
IMPORTANTE SOCIETE
PETROCHIMIE ET MATIERES PLASTIQUES
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

DIPLOME GRANDE ECOLE DE COMMERCE

— il aura dans ses missions à l'Etranger (hors Europe) à prospecter et négocier ses contrats de façon autonome
— au niveau du siège, il aura à gérer le suivi de ses ventes
— une expérience professionnelle de 5 ans dans le secteur de l'industrie serait très appréciée.

Ce poste exige une grande disponibilité, de l'affirmation de soi, de l'aisance sociale et un sens commercial très opérationnel.

Langue indispensable : Anglais (une langue supplémentaire serait appréciée).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Madame DENQUIN
CLE MARKETING CARRIERES
41, boulevard des Capucines 75002 PARIS.

SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE

première banque privée française

recherche, dans le cadre de son développement (+25% par an) un

Organisateur informaticien

Vous avez une formation scientifique supérieure et une expérience de 5 ans environ, de préférence dans le secteur bancaire.

Nous souhaitons vous confier la conduite de nos nouveaux projets informatiques et de chantiers d'organisation.

La diversité des missions que vous allez assurer vous permettra d'évoluer vers de larges responsabilités dans notre groupe.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. OI à la SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE, Relations Humaines, 79 rue de Monceau, 75008 Paris.

SOURCES

GRANDE INSTITUTION FINANCIÈRE FRANÇAISE, C.A. 10 milliards de francs,
implantée sur l'ensemble du territoire,
plusieurs milliers de bureaux,

recherche :

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES JURIDIQUES

pour sa direction juridique à Paris-8e.

Formation : minimum licence en droit privé. Expérience professionnelle : 2/4 ans dans un cabinet d'avocat, de notaire ou une direction juridique (de banque, d'assurance, d'entreprise...). Esprit analytique pour des recherches documentaires, commentaires d'arrêt, rédaction d'articles pour les revues et publications de la direction juridique ainsi que la préparation de recommandations écrites pour les directions du groupe. Rémunération 120.000 F/an.

Envoyer C.V. et lettre de candidature sous nº T 036.335 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Le Groupe Alsthom Atlantique représente 42000 personnes en France dans 43 établissements, a réalisé en 1981, un CA de 16 milliards de Francs.

Premier constructeur européen de turbo machines, nous proposons d'intéressantes possibilités de début de carrière à

JEUNES INGENIEURS

Mines, Centrale, IDN, A et M.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne dans les SERVICES TECHNIQUES d'un de nos établissements qui conçoit, fabrique et commercialise dans le Monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs.

D'intéressantes possibilités de développement de carrière sont ouvertes dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7285-M à MAMREGIES 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénierie nucléaire de pointe

Jeunes Ingénieurs

ECP - MINES - ENSTA - SUPELEC - SUP AERO - ENSAM

Nous pouvons proposer à quelques jeunes ingénieurs intéressés par les domaines suivants :

- thermohydraulique,
- calcul de structures,
- mécanique de la rupture,
- contrôle commande,
- conception de structures,
- conception de composants,
- conception de circuits,
- conception de mécanisme,

de les intégrer à nos équipes d'étude pour participer à des travaux de recherche et développement et à leurs applications industrielles.

La compétence scientifique de la société, reconnue sur le plan international, lui permet d'offrir de larges possibilités de formation.
Les possibilités d'évolution professionnelle sont nombreuses; elles peuvent se situer géographiquement à Paris, en province ou à l'étranger.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Pour un premier contact, adresser CV et photo, sous réf. 5068, à *Média-System*, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute pour ses bureaux de

PARIS et PROVINCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

REVISEURS CONFIRMES

ASSISTANTS avec DECS

pour exécution de missions censoriales.

Ecrire avec CV sous No 49527 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

Chef des ventes

Pétrole

La filiale d'un important Groupe spécialisée dans la distribution de produits pétroliers recherche un CADRE COMMERCIAL. Rattaché à la Direction Générale, il met en œuvre la politique commerciale, de la détermination des objectifs à l'administration des ventes. Il anime l'équipe de ventes et négocie avec les clients importants. Il a environ 32 ans, impérativement un diplôme d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC, ESCP), une expérience de vente et d'animation d'équipes, comportant la maîtrise des problèmes de gestion administrative et financière. Il a acquis son expérience dans le secteur pétrolier ou dans une société de services. La rémunération est attrayante. A terme et selon sa réussite, des possibilités d'évolution de carrière sont envisagées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2824 à :

(Organisation et Publicite)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante filiale d'un grand groupe industriel français, nous avons pour objectif le développement de la fonction personnel dans notre entreprise. Nous avons mis en place une nouvelle organisation, les hommes et les moyens qui vont nous permettre de progresser dans la qualité de la gestion de nos ressources humaines. Nous souhaitons intégrer à notre équipe un

Responsable emploi gestion des carrières

155 000+

ayant une formation supérieure en sciences humaines, économique ou technique, et une expérience professionnelle de trois à quatre ans acquise en milieu industriel. Il assurera : le recrutement, le suivi des carrières, les études de qualification et de salaires, la gestion de la mobilité, la formation professionnelle.

Notre appartenance à l'un des premiers groupes industriels français ouvre de réelles possibilités de carrière, à terme, à un candidat de valeur.

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui écrire, sous réf. 5647M, 55 avenue Bugeaud, 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

SAFT

recherche

un technicien de laboratoire

Niveau BTS Electromécanique ou similaire

pour

- étude et réalisation de prototypes
- étude de procédés et technologies nouveaux.

Le candidat devra justifier d'1 à 2 ans d'expérience. Des connaissances en électrochimie seront appréciées.
Avantages sociaux : horaires souples - restaurant d'entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions à SAFT Service Emploi Formation 156, avenue de Metz 93230 ROMAINVILLE

Produits détergents

INGENIEUR CHIMISTE

Responsable recherche et développement

Cette Société, filiale d'un très puissant groupe multinational étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de détergents destinés principalement au marché des collectivités. Dans ce domaine, elle occupe la première place.

Son expansion exceptionnelle la conduit à créer un poste d'Ingénieur Chimiste, Responsable du département Recherche et Développement «Détergents», sa mission est complète : Il participe à la définition des nouveaux produits en liaison avec le Marketing ; il détermine les programmes de recherche et en assure la réalisation ; il gère de façon autonome ses budgets, ses investissements et ses effectifs (une équipe d'Ingénieurs et Techniciens spécialisés). Il est en relation fonctionnelle constante avec les services commerciaux, les clients et la production.

Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste impérativement spécialiste des détergents. Diplômé ou autodidacte, il possède une expérience professionnelle significative dans ce domaine, acquise de préférence dans un Service Recherche et Développement.
Le poste est basé dans la banlieue Est de Paris.

Les conditions offertes, les perspectives de carrière concrètes et rapides, et l'intérêt technique du poste sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf M 14538 E à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média-system

Jeune cadre recrutement formation

Vous souhaitez travailler dans un contexte attractif :

- entreprise d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe,
- 800 personnes dont 50 % d'ingénieurs,
- filiale d'une puissante société industrielle pratiquant une politique sociale dynamique.

La mission que nous vous proposons :

Le recrutement d'ingénieurs grandes écoles essentiellement, c'est-à-dire :

- la définition du besoin en liaison avec la hiérarchie,
- la rédaction des annonces et le choix des supports,
- les opérations de recrutement (entretiens, participation au choix avec la direction intéressée, l'élaboration des contrats),
- le suivi de l'intégration dans la société, les contrats avec les écoles et la gestion des stagiaires ingénieurs font partie de la mission.

La formation :

- être l'interlocuteur de la hiérarchie pour le conseil en formation,
- veiller à la cohérence des actions par rapport aux objectifs professionnels,
- s'assurer de la qualité des stages.

Ces 2 aspects dominants seront complétés par la participation aux autres activités d'affaires sociales.

L'homme que nous recherchons a une formation supérieure (psychologie ou IEP par exemple) et une expérience professionnelle d'environ 2 ans en recrutement.

Le poste est évolutif au sein d'un ensemble offrant de nombreuses possibilités.
Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf 5155, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

---

informaticiens

ingénieurs

universitaires

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

VOUS PROPOSE

de participer à des développements de projets industriels de pointe en temps réel sur **MINI** ou **MICRO**.

Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité sous réf. U1/13 à Yolande VILLARS. **ANSWARE** 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

média-system

Organisme Public recherche

Ingénieur électronicien

Sa mission :

- Analyse de systèmes et dispositifs de technologie avancée.
- Responsabilité du bon déroulement d'un programme de développement tri-latéral (français-anglais-allemand).

Son profil :

- 30 ans environ.
- Diplôme supérieur d'électronique.
- Bonne approche de la micro-mécanique ou de la mécanique.
- Expérience si possible de la fabrication de matériel électronique ou électromécanique.
- Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitée.
- Domicile Paris ou région proche.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet, sous réf. 777 A, à :



nicole maury conseil

5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse
qui vous assure d'une totale discrétion.

Les entretiens auront lieu à Paris.

média-system

SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATION PROFESSIONNELLE, OUEST-PARIS

recherche :

INGÉNIEUR DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE

35 ans minimum.

Formation A et M., ICAM, ECAM, ENI..., similaire.

- Cet ingénieur, responsable d'usine, assurera la direction des services de fabrication et de contrôle (40 p.).
- Il tiendra le planning en collaboration avec le bureau d'études, et organisera le sous-traitement le cas échéant.
- Notions d'informatique de gestion souhaitées.
- Expérience 5 ans minimum.
- Avantages sociaux.

Envoyer C.V. + photo + prétentions s/nº T 036.333 M à : RÉGIE-PRESSE – 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE VERSAILLES
(Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise)
recherche des

MAITRES AUXILIAIRES

Pour pourvoir des postes vacants et effectuer des suppléances dans les disciplines scientifiques (niveau licence) de mathématiques, sciences physiques, sciences et techniques économiques et les disciplines professionnelles (niveau ingénieur, DUT, BTS + 3 ans d'industrie, CAP + 5 ans d'industrie) de construction mécanique, électronique, dessin industriel bâtiment (génie civil), dessin industriel mécanique, mécanique générale, mécanique automobile, installation sanitaire et thermique, menuiserie, carrosserie automobile, conducteur routier, employés techniques de collectivités, cuisine, comptabilité, secrétariat, vente. L'horaire hebdomadaire est de 18 heures en lycée et de 21 heures à 26 heures en lycée d'enseignement professionnel. Le traitement est de 4.100 F à 6.400 F net mensuel, selon les diplômes, l'ancienneté dans l'industrie et les services effectués. Adresser C.V. détaillé et photocopie des diplômes à RECTORAT DE VERSAILLES, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, 45, avenue des Etats-Unis, 78011 Versailles Cedex.

AIDE-COMPTABLE

Pour service, paie et facturation, expér. informatique souh. Envoyer C.V. et photo SEGAB, 50, r. Meslay, PARIS-3ᵉ.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

(près Pont-de-Neuilly, La Défense)
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(A.M., E.C.P. ou équivalents)

Pour participer au développement d'un système de C.A.O. dans le domaine de la mécanique. Ce poste nécessite l'emploi intensif de moyens interactifs graphiques et une 1ʳᵉ expérience dans ce domaine serait appréciée.

Une connaissance de bases des microprocesseurs serait d'autre part souhaitable.

Adresser C.V., manuscrit et prétentions au C.T.I.C.M. à l'attention de M. CAMBON 20, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX Cedex.

Madame, Mademoiselle, Monsieur

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche
DÉLÉGUÉS RÉGION PARIS
25 ans min., excellente élocution, bonne culture générale, dynamique, formation assurée, rémunérat. import. Tél. pr r.-v. 539-66-23, de 10 à 12 h 30 et de 16 h 30 à 18 h 30.

CABINET D'INGÉNIEURS CONSEILS PARIS (8ᵉ)

recherche

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

POSITION CADRE

Pour animer un service administratif et superviser le suivi client.

Ce poste exige motivation, expérience, méthode et initiative.

Connaissances juridiques appréciées.

Env. lettre man. + C.V. + photo + prét. sous le nº 3.625, à *le Monde* Publicité, ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE REVUE D'ÉLECTRONIQUE

recherche

ÉLECTRONICIENS

(Ingénieur, DUT, Licence)

Débutants ou confirmés pour animer la rédaction de rubriques techniques et d'applications (composants, micro-informatique, etc...).

Ces postes, largement autonomes, requièrent le goût des contacts humains, de l'imagination et le sens des responsabilités.

De courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS CENTRE.

Avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº T 035.939 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour ENTREPRISE quartier ETOILE, recherchons

DAME COMPTABLE

pour comptabilité générale, capable bilan sous direction chef comptable. Niveau brevet professionnel comptable. Place stable.
Ecrire âge, références, salaire demandé à :
Société d'Etudes et Gestions administratives, 6, rue Arsène-Houssaye. 75008 PARIS.

BUREAU VERITAS recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

diplômé de l'ENSTA (option GM) ENSM (option constructions mécaniques et navales) ou ENSAM (option énergétique) pour étude installations propulsives navires ou intéressé par la résistance des matériaux.
Excellente connaissance de la langue anglaise.
Poste à PARIS.

Adress. C.V. sous réf. nº 53 à BUREAU VERITAS SERVICES MARITIMES-DCN, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Hauts-de-Seine recrute

UN ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ

au service de l'action éducative en milieu ouvert (équipe d'Asnières).
Les candidatures devront parvenir à Mme Verdier, aide sociale à l'enfance, service de préventions, Bureau A 22
141, avenue Joliot-Curie, 92020 NANTERRE Cedex. Tél. : 725-95-00. p. 5.947.

Le ministère de l'intérieur et de la décentralisation recrute

20 PSYCHOLOGUES

pour la formation des personnels de Police

Ces postes sont situés dans les villes suivantes : BORDEAUX - CHATEL-GUYON - DIJON - FOS-SUR-MER - LILLE - LYON - MARSEILLE - METZ - PARIS - REIMS - RENNES - SENS - TOULOUSE - TOURS - VANNES - VERSAILLES.

Conditions souhaitées :

- D.E.S.S.
- Expérience professionnelle dans domaine pédagogie adultes.

Envoyer C.V. avant le 2 novembre 1982 : à MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION, DIRECTION DE LA FORMATION DES PERSONNELS DE POLICE. 208, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

U.G.A.P.

recherche pour Paris

UN AGENT

- Niveau enseignement supérieur ;
- Spécialisé dans la gestion des approvisionnements et des stocks ;
- Expérience professionnelle souhaitée ;
- Possibilité de déplacements de courte durée en France.

Adresser curriculum vitae + photo à U.G.A.P., 209, rue de Bercy, 75585 Paris Cedex 12.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Importante société industrielle de 5 000 personnes qui conçoit et réalise des ensembles industriels dans le domaine de l'énergie recherche

Ingénieur traitement du signal

auquel elle souhaite confier la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs élaborant et mettant en oeuvre des essais de physique sur installations nucléaires.
Cette fonction implique l'utilisation de matériel informatique (Hewlett Packard, Digital équipement...) pour acquisition et traitement de données.

Cet ingénieur doit avoir environ 5 ans d'expérience dans un laboratoire de recherche et développement : ingénierie nucléaire, aéronautique, avec encadrement du personnel.

Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions, sous réf 5216, à mentionner sur l'enveloppe, à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Le plan : des prévisions... et une analyse des écarts

Société financière française à vocation internationale, notre CA, de plus de 4 milliards, nous le réalisons pour les 3/4 à l'étranger et sommes en relations d'affaires avec le monde entier. Nous recherchons un jeune cadre responsable

Gestion et marketing

Sous la responsabilité du Directeur du Département «Etudes et Promotions Commerciales» il organisera les travaux du Comité chargé de l'élaboration et du suivi du plan d'entreprise en animant la préparation des réunions, en coordonnant l'action des différents groupes de travail et en assurant le suivi des décisions du Comité.

Il coordonne les travaux des différentes directions et filiales dans la définition de leurs stratégies et l'élaboration de leurs objectifs. Il stimule les recherches visant à améliorer les méthodes de planification. Ce poste peut conduire par la suite à d'autres fonctions opérationnelles dans l'entreprise.

De formation supérieure économique ou commerciale HEC, ESSEC, Sup de Co... vous avez peut-être déjà une première expérience d'un service Prévisions et Contrôle d'une grande entreprise. L'anglais courant est absolument indispensable. L'espagnol serait apprécié.

Michel Collet vous remercie de lui écrire sous réf. 3651M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Un des tout premiers groupes indépendants de distribution

Recherche

LE RESPONSABLE ETUDES ET RECHERCHES

Assisté de 7 chefs de projets, il sera chargé de proposer les moyens à mettre en oeuvre pour répondre aux objectifs du groupe.

En relation directe avec le Secrétaire Général et le Conseil d'Administration, il sera responsable de la présentation des études et de leur cohérence.

C'est un homme de 35 ans environ, de formation supérieure, ayant le goût du dialogue et souhaitant faire ses preuves dans un groupe en pleine expansion.

Poste à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + CV + Prétentions, sous référence **8741** à



31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY PUB

---

chef de projet

Nous sommes une importante Banque Française équipée de deux ordinateurs IBM (3031 et 4341), *fonctionnant sous* DOS (*passage à* MVS *prévu en 1983). Nous recherchons un Chef de projet.*

Age de 32 environ, de formation supérieure (Grande Ecole Scientifique ou de Gestion), il aura pour mission de prendre en charge des projets importants faisant appel à des concepts base de données - temps réel.

Il est demandé pour ce poste une expérience de plusieurs années de l'informatique BANCAIRE.

Adresser C.V. photo et salaire actuel sous réf. 61.33/CP/487 à ADEQUATION 62-64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adéquation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

---

le groupe escp

Ecole Supérieure de Commerce de Paris
recrute le

Responsable du Développement Informatique

du Centre Universitaire de Formation Permanente (CUFOP) d'ABIDJAN.

Ce poste conviendrait à un jeune informaticien possédant une culture solide dans les domaines scientifiques et de gestion, désireux de travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire avec des partenaires internationaux pour y développer des activités orientées vers la formation de cadres et l'enseignement assisté par ordinateur.

Envoyer CV et réf. au Directeur du
GROUPE ESCP
79, avenue de la République 75011 Paris
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

SOCIÉTÉ SURESNES RECHERCHE *pour son S.A.V.* SECTEUR MILITAIRE

TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

3 à 4 ans d'expér., dégagé O.M., connaissant les microprocesseurs 8080 et 8085 et *circuit analogique.* Le poste comprend d'une part la formation des utilisateurs à la maintenance *des appareils* et d'autre part des interventions ponctuelles de dépannage en France et à l'étranger.

BTS ou DUT exigé. Anglais indispensable.
Envoyer C.V. + prétentions à nº 2.440 *Publicités Réunies,* 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

FLAKT Entreprise

La spécialiste du traitement de l'air *recherche pour son*

DÉPARTEMENT MARINE

à SAINT-CLOUD (92)

INGÉNIEUR

ayant expérience 3 ans min.

CLIMATISATION NAVIRE OFF-SHORE

Pour poste Responsable technique. Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo, prét. à *Fläck Entreprise* Service du Personnel 26, quai Carnot, 92212 SAINT-CLOUD.

CONSEILS EN ORGANISATION

recherchent

DIPLOMES

GRANDES ÉCOLES UNIVERSITÉS
– Débutants (*réf.* 8.321).
– Expérimentés (réf. 8.322).
Adr. lettre manuscrite, photo, C.V. *et prétent.,* en *précisant* la référence à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris.

MAGAZINE *recherche*

1 SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Bonne rédaction, sens de l'or*ganisation et de coordination.* Connaissances générales sur l'Asie.
Anglais exigé.
Envoyer C.V. et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous nº T 035.875 M, *85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.*

DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)
Bonne connaissance des problèmes économiques indispensable.
Habitué au dépouillement des journaux.
Diplôme de documentaliste exigé.
Pratique de l'Anglais et de l'Allemand souhaitable.
ÉCRIRE : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra PARIS 1er.

<u>LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE VAL D'OISE - YVELINES</u>

recherche un

chef de service conseiller en formation

Responsable du service de la formation *professionnelle continue,* ainsi que de la coordination interdépartementale.

Formation : Grande Ecole *ou* Universitaire (Licence/Maîtrise, option : Sciences Eco ou Gestion)

Expérience en entreprise : 5 ans minimum

Connaissance de la législation sur la formation.

Poste basé à Pontoise : VAL D'OISE.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à CCII Service du Personnel - 21, av. de Paris 78011 VERSAILLES.

AÉROPORT DE PARIS

recherche pour ORLY et ROISSY

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

28/35 ans

compétent en MÉCANIQUE, GESTION, ORGANISATION DU TRAVAIL.

Il animera le groupe d'études dans le service parc automobiles.

Adresser lettre et curriculum vitae à Monsieur CARRIÈRE, 291, boulevard Raspail, 75014 PARIS. Téléphone : 320-15-00.

E.D.F.-T.I.R.U.

recrute
POUR SON SERVICE INFORMATIQUE

INFORMATICIEN

– Titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T. ;
– Connaissant le langage BASIC et GAP II :
– Expérience souhaitée ;
– Situation stable.

Adresser curriculum vitae à E.D.F.-T.I.R.U., 134, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

GROUPE TP

SIÈGE PARIS-16e – recherche :

COMPTABLE HAUT NIVEAU

– Pour prendre responsabilité des comptabilités de ses filiales.
– Travaux à l'étranger.
– Connaissance *comptabilité anglo-saxonne* et langue anglaise *exigées.*
– Résidence PARIS. Déplacements étranger.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 6.524.
à P. LICHAU S.A., B.P. 220 – 75063 PARIS Cedex 02.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN EXPANSION
recherche

CONSULTANT

Grande école, 2 ans d'expérience dans l'organisation du travail administratif. Banque. Assurance.

Une bonne *maîtrise de l'informatique et de l'anglais,* le sens des contacts *humains* et le *désir de s'intégrer* à une équipe dynamique et *créative sont* indispensables. Disponibilité rapide.

RENSEIGNEMENTS : (01) 282-16-47.

ASSOCIATION
recherche

COORDONNATRICE

– Responsable centre social grande banlieue *nord.*
– Exp. similaire indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae à Solidarité Français Migrants, 4, square Vitruve, 75020 Paris

---

STÉ TRANSPORTS INTERNATIONAUX

IMPLANTÉE

ROISSY AÉROPORT

recherche

COMPTABLE HOMME

Dégagé O.M., Bac G2.
Anglais courant lu et écrit.

Env. lettre *manuscrite et* C.V. SCAC AIR SERVICE Service du Personnel *3, rue du Remblai, 95707 ROISSY.*

ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL
recherche

COMPTABLE

Bac G2 + *qq. années d'expér. associative* appréciées.

Env. C.V., *photo et prétentions* à M. DIAMENTE FUAJ, 6, rue du Mesnil, 75116 Paris.

DAMMARIE-LES-LYS
20.000 habitants,
50 km sud Paris,
recrute :

Chargé d'études

pour mener *études statistiques, démographiques, humaines, financières* sur réhabilitation grand ensemble et direction *future cellule d'intervention.*

Profil :

3e cycle *sociologie ou sciences* économiques ou géographie urbaine.

Formation urbanisme et *connaissance des collectivités locales appréciées.*
Poste contractuel.

Envoyer curriculum vitae et photocopies des diplômes à *monsieur le Maire* de Dammarie-lès-Lys.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro *de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse,* selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

INGENIEURS INFORMATICIENS

SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT, IIE...

Vous débutez ou possédez une première expérience, et souhaitez la *développer dans un environnement technique très évolué* (IBM, TRANSPAC SNA, IMS-CICS, MVS) *et participer au développement* d'une activité en pleine expansion.

Les postes que nous créons

INGENIEURS SYSTEME,

doivent permettre à vos compétences de s'exprimer et offrent de réelles perspectives d'évolution, celles propres à un grand Groupe.

Adressez votre candidature à :
SPI - Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
de dimension internationale recherche pour sa

DIRECTION INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR RÉSEAU

• Formation Grandes Écoles.
• Expérience de plusieurs années souhaitée, mais débutant accepté.
• *Travail au sein d'une équipe jeune sur les techniques les plus avancées pour développer les moyens Matériel et Logiciel de Télécommunications.*
• Environnement technique :
  - *Ordinateurs* IBM 30 XX et 43 XX.
  - OS/US - DL1 - CICS - UTAM.
  - Plus de 250 terminaux.
• Possibilités d'évolution au sein de l'Entreprise.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 47338 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX (qui transmettra)

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

DIPLOME ECOLE DE COMMERCE
ou équivalent.
Lieu de travail : PARIS

Env. candidature s/réf. 11704, à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02 qui tr.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES
– Option : *informatique, automatique, électronique ;*
– débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Minimum D.U.T. – B.T.S.

Écrire avec C.V. à Axial Pub. s/réf. 710, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Syndicat mixte pour la *géothermie à Meaux* (77)

recrute

CADRE SUPÉRIEUR

par voie de mutation
ou sur titres
pour
– mettre en place la gestion et l'exploitation des opérations de *géothermie à Meaux.*
– développer des activités annexes dans un souci de mise en valeur maximum des potentialités locales offertes par la géothermie.

De formation administrative ou technique, les candidats devront justifier de solides connaissances en matière de gestion et d'une expérience dans ce domaine acquise soit dans une collectivité locale, soit dans une société privée.

Ce poste *requiert également de* bonnes connaissances en matière de comptabilité et d'informatique.

Rémunération : Assimilée à l'échelle indiciaire de directeur des Services Administratifs indice 597 à 871 brut (traitement indiciaire brut moyen : 10.000 F brut.

Statut du personnel communal. Adr. cand. et C.V. dét. à M. Le Président du Syndicat Mixte pour la Géothermie, Hôtel de Ville, 77100 Meaux Cedex.

Ville d'ATHIS-MONS (91200), recrute

1 sous-bibliothécaire

avec option discothèque (indice brut 267, majoré 254) à temps complet.
Adresser curriculum vitae à : *Mme le Maire d'ATHIS-MONS, place du Général-de-Gaulle,* 91205 ATHIS-MONS CEDEX.

Importante société dans première transformation de l'acier recherche :

AGENT DE VENTE

exclusif
produits industriels et négoce sur Centre-Ouest,
base Poitiers.
Formation commerciale.
Libre rapidement.
Expérience souhaitée.
Ecr. s/nº 7.158 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISME DE FORMATION DE LANGUES
recherche

ASSISTANT (E) DE FORMATION

Il, elle organise les cours. Etablie le planning des professeurs, *les tableaux de bord. S'occupe des conventions et de la facturation,* est en liaison étroite avec les entreprises, les stagiaires et les professeurs.

Adr. C.V. et prétentions sous nº 36.354 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Organisme interprofessionnel recherche pour son siège social (*renseignements et documentation*)

CONSEILLER H.F.

ayant acquis une maîtrise avec spécialisation en Droit du Travail.

Merci d'adresser candidature en précisant la référ. 8.347 à Média System, 104, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
recherche ;

COLLABORATEUR (TRICE)

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
pour l'assister
dans le domaine social.

Profil souhaité :
– formation supérieure ;
– expérience de plusieurs années dans la fonction *personnel ;*
– très bonne connaissance du droit du travail ;
– âge minimum 35 ans.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo.
Ecrire sous le nº 038.218 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Centre d'enseignement Musical pour adultes

Recherche

L'ASSISTANTE DE SA DIRECTRICE

30 ans environ, dynamique, excellente organisatrice et bonne négociatrice, elle est responsable et disponible.
Bon niveau culturel, dactylo indispensable.
Salaire motivant.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo à : C.A.A. 15, rue d'Armenonville, 92200 NEUILLY.
Référence : L.L.

STÉ EXPERTISE COMPTABLE
proximité Nation R.E.R.

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

DÉBUTANT.
Grandes Ecoles - D.E.C.S.

Envoyer C.V. nº 49.640, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

LA VILLE DE SCEAUX

recrute

LE RESPONSABLE

(niveau attaché communal) de son service :

AFFAIRES CULTURELLES

Les candidats devront justifier d'une expérience administrative et d'une pratique de la vie culturelle et associative.

Adresser candidature, C.V. et photographie Hôtel de Ville 92331 SCEAUX CEDEX.

Société pleine expansion, *activité périphérique* à la bureautique, recherche

Commerciaux-ciales

Excellente présentation, bonne expér. *professionnelle, libres de suite.* Envoyer C.V. et photo à : SEGAB, 50, r. Meslay, Paris-3e.

propositions diverses

Recherche ETUDIANTS pour distribution de tracts sur Paris, sa banlieue et Orléans. Ecrire à PROMO-PRESS, 66, Champs-Elysées, 75008 Paris.

L'ÉTAT offre de nombreuses *possibilités d'emplois stables,* bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur *notre revue spécialisée* FRANCE CARRIÈRES (C16) B.P.402.09 PARIS.

cours et leçons

MATHS-PHYSIQUE

CHIMIE LANGUE FRANÇAIS

Cours particulier *à DOMICILE*
par des élèves
de l'Ecole des Mines de Paris.

Tél. : 325-28-03.

Profes. origine américaine diplômée, donne cours anglais, prix intéressant 747-91-53.

Jeune anglais, 23 ans, diplômé instituteur donnerait des cours d'anglais, de guitare ou tout autre emploi, Semi Curzon, poste restante, bureau de poste 78100 St-Germain-en-Laye.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

COLLABORATEUR RENAULT VEND RENAULT 18 TURBO avril 82, argent, drap, 7.500 km. Tél. 809-80-43/534-83-82 ap. 19 h

occasions

OLIVINE

ACHÈTE
AU PLUS HAUT COURS
OR, débris dentaires,
pièces or, bijoux,
anciens et modernes.
ARGENTERIE, *tableaux,*
pâte de verre, lampe, vase.
Montres anciennes
et modernes, pendules, boîte or
et argent, antiquités.
Déplacements à domicile.
8, rue de Tocqueville, 17e.
Mº VILLIERS, 763-27-31.
EXPERTISE GRATUITE.

GAYOUT, 4, bd Saint-Martin (10e), 607-61-10, fermé lundi ach. cpt photo, ciné, films, vidéo, HIFI, disques, cassettes, télé et grand choix matériel occasion.

secrétaires

SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, C.A. 2,6 milliards, 3 900 pers., 17 unités de production, 20 filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale, au Siège de PARIS-LA DÉFENSE

Secrétaire bilingue anglais

Réf. 72623/M

- en dehors des tâches habituelles de secrétariat, elle participera à la gestion administrative de contrats à l'étranger
- et elle veillera notamment au bon fonctionnement des liaisons entre le personnel détaché et les directions fonctionnelles du siège.

Secrétaire bilingue espagnol

(si possible de langue maternelle espagnole) bon niveau d'anglais.

Réf. 73624/M

Ces 2 postes nécessitent une formation BTS ou équivalent et 4 à 5 ans d'expérience.

Rémunération motivante selon formation et expérience, restaurant d'entreprise, possibilité d'aménagement d'horaires.

Lieu de travail : PUTEAUX - LA DÉFENSE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence choisie à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

SOCIÉTÉ DE PRESSE & D'ÉDITION proche gares de l'Est et du Nord recherche

LA SECRETAIRE D'UN DIRECTEUR

pour l'assister sur l'ensemble des taches

- Dactylo irreprochable
- Organisee et efficace.
- Vivacite d esprit et rapidite d'execution.
- Bonnes notions d'anglais.
- Justifiant d'au moins une experience professionnelle.

LA FONCTION A POURVOIR COMPREND UNE LARGE PART D'INITIATIVE ET D'AUTONOMIE

Adresser sous ref. JLV 8-Oi-10-82. lettre manuscrite. CV et pretentions à GROUPE TESTS. Direction Generale 41 rue de la Grange-aux-Belles, 75483 PARIS Cedex 10

STE DE CONSEIL FINANCIER recherche

SECRÉTAIRE STANDARDISTE

- Parfaitement bilingue anglais-français.
- Excellente présentation.
- Sténodactylo.

Adr. lettre + C.V. avec photo à FINANCE et DÉVELOPPEMENT 42, av. Montaigne, 75008 Paris

---

LES ÉDITIONS NATHAN recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO parfaitement bilingue français, anglais pour assurer secrétariat éditorial France et étranger. Expérience édition indispensable.

Adr. C.V. man., photo et prét. à M. J.-B. SOUTRY. Direction du Personnel, 9, rue Méchain, 75014 Paris.

Cabinet d'affaires recherche

COLLABORATRICE

Maîtrise de Droit, connaissances dactylo. Permis de conduire. Disponible pour déplacements. Tél. : 527-11-25.

travail à domicile

S'adresser au 280-13-43 pour toutes frappes urgentes dactylographiques.

J. F. frappe THÈSE mémoires, manus. s/mach. électro. Trav. rap. soigné. Tél. 535-28-85.

Dactylo cherche frappe de textes, factures, etc. 869-06-66, répondeur si abs.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

formation professionnelle

FORMATION-INFORMATIQUE GARANTIE D'EMPLOI (PAR CONTRAT)

SAPIAS FORMATION forme

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui recevront une formation privée (4 mois) très complète (COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT)

BAC - Adresser C.V. lettre manuscrite au responsable SAPIAS FORMATION Tour Courcellor 1. 2 rue Curnonsky 75017 - Paris - M° Louise Michel Tél. 758.12.72. 758.11.50 poste 41.55 ou 41.62

dob's

Vous souhaitez préparer gratuitement après votre travail LE CERTIFICAT COMPTABLE DU D.E.C.S. et vous former au Nouveau Plan Comptable, appeler le 226-12-36.

POUR JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES OU DEA UNIVERSITAIRE, rémunérés deux fois le SMIC, STAGE DE FORMATION par la recherche, domaines : acoustique, thermique, matériaux et économie du bâtiment.

Localisation laboratoires Paris ou Province. Durée : 1 an.

Adresser C.V. à : IREAT 242 bis, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

E.P.E.C. FORMATION

RÉVISIONS C.P.E.C.F. et oraux du D.E.C.S.

13, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. 246-59-14.

traduction demande

Deux traductrices indépend., diplômées et qualifiées, l'une franç. et l'autre angl., collaborent afin d'exécuter des traductions de qualité optimale. Rapidité et respect des délais assurés. Frappe IBM. Renseignements au 271-53-98 ou au 271-05-98.

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE ET MUSIQUE

femme, double formation :

- MUSICALE : premier prix analyse musicale Conservatoire national de Paris ;
- INFORMATIQUE : Miage-Dauphine, mention Bien, félicitations du jury,

aimerait travailler dans tout domaine relevant de l'application des techniques informatiques à la musique, toutes catégories (Recherche expérimentale, conception et réalisation de logiciels, etc.).

Ecrire sous n° 9.395 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES CHERCHE EMPLOIS pour hommes et femmes

AIDES-COMPTABLES

pour tenue comptabilité usuelle et générale, bilan compris, connaissant dactylo. Disponibles immédiatement. Téléphone : 547-18-30 poste 82.

Responsable Exploitation Informatique

22 ans d'expérience en milieu industriel Système et Exploitation.

Particulièrement familiarisé avec matériel IBM 370 sous DOS/VSE-CICS et VM/CMS

Etudierait toute proposition Paris et banlieue nord

Téléphoner : 991 . 23 . 29

J.F., 25 ans, licence + maîtrise + 3 ans d'expérience, très qualifiée, cherche emploi

SECRÉTAIRE D'ÉDITION ou SECRÉTAIRE DE RÉDACTION ou ASSISTANCE CHEF DE PUBLICITÉ

Ecrire Mlle Claire LOMBARD, 175, rue de la Pompe 75116 PARIS.

J. professionnelle de gestion et stratégie d'entreprise Sc. Po. gérante de société de conseil, propose missions et temps partiel à entreprises et créateurs. Téléphone : 781-55-17.

H. 38 ans DEA économique bonne formation électronique, 10 ans d'exp., bonnes connaissances des problèmes agro-alimentaires, ch. poste technico-commercial dans service export entreprise Française ou Camerounaise, pour le Cameroun. Ecrire Mr Jean-Jacques BATASSI, 12, rue Jean Charcot 95100 ARGENTEUIL.

Homme, 35 ans, 17 ans d'expérience autodidacte S.P. Banque DIRECTEUR FINANCIER puis SECRÉT. GÉNÉRAL *depuis 5 ans, dans P.M.E. dynamique ou agence Banque de Paris ou banlieue sud de préf.* Mais province possible si propositions sérieuses. Ecrire sous le n° T 036.352 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., cadre documentaliste expérimentée, bilingue anglais, 37 ans, bonne connaissance doc. presse, télématique, informatique documentaire recherche poste responsabilités. Ecr. s/n° 6.380 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pers. capable dist. pers. 3e âge chans., poèmes rech. 2 h. par sem. de résid. pers. 3e âge banl. et Paris. T. ap. 19 h., 241-13-90.

Dame, 60 ans, bonne dactylo, bonne orthographe, excellente référ., ch. place mi-temps, Saint-Lazare ou environs ou proche banlieue. Mme AGULHON, 135, avenue de l'Agent-Sarre, 92700 COLOMBES.

J.F. 21 a. bac G3 + 1 a comm. international expér. Fret aérien ch. empl. nécess. relat. Cciales. Ecrire sous le n° 9389 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 47 ans recherche secrétariat-dactylo aide comptable, mi-temps dans 20e arrdt. ou limitrophe, sérieuses références. Tél. : 360-57-02.

J. h. 25 ans, maît. Droit privé, D.E.S.S. fiscalité appliquée, cherche poste de FISCALITÉ. Ecrire à M. TULEAU Y. 8, chemin Latéral-du Nord 94500 CHAMPIGNY.

J.F. techniques commerce intern. Exper. assist. secrétaire direction. Commerc. Allem., Angl. Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° 3.693 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. SUP. de CO., 31 ans, exp. promotion immobilière de loisirs et diffusion de produits immobiliers financiers. Étudierait ttes propos. Tél. : 525-02-63.

JURISTE

J.F., 25 ans, dynamique, maîtrise Droit privé + Droit anglais, DESS commerce extérieur, anglais. Étudie toutes propositions.

Tél. 358-03-79.

Secrét. sténo dactylo aide rédactrice, cherche emploi chez courtier ou autre. Téléphone : 984-23-37.

J. F., 26 ans, 6 ans expér. SECRÉTAR., TRIL. ANGL.-ALLEM., assimilée cadre, B.T.S. 83, rech. poste stable évolutif. Tél. : 774-50-68.

APPROVISIONNEMENT ACHATS-GESTION

Homme 42 ans, licence sciences-économiques, 14 ans expér. à l'étranger ds secteurs pharmaceutique et cosmétique industriels. Bien introduit en France. Cherche poste en province de préférence. Libre très rapidement. Ecrire sous le n° 246.572 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE EXPORT

Anglais, Espagnol 37 ans, célibataire Exp. gestion financière Commerce internat. Libre imm. Formation Ecole SUP commerce. Téléphone : 307-66-15.

J.F. 26 ans, formation supérieure

ATTACHÉE PERSONNEL et de RELATIONS SOCIALES

Expérience en entreprise, propose sa collaboration au sein de votre service du personnel. Écr. n° 49.338 CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

F. 40 ans, personne affirmée, formation, pluri. disc., compt. sociale, psych., act. chef de personnel, recherche poste haut niveau, région Rhône, Provence, étudierait toutes propositions. Ecr. s/n° 7.165 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 23 ans, dégag. O.M., 3 ans exp. publicité, recherche emploi représentation, ou étudie ttes propositions. Ecr. s/n° 6.376 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., analyste-programmeur, expér. 1 an en Cobol. Cherche travail au Québec. Ecr. s/n° 7.157 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre bancaire financier, 49 ans C.L. VIII C.E.S.B., Parf. connais. exploitation engagements recherche situation Banque, éts financier ou poste de direction financière, trésorier, secrét. général, Paris, province. M. Jarrige, 17, rue Diaz 77330. OZOIR-LA-FERRIERE.

J.H. 21 ans, sérieux. Dégag. O.M. B.N.S. + réanimation + permis ambulance. Recherche place ambulancier dans s.m.u.r. Téléphone jusqu'à 14 heures au 735-54-44.

CADRE COMMERCIAL

45 ans, haut niveau, expérience animation terrain et gestion unités indépendantes, 19 ans distribution et services. Recherche poste responsabilités secteurs 83, 13, 06. Ecr. s/n° 7.118 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Que proposez-vous à cadre 36 ans. Formation direct CREP de Paris CAPASE-DEFA Solide expér. direction gestion + pédagogie. Références 1er ordre. Ecr. s/n° 7.139 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RÉGION PARIS OU MONTPELLIER J.F. 25 ans D.E.A. Sciences-Economiques Sérieuses références : contrats de recherche sur problèmes d'informatisation (presse et banques). Expérience enseignement journalisme et relations publiques désire s'intégrer dans équipe de direction (sociétés, associations ou collectivités locales). Ecr. s/n° 8.378 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 27 ans dipl. 8 ans d'expérience dans entrepr. intern. alimentaire. 4 langues, ital., allem., angl., franç. Cherche poste de responsabilité avec sté intern. ou pour travailler en Australie. Prêt à voyager beaucoup. Ecr. s/n° 3.612 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant Droit, 23 ans, cherche stage chez H.J. ou emploi similaire, 2 ans pratique en second clerc, rég. Oise ou Paris Nord. Ecr. s/n° 7.079 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Africain 27 ans. Débutant DUT F.C. D.E.C.S., JEF en cours. Cher. stage d'exp. en cabinet. Ecr. s/n° 3.624 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 30 ans, diplômé École de journalisme, expérience dans la presse, recherche emploi librairie, édition, journalisme. Etudierait toutes propositions. Tél. 542-34-11.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Près PALAIS ROYAL : Rare Liv + chbres, gde cuis., tout conft, caractère. 1.050.000 F Téléphone 550-34-00.

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS

Livraison fin 1982

1 et 3 R. POLIVEAU

29 APPARTEMENTS DE TRÈS GRAND LUXE du 2 au 5 PIÈCE et DUPLEX-TERRASSES

de 13.000 à 15.000 le m². Ferme et définitif.

APPARTEMENT TÉMOIN tous les jours de 14 h. à 19 h. sauf mercredi et dimanche

AWI — Tél. : 267-37-37.

Panthéon. 5 P. 354-95-10.

TERRASSE, VUE, ASC.

6e arrdt

2, RUE DUPUYTREN 87, bd ST-GERMAIN, ODEON Immeuble pierre de t., asc. 3 pièces, 90 m², rénové lux., cuisine équipée + parking. 551-31-98 - 551-21-06

ODÉON, 2 P., 70 m²

CHARME. Asc. 354-42-70.

7e arrdt

Près CHAMP DE MARS Elégant DUPLEX 170 m² Extraordinaire terrasse, 3 park. DORESSAY : 624-93-93

PRÈS TOUR EIFFEL

TRÈS BEL APPT 205 m². TRIPLE RÉCEPT. + 4 CHBRES. DÉCORATION RAFFINÉE PARFAIT ÉTAT. Bains, chbre service, 3e étage. Prix : 2.350.000 F. Visite Mardi 14/18 h. 9, avenue FRANCO-RUSSE.

8e arrdt

PRÈS MADELEINE 28, r. GODOT-DE-MAUROY Bel immeuble ravalé, asc. TRES BEAUX STUDIOS et 2 P. refaits neufs, équipés. 4e et 5e étages. Tél. 551-31-98/551-21-06

9e arrdt

Propriét. vd gd studio équipé, tt conft, 3e ét. Bel imm. Bas prix vu urgence. Tél. 526-00-35.

PRIX 165.000 F

CADET. Séj. coin cuis. équip. + chbre, salle d'eau, w.-c., état impeccable. Imm. ravalé. Tél. propriétaire : 225-46-82.

11e arrdt

Mo MÉNILMONTANT dans immeuble résidentiel NEUF

LIV. + 2 CHBRES

70,50 m² + balcon 13 m², 5e ét., cave, parking sous-sol, PRESTATIONS DE QUALITÉ

794.000 F.

Possib. 80 % CRÉDIT préférentiel, s/pl. 14 h, 19 h, sauf mardi et mercredi. « LE SERENIDE » 700-11-09. LACHAL S.A.

12e arrdt

FAIDHERBE-CHALIGNY

2 pièces, entrée, cuis., w.-c., possib. bains. Imm. pierre. 230.000 F. - 526-99-04

15e arrdt

Motte-Picquet, original, séjour, 1 chbre + 1 en mezzanine, tt cft. 470.000 F. 531-20-99.

Boucicaut, séjour dbl, 3 chbres, 2 bains, balcon, 4e, asc. 950.000 F. Tél. : 531-20-99.

RUE DE SÈVRES

Vue panoramique, beau duplex 178 m² + balcon et très belle terrasse, 113 m², dernier ét. 1.980.000 F, Tél. 261-84-52.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS

Mo MALESHERBES REHABILITATION PRESTIGE Anciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS

DE 2-4 ET 5 P.

+ quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi de 12 h à 18 h. LIVRAISON IMMÉDIATE

20e arrdt

Pyrénées, imm. stand., 2 P., cuis., bains, balcon, park. 430.000 F. 531-20-99.

92 Hauts-de-Seine

NANTERRE TYPE 2 RÉCENT, tout confort, parking. 246-66-30.

NANTERRE APPT 130 m² RÉCENT, tout confort, parking. 246-66-30.

NEUILLY

BD DU GL-KŒNIG, près Mo Bel imm. 1930, 170 m², tt cft, boiserie, chambre de service. Park. double. 1.700.000 F.

NOTAIRE : 501-54-30

LE MATIN

Près RUE LONGCHAMP 1 bis, r. CHARCOT, NEUILLY Propriét. vd 2 appts refaits neufs, équipés + triplex 110 m² environ. Pour antiquaires, décorateurs, artistes. 551-31-98 - 551-21-06

NEUILLY-BINEAU Studio 45 m². Prix : 410.000 F. Vue dégagée, balcon, soleil.

SINVIM - 501-78-67.

94 Val-de-Marne

CHARENTON, près bois maison 6 P., sous-sol total. Jard. 220 m², gar., tt cft. MICOT, 344-43-87.

appartements achats

Recherche 1 ou 2 pces à Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. 873-20-67, même le soir.

appartements occupés

CONVENTION Appt libérable octobre 1983. Loyer mensuel 2.820 F. 2e ét. s./rue, asc., séj. dble + 2 ch., cuis., w.-c., bains, chff. cent., 100 m². P. de t. stand. 1930. Achat park. possible : 780.000 F. Pptaire mardi 14 h 30-16 h 30 : 366 bis, rue de Vaugirard

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Un service gratuit interprofessionnel et inter-bancaire pour tout achat d'appts et de pav. neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.

525-25-25.

49, av. Kléber, 75116 PARIS.

locations non meublées offres

Paris

AVENUE DE VERSAILLES PRÈS PORTE SAINT-CLOUD, 2 p., cuis., s. de bains, 50 m², balcon plein Sud, 3.500 F charges comprises. Tél. 582-06-55.

Région parisienne

94 JOINVILLE 6 P. stand. 130 m², 2 bains, 1 cabinet de toilette, 3.500 Frs + charges Tél. : Heures repas 885-39-10.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES LOUEZ rapidement, clientèle assurée. Service gratuit. 770-25-90.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine. 75008 PARIS, recherche pour clientèle étrangère et Diplomates APPARTS HOTELS PARTICULIERS et VILLAS PARIS ou Ouest résidentiel.

562-78-99.

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Téléphone : 282-12-50.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS

VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures CLIENTS SELECTIONNES LOYER GARANTIE

TEL. 359-64-00

Région parisienne

BANQUE AMÉRICAINE

recherche

pour un de ses Directeurs VILLA Avec jardin, living, grande réception, 5 chambres, 2 salles de bains. Région : SAINT-GERMAIN, CHATOU, LE PECQ, NEUILLY-SUR-SEINE.

Téléphoner à Monsieur MONSERRAT. 260-33-80.

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 281-10-20.

bureaux

Achats

EMBASSY-SERVICE

rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Stés ÉTRANGERES, burx achat ou location. Quartier affaires. 562-62-14.

Locations

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F PAR MOIS 1 DOMICILIAT. + SERVICES. S.A.R.L. Artisans. 296-36-74.

DOMICILIATION 8e

R.M., R.C. - 200/300 F mois avec SERVICE COMPLET TELEX - SECRÉTARIAT Création de Sociétés TOUTES DÉMARCHES

AGECO - 294-95-28

(STATIONNEMENT AISÉ)

CHAMPS-ÉLYSÉES

Domiciliation, RM, RC, SARL à partir de 150 F CONSTITUTION SOCIÉTÉS Tél., télex, ttes démarches C2E — 562-42-12.

Domiciliations : 8e-2e

SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. loc. bureau, toutes démarches. pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 261-80-88 +

VOTRE SIEGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique

355-17-50

immeubles

ACH. IMM. VIDE même avec gros travaux, Paris, banlieue. Tél. 590-86-06, de 7 à 21 h.

Placement immeuble neuf, commercial. Rapport 11 %. Part minimum 100.000 F. AGENCE DECOBERT, 4, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. T. (1) 297-45-83

propriétés

GENTILHOMMIÈRE 18e, 10 KM AUTOROUTE SUD Parc 3 ha pelouse, pce d'eau, jolis communs. 1.200.000 F. Tél. au 764-94-58 h. repas.

pavillons

PAVILLONS

JUSQU'A 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire au : Centre d'Information FNAIM de Paris Ile-de-France, LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 Paris. Tél. 227-44-44.

Près Limoges, vends PAVILLON plain-pied, beau séjour, 3 chambres, tout confort, garage, jardin. PIERRE-BUFFIÈRE (87). Téléphonez au : (55) 00-61-56.

VAUCRESSON, Plateau, villa réc., 7 p., 4 s. de bns, garage, ss-sol total sur terr. 1.690 m². Px 1.800.000 F. S/pl., 5, av. des Clarisses, Vaucresson, sam. 16 octobre, de 10 h. à 12 h.

LA QUEUE-EN-BRIE (94) 20 km de Paris, 10 mn R.E.R. Part. vend pav. Bréguet type séquoia 270 m², 8 pièces plain-pied salon (cheminée), s. à manger, 6 chbres, 2 s. de bains, 2 salles d'eau, cuisine entièrem. équipée, gar. 2 voit. Sur terrain 900 m² paysagé, 50 m² terrasse entièrement clos. Prix : 1.250.000 F dont 240.000 F crédit foncier. Tél. pour R.-V. : 594-83-41.

villas

St VALLIER de THIEY (06) sur 6.600 m² divisible VILLA 150 m² + terrasse, 2 bains, cuisine aménagée, Prx 1.200.000 F Tél. : (6) 084-08-97.

Part. à part. vend à 5 km de Montpellier et 8 km. de la mer Villa 180 m² + garage. 950 m² de terrain. Prix 800.000 F. Heure de repas (67) 27-60-24.

MANOSQUE (près)

VILLAS nves à part. 323.000 F Crédit PAP poss. 285-71-82

viagers

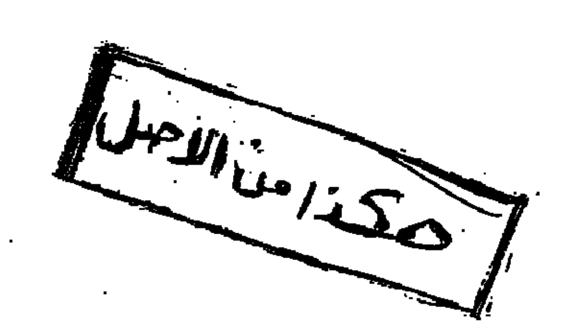
Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS 11e - Tél. 335-61-58 Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Paris 8e, bd des Batignolles Viager occupé, une tête 75 ans. Imm. pierre de t. Beau 4 pièces 112 m² + chambre de service bouquet. 310.000 F, rente mensuel 3.700 F.

NOTAIRE : 501-54-30

LE MATIN

15e—2/3 p. 70 m², tt. cft. 8e ét. asc. park. 240.000 + 2.600 Loué 2.200 mensuel Revenu pour acquéreur — 266-19-00.



SOCIAL

Le temps partiel demeure l'exception dans l'industrie

Dans son supplément au bulletin mensuel « *Statistiques et travail* » (nº 98), le ministère du travail publie une intéressante enquête sur le travail à temps partiel.

Suivant la définition retenue, le salarié à temps partiel est « *celui qui, à l'embauche, est d'accord avec l'employeur pour travailler suivant un horaire inférieur à l'horaire normal de l'établissement* ». Il est précisé que, si des salariés dans un établissement sont en chômage partiel, ils ne doivent pas être considérés comme salariés à temps partiel. Les résultats ne portent que sur les établissements de dix salariés et plus, et couvrent l'ensemble des activités économiques, à l'exclusion de l'agriculture, des administrations, des établissements publics et des services domestiques.

Dans l'ensemble, le travail à temps partiel est en progression modérée puisque la proportion de salariés à temps partiel, qui était de 4,2 % au 31 décembre 1979, est passée à 4,4 % au 31 décembre 1980, et à 4,7 % au 31 décembre 1981. Le pourcentage de salariés à temps partiel est le plus élevé dans le tertiaire (notamment hygiène : 32 %, commerce de détail alimentaire : 17,6 %, et non alimentaire : 12,7 %, restauration et hébergement : 12,1 %, services fournis aux entreprises : 11 %), et le plus bas dans les industries de transformation (1,5 %). D'autre part, on constate que la proportion de salariés à temps partiel diminue très fortement avec la taille des établissements. Ainsi, le pourcentage est de 7 % dans les établissements de dix à quarante-neuf salariés, de 4,5 % dans ceux de cinquante à quatre cent quatre-vingt-dix neuf salariés et de 2,9 % seulement dans les établissements de plus de cinq cents salariés. Mais il est important de noter que, sur une longue période, la croissance du travail à temps partiel est plus importante dans les grands établissements que dans les petits, si bien que les disparités tendent à se réduire.

En revanche, du point de vue de la distribution de ce type de travail par catégories socioprofessionnelles, les disparités tendent à s'accroître, puisque le développement du temps partiel est plus rapide chez les employés que chez les ouvriers, alors qu'il est déjà plus répandu chez les premiers que chez les derniers. On constate surtout que la proportion des salariés à temps partiel est quatre fois plus élevée chez les femmes (8,8 %). Ainsi, il est frappant de remarquer que, si 67 % de l'ensemble des salariés en France sont des hommes et 33 % des femmes, la proportion est exactement inverse pour les travailleurs à temps partiel, parmi lesquels on trouve 33,6 % d'hommes et 66,4 % de femmes. L'augmentation globale du pourcentage de salariés à temps partiel est en réalité un phénomène purement féminin, puisque seule la proportion de femmes employées à temps partiel croît de manière importante depuis cinq ans (+ 3,6 %), tandis que la proportion d'hommes occupés à temps partiel reste stable (2,3 %).

Deux millions de salariés pratiquent les horaires souples

Assiste-t-on à une meilleure gestion du temps libre ? Dans un rapport présenté par M. René Teulade, président de la F.N.M.F. (Fédération nationale de la mutualité française), à M. Henry, ministre du temps libre, on constate une moindre hostilité à la modulation de la durée du travail.

Deux millions de salariés appartenant à 20 000 entreprises ont adopté les horaires souples ou les horaires à la carte. Ainsi 70 % du personnel administratif des banques, 30 % des salariés des assurances, 25 % du personnel de l'industrie pharmaceutique et chimique, 17 % du personnel de l'electronique... sont concernés par les horaires variables. Par contre 2,58 % (taux accusateurs, selon le rapporteur) seulement des fonctionnaires (soit environ 62 000) sont concernés par ces mêmes horaires.

M. Teulade affirme par ailleurs dans son rapport que les partenaires sociaux sont moins réticents qu'auparavant aux expériences d'horaires souples, car chacun y a finalement trouvé ses avantages. Puisque l'essayer c'est l'adopter, il faut donc absolument développer les expériences d'horaires variables. En effet, M. Teulade ne se montre pas favorable à une réglementation unilatérale en la matière, mais plutôt à la mise en place de dérogations et de structures de négociations idéales.

Le rapport essaie enfin de faire le point sur les exigences biologiques de l'homme quant à ses périodes de travail. On apprend ainsi que « *tout homme est fait pour travailler entre six heures du matin et minuit*, » et que « *l'homme n'est pas fait pour travailler l'hiver !* ».

En face de ces intolérances individuelles, le problème qui se pose est, « *Comment concilier les optimums temporels de l'individu, de l'entreprise et de la collectivité ?* ». Au vu de ce rapport, pour promouvoir toutes les actions susceptibles d'obtenir une meilleure maîtrise du temps de vivre, M. Henry a annoncé la création dans son ministère d'une mission à l'aménagement du temps dirigée par M. Jean-Louis Cosperec inspecteur général de la jeunesse et des sports, dotée d'un budget de 3 millions de francs et directement attachée au cabinet du ministre.

D'autre part, M. Henry a annoncé que le ministère du temps libre organisera, dans le courant de l'année 1983, les assises nationales du temps de vivre, préparées par des colloques régionaux. Une initiative qui n'est pas sans rappeler les états régionaux de l'environnement organisés en 1982, par M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement. Enfin, M. Henry a rappelé que « *ce sont les travailleurs les plus défavorisés qui sont le plus écrasés par le poids du temps, et qui ont le moins de liberté de choix dans sa gestion et son utilisation : cadence de travail, trajet domicile-travail, contraintes diverses limitant le choix de la date et des modalités de leurs loisirs, conscience insuffisamment développée que le loisir est un droit et non un luxe...* ».

A cet égard, le ministre regrette que « *le complexe de l'oisiveté pèse encore trop fortement dans notre société* », et que « *trop souvent encore le temps de non-travail n'est pas perçu comme un temps libre ou libéré, c'est-à-dire disponible, mais comme un temps contraint d'une autre manière* ».

La lutte contre la pauvreté dans l'habitat ancien

Des Journées européennes pour un plan d'action contre la paupérisation dans l'habitat ancien se sont déroulées à Paris, jeudi 14 et vendredi 15 octobre, à l'initiative d'une trentaine d'associations françaises s'occupant de la lutte contre la pauvreté. M. Mauroy est venu, à la fin de cette manifestation, assurer les quatre cents participants de ces journées d'études que l'action du gouvernement en la matière commençait déjà à être moins spécialisée, plus efficace, mieux coordonnée (il a notamment évoqué les travaux de la Commission nationale pour le développement social des quartiers présidée par M. Dubedout, qui a choisi seize quartiers prioritaires d'action). Le premier ministre s'est également engagé à faire réexaminer la législation actuelle sur l'insalubrité afin que *« la réglementation s'adapte aux nécessaires actions de prévention »*.

Rendre plus efficaces les diverses aides

Le rapport introductif à ces journées, tout comme les six groupes de travail entre lesquels se sont partagés près de quatre cents participants, a souligné les malentendus persistants entre les autorités détentrices du pouvoir financier et les militants de base, entre les techniciens et les technocrates de la réhabilitation ou de l'action sociale et les acteurs de terrain que sont les bénévoles mais aussi les permanents vivant les expériences concrètes dans les quartiers insalubres.

Dépasser les politiques d'assistance

Ce plan d'action contre la paupérisation dans l'habitat ancien vise à rendre plus efficaces les aides diverses (allocations familiales, aides sociales, aides au logement, aides aux enfants, aux personnes âgées, aux handicapés). Il s'agit de dépasser les politiques d'assistance basées sur le quantitatif et l'aide individuelle pour leur substituer progressivement des aides collectives génératrices d'emplois nouveaux. Par exemple, les 2 000 F versés à chaque famille pour l'aider à déménager (lorsqu'une opération de réhabilitation d'un groupe d'immeubles nécessite départ puis retour des familles dans leur logement) permettraient parfois, si l'on regroupait ces sommes, de les verser pour aider à créer une coopérative ouvrière de déménagement... Ce n'est qu'un exemple parmi cent des actions qui, au lieu de faire des pauvres parmi les plus pauvres de perpétuels assistés, pourraient les aider à se venir en aide à eux-mêmes. Encore faudrait-il assouplir les réglementations et les procédures, afin que l'efficacité des aides soit améliorée, afin d'éviter les blocages administratifs, afin d'assurer le suivi dans le temps des opérations entreprises.

Européennes, ces deux journées de travail ne l'étaient que symboliquement quant au nombre de participants. Elles l'étaient, en revanche, pour obtenir que le premier programme européen de lutte contre la pauvreté (20 milliards d'unités de compte pour vingt-six projets-pilotes, de 1975 à 1979) soit reconduit. Rien n'est moins sûr, et M. Mauroy, dans son propos, n'y a guère fait allusion.



SOCIAL

LE CHOMAGE EN SEPTEMBRE

• Augmentation de 8 % en données brutes • Confirmation du ralentissement de la hausse en données corrigées

Pour M. Le Garrec, ministre de l'emploi, la tendance d'évolution du chômage s'améliore nettement, grâce à *« la politique économique du gouvernement et à l'action spécifique menée dans ce cadre pour l'emploi »*.

Pour le deuxième mois consécutif, M. Le Garrec a présenté lui-même, dans un communiqué, le 18 octobre, une synthèse de la situation du marché du travail (chômage, contrats de solidarité, durée du travail).

Présentant les statistiques de fin septembre, le ministre a souligné les bienfaits de sa politique, en s'appuyant sur la diminution du chômage constatée en un mois – moins 0,5 % par rapport à fin août. Le nombre de demandeurs d'emploi, après correction des variations saisonnières, a été, en effet, de 2 039 700, au 30 septembre, contre 2 049 600 au 31 août.

« Pour la première fois depuis cinq ans et sur un trimestre, déclare M. Le Garrec, *ce nombre diminue »* – moins de 2 600 demandeurs en trois mois. Mieux encore : depuis le 1er juin, le chômage n'a augmenté que de 1,7 % – soit en rythme annuel + 5,1 %. Il s'agit, pour le ministre, d'une *« nette amélioration »*, si, on compare ce rythme à ceux constatés les années précédentes : + 21,9 % du 1er juin 1980 au 1er juin 1981, + 15,6 % du 1er juin 1981 au 1er juin 1982. *« Les difficultés économiques ont pu être compensées notamment par le passage à trente-neuf heures et les contrats de solidarité »*, explique M. Le Garrec.

Deux mille cent vingt contrats de solidarité ont été signés en septembre, portant leur total à 12 424. La grande majorité comporte une clause de *« préretraite-démission »* et intéresse 170 000 bénéficiaires. Si l'on tient compte des contrats de préretraite progressive ou de ceux liés à une réduction du temps de travail, on peut espérer libérer, selon le ministère, au total quelque 187 000 emplois. Les départs effectifs, dans ce cadre, sont de plus en plus nombreux. Fin septembre, 23 000 personnes ont touché l'allocation conventionnelle de solidarité, versée par l'UNEDIC.

Si, en données corrigées des variations saisonnières, le chômage a tendance à marquer le pas, en données brutes, en revanche, il s'aggrave fin septembre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à cette date à l'A.N.P.E. a été de 2 099 200 – soit une augmentation de 8 % par rapport à fin août et de 9,8 % comparé à fin septembre 1981. L'arrivée des jeunes sur le marché du travail, habituelle en cette période, se situe cette année, notent les experts du ministère, au même niveau que l'an passé, grâce notamment au dispositif mis en place pour l'insertion des jeunes âgés de seize à dix-huit ans.

Mais le nombre de salariés s'inscrivant au chômage parce que leur contrat de travail n'a pas été renouvelé continue de grimper.

Des offres stables

Les offres d'emploi non satisfaites à la fin septembre – 95 900 en données brutes – sont en augmentation : + 7,2 % en un mois, + 29,1 % en un an. Après correction des variations saisonnières, le nombre d'offres (84 600) enregistre une diminution de 0,1 % par rapport à fin août et une hausse de 29,2 % en un an.

D'autre part, selon les chiffres provisoires de l'UNEDIC, le nombre de chômeurs indemnisés fin septembre était de 1 102 900. En tenant compte des variations saisonnières, les experts du ministère concluent à *« une tendance depuis plusieurs mois à la baisse du nombre des demandeurs d'emploi percevant une aide »*. Toutes les allocations sont concernées par ce mouvement, à l'exception de l'allocation de fin de droits qui concerne de plus en plus de monde en raison du développement du chômage de longue durée.

Le ministère présente également l'évolution, en septembre, des effectifs et de la durée du travail. La tendance est à la stabilité. L'activité reste satisfaisante dans certaines branches industrielles – matériel de bureau, électronique, aéronautique, bonneterie, chaussure, habillement. La situation demeure médiocre dans les secteurs des matériaux de construction, fonderie, machines-outils, ameublement. Le niveau de l'emploi se détériore dans le bâtiment et les travaux publics. Selon le ministère, il faut s'attendre dans les mois à venir à une baisse de production qui entraînera pour les effectifs une tendance moins favorable en fin d'année qu'elle ne l'a été au printemps. Déjà, en septembre, le recours au chômage partiel indemnisable s'est accru, et les prévisions de licenciements économiques sont plus nombreuses.

L'ampleur du mouvement est cependant moindre, notent les experts, que ne le laisserait supposer la dernière enquête de conjoncture de l'INSEE. Et cela, affirment-ils, grâce aux effets sur l'emploi des contrats de solidarité du type réduction de la durée du travail – à savoir une création d'emplois évaluée dans l'industrie à 0,5 % (plus élevée dans les secteurs de biens d'équipement et de l'automobile).

Pour M. Le Garrec, les chiffres de septembre montrent *qu'un « taux de croissance donné ne conduit pas de façon mécanique à un niveau de chômage, qu'une politique de l'emploi est nécessaire et qu'elle peut être efficace. Mais ce résultat est encore très fragile et demande à être consolidé »*.

Pour cela, le ministre appelle l'ensemble des partenaires sociaux et économiques à relayer l'effort gouvernemental. Un appel qui apparaît particulièrement d'actualité, alors que le prochain conseil des ministres devrait décider des mesures, en matière d'assurance-chômage, destinées à pallier les défaillances des partenaires sociaux.

DANIELLE ROUARD.

CONJONCTURE

EN NEUF MOIS

Le déficit du commerce extérieur a dépassé 73 milliards de francs

En neuf mois, le déficit des échanges extérieurs de la France a plus que doublé par rapport à celui qui avait été enregistré de janvier à septembre 1981, s'établissant – après correction des variations saisonnières – à 73,5 milliards de francs au lieu de 35,6 milliards. Il s'agit d'un enchaînement logique qui ne devrait pas surprendre les responsables gouvernementaux et qui pourrait en tout cas les dispenser de tout épithète. Son aggravation n'est en effet que la conséquence des faiblesses structurelles de l'appareil industriel, accentuées par la politique conjoncturelle menée depuis le changement de majorité.

En chiffre bruts, le solde négatif a représenté 13,3 milliards de francs en septembre contre 9 milliards en août et 7,8 milliards en septembre 1981 (5,5 milliards en septembre 1980). Les importations ont atteint 63,6 milliards de francs et les exportations 50,3 milliards.

Après correction des variations saisonnières, le déficit commercial a représenté 12,2 milliards de francs, soit le chiffre le plus élevé de l'année après celui observé en juin (13,3 milliards). Les importations ont atteint 64,9 milliards de francs, en hausse de 5,5 % par rapport à août et de 15,5 % par rapport à septembre 1981. Les exportations se sont élevées à 52,7 milliards de francs, pratiquement sans changement en un mois et en hausse de 5,8 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 81,2 % contre 85,7 % en août et 88,6 % en septembre 1981.

Selon le ministère du commerce extérieur, ces résultats opont été *« sérieusment affectés par un nouveau renchérissement de la facture énergétique »* (2 milliards de franc par rapport au mois précédent) qui représente désormais 28,1 % des importations totales. Le ministère relève en outre un accroissement des achats sur plusieurs postes : les produits chimiques et demi-produits divers, les biens d'équipement professionnel, les biens de consommation, l'électro-ménager et l'électronique grand public (le déficit atteint près de un milliard de francs).

Cependant, relève le quai Branly, le solde agro-alimentaire *« reste favorablement orienté »* (excédant de près de 900 millions de francs)) et le commerce extérieur de produits industriels enregistre *« quelques bons résultats »*, dans le domaine des pièces détachées pour automobiles et du matériel de transport (+ 1,9 milliards et en ce qui concerne les métaux et produits du travail des métaux.

Géographiquement le déficit s'est aggravé vis-à-vis de la Communauté européenne pour atteindre en septembre 7,7 milliards de francs. Il a représenté 1,2 milliards de francs à l'égard du Japon et 2,5 milliards vis-à-vis des Etats-Unis.

En conclusion de son communiqué, le ministère du commerce extérieur écrit : *« les effets de l'ajustement monétaire opérés en juin 1982 ainsi que de la décélération des coûts de production intervenue depuis devraient se développer plus nettement au cours des prochains mois »*. Peut-être, mais le mieux n'est jamais sûr, alors que d'ores et déjà les effets pervers de la dévaluation du franc se traduisent, selon les experts, par une note supplémentaire de 1,5 milliard par mois, sans compter une somme de même montant liée à l'appréciation du dollar (une hausse de 10 centimes de la devise américaine se traduit par une majoration mensuelle de 200 millions de francs).

En fait, le commerce extérieur bénéficiera, si l'on peut dire, davantage d'un ralentissement de l'économie française que d'éventuels effets positifs de l'ajustemnt monétaire. Les firmes n'auraient d'ailleurs pas modifié leurs prix en devises afin de reconstituer leurs marges. Tandis que les échanges subissent les conséquences d'une certaine démobilisation des entreprises, liée à un accroissement de leurs charges et à la réorganisation des nouvelles nationalisées le ministre du budget vient d'annoncer que les entreprises exportatrices pourront bénéficier d'une exonération partielle de la nouvelle taxe sur les frais généraux, proportionnellement à leurs ventes à l'étranger. Il ne s'agit toutefois que d'un très léger allègement à un mal profond.

M. B.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	7,0910	7,0930	+ 230	+ 265	+ 415	+ 485	+1165	+1285
$ can.	5,7730	5,7760	+ 50	+ 85	+ 105	+ 170	+ 510	+ 630
Yen (100)	2,6515	2,6540	+ 155	+ 175	+ 290	+ 330	+ 860	+ 925
DM	2,8290	2,8330	+ 160	+ 180	+ 300	+ 335	+ 910	+ 975
Florin	2,5940	2,5955	+ 145	+ 160	+ 275	+ 305	+ 820	+ 870
F.B. (100)	14,5815	14,5915	+ 70	+ 225	+ 90	+ 375	+ 545	+ 990
F.S.	3,3105	3,3145	+ 290	+ 320	+ 595	+ 640	+1595	+1690
L. (1 000)	4,9550	4,9585	– 320	– 265	– 595	– 505	–1495	–1340
£	12,1415	12,1490	+ 400	+ 475	+ 820	+ 960	+2530	+2760

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	10	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 1/8	10	10 3/8
DM	7 3/16	7 9/16	6 15/16	7 5/16	6 7/8	7 1/8	6 7/8	7 1/8
Florin	6 3/4	7 1/2	6 7/8	7 1/2	6 7/8	7 1/2	6 7/8	7 1/2
F.B. (100)	12 3/4	14 1/4	11 7/8	12 3/4	12 1/8	13 1/4	12	13
F.S.	2 1/8	2 7/8	2 15/16	3 5/16	2 15/16	3 5/16	3 7/8	4 1/4
L. (1 000)	16 1/4	17 3/4	19 3/8	20 5/8	19 5/8	20 7/8	19	20
£	9 7/8	10 5/8	9 9/16	10 3/16	9 5/16	9 15/16	9 1/8	9 3/4
F. français	14 3/4	16 1/4	17 1/4	18 1/2	17 1/2	18 1/2	18 1/2	19 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

A L'OCCASION DE SON INTERCONGRÈS

La C.G.C. a confirmé son opposition à la politique gouvernementale et a appelé à manifester le 18 novembre

A l'issue de son intercongrès doctrinal, la Confédération française de l'encadrement C.G.C. a ratifié la décision de son état-major d'organiser une manifestation, le 18 novembre à Paris, de Richelieu-Drouot à la Concorde. Mais si les congressistes de Versailles étaient, le 16 octobre au matin, 798 à voter l'adoption de la *« Charte pour l'avenir »* (782 bulletins pour), ils n'étaient plus que 571 à se prononcer sur la manifestation (504 pour, 28 contre et 30 abstentions).

Le texte de l'appel à cette manifestation ne s'adresse qu'au personnel d'encadrement sur les thèmes du pouvoir d'achat, de la remise en cause de la garantie de ressources, du « danger de mort » qui pèse sur des régimes paritaires, de l'introduction *« incontrôlée »* des conseils d'atelier, mais M. Jean Menu, président de la C.G.C., a souligné que par son absence de motif *« catégoriel »*, la centrale pouvait *« appeler l'ensemble des salariés à y participer »*. Ni le patronat ni même le gouvernement ne sont explicitement mis en cause dans ce texte, mais c'est bien la politique gouvernementale qui, pour l'essentiel, est visée.

Les débats du samedi après-midi ont cependant montré l'existence de réticence non sur le principe de la manifestation, mais sur la date, à trois semaines des élections prud'homales. A Marseille le 25 septembre M. Menu lui-même avait souhaité que cette manifestation ait lieu *« plutôt après »* cette échéance espérant encore à l'époque que F.O. et la C.F.T.C. pourraient s'y joindre. Un délégué du commerce a évoqué *« l'incidence énorme »* de cette démonstration sur le scrutin prud'homal : *« sommes- nous sûrs de la réussir ? »*. L'Union régionale parisienne a regretté l'absence de concertation. Au cours des débats, M. Gérard Donnadieu (pétrole), membre du comité confédéral, transfuge de l'ex-union de cadres et techniciens (U.C.T.), a critiqué *« les incohérences »* de la stratégie confédérale, s'attirant une vive réplique de M. Marchelli : *« l'analyse de Donnadieu est mauvaise. Il commet des erreurs comme quand il vote contre la C.G.C. au conseil économique et social »*. L'interpellé qui s'était présenté comme le représentant d'un courant de pensée voulant répondre s'est vu refusé cette possibilité par M. Menu qui a rappelé l'interdiction de tendance au sein de la C.G.C.

Cet incident a illustré une certaine nervosité de MM. Marchelli et Menu devant les réticences à manifester le 18 novembre qui contrastait avec la tenue tranquille des débats sur la charte pour l'avenir. Avec ce toilettage doctrinal, la C.G.C. dispose d'un outil qui lui permettra de s'exprimer plus nettement sur le terrain politique. M. Jean de Santis, président de la fédération des V.R.P., a bel et bien enterré dans son rapport tout apolitisme : *« Nous avons de nous-mêmes mis certaines barrières*, a-t-il affirmé. *La C.G.C. n'est pas et ne sera jamais un parti politique. Elle est indépendante de tout parti quel qu'il soit, elle ne sera jamais le relais d'un parti quel qu'il soit. Nous ne resterons plus passifs. Si un parti ouvertement nous combat, alors nous le combattrons, si un parti reprend nos ides, alors nous saurons le dire. »* Et s'adressant aux invités dans les tribunes (1), M. Marchelli a lancé : *« Pesez et vos paroles et vos actions, car la C.G.C. ne vous pardonnera plus rien. »*. L'avertissement vaut pour les prochaînes élections municipales.

Les travaux de l'intercongrès comme les axes essentiels de la Charte pour l'avenir ont confirmé le divorce de la confédération avec la politique gouvernementale. M. Menu a certes rendu hommage au « courage » de M. Bégovoy qui *« a fait de grands efforts de rigueur de gestion de la Sécurité sociale »*. Mais avec le soutien des congressistes, il a vivement dénoncé l'augmentation de la cotisation des préretraites. Le président de la C.G.C. a également accepté *« d'expérimenter la méthode Delors »* mais à condition qu'à la fin 1983 le pouvoir d'achat soit maintenu, les pertes de pouvoir d'achat ne devant être supérieures à 2 % au 1er janvier 1983. M. Marchelli a même estimé la perte de pouvoir d'achat, si les syndicats ne font rien pour s'y opposer à 10 % à la fin de l'année prochaine.

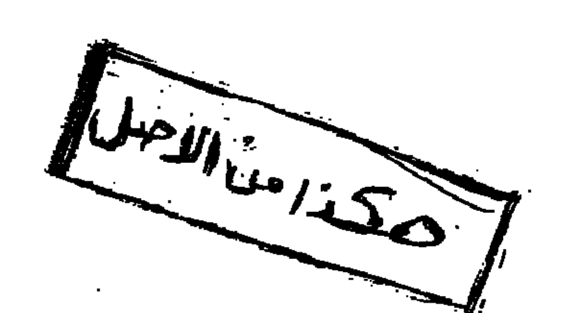
Pour le délégué général de la C.G.C., *« personne n'est content en France. (...) On leur a promis la Lune et les étoiles. A la place, il y a une détérioration très nette de leur situation individuelle et collective. La rigueur va devenir fatalement de l'austérité qui va frapper particulièrement le monde salarial. » « On est train de nous demander de nous sacrifier une fois de plus parce qu'on s'est trompé*, a affirmé M. Marchelli. *Nous devons avoir la capacité de dire que nous refusons de continuer à aller n'importe où, n'importe comment. »*

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le P.S., le M.R.G., l'U.D.F. et le R.P.R. étaient représentés, et sur le plan syndical la C.F.D.T. (la C.F.T.C. avait envoyé un télégramme).

TOUT BIEN RÉFLÉCHI VOTRE COMBAT N'EST PAS LE NÔTRE !

C.G.C.



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Au Portugal

La défense du secteur public mobilise les salariés

De notre correspondant

Lisbonne. – Une grève déclenchée par la Confédération générale des travailleurs portugais (C.G.T.P.), proche du parti communiste, a paralysé, le 14 octobre, la majorité des entreprises publiques du pays ainsi que plusieurs sociétés d'économie mixte. Le mouvement a été massivement suivi dans la ceinture industrielle de Lisbonne, en particulier dans les chantiers navals de Almada et de Setubal, dans la sidérurgie du Seixal et dans le complexe industriel de Barreiro. L'électricité a manqué dans une grande partie de la capitale.

Le succès de cette *« journée de lutte pour la défense du secteur public »*, dont l'ampleur a surpris les organisateurs eux-mêmes, est lié à des déclarations récentes de membres du gouvernement mettant en cause l'avenir de plusieurs entreprises nationalisées. Ainsi, s'adressant, le 11 octobre, à une centaine de banquiers, le ministre des finances et du plan, M. Salgueiro, a affirmé que les firmes publiques non rentables seront fermées à court terme.

La semaine précédente, un autre membre du cabinet, M. Rebello de Sousa, évoquait, à propos d'une grève dans les cimenteries, leur restitution à l'initiative privée. En outre, un projet de fusion de trois chantiers navals situés au sud de Lisbonne (Lisnage, Setenave, et Parry and Son), entraînant deux mille cinq cents licenciements, serait à l'étude. Selon le conseil d'administration de la Lisnage, qui constitue la plus grande concentration ouvrière du Portugal, les difficultés de l'entreprise sont le reflet de la crise mondiale dans le secteur de la construction et de la réparation navales. Le déficit prévu pour cette année dépasse les 3 milliards d'escudos, alors que la dette à la banque se monte à 10 milliards. Pour les syndicats, en revanche, la mauvaise situation de l'entreprise serait délibérément provoquée par le conseil d'administration qui, avec la complaisance du gouvernement, chercherait à mettre tout le secteur sous le contrôle de M. Melo, l'un des plus grands industriels du temps de Salazar. M. Melo détient actuellement 17 % du capital de la Lisnage ; l'Etat en possède 24 %, le reste étant souscrit par des compagnies étrangères.

Les autres mesures, déjà annoncées par le gouvernement, ont contribué aussi à aggraver le climat social. Deux projets de loi, l'un libéralisant les licenciements et l'autre créant des restrictions à l'exercice du droit de grève, seront prochainement déposés au Parlement. De plus, afin de ramener le déficit budgétaire de 8,5 % à 7 % du produit national brut, le gouvernement s'apprête à supprimer toutes les subventions aux produits alimentaires et à fermer les services publics jugés *« superflus »*.

Diminuer les dépenses de l'Etat et encourager l'initiative privée, tels sont les piliers sur lesquels repose la stratégie de la coalition au pouvoir pour redresser la situation économique du pays, qui, selon le dernier rapport de la Banque centrale, se révèle alarmante. Le déficit de la balance des paiements a atteint, en 1981, le chiffre record de 2,7 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 11 % du produit national brut. Pour sa part, la dette extérieure a dépassé les 10 milliards de dollars, ayant augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente. Parallèlement, a été enregistrée une très nette décélération de l'investissement : + 5 % en 1981 contre + 9 % en 1980.

Les perspectives pour 1982 sont encore plus sombres. Les envois des émigrés sont en stagnation, les recettes du tourisme ont diminué. La relance des exportations, qui, en 1981, avaient baissé en dollars de 8 %, ne s'est pas réalisée. Contrairement aux estimations officielles, selon lesquelles le déficit de la balance des paiements ne devrait pas dépasser 1,7 milliard de dollars et le taux d'inflation 17 %, les statistiques disponibles à la fin du premier semestre laissent prévoir un déficit de la balance supérieur à 3 milliards de dollars et une hausse des prix approchant 25 %. De son côté, la dette extérieure, dont un tiers environ est à court terme, risque d'être supérieure à 12 milliards de dollars.

JOSÉ REBELO.

En Tunisie

Les syndicats s'inquiètent des mauvaises performances économiques

De notre correspondant

Tunis. – Les principaux indicateurs de l'économie tunisienne sont au rouge, selon les chiffres publiés par le ministère de l'économie pour le premier semestre de 1982. Le déficit de la balance commerciale – ce qui préoccupe le plus les responsables – s'est aggravé de 9,4 %, les importations ayant augmenté de 30 % et les exportations diminué de 1 %. On est loin des prévisions du VI[e] plan – dont c'est la première année – qui tablait sur une augmentation annuelle de 3,8 % pour les importations et de 6,6 % pour les exportations.

L'indice des prix a accusé un taux d'inflation de 12 % contre 8,2 % durant les six premiers mois de 1981. Les prévisions pour l'année sont de 13 %, alors que le plan tablait sur une moyenne annuelle de 8,5 %. S'ajoute une baisse de la production intérieure qui laisse prévoir un taux de croissance de 2 à 3 % seulement, alors que le plan tablait sur une croissance de P.I.B. de l'ordre de 6,7 %.

Au niveau des trois secteurs principaux de l'économie tunisienne qui constituent la source essentielle des rentrées de devises, à savoir le pétrole, le tourisme et les phosphates, les résultats du premier semestre de 1982 sont globalement négatifs. La production de pétrole brut a diminué de 8,5 %, alors que les prévisions pour l'année prévoient une baisse globale de 5,1 %, soit 5,14 millions de tonnes contre 5,41 millions en 1981. Les rentrées du tourisme ont baissé de 22 %, en raison notamment de la diminution des visiteurs algériens et européens. La production de phosphates, quant à elle, a reculé de près de 9 %, mais les exportations de phosphates transformés ont, dans l'ensemble, progressé.

Emprunts

Dans les milieux économiques tunisiens, on explique ces mauvaises performances par des raisons techniques et surtout par la récession mondiale qui a entraîné une détérioration des termes de l'échange. On ne s'alarme pas pour autant, notant ainsi que le tourisme a connu une reprise pendant le troisième trimestre 1982, sans toutefois atteindre les prévisions. Pour sa part, la récolte de céréales atteindrait le chiffre record de 12 millions de tonnes cette année.

On reconnaît cependant que la situation traduit les *« méfaits d'une croissance déséquilibrée »* sur les mécanismes de laquelle on ne semble pas avoir prise. Aussi estime-t-on, dans les milieux politiques, que le gouvernement aura sans doute recours aux emprunts extérieurs pour relancer l'économie. Le ministre du plan et des finances aurait d'ailleurs laissé entrevoir cette possibilité, lors d'un débat au sein de la commission des finances de la Chambre des députés. L'endettement de la Tunisie représenterait 40,6 % du P.N.B. en 1982 ; mais le service de la dette extérieure n'atteindrait que 14 % des recettes courantes, ce qui, affirme-t-on dans les milieux financiers, laisse les possibilités d'emprunt intactes.

Cependant, le journal *Démocratie*, organe des démocrates sociaux (opposition), parle de « crise » économique et sociale et fait état *« d'institutions économiques publiques et privées au bord de la faillite à la suite de mauvaise gestion et de gaspillage »*. Pour leur part, les syndicats ont lancé un avertissement au gouvernement : le bureau exécutif de l'U.G.T.T. considère, dans un communiqué, que *« la hausse continue des prix est en contradiction avec les assurances données à l'U.G.T.T. et vide de tout sens la consultation de la centrale sur cette question »*. L'U.G.T.T. invite par conséquent le gouvernement à prendre des mesures « énergiques » pour mettre fin à cette hausse qui grève le pouvoir d'achat des travailleurs. Le lendemain même de la publication de ce communiqué, le président Bourguiba recevait M. Habib Achour, président de l'U.G.T.T. – *(Intérim.)*

AGRICULTURE

Cent trente pays ont célébré la Journée mondiale de l'alimentation

« Certains pays ne savent que faire de leurs montagnes de victuailles alors que la faim et la pauvreté persistent dans d'autres. On met sans cesse au point de nouvelles cures d'amaigrissement, mais on ne soulage pas les victimes de la malnutrition. On gave de nourriture chiens et chats alors qu'il y a des enfants qui meurent de faim. Quel scandale et quel mystère pour les historiens et les économistes de l'avenir ! », a déclaré, le 16 octobre à Rome, le directeur général de la F.A.O., M. Saouma, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, une manifestation célébrée dans cent trente pays. Pour éliminer la faim d'ici à l'an 2000, il faut que la production de l'agriculture, de la pêche et des forêts augmente de 60 %, a précisé M. Saouma.

Et si on « fichait la paix » au tiers-monde ?

L'émission de M. Polac « Droit de réponse » est exaspérante. Pour éviter l'écueil du didactisme, elle s'échoue sur celui de la confusion. Et le risque de désinformation est grand : si le débat est aussi vif, si tout le monde parle à la fois, c'est que tout est bien compliqué, c'est qu'il y a plusieurs vérités. La « *télé* » essaie de vous informer, mais vous voyez bien, rien n'est simple. Ah bon, dit le téléspectateur, si c'est aussi compliqué ce n'est pas pour moi. La semaine prochaine, nous parlerons des routiers. C'est celà, pensons à autre chose...

La faim dans le monde, c'est le scandale ou quotidien, toujours le même, aussi lancinant, comme les débats répétitifs, les célébrations régulières, les prises de conscience programmées à dates fixes.

Samedi 16 octobre, on a donc appris, à « *Droit de réponse* », qu'il y avait un tiers-monde qui crève de faim tout en nous nourrissant, nous les développés. Qu'il y a des multinationales de céréales plus puissantes qu'un pape ou qu'un tsar, qu'elles ont des stratégies de développement pour pénétrer les marchés, changer des habitudes alimentaires, provoquer des besoins nouveaux ; afin de vendre plus de leurs produits. Bref, on a découvert le capitalisme.

Le désir de faire quelque chose, de militer pour le tiers-monde est de plus en plus présent chez de nombreux jeunes surtout. Il sera vite émoussé s'il ne leur est offert qu'un discours économiste et politique. Les multinationales, c'est bien gros. Moscou et Washington qui s'entendent comme larrons en foire pour commercer (du grain, mais pas des tubes) sont bien loin. Dès lors lutter contre la toute puissance des multinationales du grain doit être aussi efficient que de demander à M. Brejnev ou à M. Reagan de s'en aller.

Il est vrai qu'en protéines diverses, le grain ou le poisson de certains pauvres nourrisent la vache ou le cochon du riche (ou supposé tel) mais le dire et le redire aura-t-il une quelconque influence sur le régime brésilien ou sur les investissements européens dans le manioc de Thaïlande ?

Il est vrai que nombre de pays d'Afrique dépensent plus pour s'armer que pour s'alimenter le corps et l'esprit. Le dire et le redire empêchera-t-il M. Hernu d'être un marchand de canons satisfait ?

Dans les enceintes internationales, les chefs confèrent, font des plans, dressent des stratégies. Combien peuvent avancer sans mentir qu'ils parlent bien au nom des peuples ? Dans nombre de pays, le recul de la sécurité alimentaire est une réalité que ne doit rien au hasard, ni à un quelconque déterminisme géographique. Il a une cause humaine. Faute de pouvoir changer les rapports de force qui gouvernent le monde, on invente des vocables : nouvel ordre économique international, dialogue Nord-Sud. Et la F.A.O., toujours pleine de projets, organise une Journée désormais annuelle de l'alimentation, le 16 octobre. Un jour par an pour prendre conscience comme ils disent. Elle fait des documents, des affiches, des discours, la F.A.O.

Mais cette nouvelle sollicitude de riches pour les pauvres, des Blancs pour les Noirs, n'est-elle pas la même que l'ancienne avec les mêmes effets dévastateurs, dès lors que cet ordre et ce dialogue, cette prise de conscience, sont voulus et épaulés par ceux qui profitent toujours des inégalités ?

Alors, si on fichait la paix aux peuples du tiers-monde, – peuples au pluriel par ce qu'il n'y a pas de tiers-monde unique dans son sous-développement et son exploitation, comme il n'y a d'ailleurs pas un seul modèle d'entreprise agro-alimentaire, qui serait avide de sang noir ou jaune. Si on arrêtait de parler à leur place, on leur ficherait la paix, au sens propre du terme avec les moyens de la paix par eux définis. Qu'on apporte ce qu'ils demandent, s'ils le demandent ici dans telle vallée et dans tel village. Vous dites qu'il faut coordonner, avoir des plans de développement cohérents ? D'accord, mais le développement agricole et rural ailleurs qu'en France, là-bas comme ici, n'est efficient que si les méthodes employées sont compatibles avec la culture de ces peuples. En a-t-on conscience dans les capitales occidentalisées du tiers-monde, là où se définissent, plans, stratégies des programmes ; où colloques de spécialistes sont devenus une industrie nationale, et les bureaux d'études une source d'emplois pour les chômeurs du tertiaire des pays développés ?

Ecoutons ces cultures, étudions-les longtemps sur place, pas entre deux Jets. Ayons des échanges de paysans à paysans, de villages à villages, de régions à régions. C'est moins glorieux que de saper les fondations des multinationales ? Peut-être, mais diablement efficace.

JACQUES GRALL.

AU COLLOQUE : « VIANDES ET INDUSTRIES »

Reconquête du marché intérieur et valorisation de la production

De notre correspondant

Limoges. – « *Valoriser la matière première viande* » : sur ce thème, l'Etablissement public régional du Limousin vient d'organiser à Brive et Tulle (Corrèze) un colloque national consacré au traitement industriel des viandes bovine, ovine et porcine. L'organisation de ce congrès avait été confiée au Comité régional d'expansion économique du Limousin.

Les travaux ont réuni quelque trois cents participants, représentant les producteurs, la recherche scientifique (Institut national de la recherche agronomique, universitaires), les professions de la viande (privé ou coopératives), l'administration et le pouvoir politique. Mme Cresson, étant empêchée, avait délégué M. Michel Colonna, directeur des industries agricoles et alimentaires au ministère de l'agriculture.

« *De la fourche à la fourchette* », selon une formule de Mme Nicole Bécarud, chef du service scientifique et technique de l'A.N.I.A. (Association nationale des industries agro-alimentaires), la production de viande constitue en France une filière économique complexe. Elle va même plus loin que l'alimentation humaine, puisque les industries du cuir et aussi des activités plus sophistiquées (la pharmacie, la cosmétologie, etc.) s'approvisionnent en grande partie sur le « *cinquième quartier* », c'est-à-dire les restes non consommables des animaux après abattage.

Or, si le secteur agro-alimentaire joue un rôle important (avec 290 milliards de francs et 10 % du chiffre d'affaires total, il se situe au deuxième rang des branches industrielles après le bâtiment-travaux publics) la filière viande n'est pas à la hauteur du potentiel qu'elle représente ; avec le cheptel le plus important de la C.E.E., la France demeure encore déficitaire en viande ; elle exporte des animaux sur pied, notamment vers l'Italie, et importe une part importante de sa nourriture carnée. Malgré un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs, le marché de la viande est déficitaire de sept milliards de francs.

Le paradoxe de cette situation est particulièrement ressenti dans les régions d'élevage, et notamment en Limousin, qui possède le premier troupeau de vaches nourricières, et arrive au premier rang pour la production de moutons de boucherie. C'est pourquoi le Conseil régional avait pris l'initiative du colloque. La région, qui exporte vivant la moitié du cheptel qu'elle produit, s'est donné pour ambition d'asseoir son développement sur la filière viande, et donc sur la valorisation industrielle de cette production.

Vu sous cet angle, ce colloque a pu décevoir les producteurs, qui l'ont parfois trouvé trop « *théorique* ». C'est que la fonction de telles confrontations est moins d'apporter des solutions à court terme que de dégager de grandes lignes pour l'avenir. En l'occurrence, ce colloque s'est cristallisé autour d'une constatation statistique : la France est certes la première consommatrice de viande de la Communauté (96 kilos par habitant et par an), mais cette consommation est en baisse, de 1 à 2 % par an. Est-ce un effet de la crise et du tassement du pouvoir d'achat ? Est-ce une évolution durable des habitudes alimentaires ? Un peu des deux sans doute, mais corollaire de cette évolution – la demande s'oriente de la viande « nature » aux productions agro-alimentaires plus élaborées. Et la reconquête du marché intérieur passe par un nécessaire effort d'industrialisation. Pour concrétiser cet effort, l'ensemble des professions de la filière viande attend des initiatives des pouvoirs publics.

GEORGES CHATAIN.

AFFAIRES

DÉCIDÉE A ÉVITER LA « SOCIALISATION DES PERTES »

La Société marseillaise de crédit préconise « une nouvelle approche du risque bancaire »

M. Jean-Paul Escande, P.-D.G. de la Société marseillaise de crédit (S.M.C.), a annoncé, le vendredi 15 octobre à Marseille, une série de d'initiatives que compte prendre cet établissement en faveur des entreprises du Midi méditerranéen dans le cadre de la politique économique nationale et conformément aux priorités de la planification régionale.

Cette réorientation des activités de la S.M.C. suppose, selon M. Jean-Paul Escande, « *une nouvelle approche du risque bancaire* » qui passe notamment par un effort d'imagination et une coopération accrue des banques pour venir en aide aux entreprises en difficulté tout en évitant l'écueil de la « *socialisation des pertes* ».

De notre correspondant régional

Marseille. – Vieille dame de cent seize ans, la Société marseillaise de crédit, qui se classe au vingt-deuxième rang des banque françaises par le montant des dépôts (1), se veut résolument, sous l'impulsion de son nouveau P.D.G., la banque du changement dans sa sphère d'influence régionale.

Son ambition consiste en premier lieu à susciter de nouvelles activités dans les secteurs correspondant aux vocations du Midi méditerranéen et présentant un intérêt technologique, en particulier le sol-air et l'agro-alimentaire. A cette fin, l'établissement marseillais a décidé la création d'une direction des interventions économiques régionales, largement autonome, et qui disposera d'un budget égal à 20 % de l'augmentation annuelle des capacités de crédit de la S.M.C., soit pour 1983 environ 80 millions de francs. Les entreprises de croissance bénéficiant de ses aides seront sélectionnées selon des comptes d'exploitation que celle des bilans et tendant à privilégier la notion « *d'utilité sociale* ».

En ce qui concerne les créations d'entreprises, le P.D.G. de la S.M.C. s'est déclaré partisan d'un renforcement de la présence de l'établissement dans les organismes d'aide existants « *et qui ont réussi* », de préférence à la mise en place de nouvelles structures aboutissant à une dispersion des moyens financiers. La S.M.C. récompensera chaque année une entreprise innovante par un prix sous forme de concours bancaire « *de haut de bilan* » à taux réduit. L'établissement souhaite également contribuer à l'animation de la bourse de Marseille en incitant les sociétés à faire coter leurs titres et en créant un fonds commun de placement Méditerranéen-investissment orienté vers l'épargne régionale.

M. Escande a toutefois repoussé l'idée d'emprunts regroupés de P.M.E. dans des circonstances actuellement « *inopportunes* ». Le P.D.G. de la S.M.C. a surtout insisté sur la nécessité « *d'une nouvelle approche du risque bancaire qui doit nous amener* », a-t-il précisé, « *à un traitement particulier des entreprises en difficultés* ». Cette démarche implique, pour M. Escande, la détermination par l'ensemble des acteurs économiques régionaux de nouveaux indicateurs d'alerte, le renforcement des pools bancaires et la création d'un « *vivier de repreneurs* » pouvant avoir accès au capital sous forme d'apports en industries.

« *A mon sens*, a-t-il déclaré, *les banques doivent s'unir pour prévoir les risques à long terme se figeant par l'évolution de l'environnement économique. La concurrence s'exercera désormais dans la connaissance de l'entreprise* (...) *mais le risque de socialisation des pertes impose une grande rigueur de gestion sous peine d'empiler les canards boîteux. Nous ne pouvons, nous, banques inscrites*, a d'autre part ajouté M. Escande, *supporter la plus grande part des risques industriels et voir nos dépôts et nos clients happés par les réseaux privilégiés. Nous sommes pour une concurrence dans laquelle les meilleurs gagneront, mais une concurrence à armes égales* ».

La S.M.C. se propose enfin, d'inciter les entreprises à exporter, en préparant notamment des actions en direction des pays d'Afrique du nord pour permettre à ses clients de trouver de nouveaux débouchés. Elle interviendra également dans le domaine culturel pour favoriser la créativité par le biais d'une fondation musicale qui aura pour but de faire connaître chaque année un compositeur régional grâce à une série de concerts.

GUY PORTE.

(1) Au 31 août 1982, le montant des dépôts de la S.M.C. atteignait 6,970 milliards de francs, dont 4,617 provenant de particuliers. Sur cette somme, plus de 4 milliards de francs ont été remployés à 90 % dans la région méditéranéenne. La nationalisation de l'établissement, selon M. Escande, n'a provoqué aucun départ de clients ni de diminution sensible des dépôts dont l'augmentation en 82 devrait être supérieure au taux de l'inflation. La S.M.C. qui emploie 3 500 salariés, compte 330 000 clients (dont 70 000 entreprises) et dispose d'un réseau de 200 guichets répartis dans les régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et à Paris.

Faits et chiffres

Agriculture

● **M. Doumeng juge « bon pour la France » l'accord sur les céréales signé à Moscou par Mme Cresson.** Selon le président d'Interagra les quantités de céréales que la France pourrait vendre à l'U.R.S.S. sont précisées dans « *un document non publié pour des raisons commerciales* ». La France pourrait ainsi espérer vendre 3 millions de tonnes de céréales à l'U.R.S.S.

Energie

● **Deux découvertes pétrolières d'Elf-Gabon.** – Elf-Gabon, filiale à 48 % d'Elf-Aquitaine, vient de réaliser deux découvertes au large du Gabon. La première, sur un permis détenu par elle à 100 %, a obtenu un débit moyen de 320 mètres cubes d'huile par jour à partir de chaque niveau producteur. La seconde sur un permis détenu par elle à 30 % et à 70 % par la filiale gabonaise du groupe japonais C. ITOH a donné un débit de 265 mètres cubes d'huile par jour.

● **Découverte d'un important gisement de pétrole en Sicile.** – Un gisement pétrolier d'une « *importance considérable* », selon Montedison, a été découvert dans le sous-sol du canal de Sicile. Montedison explore ce permis pour un consortium auquel elle participe avec AGIP – filiale de l'ENI – pour 30 %, Canada Northwest pour 20 %, Petromarine et Elf-Aquitaine pour 10 %.

Étranger

DANEMARK

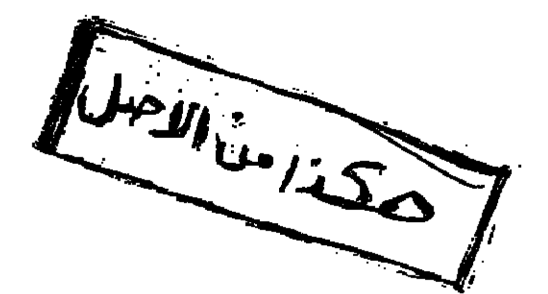
● **Le nombre de chômeurs** danois se situait, en août, à 235 700, soit 9 % de la population active, contre 7,9 % le mois précédent et 8,2 % en août 1981. Corrigé des variations saisonnières, ce nombre s'établissait à 248 000, soit 9,5 % de la population active, contre 9,3 % le mois précédent et 8,9 % une année plus tôt. – (*A.F.P.*)

ISRAEL

● **L'indice général des prix à la consommation** a augmenté de 7,6 % en septembre. En un an, le coût de la vie s'est accru, de septembre 1981 à septembre 1982, de 130 %.

Social

● **La formation des jeunes : des stands d'accueil dans le métro parisien.** – Dans le cadre de la campagne « *Un métier pour réussir* » en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans, le ministère de la formation professionnelle organise du 18 au 22 octobre des stands d'information en collaboration avec la R.A.T.P. et la S.N.C.F. Ces lieux d'accueil fonctionnent de 15 heures à 19 heures aux stations de métro Châtelet-les Halles, Fort-d'Aubervilliers et Châtillon-Montrouge, ainsi que dans trois gares de province : celles d'Amiens et de Lyon aux mêmes dates, et celle de Metz du 25 au 29 octobre.



INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

Dans toutes les langues

On peut apprendre l'anglais, l'espagnol, le russe, le chinois ou même... le français gratuitement à Paris. Il suffit de se rendre au Centre Georges-Pompidou.

Tout comme la bibliothèque qui l'abrite, la médiathèque est entièrement libre d'accès et gratuite, ce qui explique sans doute son succès : plus de six cents personnes s'y rendent chaque jour pour y étudier l'une des quatre-vingt-quatre langues proposées. Ainsi, le « laboratoire nº 1 » affiche souvent complet et il n'est pas rare de devoir attendre plus d'une heure pour y pénétrer. Les courageux amateurs d'allemand, d'anglais, d'espagnol et de français devraient s'y rendre le samedi ou le dimanche matin : on évite alors les encombrements.

La médiathèque ne dispense aucun enseignement, mais un personnel qualifié conseillera le visiteur sur le choix des documents à consulter. Car c'est là la caractéristique irremplaçable (et unique au monde) de la médiathèque : proposer un nombre considérable de méthodes d'apprentissage et de documents sonores (plus de deux cent soixante méthodes et 400 de quatre cents documents différents).

En plus des soixante cabines traditionnelles à tout enseignement audio-oral (bande magnétique accompagnée d'un manuel), on trouve, en effet, des méthodes plus sophistiquées utilisant la télévision comme support d'images, ainsi qu'un système audiovisuel total, mis au point par la bibliothèque publique d'information, qui permet à l'utilisateur, grâce à l'enregistrement vidéo immédiat de voir sa performance. On peut aussi indifféremment écouter en version originale une pièce de théâtre, des chansons, des discours, et regarder des documentaires ou des films de fiction, qui ont répondu à des critères de choix bien précis : *« Nous sélectionnons nos documents avant tout en raison de leur intérêt linguistique ainsi que pour l'aperçu qu'ils donnent de la culture du pays d'origine »*, explique Jacqueline Ekizian, la responsable.

Il est également possible de consulter, hors laboratoire, les catalogues et les manuels de toutes les méthodes disponibles (ce qui permet de préparer plus efficacement le travail en cabine), ainsi que la liste des autres centres d'enseignement de langues en région parisienne.

La médiathèque est donc aussi un excellent moyen de tester différentes méthodes d'apprentissage avant de s'inscrire éventuellement dans un cours privé. Cette possibilité est précieuse en raison de certains tarifs pratiqués. *« Toute langue peut être apprise à condition de trouver le type d'enseignement approprié à sa personnalité. Et ne sous-estimons pas nos capacités autodidactes, elles sont souvent plus importantes qu'on le croit »*, estime Jean-Pierre Berman, conseiller linguistique.

Répétons-le : il n'est pas nécessaire d'appartenir au préalable à une école, à une université, ou de posséder un quelconque diplôme pour accéder à la médiathèque du Centre Pompidou. La richesse de son équipement donne potentiellement à chacun une chance égale d'accéder à des connaissances nouvelles, qu'il s'agisse d'apprendre une langue pour trouver un emploi, poursuivre des études ou effectuer un séjour à l'étranger. Mais ne savait-on pas déjà qu'à Beaubourg ces motivations comme d'autres, plus simplement ludiques, trouvaient toujours une réponse ?

PHILIPPE DUMONT.

★ Renseignements : Médiathèque de langues, bibliothèque publique d'information, centre Georges-Pompidou, 75191 Paris Cedex 04, ouvert les lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 12 heures à 22 heures. Les samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures (fermée le mardi). Tél. : (1) 278-70-65.

A BIARRITZ

Les Français sont champions du monde de bridge par équipes

Biarritz – La *Marseillaise* a retenti, le samedi 16 octobre, à Biarritz au casino Bellevue, lors de la cérémonie de clôture des sixièmes championnats du monde de bridge : la France a, en effet, obtenu le plus prestigieux des quatres titres décernés au cours de ces championnats : l'épreuve par équipes de quatre.

L'équipe de Michel Lebel, 38 ans, Philippe Soulet, 28 ans, Dominique Pilon, 30 ans, et Albert Faigenbaum, 35 ans (capitaine : Pierre Schemeil) a triomphé, en finale, de l'équipe américaine composée de Charles Martel, Lew Stansby ; Peter Pender, Hugh Ross, Ed Manfield, et Kit Woolsey, les deux premiers ayant gagné une semaine auparavant le titre de l'épreuve par « paires-open ».

Cette finale en quatre-vingts donnes remportée par les Français de dix-sept points (178 à 161) avait plutôt mal débuté pour ceux-ci, puisque leurs adversaires demandèrent et réussirent le grand chelem sur une impasse (les Français s'étaient arrêtés au petit chelem), alors qu'un autre grand chelem tenté par les tricolores chuta sur une impasse.

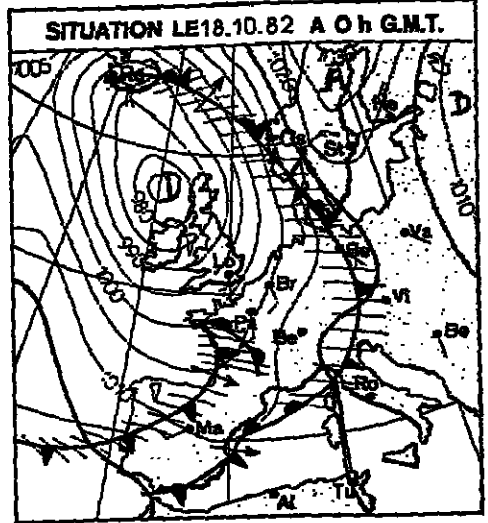
Le score fut très serré tout au long de la partie, chaque équipe reprenant tout à tour la tête de quelques points, ménageant ainsi un intense suspense pour les quelques milliers de spectateurs qui suivaient le match transmis en direct sur le grand écran de la salle de cinéma du casino municipal. Les supporters français furent cependant un peu soulagés au cours des seize dernières heures lorsque Albert Faigenbaum fut contré à trois piques et réussit son contrat.

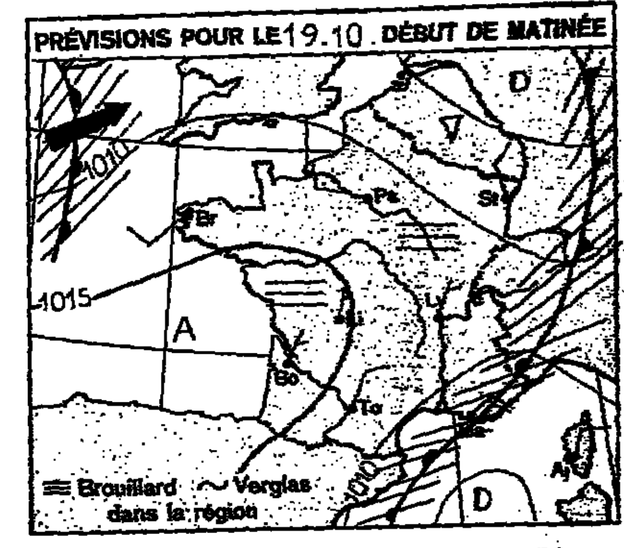
Cent vingt-neuf équipes venues de soixante et une nations participaient à cette épreuve, véritable marathon d'une semaine, à raison de huit à dix heures de bridge quotidiennes. Les matches se disputaient par k.-o., mais les battus ne perdaient pas toute chance puisqu'ils continuaient à rivaliser dans un mouvement dit « suisse », dont le vainqueur était repêché pour accéder directement aux demi-finales. Ainsi, l'équipe américaine de Martel battue lors des seizièmes de finale par une redoutable équipe de compatriotes, celles des Ace des Dallas, réussit à gagner le mouvement « suisse » et retrouva les Aces en demi-finales et elle prit sur ceux-ci une terrible revanche en l'emportant par le score sans appel de 205 points à 85.

Autre temps fort de ces seizièmes de finale : la rencontre opposant l'équipe Lebel aux autres Français Chemla, Szwarc, Perron, Mari. D'un côté deux champions du monde de bridge par équipes en titre (obtenu en 1980 à Valkenburg au Pays-Bas, Lebel et Soulet, et de l'autre, quatre ! L'équipe Chemla menait de 27 points à la mi-temps. Mais l'équipe Lebel remontait ce handicap : match nul ! Le règlement prévoyait alors le « tir des pénalties » pour départager les équipes. Deux donnes ainsi rejouées furent favorables à Lebel et ses hommes.

Ces championnats, qui auront constitué le plus grand rassemblement mondial du bridge, ont reflété la domination américano-française dans la compétition, constatée déjà depuis quelques années. Les U.S.A. auront toutefois réalisé la plus fructueuse moisson de médailles : deux or (paires open et paires dames) et trois argent (paires-mixte, paires dames et équipes par quatre). Les Français obtiennent deux médailles : or (équipes par quatre) et bronze (mixte). De même que les Canadiens : or (mixte, et bronze (équipes par quatre). Enfin, les Hollandais remportent une médaille d'argent (paires open), les Brésiliens et les Anglais une médaille de bronze (paire open pour les premiers, paire dames pour les seconds). – G.D.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 octobre à 0 heure et le mardi 19 octobre à minuit :

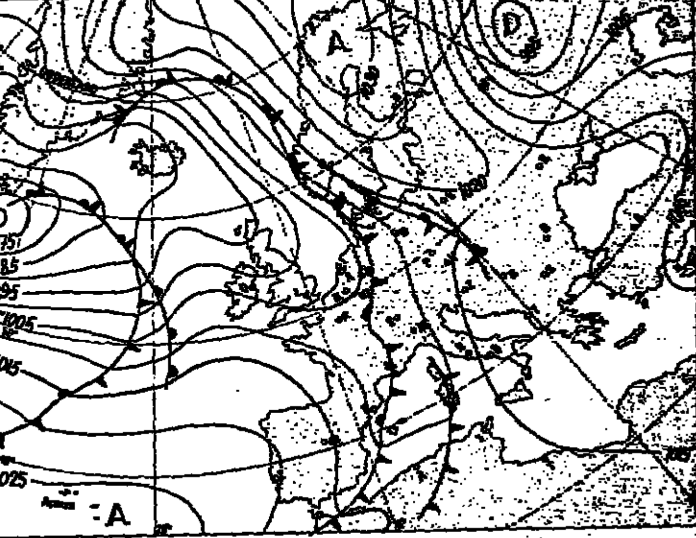
La France sera prise en tenaille entre deux perturbations : une première, qui a balayé le pays lundi et qui traînera encore un peu sur l'extrême Sud-Est mardi ; la deuxième arrivera mardi soir à la pointe de la Bretagne.

Mardi, sur les Alpes du Sud, la Corse, la Provence et, momentanément, sur le sud du Massif central, du temps couvert et des pluies. Sur toutes les autres régions, la matinée sera encore un peu maussade, humide avec beaucoup de nuages, des brumes de l'Aquitaine au Limousin.

A la mi-journée, amélioration, le ciel sera plus variable et de larges éclaircies se développeront. Des ondées tout de même, surtout de la Manche orientale aux Vosges. Sur la pointe de Bretagne, en soirée, arrivée de nouvelles pluies.

Les températures évolueront peu entre lundi et mardi, toujours des valeurs voisines des normales tant la nuit que dans la journée.

PRÉVISIONS POUR LE 19 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



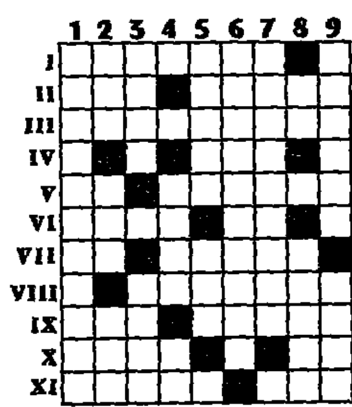
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 octobre) : Ajaccio, 18 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 18 et 13 ; Bourges, 17 et 11 ; Brest, 14 et 10 ; Caen, 16 et 11 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 10 ; Dijon, 13 et 9 ; Grenoble, 13 et 8 ; Lille, 15 et 11 ; Lyon, 16 et 10 ; Marseille-Marignane, 20 et 15 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 16 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 13 ; Paris-Le Bourget, 16 et 11 ; Pau, 20 et 11 ; Perpignan, 19 et 10 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 15 et 8 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 19 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés ; Amsterdam, 15 et 9 ; Athènes, 24 et 13 ; Berlin, 14 et 8 ; Bonn, 16 et 8 ; Bruxelles, 15 et 11 ; Le Caire, 30 et 21 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 13 et 10 ; Dakar, 31 et 27 ; Djerba, 25 et 18 ; Genève, 11 et 9 ; Jérusalem, 20 et 17 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 15 et 10 ; Luxembourg, 14 et 8 ; Madrid, 19 et 12 ; Moscou, 12 et 3 ; Nairobi, 19 et 15 ; New-York, 12 et 7 ; Palma-de-Majorque, 25 et 21 ; Rome, 21 et 12 ; Stockholm, 6 et 0 ; Tozeur, 27 et 12 ; Tunis, 29 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3 300



HORIZONTALEMENT

I. Terre promise par des candidats à la députation. – II. Domaine des napées envahi par celui des naïades. Auxiliaire du maître de forges. – III. Stériles au point de ne pouvoir engendrer même une bâtarde. – IV. Le dernier est toujours à l'heure. – V. Brillant étalon. Rave, sa place est dans un ravier. – VI. Préfixe de l'infinitésimal. Préposition. – VII. Il est général dans certains camps retranchés. La rousse l'examine de près quand elle est grise. – VIII. Un tel spectacle donne le grand frisson. – IX. Prend jour à la lumière des faits. Dans le sang. – X. Sans valeur au singulier, fait parfois défaut au pluriel. Dans un proverbe où il est question de récidive. – XI. Abandonne sa côte froide pour réchauffer les nôtres. C'est, bien souvent, un trio d'agités.

VERTICALEMENT

1. Femme subissant un traitement cellulaire. – 2. Plante qui pousse et repousse. Grand rêve nassérien dont il ne reste plus que les initiales. Mage à Bethléem ; magnat à Bethlehem. – 3. Bruit précédant une réalisation d'espérances. Ce que fait le battant de la cloche et celle-ci dans le clocher. – 4. C'est quand on le dit joli qu'il provoque de l'aversion. Préposition. – 5. Produit de régime. Héros d'une histoire de brigands. – 6. Zéro en composition. – 7. Joyeuse bande qui se répand dans les rues les jours de carnaval. – 8. Article. Prince des Ténèbres et fils de la Nuit. – 9. Groupement d'ouvrières non syndiquées. Esprit gaulois.

Solution du problème nº 3 299

Horizontalement

I. Confessionnal. – II. Omer. Tente. Iole. – III. Ni. Al. Utérin. Ou. – IV. Scandale. En. Cil. – V. Cruciverbiste – VI. Io. Hors. Duels. – VII. Entité. Ocelle. – VIII. Ose. Tristesse (allusion à Sagan). – IX. Ciné. Aram. Ester. – X. Epilepsie. – XI. Secret. Nu. Hi ! – XII. Epureront. Ignée. – XIII. Posa. One. Ide. Ur. – XIV. Irène. Rire. Are. – XV. Et. Etouffement.

Verticalement

1. Conscience. Epie. – 2. Omicron. Sport. – 3. Ne. Au. Tondeuse. – 4. Franchise. Crâne. – 5. Idiote. Ere. Et. – 6. ST. Avre. Apéro. – 7. Seules. Triton. – 8. Inter. Oral. Nerf. – 9. Ote. Ciment. If. – 10. Néréides. Pu. Ire. – 11. Insultes. Idem. – 12. Ain. Télésiège. – 13. Lô. Céleste. An. – 14. Loi. Se. Heurt. – 15. Seuls. Derrière.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 OCTOBRE

« *Exposition Oudry* », 12 h 30, Grand Palais, Mme Garnier-Ahlberg.

« *Musée de Cluny raconté aux jeunes* », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, Mme Vermeersch.

« *Hôtel de Sully* », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Brossais.

« Château de Coubertin », 15 h, gare Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Mme Chapuis.

« Eglises orientales de Paris », 15 h, devant le Collège de France, rue des Ecoles, Mme Pennec.

« De la Bastille à la Concorde », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Histoire des écoles », 14 h 30, hôtel de ville de Versailles, V. Thabault.

« Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« La Conciergerie, la Sainte Chapelle », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Arts et curiosités de Paris).

« *Les primitifs italiens* », 12 h 30, près de la Victoire de Samothrace au Louvre, Mme Caneri.

« Exposition Oudry », 18 h, hall du *Grand Palais* (La France et son passé).

« Musée Rodin », 15 h, 77, rue de Varenne, M. Jasler.

« Du cloître des Billettes au couvent des Blancs-Manteaux », 14 h 30, 24, rue des Archives (Paris pittoresque et insolite).

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau, A. Garcia.

« La Mosquée », 15 h, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Chamontin (Paris et son histoire).

« Hôtels, églises, ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La place des Vosges, L'hôtel Carnavalet et l'hôtel des Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges, E. Romann.

« De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

12 h 30, 7, rue de la Bienfaisance, R. Eddé : « Pour un Liban libre, uni et souverain » (entrée gratuite).

15 h, UNESCO, place de Fontenoy, « Sukho-Thai (Thaïlande) » (film). (Tourisme culturel.)

15 h et 17 h, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : *La liberté guidant le peuple*, de Delacroix. (Peinture et civilisation.)

15 h, Palais de Chaillot, O. Boucher : « De Catal Hüyük aux Hittites » (projections).

15 h 30, Institut culturel italien, F. Brandel : « Quelles langues pour le monde de demain ? Le français et l'italien face au nouvel équilibre linguistique international. »

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, R. Bareiro Saguier, J.-C. Rodriguez, C. Peri Rossi, O. Gilberto de Leon : « Des auteurs hispano-américains peu connus en Europe. »

19 h 30, 26, rue Bergère, Père H. Biondi : « Illumination divine et prédispositions humaines. » (L'Homme et la connaissance.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 17 octobre 1982 :

DES ORDONNANCES

- Instituant des assesseurs coutumiers dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances au tribunal civil de première instance et à la cour d'appel ;
- Relative au développement économique de la Nouvelle-Calédonie ;
- Portant création d'un office culturel, scientifique et technique canaque ;
- *Relative à l'aménagement foncier, à l'établissement rural* et à la reconnaissance des droits coutumiers sur le sol de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

DES DÉCRETS

- Portant incorporation dans le code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code ;
- Portant création du Centre national des arts plastiques ;
- Modifiant et complétant le décret du 17 décembre 1955 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales.

DES ARRÊTÉS

- Autorisant l'émission d'un emprunt par la caisse centrale de coopération économique ;
- Fixant les conditions d'agrément des sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer pour bénéficier des financements de la caisse de prêts aux organismes Habitations à loyer modéré.

TRANSPORTS

Nouveaux tarifs à la S.N.C.F.

De nouvelles facilités tarifaires seront offertes aux voyageurs de la S.N.C.F. à partir du 1er novembre 1982.

● *Tarifs mini-groupes :*

Jusqu'alors, le tarif groupes n'était offert qu'aux groupes de 10 personnes et plus. Avec le nouveau tarif mini-groupes, 5 personnes voyageant ensemble pourront désormais bénéficier d'une réduction de 25 % pour tout voyage aller et retour dont chacun des trajets sera commencé en période bleue. Le bénéfice de ce tarif comporte pour les voyageurs la nécessité de réserver les places pour chaque trajet au moins deux jours avant la date de départ. Dans le cas où le train emprunté n'est pas ouvert à la réservation, le billet devra être acquis au moins deux jours avant le départ.

● *Augmentation du taux de réduction pour les groupes de 10 personnes à 24 personnes :*

Les groupes de 10 à 24 personnes voyageant en période bleue et blanche bénéficieront désormais d'une réduction de 25 % (au lieu de 20 %). Le taux de 30 % applicable aux groupes d'au moins 25 personnes reste inchangé.

● *Assouplissement des conditions d'utilisation du billet « séjour » :*

Le billet « séjour » permet de bénéficier d'une réduction de 25 % pour tout voyage aller et retour ou circulaire d'au moins 1 000 km (ou payant pour cette distance) dont chacun des trajets débute en période bleue. De plus, le voyage de retour ne peut être entrepris avant le cinquième jour suivant le jour de départ, celui-ci non compris.

Dorénavant, le voyageur pourra choisir entre cette clause et une nouvelle qui lui fera simplement obligation d'avoir un dimanche ou une fraction de dimanche dans son séjour à destination sans minimum de durée. *Par exemple, pour un voyage aller commençant le vendredi avant 15 heures ou le samedi après 12 heures, le retour peut être entrepris dès le dimanche avant 15 heures ou le lundi après 12 heures.*

UN CENTRE D'INFORMATIONS DE LA S.N.C.F. – Un centre d'informations de la S.N.C.F. est ouvert depuis le début de l'été 1982 au 86 de la rue Saint-Lazare dans la façade réhabilitée du siège de la Société nationale. Ce centre, ouvert au public, permet à toute personne intéressée par la vie de la S.N.C.F. de se documenter sur les activités générales de l'entreprise, sur les techniques ferroviaires... Des renseignements d'ordre commercial pour les voyageurs peuvent également y être obtenus, mais aucune vente de billets ou de réservations de places n'y est assurée.

★ Du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 h 45 et de 12 h 45 à 17 heures.

BREF

BOURSES

DES BOURSES D'ÉTUDES et de recherche, d'une durée de deux ans (d'avril 1983 à mars 1985) ou d'un an et demi (d'octobre 1983 à mars 1985) sont attribuées par le gouvernement japonais pour toutes les disciplines littéraires, artistiques et scientifiques. Les candidats doivent avoir la ferme intention d'apprendre la langue japonaise. Les boursiers possédant très peu ou aucune connaissance du japonais sont automatiquement inscrits à un préstage linguistique de six mois qui se déroule à l'université des langues étrangères d'Osaka.

Les candidats doivent être au minimum titulaires du diplôme de licence ou d'un diplôme équivalent (sont admis à postuler les étudiants préparant ledit diplôme pour le mois de juin 1983) et avoir moins de trente-cinq ans.

Le montant mensuel de la bourse est de 166 000 yen le boursier devant payer lui-même son logement.

Le voyage aller et retour par avion, classe touriste, est à la charge des autorités japonaises.

Pour le retrait du dossier, écrire au Bureau de la formation des Français à l'étranger, ministère des relations extérieures, 64, avenue Kléber, Paris (16e). Les dossiers doivent être retournés à la même adresse avant le *15 novembre*.

★ Renseignements : Ambassade du Japon, service culturel, 7, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. : 766-02-22.

HISTOIRE

HIROSHIMA-NAGASAKI. – Le Comité de vigilance Hiroshima-Nagasaki (Maison des associations, 28, rue Victor-Hugo, 92240 Malakoff), présente le film japonais *Prophétie*, document historique sur Hiroshima et Nagasaki : jeudi 21 octobre, 20 h 30, Théâtre 71, à Malakoff ; samedi 23, 23 h 30, cinéma Bonaparte, place Saint-Sulpice, Paris ; lundi 25, 20 h 15, Institut d'anglais, 8, rue Charles-V, Paris ; *mardi* 26, 20 h, palais de la Mutualité ; mercredi 27, 20 h 30, paroisse protestante, 17, rue des Petits-Hôtels, Paris ; jeudi 28, 20 h 30, salle Saint-Just, Argenteuil ; vendredi 29, 20 h 30, piscine municipale, Aubervilliers ; samedi 30, 19 h, salle Ageca, 177, rue de Charonne, Paris ; vendredi 5 novembre, Centre communautaire, 2, impasse des Epinettes, Paris.

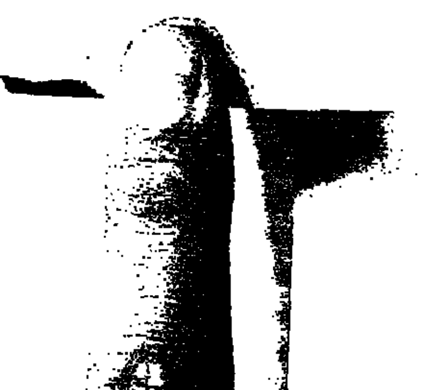
STAGES

EXPRESSION CORPORELLE EN ARDÈCHE. – Le Théâtre du Moulinage, à Lussas en Ardèche, organise des stages sur l'expression corporelle avec Isaac Alvarez et les comédiens mimes. Toussaint : du 25 octobre 11 h au 31 octobre 14 h, forfait : 400 F. Noël : du 26 décembre 11 h au 2 janvier 14 h, forfait : 500 F.

★ Théâtre du Moulinage, 07170 Lussas. Tél. : (75) 36-23-82.

CONTROLE DES MATÉRIAUX. – Un stage de formation continue dans la spécialité « matériaux, contrôle physique et métallurgique », est organisé par l'I.U.T. de Rouen. Ce stage s'adresse aux titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (D.U.T.), mesures physique ou chimie. Cette formation de huit mois compte quatre mois de stage en entreprises.

★ Département de mesures physiques – B.P. 47 – 76130 Mont-Saint-Aignan. – Tél. : (35) 71-71-41, poste 416.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	178 490
dont : Effets escomptés	81 601
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	49 277
5) DIVERS	6 354
Total	497 903

PASSIF

1) BILLETS EN CIRCULATION	175 040
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 937
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 520
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	45 061
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	23 832
5) ECU A LIVRER AU FECOM	50 049
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	9 894
Total	497 903

ACTIF	Au 7-10-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	258 273
dont : Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	18 593
ECU	55 884
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 280
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 508

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	8 oct.	15 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	781	799,7
Valeurs étrangères	2130,1	2187,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	112,7	115,4
Valeurs étrangères	288,2	293,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	101	103,4
Pétroles-Energie	72,1	80,1
Métallurgie	83,9	84,1
Chimie	97,6	100,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	99,8	102,1
Constructions mécaniques	100,5	104
Matériel électrique	107,6	110,9
Automobile et accessoires	91,4	99,8
Industr. de consom. non alim.	123,1	110,6
Agro-alimentaire	115,2	115,1
Distribution	98,6	98,3
Transports	111,6	115,3
Services	104,5	108,7
Assurances	104,1	103,3
Banques	116,1	121,1
Immobilier et foncier	104,1	105,2
Investissement et portefeuille	105,3	106,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	96,4	96,9
Emprunts d'Etat	96,5	98
Emprunts garantis et assimilés	96,4	96,8
Sociétés	96,3	96,77
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	85,9	88,2
Sociétés	92,8	93,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	99,1	101,5
Produits de base	78	84,1
Construction	96,8	99
Biens d'équipement	105,5	107,5
Biens de consom. durables	100,2	106,8
Biens de consom. non durables	109,8	106,6
Biens de consom. alimentaires	113,1	113,1
Services	97	98,1
Sociétés financières	111,5	114
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	97,5	97,2
Valeurs industrielles	96,9	99,8
BOURSES REGIONALES – Base 100 : 29 décembre 1981		
Indice général	95,8	99,8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

THOMSON-C.S.F. – Pour le premier semestre 1982, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 7,01 milliards de francs contre 6,79 milliards au premier semestre 1981 (en chiffres consolidés, 12,58 milliards de francs contre 11,65 milliards, dont 45 % à l'exportation et à l'étranger contre 51 %). Cette « stagnation de la facturation » a entraîné une forte détérioration des résultats de la société : 554,7 millions de francs de pertes au 30 juin 1982 contre un bénéfice de 84,3 millions au 30 juin 1981. Les résultats, toujours bénéficiaires, de l'électronique professionnelle n'ont pas compensé les pertes enregistrées dans les autres secteurs, notamment dans le domaine de l'équipement médical (ex-Française de Radiologie) et dans le téléphone. La stagnation attendue de l'activité au cours du second semestre ainsi que les difficultés évoquées ci-dessus « ne permettent pas d'espérer une amélioration des résultats des six premiers mois de l'exercice par rapport à ceux du premier semestre ».

L'accroissement du carnet de commandes, qui s'élevait à 40 milliards de francs au 30 juin 1982, contre 30 milliards au 30 juin 1981, « devrait cependant entraîner une progression de l'activité en 1983 ». Le groupe « a mis en œuvre des mesures de restructuration de ses activités et de son organisation ».

SEB. – Pour le premier semestre 1982, pour un chiffre d'affaires total de 1,14 milliard de francs, dont 443 millions à l'étranger (370 millions de francs d'exportation), la marge brute d'exploitation est passée à 150 millions de francs contre 107 millions au premier semestre 1981, le bénéfice d'exploitation s'élevant à 67 millions de francs contre 24 millions de francs, et le bénéfice brut (avant impôt, intéressement et participation) à 50 millions de francs contre 19 millions de francs. La société retrouve donc, en francs nominaux, des résultats proches de ceux de 1979, avant le creux de 1980 et 1981.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	14 oct.	15 oct.
Valeurs françaises	106,1	
Valeurs étrangères	126,6	–

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 oct.	15 oct.
Indice général	102,2	101,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 18 octobre .... 14 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 oct.	18 oct.
1 dollar (en yens)	269,50	267,50

BOURSE DE PARIS – Comptant – 15 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	23 20	0 123	Crédit Univers.	313	316 90	Marseille Créd.	....	....	*Étrangères*			S.K.F.(Applic. méc.)	60	60
5 %	....	3 521	Crédital	100	104	Métal Déployé	285	295				Total C.F.N.	74	....
3 % amort. 45-54	71	0 625	C. Sabl. Seine	113	....	Mic	226	....	A.E.G.	102	100	Ufinex	207	....
4 1/4 % 1963	102	0 195	Darblay S.A.	83	82 10	Mors	200	205	Akzo	77 10	84 50	Voyer S.A.	1 36	....
Emp. N. Eq. 6 % 67	111	2 262	De Dietrich	330	....	Nadella S.A.	6	5 80 o	Alcan Alum.	205 50	....			
Emp. 7 % 1973	8360	..	Degremont	90	90	Naval Worms	125	125	Algemeine Bank	780	775			
Emp. 8,80 % 77	100 80	3 520	Delalande S.A.	107 50	109 10	Navig. (Nat. de)	57 60	56 30 o	Am. Petrofina	485	....			
9,80 % 78/93	81 20	2 678	Delmas-Vieljeux	483	497	Nicolas	331	339	Arbed	173	....			
8,80 % 78/86	82 20	7 426	Dév. Rég. P.d.C (Li)	116 50	116 60	Nodet-Gougis	92 50	92 50	Asturienne Mines	50	49 50			
10,80 % 79/94	83 50	1 243	Didot-Bottin	282	280	Occident. Part.	27 90	....	Bco Pop Espanol	85	85			
13,25 % 80/90	93 80	4 901	Dist. Indochine	300	298	OPB Paribas	99	100	B. N. Mexique	7 25	....			
13,80 % 80/87	98 10	13 800	Drag. Trav. Pub.	170	165 20	Optorg	75 20	75 10	B. Régl. Internat.	37000	39900			
[illegible]									Barlow Rand	52 50	54			
...														
Colradel (Ly)	445	450	Loca-Expansion	116	116 80	Union Habit.	182 80	182 50	Cellulose du Pin	20	....	Sogevar	772 25	737 23
Cogifi	150 50	150	Locafinancière	160	162	Un. Imm. France	163 70	161 50	Coparex	475	....	Soleil Investis.	355 59	339 47
Comindus	350	360	Locatel	345	358 80	Un. Ind. Crédit	225	220	F.B.M. (Li)	70	3 50 o	U.A.P. Investis.	251 99	240 56
Comiphos	138 20	138	Lordex (Ny)	103	104 d	Union Ind. Ouest	308 70	308	Iena Industries	13	....	Unifrance	194 14	185 34
Comp. Lyon-Alem.	131	134	Louvre	218	215 10	Unipol	106	119 20 d	La Mure	81 20	....	Unifoncier	500 91	478 20
Concorde (La)	242 60	240 50	Luchaire S.A.	83 20	83 50	Vincey Bourget (Ny)	10 65	....	M.M.B	198	205	Unigestion	436 56	416 76
C.M.P.	9 80	8 65	Magasins Uniprix	68 50	67	Virax	42	41 80	Océanic	45	41 o	Uni-Japon	617 71	589 70
Conte S.A. (Li)	21	20 o	Magnant S.A.	50 50	....	Waterman S.A.	185	....	Petrofigaz	335	....	Unirente	1499 92	1450 60
Crédit (C.F.B.)	180	177	Maritimes Part.	94 50	85 60	Brass. du Maroc	142	....	Pronuptia	125	118 o	Univer	11425 17	11425 17
Créd. Gén. Ind.	213	218	Marocaine Cie	21 20	23 d	Brass. Ouest-Afr.	20 50	20 10	Ratier For. G.S.P.	....	....	Valorem	280 09	267 39
									Rorento N.V.	532	537	Valrea	111936 10	111824 28
									Sabl. Morillon Corv.	120	120	Worms Investiss.	514 15	490 94

HORS-COTE – Compartiment spécial – Autres valeurs hors cote – SICAV (15/10 : Émission Frais inclus – Rachat net) : [illegible]

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1876	4,5 % 1973	1843	1834	1820	1810	590	Facom	624	625	623	625
3105	C.N.E. 3 %	3112	3112	3110 10	3110	850	Fichet-bauche	776	789	789	799
310	Agence Havas	325	326	328	322	170	Finextel	170 50	169	189	188 10
[illegible]											

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
280	Paris-Réescomp	284	290	290	284 50	118	Vallourec	121	119 50	119 50	119 10	44	Imp. Chemical	43 75	43 70	43 70	43 70
100	Pechelbronn	99 60	98	98	97 10	1260	V. Clicquot-P.	1145	1135	1135	1122	82	Inco. Limited	93 20	92	92	91
335	Penhoet	326	330	330	330	870	Vinprix	855	850	850	850	640	IBM	680	676	675	666
395	Pernod-Ricard	373	370	369 50	369	191	Amax Inc.	222	214	209	214	30	Ito-Yokado	31 90	31 30	31 30	31 30
103	Pétroles (Fse)	109 90	107 30	106 50	106 10	420	Amer. Express	484	475 50	461	470	230	ITT	248 50	245 20	235	244 20
175	– (obl.)	175	175 20	175 20	176 20	485	Amer. Teleph.	509	506	503	505	36	Matsushita	42 75	42 90	42 75	42 10
26	– (certific.)	27	26 60	26 60	26 10	100	Anglo Amer. C.	106 20	105 90	105	105 30	670	Merck	706	703	703	697
38	Pétroles B.P.	41 90	41	40 20	41 75	630	Amgold	719	720	717	719	585	Minnesota M.	620	607	607	618
125	Peugeot S.A.	142 80	140 50	140 70	141 90	700	B. Ottomane	690	686	686	698	215	Mobil Corp.	232	227 30	227	225 30
310	– (obl.)	326	325 20	325 20	320 10	400	BASF (Akt)	378	379 50	381	379 50	13350	Nestlé	13960	13930	13880	13950
86	P.L.M.	86	....	....	....	395	Bayer	363	360 50	360 50	358 50	340	Norsk Hydro	384	365 80	365	365
82	Poclain	82	82	82	83 60	305	Buffelsfont.	367	365 50	360	364 10	840	Petrofina	829	824	826	823
[illegible]																	
235	Exxon Corp.	264	260 10	260	258							830	Siemens A.G.	820	816	816	824
225	Ford Motors	252 10	243	242	245							107	Sony	125	122	121	120 80
285	Free State	334 50	333	329	331							130	T.D.K.	142	147 80	146	146
138	Gencor	149	147	147 c	146 c							515	Unilever	572	568	568	....
215	Gén. Belgique	212	211 50	211 50	211							405	Unit. Techn.	438	435 80	435 80	433
650	Gén. Electr.	708	698	696	698							580	Vaal Reefs	665	661	660	681
410	Gen. Motors	454	446	443	449 50							275	West Deep	342	340 50	338	335
63	Goldfields	67 40	65	65 50	64 80							330	West Hold.	378	376	374	373 50
116	Harmony	131 50	129 80	127 50	127 10							270	Xerox Corp.	305 50	305	306	309 90
20	Hitachi	23	23 30	23 05	23 15							2 02	Zambia Corp.	2 13	2 13	2 16	2 10
375	Hoechst Akt.	364	360 10	360	354												

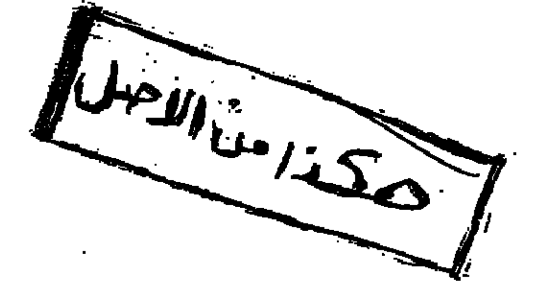
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES – COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/10	Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 108	7 125	6 850	7 200
Allemagne (100 DM)	282 940	282 950	275	289
Belgique (100 F)	14 575	14 576	13 200	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	259 260	259 500	252	264
Danemark (100 krd)	79 540	79 420	76	82
Norvège (100 k)	98 360	98 130	95	101
Grande-Bretagne (£ 1)	12 152	12 145	11 760	12 450
Grèce (100 drachmes)	9 987	9 970	8	11
Italie (1 000 lires)	4 969	4 960	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	331 580	331 130	321	339
Suède (100 krs)	97 150	97 050	93	99
Autriche (100 sch)	40 250	40 280	39 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 235	6 209	0 595	6 400
Portugal (100 esc.)	7 975	7 960	6 800	8
Canada ($ can 1)	5 790	5 791	5 620	5 880
Japon (100 yens)	2 663	2 647	0 255	2 630

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/10
Or fin (kilo en barre)	101000	99000
Or fin (en lingot)	99950	98000
Pièce française (20 fr)	653	660
Pièce française (10 fr)	400	....
Pièce suisse (20 fr)	597	591
Pièce latine (20 fr)	577	576
Souverain	720	720
Pièce de 20 dollars	3105	3180
Pièce de 10 dollars	1580	1530
Pièce de 5 dollars	801 25	.....
Pièce de 50 pesos	3700	3710
Pièce de 10 florins	610	610



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. QUELLE SOCIETE DEMAIN ? : « La tragédie des démocraties », par Jacques Decornoy ; « Le libéralisme... tout simplement », par Michel Drancourt ; « Une voie nouvelle », par J.-Y. Corbierre et A.-P. NOEL.

ÉTRANGER

3. LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE.
4-6. EUROPE
— IRLANDE DU NORD : A la veille des élections, le « plan de dévolution » de Londres paraît déjà voué à l'échec.
— POLOGNE Mgr Glemp constate qu'aucun dialogue n'est possible avec le pouvoir.
6. AFRIQUE
6-7. ASIE
7. SRI-LANKA : L'élection présidentielle se déroule pour la première fois au suffrage universel.
9. FRANCOPHONIE :
— Une nouvelle politique pour « vendre » le français à l'étranger.

POLITIQUE

10. M. Chirac au « Grand Jury R.T.L.-le Monde ».
12. M. Marchais à Pékin : « Pas question de quitter le gouvernement après les élections municipales. »
12. DEFENSE : La mort du général Béthouart.

RÉGIONS

13. FAITS ET PROJETS.
14. ILE-DE-FRANCE : L'imbroglio immobilier.

SOCIÉTÉ

15. L'affaire de mœurs du Coral.
16. EDUCATION : Les assises nationales du P.C.
— MEDECINE : Le congrès de l'Union nationale pour la médecine.
17. SPORTS : VOILE, la course autour du monde en solitaire ; RUGBY : Les trois coups d'une rude saison.
18. ANCIENS COMBATTANTS :
— HISTOIRE : Il y a quarante ans, au Mont-Valérien, l'exécution de cent seize otages.

CULTURE

19. THEATRE : « Mère Courage » à Créteil ; « La Vie est un songe », au Français.
— MUSIQUE : Concerts Stokhausen.
21. RADIO-TELEVISION :
— VU : « Regarder français ».
— Le 8ᵉ Vidcom à Cannes.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23 à 26. LA CRISE DE LA SIDERURGIE EUROPEENNE.

ÉCONOMIE

42-43 SOCIAL : Deux millions de salariés pratiquent les horaires souples.
— Le chômage en septembre . augmentation de 8 % en données brutes.
44. ETRANGER.
45. AGRICULTURE : Cent trente pays ont célébré la journée mondiale de l'alimentation.

RADIO-TELEVISION (21)
INFORMATIONS « SERVICES » (46) : Vivre à Paris . Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (27 à 41) ; Carnet (22) ; Programmes spectacles (20) . Bourse (47).

Une piste « Carlos » dans l'enquête sur l'attentat de la rue Marbeuf

Les policiers de la *brigade criminelle de Paris qui* enquêtent depuis six mois sur l'attentat *meurtrier de la rue* Marbeuf (un mort, soixante blessés lors de l'explosion d'une *voiture piégée* le 22 avril) soupçonnent une jeune allemande arrêtée *en juin* à Rome d'être mêlée à cet attentat. Elle pourrait être liée au terroriste international Ilitch Ramirez Sanchez, plus connu sous le nom de « Carlos ».

Les allées et venues d'une jeune allemande

Les policiers suivent, depuis *trois mois, une ombre* à travers l'Europe. Celle de Christa Margot Fröhlich, âgée de trente-cinq ans, sympathisante des milieux terroristes allemands, notamment de deux groupes, les Cellules révolutionnaires et la Rote Armee Fraktion (RAF), mouvement plus connu sous le nom de « Bande à Baader ».

Cette jeune femme avait été arrêtée le 21 juin à l'aéroport de Rome-Fiumicino, en provenance *de Bucarest, avec une* valise contenant 3,5 kilogrammes de plastic. Christa Margot Fröhlich avait refusé de répondre aux questions des policiers italiens, mais son agenda devait revéler qu'elle s'apprêtait à prendre le train Palatino à destination de la France.

A qui était destiné l'explosif ? Quel attentat devait être commis en France ? Ces questions étaient restées sans réponse. Mais cette Allemande, arrêtée à Rome, devait bien vite intéresser les policiers de la *brigade criminelle* de Paris, *qui recherchaient* plusieurs jeunes *femmes* depuis des mois, pour certains attentats commis à Paris, et, surtout, la mystérieuse convoyeuse de l'Opel Kadett orange bourrée d'explosifs qui avait été garée le 21 avril, rue Marbeuf, Paris (8ᵉ), à la veille de l'attentat commis devant les locaux du journal *Al Watan Al Arabi*.

Dès le mois de mai, cette voiture avait fourni une piste aux *enquêteurs qui s'étaient* rendus à Ljubljana, *en* Yougoslavie. Une certaine Margit Stadelman, âgée de trente-deux ans, née à Zurich, avait loué l'Opel à l'agence Hertz de l'aéroport de Bernik alors que, selon certaines informations elle débarquait d'un vol en provenance de Bagdad. L'identité de cette passagère était fausse, mais avec l'aide de la police yougoslave, les *enquêteurs* français avaient acquis la conviction que Margit Stadelman avait récupéré l'explosif à Ljubljana, avant de *commencer par* la *route* son périple via l'Italie.

Ce cheminement d'est en ouest, c'est aussi celui suivi par Christa Margot Fröhlich, dont le signalement, vérifié lors d'un nouveau voyage des policiers français en Yougoslavie, *correspond* assez bien *à celui de la jeune femme* à l'Opel Kadett.

Durant l'été, les polices allemande, italienne et française ont cherché à reconstituer les différents itinéraires très compliqués de la prisonnière romaine. Selon certaines informations, Christa Margot *Fröhlich aurait* pu effectuer un premier voyage en Yougoslavie *trois semaines avant* de louer sa voiture à Bernik. Elle aurait eu le temps durant son séjour de gagner Berlin-est puis de là Berlin-ouest. Sa trace retrouvée le 21 juin à Rome se perd rue Marbeuf, le 22 avril.

Pas de preuve décisive

Pendant leur enquête européenne, les policiers de la brigade criminelle n'ont cependant pas trouvé la preuve décisive de la culpabilité de la *jeune Allemande dans l'attentat de la rue Marbeuf. Christa Margot* Fröhlich a *refusé de répondre* aux questions des policiers francais venus l'interroger la semaine dernière. Elle n'a pas été formellement reconnue par les mebres du personnel de l'agence Hertz de Bernik qui devront être confrontés à elle devant un juge romain.

Reste cependant que la conviction est *forte* de voir en *elle* la *conductrice de l'Opel Kadette*. Le *style* de ce commis voyageur à l'explosif arrêté en Italie est identique selon les policiers. Il éclaire aussi, sous un jour nouveau, l'attentat de la rue Marbeuf. Le gouvernement, au soir du 22 avril, avait suspecté la Syrie d'avoir commandité l'attentat sur la *foi de l'hostilité* de *Damas* à l'égard de Paris constatée depuis plusieurs mois, et des agissements fort curieux des agents syriens dans la capitale française. Mais, parmi ce concert de soupçons, la brigade criminelle était restée prudente.

Elle tenait, en effet, déjà, une autre piste plus proche de l'univers terroriste de Carlos, de son vrai nom Ilitch Ramirez Sanchez, que des méthodes *de l'extrémisme proche-oriental. En février*, deux amis de Carlos, le Suisse Bruno Bréguet, et l'Allemande Magdalena Kopp, avaient été arrêtés, à Paris, avec, eux aussi, une voiture et de l'explosif, et Ilitch Ramirez Sanchez avait, dans une lettre adressée à l'ambassade de France à La Haye, menacé le gouvernement de représailles, *si les deux terroristes n'étaient pas relâchés. Le 22 avril, le jour du procès de Bruno Bréguet* et de Magdalena Kopp, l'Opel Kadett explosait rue Marbeuf.

Les policiers de la brigade criminelle savent aussi que si les pays de l'Est sont très fréquentés par les terroristes, les amis allemands de Carlos apprécient plus que d'autres — peut-être parce *qu'ils bénéficient sur place* d'une *meilleure hospitalité* — les brefs séjours à Berlin, à Belgrade *ou* à Bucarest. Carlos, lui-même, après sa période libyenne (1975-1977), aurait effectué des séjours en Irak, puis en Syrie, toujours entrecoupés de passages en Bulgarie, en Roumanie et, plus récemment, en Tchécoslovaquie.

PHILIPPE BOGGIO.

En Chine

PREMIER TIR RÉUSSI D'UN MISSILE LANCÉ EN IMMERSION

La République populaire de Chine a procédé, avec succès, au lancement de son premier *missile balistique à partir* d'une *plate-forme* de tir en immersion, à une date qui se situerait entre le jeudi 7 et le samedi 16 octobre, selon l'agence Chine nouvelle. Un quotidien japonais avait annoncé, vendredi 15 octobre, cet essai, qu'il a daté du mardi 12 octobre. (*le Monde* daté 17-18 octobre.)

Cette première expérimentation d'un *lancement en immersion* fait de la Chine le *cinquième* pays, après les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France, à vouloir maîtriser cette technique.

L'INDE A OFFICIELLEMENT CONCLU L'ACHAT DE QUARANTE MIRAGE-2000

New-Delhi (*A.F.P.*). — L'Inde et des représentants de la firme aéronautique française Marcel Dassault ont signé, samedi 16 octobre, un contrat prévoyant la *fourniture* de quarante Mirage-2 000 à l'Inde, a *annoncé*, lundi 18 octobre, le *ministère indien* de la défense.

La fourniture des appareils s'échelonnera d'octobre 1984 à décembre 1986. Les appareils de combat seront notamment équipés d'un système de brouillage électronique et d'une panoplie d'armes complètes, incluant le *missile air-surface* Exocet AM-39. Des pilotes et des *techniciens* indiens se rendront en France dès le début de 1983 et jusqu'en 1986. L'Inde a commandé à la France un simulateur de combat destiné à l'entraînement des pilotes (*le Monde* du 17 avril 1982).

La signature du contrat intervient une semaine après la visite en Inde du ministre français de la *défense*. M. Charles Hernu, qui avait *examiné* avec son homologue indien, M. R. Venkataraman, les divers aspects de la coopération militaire franco-indienne.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 octobre 1982 a été tiré à 483 429 exemplaires.

Le prix Nobel de physique est attribué à M. K. G. Wilson (États-Unis)

***L'Académie** royale des sciences de Suède a décerné, ce lundi 18 octobre à Stockholm, le prix Nobel de physique 1982 à l'Américain Kenneth G. Wilson de la Cornell University pour ses travaux sur « les phénomènes critiques lors des transitions de phase ». Ce prix, d'un montant de 1,15 million de couronnes suédoises — soit environ la même somme en francs français — lui sera remis le 10 décembre prochain.*

Un puissant outil mathématique

Les phénomènes critiques se caractérisent par des fluctuations de grande amplitude dans les propriétés de la matière, et ce comportement étrange a longtemps résisté aux efforts des physiciens pour le comprendre. M. Wilson a utilisé une méthode de physique mathématique, la « *technique* » du groupe de renormalisation, découverte un peu par hasard en physique des particules, et qui s'est révélée extrêmement féconde. Cette technique est applicable à un très vaste ensemble de *problèmes*, sans aucun rapport physique les uns avec les autres, mais qui ont la caractéristique commune *de pouvoir être décrits par une théorie mathématique — généralement inconnue — dans laquelle ne doivent intervenir qu'un petit nombre de paramètres.*

La technique du groupe de renormalisation peut alors être sommairement décrite comme suit : on modifie progressivement certains paramètres, pour leur faire atteindre des valeurs très grandes ou très petites telles que ces paramètres ne peuvent raisonnablement plus jouer aucun rôle dans la description du phénomène dont on veut rendre compte. Cette élimination de paramètres simplifie la et, dans les cas favorables, on a ainsi pu obtenir une description théorique correcte des phénomènes étudiés.

La renormalisation est, à l'origine, une méthode utilisée en physique des particules pour éliminer des quantités infinies qui apparaissaient dans les calculs et qui étaient visiblement *dépourvues de sens. En étudiant cette méthode, on découvrit qu'elle s'analysait comme une modification des valeurs de la masse et de la charge de l'électron et qu'il existait un vaste ensemble de couples masse-charge qui conduisaient aux mêmes prédictions. Les transformations qui font* passer d'un couple à l'autre constituent ce que les mathématiciens appellent un groupe. On avait donc découvert un « groupe de renormalisation » qui semblait à l'époque, en 1953, n'avoir aucun intérêt pratique.

Changements d'échelle

La situation changea quand, en 1966, M. Leo Kadanoff, professeur à l'université de Chicago, suggéra *d'utiliser le groupe de renormalisation en physique de la matière condensée. C'est en 1971 que M. Kenneth Wilson, qui enseigne à l'université Cornell (Etat de New-York)*, mit cette idée en pratique pour expliquer, entre autres, la désaimantation d'un métal aimanté quand on le chauffe.

Le problème est que cette désaimantation est un phénomène brusque, qui se produit à une température bien définie — dite température de Curie, du nom du physicien français qui la découvrit au siècle dernier, et qui reste plus connu pour ses travaux sur la radioactivité. Or, quand on regarde le phénomène à l'échelle atomique, cette température n'a rien de remarquable. On constate simplement que, lorsqu'on chauffe le métal, un certain ordre entre les atomes disparaît progressivement, sans aucune mutation brusque.

Les transformations du groupe de renormalisation s'analysent ici comme des changements d'échelle, des dilatations et des contractions. Elles permettent de passer continûment de la vision microscopique à la vision macroscopique. La température de Curie joue le rôle d'un col ; rien ne distingue un col des points très voisins, mais si l'on est d'un côté, on descend vers une vallée, et vers une seconde vallée si on est de l'autre côté. Dans le cas du magnétisme, si on part d'une température un peu inférieure à la température de Curie, les transformations du groupe de *renormalisation conduisent progressivement à un état de plus en plus ordonné, donc aimanté. Si on part, au contraire, d'une température supérieure, on va vers le désordre, donc l'absence d'aimantation.*

La technique du groupe de renormalisation a été appliquée ensuite à bien d'autres problèmes, apparemment sans rapport, comme la transition liquide-gaz ou le comportement des solutions de polymères. Elle se révèle peu à peu comme un outil extrêmement puissant qui devrait être la clef de nombreux problèmes actuellement insolubles.

MAURICE ARVONNY.

[Né le 8 juin 1936, à Waltham (*Massachusetts*), Kenneth G. Wilson est professeur à l'université de Cornell depuis 1971. Il a commencé ses études à l'université de Harvard et a obtenu son doctorat à l'Institut de technologie de Californie en 1961. Sa principale contribution aux sciences physiques est l'application aux phénomènes critiques de la théorie des groupes de renormalisation, qui résulte de ses tentatives à comprendre la théorie quantique des champs. Il a pour ce faire largement utilisé les capacités et la technologie des ordinateurs.]

A la demande de M. Mitterrand

L'ÉCRIVAIN CUBAIN ARMANDO VALLADARES A ÉTÉ LIBÉRÉ

L'Elysée a fait savoir ce lundi 18 octobre, en fin de matinée, que M. Fidel Castro avait décidé, à la suite de la démarche de M. François Mitterrand, de libérer l'écrivain Armando Valladares, emprisonné depuis vingt-deux ans. Valladares devrait arriver dans les prochains jours, à Paris, accompagné par un membre de l'ambassade de France à La Havane.

La nouvelle de la libération d'Armando Valladares a été annoncée par M. Fidel Castro à M. Régis Debray, conseiller technique à l'Elysée, qui s'était rendu à Cuba la semaine dernière.

[M. Armando Valladares, poète catholique, avait été arrêté à La Havane en décembre 1960, à l'âge de vingt-trois ans. Il était accusé d'appartenir à un groupe de contre-révolutionnaires militant à l'université et d'avoir travaillé pour la police de Batista. En fait, selon ses proches, il n'avait eu qu'un rôle purement administratif dans la police, et avait adhéré au départ à la révolution castriste.

Soumis à de multiples vexations et mauvais traitements dans les diverses prisons où il a été enfermé, il a perdu l'usage des deux jambes en 1974, *après que* les autorités pénitentiaires l'aient laissé quarante jours sans aliments, pour le punir de refuser le programme de rééducation politique imposé aux prisonniers. Il a fait publier plusieurs recueils des poèmes écrits dans sa cellule. Depuis trois ans, toute visite lui était interdite.]

● *Une délégation du Conseil représentatif des institutions juives de France* a été reçue lundi matin 18 octobre à sa demande par M. Cheysson, ministre des relations *extérieures. Le* CRIF avait vivement critiqué l'entretien que M. Cheysson avait eu la semaine dernière à Tunis avec le chef de l'O.L.P., M. Arafat.

● *L'un des quatre spectateurs blessés à la sortie du concert d'Imagination est mort.* — Richard Adjemian est décédé vendredi 15 octobre, des suites de ses blessures (*nos dernières éditions*). Avec trois autres spectateurs, il avait essuyé des coups de feu tirés par un inconnu, jeudi, vers 23 h 15, à la sortie du chapiteau Jean-Richard, à la *porte de Pantin*, à *Paris* (19ᵉ). *Les enquêteurs ignorent les raisons exactes* de cette fusillade et penchent pour l'hypothèse d'un acte de déséquilibré.

